HOCINE
AÏT AHMED

Mémoires d'un combattant

L'esprit d'indépendance 1942-1952

document

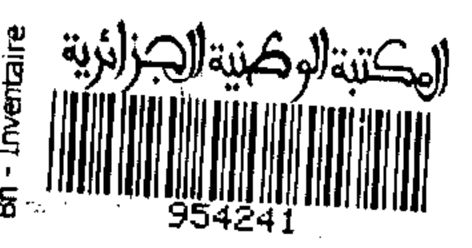


Hocine Aït-Ahmed



MÉMOIRES D'UN COMBATTANT

L'esprit d'indépendance 1942-1952



éditions barzakh

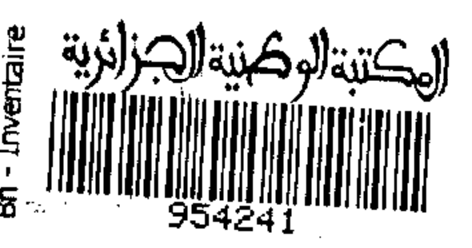
isbn : 9961- 892 - 41 - 0
dépôt légal : 1707 - 2002

Hocine Aït-Ahmed

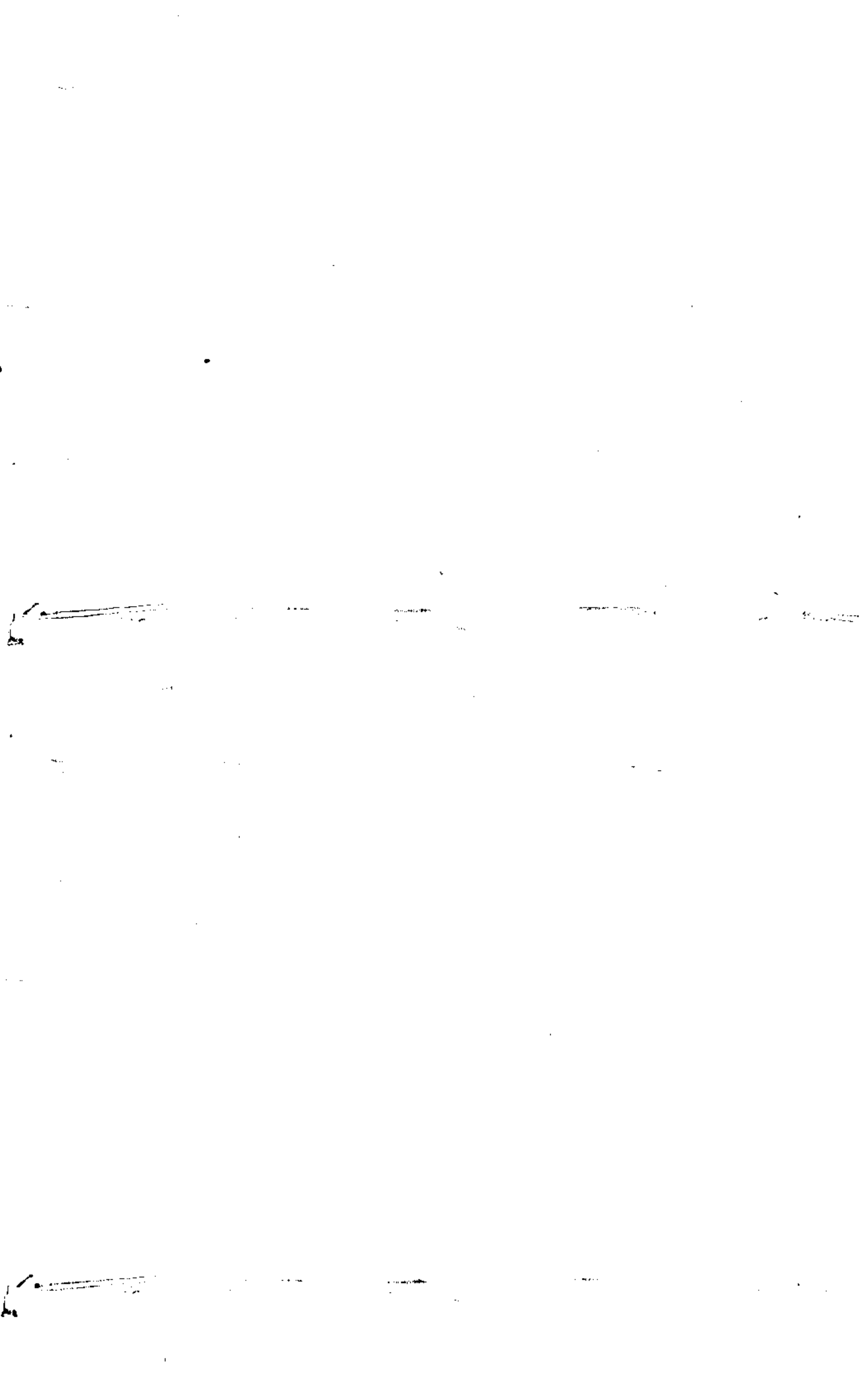


MÉMOIRES D'UN COMBATTANT

L'esprit d'indépendance 1942-1952



éditions barzakh



Je dédie ce premier volume à ma mère, aux femmes algériennes, gardiennes de la culture populaire, et dont le rôle toujours méconnu fut essentiel dans la perpétuation de la personnalité algérienne et de la résistance, aux militantes et aux militants dont, eu égard aux limites de mon itinéraire personnel et de ce type d'ouvrage, je n'ai pu évoquer les noms. Je remercie tous les parents, camarades et amis qui m'ont encouragé et aidé à préciser mes souvenirs. Je rends un hommage particulier à Maud Sissung pour l'attention chaleureuse et la rigueur avec lesquelles elle a respecté et poli mon texte.



Femme kebaïle.

Le combat permanent

Maître Saad Djebbar*

J'ai rencontré M. Hocine Aït Ahmed, " Si L'Hocine ", pour la première fois en 1994, à l'université de Londres où il était venu donner une conférence sur la crise algérienne.

Je savais qu'il était un des historiques de la révolution algérienne; mais j'avais aussi une connaissance suffisante de sa personnalité à travers ses déclarations et prises de position à l'égard du régime algérien. Surtout après son retour au pays, au lendemain des balbutiements démocratiques qui ont suivi les terribles événements d'octobre 1988. Et, par la suite, pour sa position remarquable à l'égard de l'arrêt du processus électoral en 1992.

Tout cela m'avait poussé à le solliciter pour cette conférence, tache qu'il accomplit brillamment dans une excellente langue anglaise face à une salle pleine d'universitaires, d'hommes politiques et de journalistes. Ce fut, pour nous deux, le début de rencontres et de discussions qui se poursuivent aujourd'hui encore.

Lors de notre rencontre en marge de cette conférence à l'université de Londres, je fus surpris, ainsi que ceux qui étaient avec moi, par la grande modestie de Si L'Hocine. Il a refusé catégoriquement les qualificatifs " d'homme historique ", de " leader " ou de " héros " en déclarant de manière tranchée et définitive que seul le peuple algérien en était digne.

A l'opposé de la plupart des hommes politiques que j'ai rencontrés, Si L'Hocine surprend par sa totale sincérité. Et par sa façon modeste de citer des évènements importants où il a été acteur ou d'évoquer sa contribution au mouvement national depuis son adhésion au Parti du Peuple Algérien (PPA) en 1942 alors qu'il était à peine âgé de seize ans. J'ai également remarqué la tonalité amicale et respectueuse qui tisse ses propos lorsqu'il évoque les compagnons de lutte ou les personnalités avec lesquelles il avait pourtant des opinions divergentes. Il ne cache

---

* Avocat, consultant au British Royal Institute For International Relations
Directeur-adjoint du centre d'études sur l'Afrique du Nord, Université de Cambridge.

pas son affection pour Messali Hadj, ni son admiration pour les capacités politiques de Ferhat Abbas. Sa plus grande admiration et son respect vont vers les citoyens ordinaires qui ont adhéré au mouvement national ; là, ils ont mûri leur conscience nationale pour y devenir des hommes créatifs, pleins d'abnégation et des modèles de loyauté. Certains sont devenus de hauts responsables au sein du parti du peuple. Comme l'extraordinaire Ahmed Bouda dont le poème est devenu un chant qu'entonnaient les enfants du parti du peuple dans les fêtes privées comme dans les occasions nationales, surtout après les massacres du 8 mai 45 à Sétif, Guelma et Kherrata. Ce chant disait :

L'amour de l'Algérie est un devoir pour moi
Ma vie et mes biens pour le nationalisme
Debout, jeunes de mon pays
La vie d'humiliation est sinistre

Ou encore :

Les jeunes sont montés dans les djebels
Ils sont montés aux djebels ô patrie !
Contre la domination et le colonialisme !

J'ai posé à Si El Hocine une question qui m'a longtemps occupé l'esprit : comment le mouvement a-t-il pu s'imposer sur la scène politique malgré la faiblesse du niveau intellectuel, des moyens matériels et de communication, et malgré les entraves et la terrible répression imposées aux Algériens par les autorités coloniales ? Il m'a répondu simplement : " Les enfants du mouvement national étaient, dans leur écrasante majorité, des gens simples qui ont transformé leurs muscles en cerveaux pensants pour faire face au colonialisme. Cela grâce à l'encadrement mis en place par le mouvement, et à l'abnégation, à la loyauté qui les animaient pour la dignité et la liberté de leur peuple et de leur pays ".

Devant cette question et tant d'autres sur le passé, devant ma soif d'en connaître davantage sur des problèmes liés au mouvement national, Si L'Hocine me demanda si j'avais lu ses *Mémoires de combattant* qu'aujourd'hui j'ai l'honneur de présenter. Quand je lui avouai mon ignorance du livre, il m'en envoya un exemplaire. J'en commençai la lecture, je ne pus le lâcher qu'à la dernière page. J'ai profondément

regretté, à cette époque, le fait que le livre n'avait pas été traduit en langue arabe afin de permettre à un grand nombre d'Algériens et aux lecteurs arabophones en général, de le lire. Car ce livre aide à dénouer de grandes énigmes et comble des failles béantes dans notre histoire encore non écrite. Les indications et les analyses de Si El Hocine, lors des discussions continues que nous avions, amplifièrent mon enthousiasme à l'égard de ce livre vers lequel je revenais sans cesse. Il décelait les ressemblances, les précédents ou les racines de la crise algérienne actuelle dans l'histoire du mouvement national, dans la période de la lutte armée et parfois, après l'indépendance. On trouvera en effet dans ce livre des éléments de compréhension et des enseignements pour le présent.

Ces *Mémoires* diffèrent des autres qui, généralement, sont publiées à la fin de la vie politique d'un homme. Ces mémoires ont un trait particulier : elles sont centrées sur une période de la lutte de Si L'Hocine, dix années exactement, depuis son adhésion au Parti du Peuple Algérien (PPA) en 1942, à son départ du pays, vers le Caire, en 1952. Dix années qui correspondent à une période cruciale de changements, de séismes aux niveaux national et international. La guerre mondiale s'était achevée sur une nouvelle configuration des rapports de force, tout en contribuant à aiguiser les aspirations des peuples colonisés à l'autodétermination et au recouvrement de leurs libertés. Si L'Hocine considère, dans ses *Mémoires*, que les nationalistes algériens - en raison de la faiblesse de leur organisation - n'ont pas exploité le vide politique laissé par la France occupée (par l'Allemagne). Ils n'en ont pas profité vis-à-vis des alliés, lors de leur débarquement sur les côtes algériennes, afin de peser en faveur de l'indépendance, ou du moins, d'en poser les jalons.

Les *Mémoires* de Hocine Aït Ahmed dévoilent des étapes importantes de notre histoire au point d'être un document de référence pour ceux qui étudient l'histoire de cette époque. L'importance de ce document est de montrer que les événements de cette période, les erreurs commises, furent la conséquence de visions erronées dont le peuple continue à payer le prix aujourd'hui. La mise en exergue de ces erreurs ne signifie pas que les générations de l'indépendance doivent pointer un doigt accusateur sur ceux qui les ont commises. Les limites intellectuelles et matérielles, greffées sur un contexte colonial difficile, la loyauté, la sincérité et la bonne foi des hommes de cette époque, sont des explications acceptables, en tout en état de cause.

En revanche, la plus grande catastrophe est celle d'aujourd'hui. Les responsables algériens, de l'indépendance à nos jours, bien qu'ils disposent des moyens de l'Etat, continuent à véhiculer les mêmes fausses conceptions, les mêmes erreurs et recourent aux mêmes pratiques erronées que celles mises en oeuvre par le mouvement national et les autorités coloniales.

Si L'Hocine démontre clairement que l'entêtement des autorités coloniales à réprimer les partis politiques algériens et à recourir en permanence à la fraude électorale a bel et bien cristallisé la conscience révolutionnaire en 1949. Il rappelle, plus d'une fois, que la fraude électorale systématiquement pratiquée à l'époque a vidé l'action politique de son sens. Dés lors, les citoyens ont demandé au PPA de les armer et ont proclamé qu'à l'avenir, ils n'accorderaient plus le moindre crédit au vote. Et de fait, les élections de 1948 furent, en quelque sorte, la goutte qui a fait déborder le vase. Les jeunes nationalistes (dont Si L'Hocine) étaient convaincus qu'il fallait abandonner l'action légaliste et s'orienter vers l'action révolutionnaire. D'où la création de l'Organisation Spéciale (OS) pour préparer la lutte armée. Processus auquel participa Si L'Hocine, avant que lui-même ne dirige la structure, après la mort du regretté Mohamed Belouizdad. L'OS sera le premier noyau de ce qui, par la suite, constituera l'Armée de Libération Nationale.

Si L'Hocine s'attarde longuement sur ce qui fut appelé la " crise berbériste " ou le " complot berbériste ". Il en démonte les ressorts et raconte les mesures arbitraires dont furent, au sein du parti, victimes des militants - y compris lui-même - de la part de camarades. Il considère que ce qui est arrivé est le résultat d'une interprétation superficielle des choses. Des décisions arbitraires auraient pu être évitées si la question avait été débattue de manière démocratique. La " crise berbériste " a été instrumentalisée pour déstabiliser un militant d'exception. L'accusation de " berbérisme " a servi ses adversaires politiques - et notamment les hommes du régime - pour masquer les questions fondamentales, et surtout, tenter de nuire à l'éthique politique, patriotique et démocratique de l'homme. Hier ressemble tant à aujourd'hui !

Les *Mémoires* de Si L'hocine me confortent dans les impressions premières que j'ai éprouvées en le rencontrant, avant même de lire le livre. Un homme qui sait gérer les équilibres nécessaires entre la réflexion d'un côté, et l'action et l'organisation de l'autre, qui refuse l'improvisation. Il a, ainsi, durement critiqué la décision de la direction du PPA d'ordonner l'insurrection aux responsables de la région de

Kabylie - avant d'envoyer un contrordre de dernière minute - après les évènements du 8 mai 1945. L'improvisation s'est révélée coûteuse pour le moral des militants à l'époque.

La profondeur de la réflexion politique et les expériences de Si L'Hocine durant les différentes étapes de sa vie, sans compter les années de prison et d'exil, lui ont donné une grande rigueur dans la prise de décisions graves. Son refus de l'arrêt du processus électoral en 1992, sa mise en garde contre les dangers d'une telle mesure pour la population et le pays, sa condamnation des fraudes continues lors des scrutins organisés par la suite et son appel permanent au dialogue et à la réconciliation nationale, étaient autant d'attitudes réfléchies. Elles n'avaient pas pour but de défendre des intérêts partisans étroits. Elles étaient, surtout, une tentative de conjurer une malheureuse répétition de l'histoire ; d'éviter des explosions populaires similaires à celles qui ont eu lieu après le verrouillage des espaces politiques et médiatiques devant les forces représentatives de la société à la fin des années 40. Mais cette fois, la catastrophe redoutée devait être plus grave encore, car la confrontation opposera les enfants d'un même peuple.

Il n'est donc pas surprenant que Hocine Aït Ahmed et son parti ne soient pas tombés dans le piège des solutions provisoires et des fausses promesses, celles qui ont été présentées par les responsables algériens comme une " protection de la démocratie et sa consécration après l'élimination de ses ennemis islamistes ". Cette attitude a permis à Si L'Hocine et à son parti de gagner respect et crédibilité, même dans les milieux qui s'opposent à lui pour des raisons personnelles et politiques.

Les évènements vécus par l'Algérie depuis 1992 ont démontré la hauteur de vue d'un homme qui continue à être ferme dans son engagement absolu pour la démocratie et son refus de la marchander. La même position qu'il a adoptée durant son combat au sein du mouvement national, la guerre de libération et après l'indépendance du pays.

Et voilà que, de nouveau, la " crise berbériste " ou " kabyle " resurgit à la surface depuis le printemps 2001 pour occuper le devant de la scène. Les responsables algériens ont donné à cette crise des explications qui, dans le fond, ne diffèrent pas de celles, superficielles, proposées par le mouvement national en 1949 et les gouvernements post-indépendantistes. Mais Hocine Aït Ahmed l'affronte en soulignant que la crise provient de l'absence de démocratie et que les enfants de Kabylie, comme les autres enfants du pays, subissent l'injustice et la

marginalisation politique et économique. Hocine Aït Ahmed a compris que le régime lui a dressé - ainsi qu'à son parti - un piège, attendant, de manière indécente, qu'il y tombe les yeux fermés.

Mais Si L'Hocine est l'homme qui a traduit la fameuse chanson de la seconde guerre mondiale " Lili Marlène " en la retravaillant. Il lui a donné le titre de " Union, union.. " et elle est devenue le chant des nationalistes de Kabylie exempt de tout régionalisme ou d'esprit séparatiste. Il a lancé à travers la chaîne *Al Jazira* un appel aux citoyens et aux militants et sympathisants, les incitant à préserver l'unité de la nation et du peuple. Il a souligné qu'il s'agissait " du legs précieux de ceux qui ont sacrifié vies, biens et efforts pour l'Algérie ". N'oublions pas que l'homme a répété maintes fois que le régionalisme était une " carte grillée " et que ceux qui la jouent n'ont guère servi et ne servent en rien les parties qu'ils prétendent représenter. Ils ne le font que pour leurs seuls intérêts, au détriment de ceux de la population et du pays.

Les manœuvres pour faire basculer la Kabylie dans le chaos et le sang, pour brouiller les cartes et masquer les véritables problèmes des enfants de l'Algérie, échouent grâce à Hocine Aït Ahmed. Il est, par sa pensée et son expérience, l'homme de fer, le verrou de sécurité qui protègent l'unité nationale du danger que représentent ceux qui sont tentés d'en manipuler les ressorts.

La période couverte par ces *Mémoires* a été importante et décisive dans la lutte du peuple algérien. Ce fut un temps de mûrissement de la pensée révolutionnaire et le prélude à une révolution devenue légendaire dans le monde. Mais il faut se rappeler que l'histoire de Hocine Aït Ahmed ne s'est pas arrêtée après cette décennie. L'homme a, au contraire, joué un rôle essentiel avec ses frères, dans le déclenchement de la guerre de libération nationale en 1954. Il a mis en oeuvre une campagne diplomatique de soutien à la révolution aux niveaux maghrébin, arabe et islamique. Dans le cadre de cette campagne, il a participé au célèbre congrès de Bandoeng pour faire entendre la voix de la révolution algérienne au monde entier, et l'affermir. Il a également créé un précédent en matière de droit international : lorsque la délégation algérienne, soutenue par les délégations arabes et islamiques, est parvenue à inscrire la question algérienne à l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'Onu en 1956, en dépit d'une grande opposition de la France.

Abdelhamid Mehri, une personnalité très respectée par l'auteur de ces *Mémoires*, a rappelé, lors d'une conférence donnée au British Royal Institute of International Relations, que Hocine Aït Ahmed est celui

qui a eu l'idée d'un gouvernement provisoire algérien en exil. Toutes ces périodes et celles qui ont suivi par la suite, méritent d'être consignées par écrit, par l'auteur ou par ses proches, car elles représentent des références intellectuelles et politiques précieuses.

Quant aux hommes du pouvoir qui ne cessent de diffamer Si L'Hocine en le présentant comme l'homme qui dit toujours " Non ", ou celui qui " sait perdre les occasions ", ils ne disent que la moitié de la vérité. La seconde moitié, ils font semblant de l'ignorer et il convient de la dire, pleinement. Je m'attends à ce que Si L'Hocine dise " Non " à la légitimité révolutionnaire " Oui " à la légitimité démocratique. "Non" à l'unicité et au totalitarisme, " Oui " au pluralisme et à la démocratie, "Non " au séparatisme " Oui " à l'unité, " Non " au régionalisme, " Oui " au patriotisme, " Non " au provincialisme " Oui " à l'universalisme. " Non " à la confrontation " Oui " à la différence, " Non " à l'homme historique, " Oui " à l'homme qui continue à faire l'histoire de son peuple. " Non " aux fausses solutions partielles, " Oui " aux solutions globales et justes. Il y a tant de héros qui ont mené leurs peuples à l'indépendance, mais leurs actions se sont transformées, par la suite, en alibi pour l'oppression et la répression contre ces mêmes peuples, surpassant même l'arrogance du colonisateur.

Les *Mémoires* de Si L'Hocine reflètent réellement la dimension humaniste de l'homme et sa sensibilité à l'égard des souffrances des autres. C'est ce que j'ai constaté chez lui contrairement à la dureté d'hommes politiques que je connais. C'est, également, un homme cultivé qui maîtrise parfaitement six langues et qui ne s'est jamais arrêté d'apprendre. Ce qui rend l'homme ouvert sur la culture et la pensée universelle tout en demeurant enraciné dans la culture populaire, liant ainsi authenticité et modernité, local et universel de manière très équilibrée.

Aussi ne puis-je imaginer qu'un homme de ce poids pourrait être réduit à une zone géographique ou traité de régionaliste ou de séparatiste. Je suis convaincu que ceux ont colporté ces accusations ont voulu édifier un mur mensonger d'histoire et de géographie. Avec pour seul but de l'éliminer ou de le marginaliser, précisément parce qu'il possède les attributs intellectuels et moraux et les expériences qui le rendent apte à un leadership fondé sur la tolérance, la compréhension, la coexistence et la démocratie. Sa rigueur face aux positions erronées et aux comportements injustes, d'où qu'ils viennent, fait partie des qualités de l'homme algérien libre dont les sacrifices ont tissé

une légende dans la lutte pour la libération dans notre monde contemporain.

Ce qui distingue Si L'Hocine des hommes de sa génération qui ont contribué à la révolution, est qu'il demeure encore fidèle au combat pour la construction de la démocratie et pour la dignité de l'homme algérien. Ce qui en fait un homme constamment moderne. Il parie toujours sur le rôle des jeunes, des gens sages, des femmes aussi, pour créer les conditions objectives du changement, pour la démocratie. Le défi qui se pose aujourd'hui à ces jeunes est de faire renaître l'esprit de combat subjectif qui prévalait chez les jeunes dans les années 40 et 50. Il y a l'impérieux besoin d'un éveil dans leurs rangs pour organiser la lutte pacifique pour la démocratie.

Le combat permanent de Si L'Hocine en a fait un acteur essentiel dans la direction du processus de démocratisation, un symbole fort et un exemple de fidélité au combat pour les valeurs supérieures. Pour faire écho à ce grand monsieur il est impérieux que les Algériens, en Kabylie ou ailleurs, détruisent ce mur mensonger de la fausse histoire et de la fausse géographie. En le faisant tomber, les Algériens se libèreront comme les Allemands se sont libérés en s'unifiant après avoir détruit le mur de Berlin.

Si l'histoire est écrite par les " vainqueurs ", celle de Si L'Hocine sera écrite, en son temps, par ceux qui seront vainqueurs pour leur peuple car il mérite, bel et bien, la médaille de la sincérité et de la crédibilité.

1

Enfance et prise de conscience

Je suis né dans un village perdu au fin fond d'une vallée de la haute Kabylie, à quelque mille mètres d'altitude. Venu au monde le vendredi 20 août 1926, j'ai officiellement quatre jours de moins, car mon père dut attendre le mardi, jour de marché et jour d'état civil, pour déclarer ma naissance à la commune mixte [1] de Michelet (Aïn-el-Hammam) dont notre village était distant d'une douzaine de kilomètres.

Il me coûte d'évoquer en ce lieu ma petite enfance qui était, et qui demeure, le centre de mon univers. C'est peut-être en raison de l'âge qui avance, et certainement à cause de l'exil. L'éloignement du pays natal le rend encore plus cher, et avec lui tous les souvenirs qui s'y rattachent. Mais puisque je donne ici mes mémoires, la logique veut que je parle d'abord de l'enfant que je fus : un petit montagnard de haute Kabylie.

J'ai eu une vie aussi dure que la plupart des enfants de mon âge. J'ai eu froid, j'ai eu faim, et si j'ai réussi l'examen de survie, si j'ai forcé la loi de la sélection naturelle, je dirai que ce fut plutôt un hasard. La mortalité infantile était très élevée par chez nous, y compris dans ma propre famille. Si la colonisation avait amélioré la situation sanitaire, c'était de façon toute relative [2]. Les grandes vaccinations avaient fait régresser le taux de mortalité infantile. On

1. La commune mixte était une division administrative groupant des populations en majeure partie indigènes sous l'autorité d'un administrateur.
2. Il n'y avait qu'un seul médecin pour toute la commune mixte de Michelet, qui comptait plus de cent mille habitants.

ne mourait plus de variole, mais on mourait de sous-alimentation, de malnutrition, on mourait encore du paludisme. Personnellement j'ai eu le paludisme dès l'âge de six ans et durant toute ma scolarité primaire. L'assèchement des marécages avait été mené à bien pour favoriser la colonisation, mais qui s'occupait de l'environnement des indigènes?

J'ai grandi dans une maison qui était (et est toujours) un lieu de pèlerinage à cause de mon aïeul, le marabout[1] Cheikh Mohand el-Hocine, mort en 1901. C'était un sage, un grand poète. On vantait sa facilité proverbiale à improviser poétiquement sur des maximes, des leçons de morale, voire même des versets du Coran dans leur traduction berbère. Il appartenait à une des plus grandes confréries maghrébines qui ont mené la résistance active ou passive au colonialisme, la Rahmanya, dont il fut, pendant un temps, un des chefs spirituels. J'ai vraiment baigné dans cette atmosphère de mysticisme et de poésie populaires, dans cet « islam des profondeurs », modelé par une période historique donnée – refuge de l'âme en détresse, de l'être angoissé par l'avenir, rempart d'une société assiégée par la misère et par toute sorte de phénomènes d'agression et de régression encouragés ou simplement favorisés par l'occupation étrangère. Tout compte fait, si nous étions colonisés, c'est que nous étions colonisables.

Cet islam-là, celui du mysticisme soufi, en appelle à ce qu'il y a de meilleur en nous, c'est-à-dire à la sensibilité personnelle avec ses corollaires : l'esprit de responsabilité, le sens de la solidarité sociale et par-dessus tout l'humilité – ce que nous appelons en kabyle *anuz*. C'est un terme qui revient très souvent dans l'éthique et aussi, pourrais-je dire, dans l'esthétique du comportement personnel et social que prêchait mon aïeul. Conscience individuelle, solidarité sociale et humilité constituent à mes yeux des préalables à la démocratie. Pour moi la culture berbère c'est cette quête de l'absolu, de l'égalité et du progrès dans le domaine moral et intellectuel. Je crois que le soufisme, tout comme les écoles mystiques qu'a connues

1. L'islam rejette, en principe, l'intercession des saints, mais la ferveur populaire ne s'en trouve pas moins des intercesseurs dans les marabouts, pieux personnages qui sont souvent des chefs de confréries, révérés de leur vivant et vénérés après leur mort, notamment par des pèlerinages sur leur tombe ou sur les lieux où ils vécurent. Le mot « marabout » remonte au XIe siècle, époque où le guerrier théologien berbère Youcef Ibn Tachfin, qui s'est donné une mission purificatrice et unificatrice, déferle sur tout le Maghreb et sur l'Espagne à la tête de son « armée populaire ». Youcef Ibn Tachfin avait multiplié, au Sahara et sur les pentes des Atlas, des couvents fortifiés pour la formation de soldats prédicateurs, établissements appelés *rouabit* (singulier : *ribat)*, d'où la dynastie des Almoravides (Al-Mourabitoun : « ceux du ribat ») tire son nom. Le mot marabout signifie étymologiquement : sorti du ribat.

le Maghreb à travers sa longue histoire (qu'on songe à l'enseignement d'Ibn Tumert, au XIe siècle, d'où sera issue la dynastie almohade), sont plus que des mécanismes de défense : c'est une protestation, le refus du dessèchement de la vitalité sociale et spirituelle de la communauté. Évidemment, l'humilité ne change pas les rapports de production. C'est une valeur démocratique en tant qu'elle se fonde sur le respect d'autrui, qu'elle prémunit contre l'esprit de suffisance et de domination. Il n'est pas mauvais d'en appeler au sacré pour lutter contre les démons qui nous poussent à prendre la place d'autrui, toute la place. Savoir écouter la misère, la détresse de notre semblable, savoir écouter tout court, voilà ce qui rend possible le dialogue. Il y a là un héritage ancestral qu'il faut développer et affiner.

Pour le petit villageois que j'étais, l'enseignement commençait vers l'âge de quatre ans, à l'école coranique. On y apprend à lire et réciter le Coran, sans le comprendre, bien sûr [1]. Le cadre et les méthodes, tout y est archaïque [2]. Mais il y a des souvenirs fabuleux. On s'assied à même le sol, le maître aussi (mais sur une peau de mouton). L'enfant écrit sur une planchette enduite au préalable d'une sorte de glaise que l'on a fait sécher. Les plumes sont taillées dans le roseau, l'encre « maison » fabriquée à partir de laine brûlée. Garçons et filles – à cet âge l'école est mixte – apprennent et récitent à haute voix, ou plutôt à tue-tête. Je me demande encore comment notre vénéré maître pouvait supporter une telle cacophonie. La récompense, à chaque fin de chapitre du Coran, c'est le droit d'exécuter une calligraphie avec des encres de couleur, quelle joie!

A six ans, j'ai dû émigrer chez une tante, pour me rapprocher de l'école française. C'était dans un des plus gros villages de la haute Kabylie, Tiferdout, planté comme un paratonnerre au sommet d'un piton, constamment battu par des vents hurlants, fantasmagorique. Comme tous les villages kabyles, Tiferdout avait ses *qanouns*, ses lois coutumières, dont l'un faisait obligation aux enfants, scolarisables ou non, de fréquenter l'école coranique. Dès cinq, six heures du matin, nous allions donc apprendre le Coran, puis nous partions pour Michelet, le centre administratif, où se trouvait l'école primaire, et nous rentrions vers cinq, six heures du soir. Au total, un trajet quotidien d'une dizaine de kilomètres.

---

1. Mais aussi, ce qui est plus important, sans faire semblant de comprendre. C'est une méthode archaïque qui sollicite la mémoire sans l'écraser, qui laisse intacte, pourrais-je dire, les facultés intellectuelles.

2. Précisons toutefois que l'administration coloniale y interdisait tout « enseignement moderne » (grammaire, syntaxe arabe, etc.), de même qu'elle y proscrivait l'usage du tableau noir, de la craie, de cahiers ou d'ardoises.

Les écoles coraniques étaient en fait de vrais garde-fous. Il s'agissait d'empêcher et de maîtriser la turbulence. La turbulence est subversive. En tout cas, elle peut faire des dégâts, à la maison ou aux champs, menacer les récoltes, voire la souveraineté du village voisin. Les hommes valides étant absents, saisonniers en Algérie ou travailleurs en France, le gouvernement local reste entre les mains d'une gérontocratie. Il y a évidemment le renom, l'honneur du village à sauvegarder, en donnant ses enfants comme modèles de conduite. Mais les enfants doivent avant tout apprendre à être des maillons dans la chaîne des générations, éteignant ainsi l'angoisse de l'avenir comme on fait la chaîne pour éteindre un incendie dans le village.

Les parents sont responsables de la bonne éducation de leurs enfants. Si ces derniers manquent à la politesse, profèrent des grossièretés ou des insultes, le village – ou plutôt la djemâa [1] – inflige une amende à leurs parents. On raconte qu'un père de quatre ou cinq enfants, criblé d'amendes et découragé de corriger ses rejetons sans résultat, trouva une solution : tous les matins, dès le réveil il leur faisait hurler des insultes jusqu'à l'enrouement, et il paraît que cette méthode de défoulement porta ses fruits.

Pour moi, en tout cas, la scolarisation loin du giron maternel fut une grande aventure. Je dirai que c'est l'aventure de l'enfance. Assumer son enfance, c'est un peu devenir adulte. Il ne me semble pourtant pas que, pour les gamins que nous étions, le lieu de socialisation ait été l'école française ou l'école coranique. Comme partout, notre véritable monde c'étaient les copains, les groupes, les clans entre différents villages et même au sein du même village. Il y avait toujours le clan d'en haut et le clan d'en bas, comme on dit parfois encore en Espagne : *los de arriba* et *los de abajo.* Ce monde de rivalités est difficile, mais on y apprend la camaraderie, la solidarité chaleureuse.

Et c'est aussi, d'une certaine façon, un apprentissage de la démocratie. Entre enfants du même âge, on traite d'égal à égal. L'insertion sociale par le biais de cette relation est certainement une excellente chose. Personnellement, je n'ai d'ailleurs jamais souffert d'une relation verticale contraignante. Mon père n'était pas du tout autoritaire. Très fin, très ouvert, plein d'humour, il savait me remettre au pas en jouant sur mon amour-propre. J'y reviendrai plus loin lors de l'affaire de l'administrateur, qui me valut ma première incarcération. Évidemment, il y avait des enfants plus ou moins

1. La djemâa est une assemblée, un conseil de notables du douar, fonctionnant parfois sous la présidence du caïd. Elle prend des décisions et dicte des normes dans les domaines les plus divers. A l'occasion, on peut aussi constituer une djemâa de parents ou d'amis pour une mission de bons offices.

riches, ou, pour être tout à fait exact, plus ou moins pauvres. Le signe de richesse, c'était de pouvoir aller à la gargote une fois par semaine, le jour du marché, d'avoir de la galette de semoule blanche ou une gourde de petit-lait (mais qui aurait osé ne pas partager son repas?). Chez les enfants, les plus bagarreurs s'imposaient, surtout s'ils étaient soutenus par un clan nombreux et solidaire, s'ils détenaient pour ainsi dire un leadership biologique. Assumer son enfance, c'était compter sur soi-même. Nous n'avions pas de droits à faire valoir hormis celui-là. Pas de famille-biberon ni d'État-biberon. Mais il y avait une prise de conscience précoce des devoirs, et en premier lieu du devoir de réussir pour soi, pour sa famille, pour son village.

Pourquoi devions-nous réussir? En fait, nous ne nous posions pas la question du « pourquoi » mais du « comment ». Dans ce souci de promotion il y avait certainement aussi le désir d'échapper aux contraintes de toutes sortes, sans qu'il s'y mêlât des préoccupations politiques. De nombreuses structures se chargeaient de nous marginaliser dans nos montagnes et nos vallées, de nous tenir en dehors de tous les circuits d'opinion. Ainsi n'ai-je pas du tout souvenance d'avoir entendu parler de l'ascension d'Hitler, de Mussolini, du projet Blum-Viollette [1], de la création du Parti du peuple algérien (PPA) en 1937. Il n'y avait pas de mass-média. Je n'ai jamais non plus entendu parler de drogue, même indirectement.

Le temps, les saisons étaient rythmés par les jeux collectifs les plus divers, de la bagarre à mains nues à la bataille de boules de neige, de la maraude aux fascinantes quêtes périodiques. Vers minuit, nous allions par petits groupes chanter devant les maisons à la lueur des flambeaux et quêter un don. Puis les groupes mettaient en commun ce qu'ils avaient recueilli, faisaient des petits tas de bonbons, de noix, de châtaignes, de raisins secs, de fruits exotiques et même de piécettes, et un camarade choisi pour sa probité les répartissait entre tous. Mais nous participions aussi à toutes les formes d'entraide collective: labours, cueillette des olives ou des cerises. Les longues chaînes amenant et hissant les grandes solives principales pour la toiture d'une maison en construction nous réunissaient dans une atmosphère de fête, tout en constituant un événement marquant. Il y avait des choses qui allaient de soi, parce que transmises par les bonnes traditions, comme par exemple d'offrir les premiers fruits ou les premiers légumes aux femmes qui attendaient un enfant. Ce « folklore », au sens propre du mot, ce sont

1. Projet de loi (1936) visant à étendre les droits politiques à l'élite algérienne. Il ne vint même pas en discussion devant la Chambre.

des valeurs culturelles, et c'est grâce à ces valeurs que je ne suis pas entré en aveugle dans le monde des idées et de l'idéologie.

Je le dois aussi, bien sûr, à mon milieu familial. Un père simple et solide, comme tous les gens du terroir, qui sacrifiait à la tradition familiale de non-coopération avec l'administration coloniale [1]. Une mère qui, comme toutes les mères, s'est battue pour élever ses enfants. Elle connaît d'innombrables poésies – c'est vraiment la femme gardienne de la tradition. Outre sa mémoire prodigieuse, elle a beaucoup de caractère. Autant mon père représente la sérénité même, autant ma mère est véhémente. Elle ne manque jamais une occasion de rappeler qu'elle descend en droite ligne de l'héroïne du Djurdjura, Lalla Fatma [2]. Elle a toujours rêvé de faire de moi un médecin. C'est pour ça qu'elle a accepté, quand j'avais dix ans, mon « exil » vers un autre village, afin que je puisse fréquenter l'école française.

Cet établissement comportait deux sections : la section française, réservée aux fils de fonctionnaires français, et la section indigène. Le directeur, un « métropolitain », s'appelait M. Thomé. C'était un humaniste, un enseignant aussi dévoué que compétent (en dernière année, c'est lui qui me préparera spécialement au concours d'admission au lycée). Nos maîtres, d'origine kabyle, avaient une formation aussi robuste que leurs coups de poing – lesquels étaient sans doute nécessaires pour tenir en main des classes de soixante à soixante-dix élèves. Et encore étions-nous des privilégiés, car peu de douars possédaient leur école; moins de 10 % des jeunes Algériens étaient scolarisés.

Jusqu'au certificat d'études, suivi, pour quelques-uns d'entre nous, de l'entrée au lycée, nous avons donc eu un programme à peu près équivalent à celui des petits Français, géographie et histoire comprises. Nous avions désormais des « ancêtres gaulois », ce qui nous dérangeait assez peu, d'autant que chez nous les blonds aux yeux bleus n'étaient nullement une rareté. C'est déjà ainsi qu'Hérodote décrivait les Numides. Et quand nous serons devenus lycéens, ce glissement généalogique nous fera simplement rire, comme en riaient probablement nos camarades d'Afrique noire.

---

1. Il n'acceptera en 1939, pendant la guerre, de devenir caïd des Beni-Ouacif que sur les pressantes sollicitations des djemâas, craignant qu'on impose à leur douar certain notable appartenant à une famille administrative notoirement corrompue. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il manquait totalement de « souplesse » vis-à-vis de l'administration coloniale. J'aurai l'occasion d'évoquer, plus loin, ses actes d'insubordination à l'automne 46 et au printemps 47.

2. En 1846-56 Lalla Fatma participa à la résistance contre les Français à la tête des Moussèblines, les « Volontaires de la mort ».

En fait, la puissance colonisatrice savait parfaitement que pour soumettre le monde berbère, et éventuellement l'assimiler, il fallait au préalable le couper de son passé. Au cœur de la conquête, elle avait installé des bureaux arabes pour administrer le pays, mais il n'existait pas de « bureaux berbères ». Le colonialisme a déprécié nos langues populaires et tenté d'exploiter l'arabe classique pour se préparer des auxiliaires. Si bien qu'au lycée j'apprendrai l'arabe en tant que langue étrangère (et il m'arrivera d'en savoir plus que mon professeur).

Mais n'anticipons pas. L'enfant dont je parle est encore écolier et, pour lui, la véritable école de la vie c'est le village. C'est là que j'ai appris que nous ne devons jamais séparer nos intérêts personnels des intérêts de la communauté, notre liberté personnelle des devoirs collectifs. Sous ce rapport, je dois beaucoup à mes instituteurs. Je leur dois cette sorte de logique rationaliste qui aide la conscience à se libérer du fétichisme de la nature, des choses, des hommes et des mots, et qui élargit les horizons. Ce rationalisme nourrissait notre désir d'émancipation, de devenir adulte, notre sens de la liberté.

Nous ressentions le pouvoir colonial comme un pouvoir étranger. Pourtant, la présence administrative était très réduite en haute Kabylie. Son occupation était stratégique, puisqu'elle ne possédait ni terres fertiles [1], ni exploitations minières. Pour notre commune mixte comptant plus de cent mille habitants, il n'y avait qu'une brigade de huit gendarmes. Les seuls autres Français étaient le médecin de colonisation, le pharmacien et quelques enseignants. En revanche, il y avait omniprésence française dans notre imaginaire sous forme de phobies, de hantises : Bichuh, l'animal fantastique dont nous menaçaient nos mamans, n'était autre que Bugeaud; rien que le nom de « Sûreté » nous paniquait, bien que nous n'ayons jamais vu d'agents de la Sûreté et il n'y en ait qu'une seule brigade à Tizi-Ouzou, le chef-lieu d'arrondissement. Absents des colonnes de *L'Écho d'Alger*, les récits de brutalités et de sévices étaient amplifiés par l'écho de nos montagnes et de nos vallées. Toutefois, si le centralisme de l'État français développait une hyperadministration, c'était surtout à Alger et dans les grandes villes. En Kabylie comme dans le reste du pays, les Algériens réglaient leurs problèmes au niveau du village et du douar. Chez nous, la djemâa gardait toute sa vigueur, c'est-à-dire toutes ses fonctions. Elle arrangeait les choses à l'amiable, grâce aux bons offices et à l'arbitrage, au grand dam des tribunaux officiels.

1. Il n'en va pas de même en basse Kabylie où, à la suite de la révolte de 1871, cinq cent mille hectares ont été séquestrés au profit d'Alsaciens-Lorrains ayant émigré après la défaite de Sedan.

Qu'on me permette de raconter ici une histoire personnelle qui exprime assez bien ce divorce. Je devais avoir onze ans. En revenant de l'école en bande, nous rencontrons l'administrateur principal en promenade. Nous ignorons le degré de ses pouvoirs mais nous savons qu'il exige d'être salué très ostensiblement. Avec la désinvolture de l'enfance nous tournoyons autour de lui en enlevant et remettant notre coiffure (la molle chéchia rouge avec une longue pointe terminale de feutre dur). « Bonsoir, Monsieur... Bonsoir Monsieur... » Dans le feu de l'action, certains camarades ajoutent, en arabe, des formules crues. Il se trouve que l'administrateur en connaît le sens. On commence souvent par acquérir cette catégorie de termes classiques, n'est-ce pas? Aussi le lendemain, qui, pour ne rien arranger, est jour de marché, l'administrateur arrive à l'école. Les élèves défilent devant lui un par un, il identifie les fauteurs de trouble (nous étions une dizaine) et les fait conduire dans ses locaux, sous escorte de sa garde spéciale.

La petite ville de Michelet devait se souvenir longtemps du défilé : un groupe de jeunes bergers hirsutes et ahuris, flanqués des « cavaliers », les gardes de l'administrateur, comiques dans leurs énormes pantalons bouffants, tout chamarrés et galonnés. Nous sommes restés « incarcérés » toute une journée, et au pain sec. Le bruit s'en est vite répandu, et nous avons eu le privilège de recevoir la visite de nos parents. Certains d'entre nous ont eu droit à une raclée. Mon père, quant à lui, s'est contenté d'une réflexion désabusée : « Tu n'as pas honte de proférer des insultes? » (sous-entendu : « Me faire ça à moi, qui t'ai donné une bonne éducation! »). Je pense même qu'il avait peu apprécié que l'administrateur m'ait traité d'espèce de « sloughi », c'est-à-dire de lévrier. Ce surnom m'est resté collé quelque temps. Les autres se reprochaient presque de ne pas y avoir songé les premiers devant les longues jambes, la peau sur les os et la boule à zéro de leur camarade d'école.

Homme peu autoritaire, comme je l'ai déjà dit, mon père n'avait pas la gifle facile. Il ne m'a battu qu'une seule et unique fois, mais la correction fut mémorable, et sans doute à la dimension du forfait : deux semaines d'école buissonnière. J'avais à peine dix ans. Tous les matins, je quittais à l'heure habituelle la maison de ma tante, muni de mon déjeuner, mais au lieu d'aller à l'école je gagnais un ravin proche de la ville, où se trouvait la carcasse d'une voiture qui y était tombée des années auparavant. Mes camarades disaient au maître que j'étais malade. Ils ne pouvaient pas, ils n'osaient pas me trahir. Ma fugue sera découverte lorsque, rencontrant mon père par hasard, l'instituteur lui demandera si je vais mieux. Je vois encore mon père arriver dans le ravin, massif, force de la nature, tenant un de mes

camarades en pleurs par l'oreille (le pauvre devait surtout souffrir d'avoir été contraint de dévoiler mon refuge). De mon véhicule de rêve à la porte de l'école, ce fut le martyre, un chemin de croix en quelque sorte!

Je suis incapable de reconstituer mes motivations d'alors. Mais qui n'a pas rêvé d'être pilote de quelque chose? J'ai dû parcourir le monde dans cette carcasse, cramponné à ce qui restait du volant... Que je me sois défoulé une fois pour toutes, ou que le souvenir de la raclée soit demeuré trop vivace, aujourd'hui je n'aime plus les autos. Ma voiture d'occasion a toujours le goût de la ferraille lointaine.

Mais revenons à la présence de la France. Il me semble que pour nous, les enfants, c'était avant tout l'armée qui la concrétisait. Et cela moins en raison des manœuvres et exercices dont nous étions témoins qu'à cause du service militaire. Régulièrement, vers la fin de l'année scolaire nous avions quatre à cinq jours de congé, notre école étant réquisitionnée pour le conseil de révision. C'était l'occasion d'un déploiement de forces militaires. Nous nous amusions à venir observer les appelés au service obligatoire et aussi les différentes phases de la vie dans un campement.

Mais pour moi, ce qui accélérera brusquement la prise de conscience, jusque-là progressive, c'est la guerre. La mobilisation, l'appel au sacrifice suprême, posent spectaculairement des questions fondamentales. Dès lors, le « comment vivre? » ne suffit plus. Il faut savoir pourquoi mourir, c'est-à-dire pourquoi vivre?

Je savais que je vivais dans un pays colonisé par la France, mais la France, c'était très, très loin. J'ai fait mon premier voyage à Alger pour passer le concours d'admission dans le cycle secondaire, et c'est seulement alors que j'ai découvert la mer. Jusque-là, mes horizons se limitaient à nos montagnes. J'entendais cependant les récits des travailleurs émigrés en France. Dans mon village natal il y en avait une dizaine, tous parents d'ailleurs, qui y revenaient à peu près chaque année en vacances. Les trois oncles maternels de mon père ont passé presque toute leur vie chez Renault. Ils parlaient avec beaucoup d'affection de leurs amis français. Des problèmes, ils en avaient là-bas, bien sûr, mais les Français de France c'étaient les Français de France. Et je dois aussi à la vérité de dire qu'au niveau local les fonctionnaires de l'administration n'étaient pas tous féroces. Il y en avait qui étaient des modèles d'honnêteté et de correction. Sans parler des enseignants, que la population portait aux nues. La population n'a pas oublié non plus un généraliste, le Dr Mercier, venu s'installer de son propre chef, malgré l'obstruction de l'administration et du médecin de colonisation. Il avait livré un combat

titanesque contre les abus de pouvoir, les actes discriminatoires, certaines pratiques administratives et médicales.

Pour moi, personne ne surpassait M. Thomé, le directeur de l'école. Quel dévouement, quelle conscience professionnelle... Quand on songe que pour certains de ses homologues actuels, qui confondent démagogie et pédagogie, la culture est l'étouffement, la prise en main des consciences, le détournement des intelligences! Quand on songe que ceux-là, qui n'hésitent pas à gaspiller des heures d'enseignement public pour marteler des slogans insensés ne donneraient pas une seule minute de leur temps personnel pour écouter ou conseiller un élève!

Nul ne nie le rôle fondamental de l'éducation scolaire. Les chartes nationales et internationales, et la vocation même de l'UNESCO attestent l'importance de l'enseignement pour la préservation de la paix et la promotion des droits de l'homme. Or, ce que j'appréhendais déjà de façon diffuse, étant enfant, c'est le divorce qui existait, et qui existe malheureusement encore, entre l'école publique et la cité. Personnellement, je ne connais pas d'autre perspective acceptable que la démocratie. Or, il peut y avoir une culture sans démocratie : le siècle de Périclès, Louis XIV, Philippe II d'Espagne, l'âge victorien, le Kulturkampf d'Hitler, le régime stalinien, le Grand Bond en avant de Mao, telles dynasties d'Afrique ou d'Amérique latine. En revanche, il ne peut y avoir de démocratie sans culture. Or, selon moi, c'est sur l'Agora, au Forum, dans les Djemâas berbères que la démocratie commence à nouer, si je puis dire, ses premiers rapports dialectiques avec la culture. Il est évident que dans la recherche de formes vivantes de démocratie l'école ne saurait se situer en dehors ou au-dessus de la cité. Elle doit en être au cœur, car elle doit préparer chaque citoyen ou citoyenne à prendre et contrôler les décisions qui les concernent. Il faut donc, dès la prime enfance, former la réflexion, susciter le goût de l'effort et de la responsabilité, arracher les citoyens (ennes) à la paresse, à la facilité et à la démission. Nous baignons dans un univers gavé de slogans, de réponses toutes faites qui nous sont assenées avant même que nous ayons eu le temps de poser les questions. Or justement, le premier objectif de l'éducation n'est-il pas de se réapproprier les questions et les réponses?

En 1939, stimulé et aidé par l'admirable M. Thomé, j'ai passé et obtenu le certificat d'études à titre indigène et à titre français (j'avais été admis à me présenter aux deux), puis j'ai réussi le concours d'entrée au lycée d'Alger. On ne prenait que quarante à cinquante candidats indigènes sur les centaines, voire les milliers qui tentaient le concours. En sixième, nous aurons parmi nos condisciples de jeunes Polonais ayant dû fuir leur pays envahi par l'Allemagne – des

garçons de seize à vingt ans, et qui ont déjà leurs titres de gloire car certains sont décorés pour avoir abattu plusieurs avions nazis. Leur ardeur patriotique au travail – dans une langue étrangère – nous impressionnait beaucoup.

Notre patriotisme à nous, Algériens, c'était le nationalisme. Avant d'aller à Alger, je connaissais déjà l'existence du mouvement nationaliste de Messali Hadj, le Parti du Peuple algérien, grâce à mon oncle Ouzzine, étudiant dans la capitale. C'est un personnage qui m'a beaucoup marqué. Physiquement, il rappelait Robert Taylor; il en avait la calme assurance, le sourire, le regard plein de franchise et de lumière. C'était un garçon profondément pacifique mais animé d'un puissant sentiment de révolte contre l'injustice et la discrimination. En tant qu'étudiant, il avait fait ses classes à l'école d'élèves-officiers de Cherchell d'où il était sorti sous-officier. Mais il avait refusé de répondre à son ordre de mobilisation. Les rares intellectuels engagés dans le mouvement indépendantiste prêchaient la non-coopération militaire. Je me souviens avoir vu à Michelet le futur avocat Sidi Moussa [1] haranguer les hommes en disant que cette guerre n'était pas la leur et que s'ils devaient accepter de mourir, c'était pour l'Algérie! Cette campagne valut d'ailleurs au Dr Lamine Debaghine [2] et à Ben Khedda [3] d'être incarcérés. Mon oncle Ouzzine ne fut pas arrêté. Pendant trois ans il s'adonnera aux travaux des champs, qu'il adorait, tout en s'employant à aider ses « complices ».

Après le débarquement allié, en 1942, il est de nouveau appelé par les autorités militaires. Cette fois, toutes sortes de pressions s'exercent sur lui pour qu'il défère à l'appel, d'autant plus qu'il n'a pas à craindre de sanctions, car dans l'état d'anarchie où se trouvait l'administration, il n'a pas été porté déserteur (circonstance que des amis à lui ont découverte par hasard). On fait jouer la corde sensible : il risque, par son refus, d'entraîner l'arrestation de sa vieille maman, le déshonneur de sa famille. Alors il cède, il rejoint son corps. Et il tombera à Monte Cassino.

Je crois que si la mort ne l'avait pas pris précocement, il aurait fait un très grand dirigeant politique. Son refus de se battre pour la

1. Militant actif du PPA à la faculté de droit jusqu'en 1945, il fut membre du barreau de Sétif pendant la guerre de libération; il s'est installé à Paris depuis peu d'années.

2. Figure dirigeante du PPA dès 1939, il sera député à l'Assemblée nationale française (1946-1951) et ministre des Affaires étrangères du GPRA; il exerce aujourd'hui la médecine à El Eulma (anciennement Saint-Arnaud).

3. Pharmacien, il militait au PPA depuis 1939; il remplacera Ferhat Abbas à la présidence du GPRA en 1961. Aujourd'hui retiré de la vie publique, il ne s'occupe plus que de sa pharmacie à Alger.

France était une option soigneusement mûrie : alors que le système colonial avait enrôlé les Algériens dans toutes ses guerres (le renom des tirailleurs n'était plus à faire) et qu'il reconnaissait leur valeur sur le champ de bataille, il continuait à leur dénier les droits les plus élémentaires. Voilà ce que dénonçait mon oncle, et il conformait ses actes à ses paroles. Prendre, en pleine guerre, les risques d'une telle insubordination, voilà qui témoignait d'un courage peu commun. Outre l'exemple qu'il constitue pour moi, je dois à Ouzzine mes premières leçons de patriotisme, et aussi d'agriculture et d'arboriculture. C'est lui qui m'a appris mon premier chant patriotique, l'hymne du PPA, comme il m'a appris à greffer les merisiers pour obtenir des cerisiers, à empoigner les mancherons de la charrue et à tracer des sillons droits.

Grâce à lui, je n'ignorais pas l'existence de revendications nationalistes quand je suis entré au lycée, mais jusqu'en 1942, je n'ai pas eu d'activité politique. Il faut dire que le cadre lui-même, et notre mode de vie, s'y prêtaient peu. Normalement, c'était le lycée de Ben-Aknoun (aujourd'hui lycée Mokrani), dans la banlieue ouest d'Alger, qui devait nous accueillir, mais comme ses bâtiments étaient réquisitionnés par l'armée, l'établissement avait été transféré non loin de là, à Bouzaréah, dans les locaux de l'École normale supérieure [1]. Nous y menions une vie de caserne : uniforme, réveil au tambour, matin et soir passage au lavabo quasiment chronométré, surveillant général omniprésent; il était moustachu comme un grognard de l'Empire et roulait les « r » à donner des complexes à mes anciens instituteurs kabyles. Pensionnaires parmi des centaines d'élèves, fils de Pieds-Noirs ou repliés de France, nous, les indigènes, n'étions qu'une infime minorité, à peine une cinquantaine répartis dans les nombreuses classes et les différents types d'enseignement. Pour les week-ends, je ne sortais pratiquement jamais car mon correspondant, un ami de la famille qui habitait à l'Arbaa (à une trentaine de kilomètres au sud d'Alger), ne m'invita en tout et pour tout qu'une seule et unique fois. Mais le samedi et le dimanche étaient très agréables au lycée : lecture, football, promenades dans les bois avoisinants. Et puis il y avait les congés trimestriels et les grandes vacances d'été. Au surplus, pour moi les congés d'hiver se prolongeaient notablement, car dans nos montagnes la neige bloquait souvent les routes.

Je me suis fait d'excellents camarades parmi les élèves européens

1. En septembre 1941, Vichy supprimera les Écoles normales supérieures, considérées comme des foyers de laïcisme militant incompatibles avec l'« ordre moral ». Leurs élèves devront alors passer dans le secondaire.

de confession juive [1]. J'étais d'ailleurs profondément choqué par le climat de ségrégation morale, de coups d'épingle et de quolibets entretenu à leur encontre par les fils de gros colons. J'ai déjà évoqué les jeunes Polonais qui se trouvaient dans la même classe que moi. Eux non plus ne sortaient pas. Je les aidais à faire leurs exercices de français et à pratiquer cette langue; ils m'ont appris à jouer de l'harmonica. Quelle ardeur brillait dans leurs yeux quand ils chantaient : « Roule, roule, Dombrowski / De l'Italie à l'Angleterre / Nous irons revoir la patrie! »

Le fracas de la guerre parvenait évidemment jusqu'à nous. La presse officielle ne cachait pas les victoires de l'Axe. Rommel était à nos portes, comme on le disait, deux millénaires plus tôt, d'Hannibal. Mais il ne filtrait rien de la rumeur nationaliste, dont je n'ai vraiment su quelque chose qu'en allant chez moi, en Kabylie. Au douar des Beni-Ouacif, un vieux militant de l'Étoile Nord-Africaine [2] poursuivait avec acharnement ses campagnes de propagande d'agitation. Cet homme [3] était une véritable institution, c'était à la fois un bottin et un bulletin d'informations nationalistes. Cependant c'est d'un brillant instituteur du cru, Amar Aït Hamou, que je tiendrai les renseignements les plus sûrs, car il était directement en contact avec un membre de la direction clandestine du PPA (ou plutôt de ce qu'il en restait), Hocine Asselah, originaire de Boghni, en haute Kabylie. Aït Hamou participait même à la rédaction de textes nationalistes clandestins.

C'est lui qui m'a appris les raisons de la dissolution du mouvement SMA (Scouts musulmans algériens) par le régime de Vichy qui encourageait pourtant systématiquement les mouvements de jeunesse. Aït Hamou avait entretenu des relations amicales et politiques avec le chef des SMA, Bouras, de Miliana. Or, en 1941, ce dernier avait conçu un projet insurrectionnel avec l'aide non des commissions d'armistice allemande ou italienne présentes à Alger, mais des autorités allemandes installées à Vichy, où il avait fait plusieurs voyages. En Algérie, tout en organisant des groupes scouts ici ou là, il

1. En 1941, Vichy institua le *numerus clausus* non seulement pour les étudiants d'université mais aussi pour les élèves du secondaire – mesure qui continua à être appliquée après le débarquement anglo-américain et ne fut rapportée qu'un an plus tard.

2. Le premier mouvement patriotique, fondé parmi les travailleurs algériens immigrés en France, après la Première Guerre mondiale; dirigé par Messali Hadj à partir de 1927, il devait donner naissance, dix ans plus tard, au Parti du Peuple algérien (PPA) constitué par Messali. En un premier temps, l'Étoile Nord-Africaine avait eu le soutien du Parti communiste français.

3. Il s'appelait M'Barek Aït Elhadj.

avait surtout pris des contacts dans les casernes avec certains officiers, notamment à Maison-Carrée (El-Harrach). Un officier allemand devait venir à Alger pour mettre au point les préparatifs avec Bouras. Ce dernier invita Aït Hamou à l'accompagner au rendez-vous; pressentant un piège, Aït Hamou tenta l'impossible pour le dissuader de s'y rendre. Effectivement c'était un piège, et de la grande manipulation. Bouras fut arrêté, et il devait être passé par les armes avec tout un groupe de soldats et d'officiers algériens. La presse annonça ces exécutions en parlant de mutinerie!

Je ne connais pas l'ampleur des préparatifs de Bouras [1], mais je pense que c'était une simple conspiration axée sur quelques officiers algériens, voire une ou deux unités militaires. Je me demande encore ce qu'ils pouvaient espérer, car de toute façon les populations dépolitisées et inorganisées ne les auraient pas suivis. Il est sûr qu'il y avait eu provocation. Mais venait-elle de Vichy, pour dissuader l'Allemagne de toute collusion avec les forces algériennes, ou des nazis, pour livrer à la France du menu fretin afin de masquer des opérations politiques d'envergure?

C'est un fait que les Allemands avaient tenté de rallier les nationalistes d'Afrique du Nord. A Paris, certains dirigeants nationalistes avaient d'ailleurs accepté la collaboration. Il ne faut pas oublier tout le battage fait autour de la Légion arabe. Je sais qu'à Alger même, une tendance au sein du PPA essayait de nouer des contacts avec les commissions d'armistice. Le Dr Lamine s'y opposa avec une fermeté qui l'honore [2]. Il était et devait rester longtemps la tête pensante de la vieille garde (bien qu'il fût très jeune, puisqu'il avait la trentaine) : cinq ou six dirigeants rigoristes, très proches des masses parce que d'extraction paysanne, fidèles à la ligne de la stratégie populaire. En face c'était le clan des Jeunes-Turcs, d'origine petite-bourgeoise, dynamiques et passablement aventuriers, croyant régler les problèmes politiques à coups de conspirations. Ces deux clans, nous les verrons d'ailleurs, plus loin, s'affronter de manière spectaculaire et se jeter à la figure toute sorte d'accusations.

Sans parler en bloc du « peuple algérien », on peut dire que les catégories privilégiées s'étaient rangées derrière le drapeau français

---

1. Les Milianais le considéraient comme un grand patriote, voire un héros. Me trouvant à Miliana pendant l'année scolaire 1943-1944, à la suite d'un des replis successifs du lycée de Ben-Aknoun, j'ai assisté à la cérémonie de circoncision de son fils, organisée par la section des Scouts musulmans algériens (SMA), qui s'est déroulée dans la ferveur du souvenir. Le mouvement scout algérien était redevenu légal après le débarquement allié.

2. Il gardera de cet épisode une angoisse vis-à-vis de tout ce qui est services secrets et contacts avec l'étranger.

dès 1939, et c'était également le cas de beaucoup d'hommes qui voulaient faire carrière dans l'armée. Ce qu'ils défendaient, c'étaient leurs intérêts ou leurs ambitions, non des « idéologies ». Ferhat Abbas, lui, s'est engagé, et il l'a dit sans forfanterie, pour défendre l'image libérale et démocratique qu'il se faisait de la France. En revanche, seuls quelques individus se sont rangés sous la bannière d'Hitler ou de Mussolini « protecteurs de l'islam ». Mais il est vrai qu'après la défaite de 1940, l'Algérie était traversée par des réactions sentimentales germanophiles du type « l'ennemi de mon ennemi ». Cependant, il ne faut pas oublier que la plupart des dirigeants du PPA, de ses militants, voire de ses sympathisants connus ont été jetés dans les prisons de Maison-Carrée, Berrouaghia, Lambèse (Tazoult), ou envoyés dans le camp de concentration de Djenien-Bou-Rezg en même temps que de nombreux Français, militants de gauche ou francs-maçons. Par contre, la grosse colonisation soutenait avec ferveur le régime de Vichy et de la collaboration; elle avait à défendre à la fois un pouvoir de fait et une idéologie.

Quant à la fable selon laquelle l'Allemagne manipulait depuis longtemps les mouvements nationalistes d'Afrique du Nord, l'ampleur des aspirations qui ont porté le tiers monde vers la décolonisation a suffi à en démontrer la fausseté. Il n'empêche qu'elle a été reprise encore récemment dans un ouvrage français dû à un général spécialiste des services du renseignement. Mais évidemment, si ces spécialistes ne réduisaient pas l'histoire à des conspirations ou des complots, à quoi serviraient-ils [1]?

Quant aux masses, comme je l'ai dit elles étaient dépolitisées, ou plutôt, elles n'étaient pas politisées. Les notions d'organisation n'avaient pour ainsi dire pas pénétré dans les campagnes. La structuration du PPA débutait avec quelques noyaux urbains; les syndicats comme les partis de gauche français n'étaient que de simples courroies de transmission de leurs centrales métropolitaines. Ils avaient d'ailleurs, pour la plupart, été dissous. La guerre n'avait fait qu'augmenter la détresse des catégories pauvres de la population : en plus de la misère, des épidémies, des pénuries, des impôts accablants, les paysans subissaient des prélèvements en nature.

---

1. Apparemment, d'autres spécialistes y ont prêté, en leur temps, une oreille complaisante. Un vieux militant du quartier Belcourt (auj. Sidi M'Hammed), Zerargui, m'a raconté dernièrement qu'en 1945, son frère ayant été arrêté à la suite des événements de mai, il était allé en délégation, avec des parents d'autres détenus, demander au Parti Communiste Algérien (PCA) d'intervenir en leur faveur ou au moins d'aider les familles à obtenir des permis de communiquer. (Ils frappaient à toutes les portes pour sauver les leurs.) Le secrétaire général du PCA les mit à la porte en criant : « Nous n'interviendrons jamais en faveur des agents d'Hitler! »

Chaque douar, chaque village devait fournir un contingent de produits agricoles. Les paysannes n'étaient pas du tout convaincues que les œufs, l'huile ou les figues qu'elles étaient obligées de livrer allaient nourrir leurs enfants mobilisés.

Pour ma part, de treize à quinze ans je n'ai guère songé qu'à mes études. J'avais hâte de sortir de cet enfermement, et c'est pour cela que j'étais devenu un « fort en thème ». Comme mes condisciples, j'appréciais aussi que nos après-midi fussent désormais consacrés au sport, mais je n'ai pas milité dans un mouvement de jeunesse ni chanté *Maréchal, nous voilà*. Cela m'amusait d'apprendre des chansons de marche allemandes [1], et les impeccables défilés militaires de la Wehrmacht que passaient les actualités cinématographiques (on nous en projetait de temps en temps) m'impressionnaient, sans doute parce que j'ai longtemps couvé secrètement le désir de faire Saint-Cyr. Mais je n'ai jamais eu la moindre sympathie pour Hitler [2] ou Mussolini, le type du dictateur brutal et bravache allant trop à l'encontre des valeurs ancestrales de l'environnement culturel qui ont façonné mes réflexes.

Le véritable coup de fouet pour moi fut le même que pour la majeure partie des Algériens : l'« Opération Torch », le débarquement allié en Afrique du Nord, le 8 novembre 1942. On peut dire que l'opinion, dans son ensemble, a basculé dans le camp allié, et que ce n'était pas pour rejoindre le camp vainqueur, car tout n'était pas joué – Rommel donnait encore du fil à retordre en Libye et jusqu'en Tunisie.

En dépit des bagarres dans les quartiers *out of bounds*, c'est-à-dire interdits aux troupes alliées, ou peut-être justement à cause de ces bagarres, la population a sympathisé avec l'armée américaine. Il y avait un côté démocratique dans le comportement des soldats et des officiers. On ne faisait pas encore la part de la propagande, on prenait au pied de la lettre les illusions bâties sur l'entrevue entre Mohammed V et Roosevelt, lors de la conférence d'Anfa [3]. Le fait le plus important, après le débarquement allié, ce fut la naissance

1. En 1945 je ferai un hymne patriotique sur l'air de *Lili Marlen*.

2. Quand le tiroir aux souvenirs s'ouvre à l'improviste sur cette période, je retombe sur Hitler comme sur un fait divers, une image en noir et blanc projetée par les actualités, celle d'un être caricatural, aussi noir que sa *Weltanschauung*, sa vision du monde. Comment un homme foncièrement médiocre, dénué de scrupules et soutenu par la pègre parvient-il à s'imposer? Il a eu depuis tant d'émules que la réponse est évidente : ce sont ses tares morales et politiques qui fondent sa puissance.

3. A l'occasion de la conférence entre Churchill et Roosevelt à Anfa, quartier spectaculaire d'une opinion dont le *Manifeste du Peuple algérien* fut résidentiel de Casablanca, en janvier 1943, le Président américain reçut le sultan du Maroc Mohammed V et lui promit l'indépendance de son pays.

spectaculaire d'une opinion dont le *Manifeste du Peuple algérien* fut le catalyseur. Ce texte, rendu public par Ferhat Abbas [1] le 10 février 1943 et signé par la plupart des élus algériens, même d'obédience administrative, constitua un événement considérable à l'échelle nationale. Pour résumer très schématiquement ce document, les « représentants » du peuple algérien s'engageaient à soutenir l'effort de guerre des Alliés, à condition qu'en vertu du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, énoncé dans la Charte de l'Atlantique, les Algériens puissent se prononcer librement et démocratiquement sur leur avenir, sans distinction de race ni de religion.

Le débarquement allié eut une répercussion directe sur notre vie scolaire, car le lycée de Ben-Aknoun fut réquisitionné au profit des troupes américaines. Je dus me réinsérer à Tizi-Ouzou en janvier 1943, pour les deux derniers trimestres et, l'année scolaire suivante, aller à Miliana. A Tizi-Ouzou, grand bouleversement dans mon existence de potache : un établissement de jeunes filles, le lycée Fromentin, s'y était replié, et j'ai pu m'y inscrire. Nous n'étions que quatre ou cinq garçons sur une classe de quarante élèves, mais l'école mixte, quelle révolution! Je ne me serais jamais douté qu'une classe mixte puisse libérer tant d'énergie dans les jeux subtils de l'émulation intellectuelle et de la galanterie. Il y a là une cohabitation non seulement souhaitable et profitable mais vitale. Elle introduit l'adolescence, avec sa ferveur et sa pudeur, dans le monde des sentiments, dans le monde de la vie.

Notre dortoir de garçons était installé dans le plus grand cinéma de Tizi-Ouzou, en plein cœur de la cité. C'est là que j'ai adhéré au Parti du Peuple algérien, alors clandestin. Deux figures émergent dans le souvenir que j'ai gardé de la section : Fredj le forgeron, un remarquable autodidacte bilingue, et Mohammed Belhadj, un marchand de légumes aux grosses moustaches qui le faisaient surnommer Staline, pour sa plus grande satisfaction d'ailleurs. Nous avons organisé une « cellule estudiantine » du PPA, et c'est en son sein que je rencontrai pour la première fois Ali Laïmèche, qui deviendra un cadre politique de grande valeur, mais sera, hélas, emporté prématurément en 1946, à l'âge de vingt et un ans. Nous faisions tous les deux notre troisième mais dans des classes parallèles, car il se

1. Fondateur, avec le Dr Bendjelloul, de la Fédération des Élus indigènes, Ferhat Abbas avait été jusque-là un partisan déterminé de l'intégration totale de l'Algérie à la France. A présent, le *Manifeste* dénonçait dans l'assimilation « une machinerie dangereuse au service de la colonisation ». Le Dr Lamine Debaghine avait participé à la rédaction de ce texte et il fut sans doute même à l'origine de cette initiative. En tout cas, lui et Hocine Asselah, que j'ai évoqué un peu plus haut, y prirent une part prépondérante.

destinait en principe à l'enseignement. Lire, expliquer, diffuser le *Manifeste* parmi nos condisciples et même à l'extérieur, ce fut l'une de nos principales activités dans cette section du PPA – activités clandestines puisque ce parti était encore frappé d'interdiction.

Selon une habitude que le lecteur aura déjà remarquée, j'essaierai de décrire Ali Laïmèche en termes de ressemblance – la ressemblance, c'est toujours subjectif, c'est mon échelle. Pour la forme du visage et les traits, Laïmèche c'était le colonel Nasser, mais avec le nez moins prononcé, la mâchoire moins carrée bien qu'aussi volontaire [1]. Trapu, ramassé, c'était une force de la nature, païenne et sereine, c'était l'arbre de vie et l'arbre de la connaissance inséparablement soudés par la même racine. Dévoreur de livres de toute sorte, servi par une intelligence d'une rare ampleur, Laïmèche devait acquérir en peu d'années une culture considérable. En ce printemps 1943, il eut ses premiers démêlés avec la police pour avoir été pris en flagrant délit de distribution du *Manifeste*. Emmené au commissariat de la PJ il y fut cuisiné toute une journée : on voulait savoir d'où lui venaient ces tracts et s'il appartenait lui-même à une organisation. Laïmèche tint bon, affirmant qu'ils lui avaient été donnés dans un café par un inconnu, et que d'ailleurs le texte en avait été remis officiellement au gouvernement français – il n'avait donc rien de clandestin.

Le PPA ne pouvait pas mener une activité publique, mais dans une ville comme Tizi-Ouzou, qui était un chef-lieu de sous-préfecture, il avait une influence. Je pus le constater lors d'une conférence élargie convoquée par Sid Ali Halit, le délégué général de la direction du PPA pour toute la Grande-Kabylie (à ce moment-là, j'ignorais l'étendue de ses responsabilités). À cette conférence assistaient une cinquantaine de personnes, vieux militants de l'Étoile Nord-Africaine et recrues de fraîche date, ayant adhéré à la faveur de l'ouverture semi-légale provoquée par le débarquement allié. Il s'y trouvait notamment Salah Louanchi, qui allait devenir un dirigeant principal des Scouts musulmans algériens (SMA), d'abord au niveau de la Kabylie puis à l'échelle nationale [2]. Halit était originaire de Kabylie, mais sa famille avait émigré à Alger et habitait la Casbah. Lui et Hocine Asselah se connaissaient depuis l'adolescence, ayant fréquenté ensemble, dans l'entre-deux-guerres, l'école Sarrouy (un

1. La première fois que je verrai le colonel Nasser, j'aurai un peu l'impression que Laïmèche est à mes côtés. Je ressentirai la même chose devant d'autres grands personnages de ce monde, et je croirai l'entendre me dire : « Allons, ne te laisse pas impressionner. »

2. Vers 1952-1953, membre du Comité central du PPA-MTLD il sera « centraliste », c'est-à-dire de la tendance opposée à Messali. Il deviendra ensuite un responsable de la Fédération de France du FLN et sera arrêté en 1957.

collège d'enseignement complémentaire) et, par la suite, le milieu des Oulémas [1] – d'où leur connaissance de l'arabe classique. Ils avaient été tous deux de naïfs admirateurs du cheikh Tayeb el-Okbi, une des personnalités dirigeantes des Oulémas, avant d'adhérer au mouvement indépendantiste. Quand Asselah devint membre du Bureau politique du PPA, il fit évidemment appel à son vieux copain. Clerc d'avoué à Tizi-Ouzou, Halit s'efforce d'y implanter le parti pendant la guerre. En 1942, il se faisait passer pour communiste [2], ce qui lui permettait à la fois de se démarquer des fonctionnaires qui s'étaient compromis avec Vichy et de camoufler sa véritable activité militante. Je le revois encore, arborant sa cravate rouge et fréquentant élégamment la crème administrative de la ville.

Rentré chez moi pour les grandes vacances de 1943, je pus constater l'extrême faiblesse, pour ne pas dire l'inexistence, de l'implantation du PPA dans les campagnes. Halit, venu contrôler la situation en haute Kabylie, était descendu chez mon père, qu'il connaissait par la rumeur publique, et aussi par le biais des militants que mon père fréquentait et même protégeait. Il était accompagné d'un personnage haut en couleur, le chef de région de Dellys, Mohammed Zeroual [3], dont je fis ainsi la connaissance. Zeroual n'avait pas fréquenté l'école française et il était autodidacte en arabe. Il était enfant de Beni-Thour, près de Dellys, un douar qui s'était soulevé au cours de l'insurrection de 1871, et que la confiscation de ses terres, après l'écrasement de la révolte, avait laissé exsangue. Ses habitants étaient devenus arabophones. On observe ce phénomène dans beaucoup d'autres douars de basse Kabylie et de la Mitidja, entre Blida et Cherchell. La perte de leurs terres, sur laquelle se sont greffées d'autres circonstances, leur a fait perdre leurs racines linguistiques.

Physiquement, Zeroual rappelait un peu Zapata [4], le laconisme en moins. Il adorait faire des discours qui paraissaient être en arabe

---

1. Docteurs de la loi coranique, gardiens rigoureux et intransigeants de l'orthodoxie religieuse (enseignement, culte, etc.), donc opposés à l'emprise de la France dans ces domaines. Mais les Oulémas n'analysaient pas cette emprise en termes politiques, c'est-à-dire nationalistes.

2. À Alger, de nombreux militants du PPA ont eu recours au même subterfuge pour déjouer la surveillance policière. Ce fut notamment le cas du jeune Ladjani, originaire de Kabylie, qui avait la charge d'une imprimerie clandestine dans la Casbah. Il dirigeait une cellule du PCA. On ne connut sa véritable appartenance politique que lorsqu'il fut abattu en voulant échapper à une rafle policière en pleine Casbah, car on trouva sur lui des documents et des tampons servant à faire de fausses cartes d'identité.

3. Il a connu la prison de 1945 à 1962, et est toujours en vie.

4. Du moins tel que les cinéastes nous montrent Zapata.

classique tant ils étaient impénétrables. Ce jour-là, alors que nous étions autour d'un couscous (Omar Oussedik [1] était des nôtres), voici que Zeroual se lève de son tabouret en laissant tomber sa cuillère en bois comme s'il allait dégainer devant un ennemi surgi à l'improviste. Mais non, c'était pour prononcer un long discours en arabe, haranguer des foules visibles de lui seul. Mon père en était suffoqué, mais plus encore, me semble-t-il, de voir Omar Oussedik subjugué par tant d'éloquence!

Omar Oussedik, qui avait six ans de plus que moi, était natif de Michelet. Élève de l'École normale supérieure de Bouzaréah, il poursuivait maintenant, par force, ses études au lycée de Ben-Aknoun. Nous avions adhéré au PPA clandestin à peu près au même moment. Ahmed Messali Hadj, maintes fois emprisonné et déporté, suscitait en nous une admiration sans bornes. Nous ignorions les luttes anciennes au sein de l'Étoile Nord-Africaine, puis du PPA, luttes qui l'avaient porté à la tête de ces mouvements. Lui et aussi la Direction politique en général nous apparaissaient auréolés du prestige de la clandestinité – héros dont nous ne connaissions les prouesses que par ouï-dire, les idées que grâce à des textes interdits.

Il faut dire qu'à la suite du raz-de-marée patriotique qui a secoué l'Algérie d'un bout à l'autre après le débarquement allié à la fin de 1942, le PPA allait puissamment contribuer à élever le niveau politique par des conférences, des débats, des discussions, face à la censure coloniale qui frappait les organes de presse nationalistes. Mais il faut aussi et surtout dire que nous, les jeunes, étions avant tout des patriotes algériens. Nous étions assoiffés de culture, assoiffés d'absolu dans la recherche de nos racines. Je revois encore notre activité culturelle débordante à Miliana, pendant l'année scolaire 1943-1944, et le foisonnement d'idées généreuses que nous agitions, dans la section du parti ou à l'extérieur, avec les élèves de « philo », anciens normaliens que le régime de Vichy avait transformés en « secondaires ».

L'année scolaire suivante (1944-1945) je réintégrerai, avec d'autres camarades dispersés, le lycée de Ben-Aknoun. C'est pour nous la plus belle période, celle de l'union sacrée de toutes les couches sociales autour de l'« Association des Amis du Manifeste et de la Liberté », sorte de front national qui s'est constitué en mars 1944 et qui réunit Ferhat Abbas, le PPA de Messali Hadj et les Oulémas. Le

1. Fils d'une grande famille maraboutique de haute Kabylie, il sera commandant de l'Armée de libération nationale (ALN) et secrétaire d'État dans le premier Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA). Il est aujourd'hui à la retraite après avoir fait une brillante carrière diplomatique.

Parti communiste, qui s'est mis à l'écart de la nation algérienne résurgente par ses positions assimilationnistes, n'y participe évidemment pas. Nous autres lycéens, nous redoublons d'activité. Nous publions un journal, *L'Étudiant patriote*, qui est ronéotypé dans la chambre du surveillant général, Amar Bentoumi [1]; Idir Aït Amrane compose un hymne patriotique en berbère : *Aker amis n'Mazigh* (Lève-toi, fils d'Amazigh [2]). Nous avons établi des contacts avec les universitaires, et créé une association de lycéens à la présidence de laquelle nous avons porté Abderrahmane Kiouane. Nous rendons visite à toute sorte de personnalités, au Cercle du Progrès des Oulémas, au journal des Amis du Manifeste, *Égalité*.

Dans ces deux derniers lieux, mais surtout au Cercle, une intelligentsia en arabe et en français entretient une atmosphère élitiste, un culte de l'éloquence et de la rhétorique. Il évoque toujours pour moi cette pépinière d'avocats et de rhétoriciens libyques ou numides dont parlait Juvénal au plus fort de la domination romaine de l'Atlas au Rhin, de l'Euphrate à l'océan Atlantique. Représentants de la bourgeoisie et adeptes populaires de tel ou tel cheikh y communient dans une espèce d'admiration béate. On dit facilement : « Oh! le cheikh Untel a été formidable. Il a parlé pendant trois heures et personne ne l'a compris! » Dans ces conditions le chef des Oulémas, le cheikh Bachir el-Ibrahimi, est proprement adulé. Mais notre pôle d'attraction est ailleurs : c'est la rue Boutin [3], en plein cœur de la Casbah. J'y ferai la connaissance de la plupart des cadres populaires importants du PPA.

La rue Boutin, cela signifie la petite boutique d'Ahmed Ouaguénoun, un ancien militant de l'Étoile Nord-Africaine, qui a déjà connu la prison à maintes reprises. Ce petit commerçant tient sa ruelle, et sans doute tout le quartier, sous son contrôle politique. C'est à son contact que nous découvrirons peu à peu l'histoire du PPA, notamment à travers les récits de ses détentions. Physiquement, Ouaguénoun était impressionnant : grand, carré, une espèce de Magyar au visage parcheminé couronné par une colossale tignasse. Autodidacte, comme la plupart des militants nationalistes, ce Kabyle qui a été ouvrier à Paris a connu toutes les prisons de France et de Navarre, mais aussi d'Algérie. Ennemi des grands discours, il parle

1. Il sera le premier ministre de la Justice de l'Algérie indépendante.
2. Les Berbères s'appellent eux-mêmes « Imazighènes » : fils d'Amazigh, les « hommes libres ».
3. Le capitaine Boutin avait été envoyé par Napoléon Ier en Algérie pour préparer les plans d'un débarquement. Trente ans plus tard le général de Bourmont reprendra ce même projet pour débarquer à Sidi-Ferruch (Sidi-Fredj).

avec simplicité et sincérité de la dignité de la personne humaine, de l'honneur, de la patrie. Il entonne volontiers la chanson *F'Serkadji* (« A la prison de Barberousse »), une sorte de complainte de bagnards égrenant les souvenirs des cachots. Une même fidélité, un même dévouement imprègnent ses rapports avec le parti, avec sa femme (une Française qu'il a épousée à Paris) et avec ses anciens compagnons de détention.

Il reçoit toujours avec chaleur le pauvre Ouazani, un ancien détenu détraqué par le régime cellulaire et le mitard. Ouazani a tout juste la trentaine; c'est un homme frêle et très doux, dont personne ne croirait qu'il est fou. Depuis sa sortie de la prison militaire il croit avoir mission de téléphoner aux signataires de la Charte de l'Atlantique qui ont fait de si belles promesses aux peuples opprimés. Ahmed lui demande affectueusement : « Alors, as-tu téléphoné aujourd'hui à Churchill, à Roosevelt? » Aucune ironie ne se glisse dans sa question. Ouazani pourrait être blessé qu'Ahmed ne l'interroge pas sur ses entretiens avec les grands de ce monde. Aussi bien le kamikaze d'hier, qui a grandi dans les atrocités carcérales, a-t-il peut-être réinventé de la sorte un mode de communication, une certaine morale politique.

Je vais anticiper un peu, mais je dois dire quel fut le destin d'Ahmed Ouaguénoun. A la suite de la manifestation du 1er mai 1945 dont il avait été le principal organisateur, il fut arrêté, atrocement torturé pendant près de trois semaines, et ramené mourant à son épouse. Il trouva tout juste la force de lui décrire l'univers infernal dont il sortait et de rassurer ses camarades : on n'avait pu lui extorquer le moindre aveu [1].

Revenons à présent à notre cellule de Ben-Aknoun. En faisaient également parti Saïd Chibane [2], aujourd'hui professeur d'ophtalmologie à la faculté de médecine d'Alger; Sadek Hadjerès, qui quittera le PPA lors de la crise dite « berbériste » pour rejoindre le PCA [3]; et surtout Ouali Bennaï, qui assurait la liaison entre les organisations estudiantines et le parti. Voilà un personnage qui mériterait tout un livre à lui seul. Dans son village de Djemâa-N'Saharidj, en haute Kabylie, on l'appelait Ouali N'Senior, « Ouali fils du Seigneur ». Je

1. Le 14 octobre 1964, presque vingt ans plus tard, alors que je venais d'échapper à une embuscade destinée à m'éliminer, et dans laquelle mon ami Tahar Tamzit laissa sa vie, je me suis retrouvé dans le village natal d'Ahmed Ouaguénoun, en Kabylie maritime. Je ne saurais dire mon émotion lorsque j'appris, au matin, que j'avais passé la nuit dans sa maison familiale.

2. Frère de l'actuel ministre du Culte.

3. Il est maintenant le chef du PAGS, sigle d'une organisation qui regroupe en fait les militants du Parti communiste algérien.

pense que c'était une marque de considération envers son père, car ce dernier n'était pas un féodal; il a travaillé lui-même son lopin de terre jusqu'à sa mort en 1946 (en l'absence de son fils, qui se trouvait alors au maquis). Dans cette grosse agglomération où, jusqu'à la colonisation, s'étaient réunies de tout temps les grandes confédérations du Djurdjura [1], le système clanique faisait émerger toute sorte de puissants : par l'argent, l'administration ou la valeur physique. Mais le respect ne va à celui qui recourt à la force que si c'est pour défendre le faible et l'honneur de la communauté, pour défendre la justice au prix de sa vie. Doué d'une nature aussi généreuse que celle de son père, Ouali Bennaï ne lui ressemblait pourtant pas : alors que le premier était trapu, brun, peu loquace, attentif et pondéré, le fils faisait un mètre quatre-vingt-dix, il était taillé en armoire à glace, blond, tout feu tout flamme. Comme d'autres garçons de son village, qui étaient d'ailleurs devenus, pour la plupart, ses militants, il fut vannier dans les localités de la Mitidja et à Alger, et aussi maraîcher à Bouzaréah, sur les hauteurs à l'ouest d'Alger, car le jardinage est une grande tradition de Djemâa-N'Saharidj.

Il était respecté de tous et craint par les voyous et les maquereaux des bas-fonds d'Alger, c'est tout dire. Il désarma un jour devant moi un bandit qui voulait régler son compte à un concurrent de quartier. En 1948, alors que nous étions tous les deux recherchés par la police, il obligea deux grands gaillards, qui ennuyaient une Européenne, à descendre du tram et il leur flanqua une raclée. Au jeu des comparaisons, c'était une espèce de Robin des Bois de la Casbah.

Voilà l'homme qui, au début mars 1945, assure le service d'ordre du Congrès des Amis du Manifeste et de la Liberté tenu pendant trois jours à Alger. Grâce à Ouali, nous fûmes quatre ou cinq lycéens à pouvoir assister à cet événement prodigieux. Il y avait là, à l'exception du Parti communiste, tous les représentants de l'opinion algérienne : Ferhat Abbas, désormais acquis à l'idée de l'autonomie, le cheikh Bachir el-Ibrahimi, chef des Oulémas, et leurs compagnons, et bien sûr le PPA, sous l'espèce d'une délégation dynamique représentée notamment par le Dr Lamine Debaghine et Hocine Asselah, puisque Messali Hadj était en résidence surveillée à Chellala, dans les Hauts Plateaux, à deux cents kilomètres au sud-ouest d'Alger. Épaulés par d'autres délégués du parti, tel celui du Constantinois, Messaoud Boukadoum, rompu aux tactiques et à la technique des travaux de ce genre, les membres de la direction du

1. Une confédération réunissait plusieurs douars ou tribus; son institution de base était l'assemblée des djemâas, chaque djemâa représentant un douar ou une tribu.

PPA furent les véritables meneurs de jeu du Congrès, dont les résolutions finales témoignent de l'influence des thèses nationalistes.

Les intellectuels de la future UDMA[1] s'illustrèrent par des interventions brillantes. Je cite pour mémoire le Dr Ahmed Francis, les avocats Ahmed Boumendjel, Kadour Sator, Elhadi Mostefaï[2]. Mais celui d'entre eux dont j'ai gardé le souvenir le plus vif, c'est le Dr Saadane[3], personnalité fascinante par la sobriété du geste et de la parole, la sincérité qui illuminait un visage ascétique (il devait déjà être miné par la tuberculose). On sentait en lui cette forme d'intelligence vivace propre à nos compatriotes du Sud, et dont il domptait le foisonnement. Parmi les Oulémas, le cheikh Larbi Tébessi déployait, lui aussi, cette éloquence qui se moque de l'éloquence, un langage vrai, allant droit au cœur, sans formules ampoulées, sans simplicité affectée.

Le Congrès des Amis du Manifeste et de la Liberté était en quelque sorte la cristallisation et l'incarnation de la prise de conscience nationale. L'enthousiasme populaire qui en est résulté devait donner un impact extraordinaire à l'organisation des sections à travers tout le pays. Le climat de panique suscité et orchestré par la grosse colonisation au lendemain du Congrès en attestait la portée politique, mais il allait, hélas, aboutir aux tragiques événements de mai 1945.

1. Union démocratique du Manifeste algérien, fondée au printemps 1946.
2. Le Dr Ahmed Francis et Mᵉ Ahmed Boumendjel étaient de proches collaborateurs de Ferhat Abbas. Après l'Indépendance, ils occuperont des postes ministériels dans le gouvernement Ben Bella.
3. Le Dr Chérif Saadane était pratiquement l'adjoint de Ferhat Abbas; il est mort vers 1948.

2

Un mois tragique, une semaine historique

On a beaucoup écrit sur la boucherie insensée de mai 1945 et sur ses conséquences politiques. Je vais essayer, pour ma part, de montrer comment j'ai vécu, de l'intérieur, sinon les événements eux-mêmes, du moins l'atmosphère qui les a entourés. En fait, près de deux mois s'écoulèrent avant que nous connaissions toute l'étendue de la répression qui ensanglanta la Petite-Kabylie et le Constantinois – cette région que l'Empire romain appelait Afrique césarienne. A présent qu'il s'est écoulé près de deux fois vingt ans, il est bon de le rappeler.

Il ne faut pas se demander comment ces événements de mai 1945 ont pu se produire mais, au contraire, comment auraient-ils pu ne pas se produire? Ils avaient été précédés, dès les lendemains du Congrès des Amis du Manifeste et de la Liberté, d'une campagne d'hystérie totalitaire, d'appels à la répression prenant la forme d'appels au meurtre. Mais aussi bien cette guerre politique et psychologique n'était-elle pas neuve, elle n'avait même jamais cessé depuis les débuts de la domination coloniale, depuis 1830. Répression et opérations militaires alternaient avec les campagnes de propagande mais le but demeurait toujours le même : la soumission des indigènes. Pas question de débat politique, qui signifierait ouverture, écoute, examen commun et contradictoire. La liberté d'expression qu'il suppose est inconciliable avec le fait colonial : on ne discute pas avec un peuple qui n'existe pas. Quant à capituler devant les indigènes, mieux vaut passer pour un bourreau que pour un lâche.

En avril 1945, la victoire des Alliés sur le nazisme et le fascisme

n'était plus qu'une question de jours, mais nous, nous avions le sentiment d'être de nouveau piégés et encerclés par la guerre. Le parti préparait fiévreusement les manifestations du 1er mai : la Fête du Travail pouvait être l'occasion historique de réaffirmer, à côté des revendications économiques et sociales, l'aspiration nationaliste. Nous autres lycéens, nous souhaitions participer au défilé pacifique dans les rues d'Alger. Nous en fîmes part à Ouali Bennaï qui nous en dissuada, préférant nous garder « en réserve ».

Il y eut des manifestations dans la plupart des grandes villes. A Alger, elles revêtirent un caractère massif : deux cortèges, l'un partant de Belcourt et l'autre de la Casbah, devaient converger vers la Grande Poste et le Palais du Gouvernement général, c'est-à-dire le cœur administratif de la capitale. Répondant à l'appel pacifique du parti, Alger des profondeurs se leva comme un seul homme.

La police intervint vigoureusement pour empêcher la jonction des deux cortèges. Débordées par les travailleurs, les forces de l'ordre tirèrent. On devait relever sept morts et des dizaines de blessés [1]. Après le paroxysme du verbe, voici que s'enclenche la pesante mécanique de la violence étatique.

Le soir même, dans la cour de Ben-Aknoun, Ouali, qui avait l'arcade sourcilière fendue d'un coup de crosse, vint nous faire le récit de cette journée. Il était à la tête de la manifestation rue d'Isly (rue Larbi Ben M'Hidi), déployant avec ses camarades une large banderole portant les mots PAIX ET LIBERTÉ. Après la première charge de la police, il ne lui restait plus en main qu'une des perches de la banderole; il s'en était fait un gourdin pour frayer un passage à l'imposante manifestation qui voulait respecter l'itinéraire prévu. Ouali avait ramassé les corps des militants abattus, notamment le jeune Ghazali Belhaffaf et Mohammed Ziar.

Cette journée du 1er Mai est indissociable de la logique répressive comme de la dynamique révolutionnaire. Si le pouvoir colonial visait à terroriser l'opinion, il avait manqué son but. La politique du pire renforce toujours la communion affective; dans ce cas précis, elle provoqua une véritable mutation psychologique et politique. Mais une semaine plus tard, le 8 mai 1945, le jour même de la Victoire, l'Algérie allait connaître ce que j'appellerai l'insurrection de 1871 à rebours. Une vraie guerre s'abat sur les populations des Babors [2], région qui avait vu l'un des derniers soubresauts de la résistance

1. Quinze ans plus tard, au même endroit, dans les mêmes rues, les gendarmes tireront sur les Européens ultras.

2. En Petite-Kabylie. Les Romains appelaient cette région les Montagnes de Fer, parce que c'était un bastion patriotique imprenable.

algérienne. A Kherrata et près de Sétif, des villages entiers sont rasés par l'aviation et la marine. Dans de nombreuses villes du Constantinois, notamment à Guelma et à Héliopolis, les forces militaires et les milices conjuguent leurs efforts dans une vaste et impitoyable chasse au faciès. Armés par les Français pour leur prêter main-forte, prisonniers de guerre italiens et allemands internés dans la région retrouvent leur emploi, tuent femmes et enfants à la baïonnette, prennent leur revanche sur les tirailleurs algériens qui les avaient délogés de Cassino. On opère des milliers d'arrestations à travers tout le pays, en commençant évidemment par les leaders : Ferhat Abbas et le cheikh Bachir el-Ibrahimi sont jetés en prison (Messali, lui, avait déjà été déporté en Afrique équatoriale à la fin avril [1]).

Le 15 mai, Ouali vient demander à la section de Ben-Aknoun des volontaires pour le maquis. Personnellement, je prends le temps de la réflexion. Ce n'était tout de même pas une mince affaire que d'interrompre mes études en plein bachotage, à un mois des épreuves de la première partie du baccalauréat. Il y avait ma famille, dont j'allais décevoir les espérances, et il y avait aussi toute une série d'interrogations politiques. Je ne parvins à une décision que le lendemain [2] – et je ne cache pas que la rupture me fut douloureuse.

Mais une première difficulté se présentait : comment quitter le lycée « en douceur »? Comme nous étions à une semaine des vacances de la Pentecôte, je rédigeai un « mot d'excuse » que je portai au surveillant général du lycée. Rappelant la rareté des moyens de communication avec nos douars d'origine, je disais que nous [3] venions de trouver une occasion de rentrer passer les vacances chez nous et d'y faire nos révisions. L'excuse était cousue de fil blanc, mais il fallait bien en fournir une.

Le soir même, un taxi nous déposait tous les cinq (Ouali Bennaï nous accompagnait) à Tizi-Ouzou; le véhicule appartenait à Mohammed Zekkal, un vieux militant du quartier Belcourt. Ce voyage, je ne l'ai jamais oublié. Il m'arrive souvent de réentendre le ronronnement du moteur, de revivre les pesanteurs dramatiques de

1. A Franceville, au Gabon; il sera ensuite placé à Brazzaville, au Congo.

2. De tempérament plus impulsif, certains camarades qui s'engagèrent sur-le-champ rebroussèrent chemin quelques jours plus tard. Ce fut notamment le cas de Saïd Chibane, qui dut céder aux pressions familiales. Respectant ces choix tout personnels, nous ne leur en avons pas fait grief et nous sommes restés de bons camarades.

3. « Nous », c'est-à-dire Laïmèche, les deux « ex-normaliens » Omar Oussedik (que j'ai déjà évoqué) et Amar Ould Hamouda, et moi. Ould Hamouda, originaire de Tassaft, un village des Beni-Ouacif, était un cousin du futur colonel Amirouche.

notre silence, d'un bout à l'autre du trajet [1]. Ce vers quoi nous allions n'était que point d'interrogation.

A peine débarqués, nous rejoignons la réunion du conseil de district, qui se tenait en plein air. Il y avait là une dizaine de responsables, chacun représentant une région de la Grande-Kabylie ou un échelon du parti. La surchauffe politique ajoutée à la surchauffe climatique, il pleuvait des rayons de chaleur sur la Kabylie. De ce ton pathétique qui le caractérise, Halit ouvre solennellement la séance par une courte déclaration « sur le moment historique que traverse notre pays et la gravité de l'heure ». C'est Paul Meurice en action. Tout y est : le physique, l'allure, l'accent – ne sommes-nous pas sur le théâtre de l'histoire? Puis il passe la parole à Arezki Djemâa, homme de confiance et agent de liaison du bureau politique du PPA, un natif de basse Kabylie, que tous les anciens militants de la Casbah connaissent bien. Celui-ci se lève et prononce la phrase fatidique : « La Direction décide l'insurrection générale pour la date du jeudi 23 mai 1945, à partir de zéro heure. » Il ajoute, pour toute explication : « A Sétif et dans le Constantinois, on se bat depuis le 8 mai. » Informations stratégiques, directives tactiques? « L'armée que le parti a constituée dans le Sud-Algérois va bientôt remonter vers le Nord. Il faut soulever le peuple algérien et attaquer partout. » Sa mission accomplie, Djemâa s'endort, recru de fatigue.

En qualité de responsable du district, Halit passe au deuxième point : la situation organique. Chaque chef de région fait son rapport. Les effectifs en hommes, si mes souvenirs sont exacts, variaient entre soixante et cent pour chacune des huit régions : Bordj-Menaïel, Dra-el-Mizan, la zone littorale Dellys-Tigzirt, Azeffoun, Azazga, Michelet, Fort-National [2], Tizi-Ouzou. Zeroual, le chef de région de Dellys, improvise un discours-fleuve en arabe « classique » sur le Djihâd (la guerre sainte). Ses fautes de syntaxe et de grammaire ne me prennent pas au dépourvu, mais je suis proprement ébahi par sa déclaration : « Je me fais fort de soulever toute la Kabylie et de marcher sur Alger. »

Nous attendions de la Direction des directives élaborées, voire une

---

1. Ce taxi de couleur fauve, une Citroën six cylindres, je le retrouverai par la suite à maintes reprises. Nous l'appellerons le « taxi de la patrie ». Déjà avant la guerre Zekkal transportait et distribuait *Le Parlement algérien*, organe du PPA. Au cours de la lutte de libération, il transportera des armes, des dirigeants. Arrêté, il mourra des suites de la torture en 1956. D'origine kabyle, et foncièrement conservateur, Zekkal acceptait mal le militantisme « dévoilé » de sa fille Fatima, qui participait à des groupes culturels et théâtraux dès 1947. Devenue Mme Ben Othmane, elle sera une des premières présentatrices de la Télévision Algérienne.

2. Qui a retrouvé aujourd'hui son nom : L'Arbaa-Naït-Irathen.

ébauche de plan général. Il n'en a pas été question. Nous attendions un bilan sérieux en cadres militaires, effectifs, armement. Nous n'avons rien entendu là-dessus. Et nous n'étions qu'à une semaine du soulèvement! Nous autres, nous recevons officiellement nos affectations à des régions différentes (selon la formule consacrée, nous serons « à la disposition de l'organisation locale »). Laïmèche est affecté à Fort-National, Bennaï à Azazga, Oussedik à la zone Dellys-Tigzirt, Hamouda et moi à Michelet. Nous nous rapprochons les uns des autres pour échanger nos impressions et nos idées. Ouali guette anxieusement nos réactions. Évidemment de graves questions nous agitent, mais l'événement qui se prépare n'est-il pas d'une colossale gravité? Bien que déçus par le flou des ordres de la Direction, nous ne la mettons pas en cause. Dans notre foi de néophytes, nous avons besoin de croire en nos dirigeants d'Alger. Peut-être disposent-ils d'un plan ou d'atouts secrets. Et peut-être également ont-ils attribué à la Kabylie un rôle stratégique secondaire, ce qui explique des instructions aussi sommaires. Au reste, n'a-t-il pas été question de l'armée du Sud-Algérois? Nous nous cramponnons aux hypothèses les plus optimistes. Que faire d'autre, quand on connaît la puissance militaire du système colonial? En définitive, nous décidons de garder le contact entre nous, les cinq parachutés, chiffre fatidique [1]. Nous convenons de nous retrouver le 19 à Fort-National, pour faire le point à notre niveau. Et nous nous séparons, avec pour unique bagage la foi dans les destinées de notre pays, et pour seule certitude celle d'avoir brûlé nos vaisseaux.

Fort-National, c'est une sorte de Berchtesgaden implanté par la colonisation au cœur du Djurdjura, après la grande bataille d'Icheriden [2]. Le 19 mai, nous nous retrouvons donc près des hautes murailles de la forteresse, et nous mettons en commun nos constatations. La première, et la plus importante, c'est que les effectifs annoncés au conseil de district ont fondu au soleil, car ils n'existent pratiquement pas. En réalité, la plupart des militants dénombrés étaient des sympathisants au sens sentimental du terme. Le nombre des cotisations versées n'était donc pas un indicateur sûr, d'autant plus que certains chefs de région les versaient de leur poche afin de ne pas avoir un état de troupes moindre que leurs collègues. Le parti avait entretenu des illusions à la suite des adhésions massives

1. En octobre 1956, les « Cinq » de l'avion dérouté. Pourtant, l'imaginaire islamique accorde une vertu bénéfique au chiffre cinq (les « cinq piliers » de l'islam, les cinq prières, les cinq doigts de la main de Fatima, etc.).

2. En 1857; cette victoire des Français fut décisive pour leur pénétration en haute Kabylie, qu'ils consolideront définitivement sur le même théâtre d'opérations, lors de la révolte de 1871.

au mouvement légal des Amis du Manifeste et de la Liberté. Mais la vérité, c'était qu'il n'y avait pas d'organisation, et que l'encadrement était d'un niveau politique affligeant, mentalement et matériellement à cent lieues des conceptions modernes.

Quand nous l'interrogeons sur les militants dont il dispose, le brave vieux Nafaa Fernane, responsable pour Fort-National, nous répond en kabyle, sans se démonter : « Ne vous en faites pas, nous les trouverons. » Le général Soubise, cherchant partout son armée, ne pouvait s'honorer d'un pareil sang-froid. Le dévouement, la fidélité de cet homme ne sont nullement en cause [1], mais pouvait-il y avoir plus affolante inconscience? Cela nous plaçait, en tout cas, devant une solution simple : nous débrouiller tout seuls.

Et c'est ce que nous ferons jusqu'au 22 mai. Nous appellerons à la rescousse les équipes de routiers SMA que nous avions organisées depuis plus d'un an et qui, dès le début de leurs activités scoutes [2], n'avaient eu qu'un mot à la bouche : « L'action! » Leur vœu sera satisfait, car nous les constituerons en commandos. Nous récupérerons des armes individuelles, fusils de chasse, pistolets. Parmi les militants, les plus aptes physiquement seront versés dans les commandos; les autres, des notables pour la plupart, seront affectés aux tâches politiques de l'arrière : encadrement des masses et, éventuellement, levée de volontaires dès le déclenchement de l'insurrection.

Ayant ainsi pris la situation en main, notre équipe passe alors au problème stratégique. Que faire? Nous décidons de concentrer entièrement notre action sur Fort-National, cette place forte qui tient en respect toute la haute Kabylie et commande les vallées environnantes. Nous considérons comme des objectifs secondaires Tizi-Ouzou (qui est tout de même une ville de garnison), Dellys, et d'autres villes et villages où les postes de gendarmerie seront faciles à occuper ou à harceler. Laïmèche à Tizi-Rached (au nord-ouest de Fort-National) et moi aux Beni-Ouacif (au sud), nous aurons chacun un commando d'une centaine de volontaires, routiers pour la plupart.

Considérant ce qu'était Fort-National, notre entreprise équivalait à démolir un char d'assaut à coups de dents. Mais nous avions une très précieuse complicité dans la place, où des appelés algériens étaient consignés : c'était un adjudant natif de Kabylie, que la population surnommait *Vu izimer*, l'Homme à l'agneau, à cause de

1. Son frère, Hanafi, sera l'un des chefs de la région de l'Arbaa, qui sera par la suite incorporée dans la wilaya 4 où, après les événements de 1954, il sera abattu par les forces de police alors qu'il effectuait une mission.

2. Dans le scoutisme, les « routiers » sont les jeunes gens ayant dépassé l'âge de seize ans.

son inséparable mascotte. Contacté par notre équipe, et gagné à l'idée nationale mais aussi à celle du soulèvement, il en faisait au surplus une question d'honneur : on ne devait pas laisser tout seuls nos frères du Constantinois, et il fallait faire confiance à nos dirigeants d'Alger. Avec lui et avec Hocine Sid Ahmed [1], un des rares intellectuels du parti et ancien aspirant de l'école d'élèves-officiers de Cherchell, nous préparons minutieusement, sur cartes et plan, la prise de la citadelle.

Il arrive qu'une chance ne vienne pas seule. Il y a le ralliement de l'adjudant, et il y a le choix du moment, qui ne pouvait être plus heureux. En effet, tous les mercredis soir l'armée organise une séance de cinéma pour la population civile [2]. Nos commandos profiteront de la séance du mercredi 22 mai pour pénétrer dans la place, à la faveur de la nuit. Le premier acte du soulèvement [3] aura donc pour théâtre d'opérations un cinéma. A la fin du spectacle, l'adjudant s'emparera des poudrières et des magasins d'armement en y plaçant ses propres hommes. Nos militants l'appuieront en profitant de l'effet de surprise pour neutraliser les militaires coloniaux susceptibles de résister. Laïmèche et moi, qui serons chacun à la tête d'un commando, nous aurons eu trois jours pour entraîner les jeunes.

Et que ferons-nous, une fois Fort-Napoléon [4] enlevé? Nous n'avons ni les compétences ni le temps matériel de prévoir plus loin. En tout cas, des centaines de villages alentour n'auront plus à craindre ses formidables batteries de canon. Également, il sera possible de contrôler la vallée du Sébaou, ou tout au moins de neutraliser la garnison de Tizi-Ouzou, grâce au ralliement escompté des troupes coloniales algériennes, marocaines et sénégalaises. Après ça, comme des événements du même type se seront déroulés simultanément dans le reste de la Kabylie et à l'échelle nationale, nous agirons en fonction des informations qui nous parviendront. N'y a-t-il pas cette fameuse armée constituée dans le Sud-Algérois, et qui va faire mouvement vers le Nord? Notre coup de main stratégique nous aura procuré en même temps les armes et munitions entreposées dans les souterrains de ce bastion militaire. Il y aura de quoi équiper des milliers de combattants... Deux ou trois jours après le déclenchement du soulèvement, notre groupe se réunira de nouveau pour faire le point et décider d'autres actions,

1. Il est natif du village de Sumer, le village de Lalla Fatma, et nous sommes proches parents par alliance. Il est aujourd'hui fonctionnaire à Alger.
2. Il n'y avait pas de cinémas dans la région, sauf à Tizi-Ouzou.
3. Décrété, par la Direction, pour le « jeudi 23 mai 1945, à partir de zéro heure ».
4. Fort-National s'était d'abord appelé Fort-Napoléon.

en les harmonisant avec ce qui se sera passé à Alger et ailleurs.
En fait, les dirigeants « nationaux » ne nous ont pas fixé de ligne – ce qui exaspère Ouali Bennaï – et nous sommes trop novices pour concevoir une stratégie à long, ou même à moyen terme. Par contre, nous tombons tous d'accord sur ce qu'il ne faut pas faire : pas de soulèvement de masse, du type insurrection de 1871, où l'engagement de la population se brisa contre la puissance de feu de l'artillerie de montagne; et pas non plus d'affrontements en bataille rangée comme ceux des armées d'Abd el-Kader et, dix ans après sa reddition (1847), les combats que perdirent les Kabyles devant les troupes du maréchal Randon, à Icheriden [1], en 1857. Mais pendant ces dix années, la guerre de partisans, menée par les populations et les volontaires, avait coûté très cher aux forces d'occupation [2]. Cette forme de résistance était inscrite dans nos gènes, de même que le réflexe de ne pas répéter les erreurs passées. De ces constatations découlent nos conclusions. Il faudra encadrer politiquement les populations, éviter absolument les désordres, la panique, les débordements spontanés, les initiatives intempestives, afin de maîtriser la situation militaire. Il faudra empêcher le pire – c'est-à-dire pire que nous. Tels sont, en gros, l'esprit et les décisions de ce dimanche. Omar Oussedik est chargé d'en transmettre la teneur aux autres régions.

Et voici arrivée la journée du 22 mai. Je passe toute la matinée au grand marché rural des Beni-Ouacif, pour les ultimes préparatifs. Cinquante membres du commando sont prêts; aucun de ceux qui ont été choisis ne s'est dérobé. En trois jours nous avons récupéré des armes légères : nous possédons principalement des fusils de chasse, mais aussi quelques pistolets et même des grenades. Nous nous sommes entraînés à confectionner des cocktails Molotov, et nous nous sommes préparés physiquement, sous le couvert d'exercices scouts. Les sœurs ou épouses de quelques militants, et toutes les femmes de ma propre famille ont cousu des dizaines de drapeaux aux couleurs algériennes. Pour couvrir la cinquantaine de kilomètres qui nous séparent de Fort-National, nous disposerons de deux camions et de deux voitures particulières que leurs propriétaires mettent à notre disposition pour la soirée [3]. Nous avons prévu de poster des guetteurs

1. Icheriden n'est qu'à quelques kilomètres de Fort-National. En 1857 et 1871, la résistance kabyle y combattit de front les troupes françaises, qui restèrent maîtresses du terrain.

2. Certains journaux parisiens persiflaient le général Randon en disant que son impuissance à soumettre la Kabylie lui coûtait son bâton de maréchal. Il ne l'obtint qu'en 1856.

3. Les deux camions avaient été mis à ma disposition par Ben Arab, du village de Tikichourt, un homme parti de rien qui avait réussi à monter deux lignes d'autocars reliant les Beni-Ouacif respectivement à Alger et à Constantine. Il m'avait même

sur le trajet pour avertir notre convoi en cas de barrages ou de contrôles de police.

Le souk hebdomadaire des Beni-Ouacif semblait gagné par la fièvre. Officiellement, la population ne savait rien de ce qui se préparait, mais elle assistait à trop de mouvements pour ne pas le deviner – d'autant plus que des rumeurs assez folles circulaient déjà sur les combats qui se seraient déroulés dans le Constantinois et même dans l'Algérois. L'instituteur et futur inspecteur d'Académie Amar Aït Hamou [1], les deux cousins Belhadj, dont l'un, Areski, deviendra enseignant, et l'autre, Amar, chirurgien dentiste, et moi-même décidons de réunir les notables sûrs, dont mon père [2], le caïd des Beni-Ouacif. Ce sera un *tajmat t'nach*, un conseil des douze, comme nos djemâas traditionnelles, qui se tiendra à Bou-Abderrahmane, un village des Beni-Ouacif. Il vaut mieux mettre dans notre camp les sages en leur révélant notre projet (mais non la date des opérations), ce qu'ils apprécieront comme une marque de confiance.

Ce genre d'assemblée ne va pas sans une certaine solennité. L'attitude des participants témoigne de leur sérieux, de leur sens des responsabilités. Ould Hamouda leur annonce la grande nouvelle. Alors, c'est le silence, la stupeur. Comme si la djemâa allait devoir décider du sort du monde. Et en fait, c'est bien du monde qu'il s'agit, mais du leur, de la population, des femmes et des enfants qu'ils connaissent, dont ils ont la charge [3]. Et la décision leur échappe, puisqu'elle est déjà prise par la Direction et applicable sur tout le territoire national. Alors, un patriarche aux cheveux blancs prend la parole. C'est Si Mohand Houcine, un homme qui a vécu trente ans à Paris et milité activement dans la gauche française. Il possède une culture prodigieuse, car servie par une mémoire phénoménale (il est capable de situer un sujet donné au baccalauréat dans l'œuvre de Rousseau, Victor Hugo, Valéry...). Revenu dans son douar d'origine,

---

offert ses autobus. Et ce jour-là, il glissa dans le capuchon de mon burnous un « 9 » autrichien à canon long et une centaine de balles. J'en fus très touché, et je ne me séparai de cet engin qu'à la fin 1951, la veille de mon départ en exil vers Le Caire.

1. Après avoir été inspecteur d'Académie en Côte-d'Ivoire, il a pris sa retraite en France.

2. Lorsque j'étais rentré à la maison, mon père avait déjà reçu un télégramme du proviseur demandant des explications sur mon départ précipité. Évidemment, la famille était consternée. Selon son habitude, mon père me prit à part pour essayer de me raisonner; je m'en tirai comme je pus, en parlant de me présenter à la session d'octobre du baccalauréat. Il avait sans doute de quoi être inquiet, d'autant que nous étions plusieurs à avoir déserté ensemble le lycée.

3. Pour eux, il n'y a pas d'entité abstraite appelée « peuple algérien ». Il y a des êtres de chair et de sang, des communautés vivantes et vibrantes.

il en est devenu une autorité morale incontestable. Si Mohand Houcine nous déclare en substance : « C'est une affaire extrêmement sérieuse que vous nous apprenez là. Nous craignons que ce soit une redoutable aventure, dont les populations risquent de souffrir. Mais nous serons avec vous, à vos côtés. Vous pouvez compter sur nous. »

A son tour, Si Ahcène, du village de Tikidount, prend la parole dans le même esprit. Illettré, mais plein de la sagesse du terroir, il sait construire un raisonnement juste en empruntant à l'arabe ou au français le mot ou la tournure qui expriment le mieux sa pensée, et il émaille son discours d'images et de proverbes. D'origine très modeste, cet homme est aimé et estimé au-delà des deux grandes vallées qui délimitent le douar. On le respecte pour sa vigueur physique, car il n'hésite pas à faire le coup de poing s'il le faut, mais aussi pour sa pondération et son sens de la justice : jamais personne n'a été maltraité ou humilié en sa présence. Puis, mon père donne son sentiment et confirme que, sans beaucoup d'espoir, c'est-à-dire sans complaisance, ils nous cautionneront auprès de la population. Il élève cependant une mise en garde voilée en rappelant que, lors de l'insurrection de 1871, notre aïeul, le cheikh Mohand el-Hocine, qui était alors très jeune, a refusé de se joindre aux combattants en raison de l'impréparation du mouvement. Mais il s'est refusé aussi à désavouer les insurgés, ce qui lui a valu d'être emprisonné à Fort-National. La leçon est utile même si, sur le moment, nous ne l'entendons pas vraiment.

Et voici qu'arrive la veillée d'armes du 22 mai. Le départ de l'expédition est fixé à vingt et une heures, au moment de la tombée de la nuit. A dix-huit heures précises, Laïmèche m'appelle au téléphone. Il me donne le mot de passe : « Mokrani »[1] et me dit tout à trac : « Ne viens pas, la fête est reportée. » Je lui demande de rester au fil et j'appelle Amar Belhadj, le futur chirurgien dentiste, pour qu'il entende à son tour le message. Instinctivement, je veux partager la responsabilité écrasante de l'information que je viens de recevoir, et qui m'apparaît comme un vrai coup de théâtre. Laïmèche répète à Belhadj : « La fête est reportée, ne venez pas ce soir. » Voilà comment prit fin ce que j'appellerai non pas notre « Semaine Sainte », mais notre « sacrée semaine ».

Dans le jargon historique du nationalisme officiel, on en parle comme de « l'Ordre » et du « Contrordre ». Personnellement, je n'attache de sens qu'à ce qui s'est passé dans l'intervalle, à ces moments intenses, à ces moments ardents, dans lesquels je vois la

1. Nom du chef de l'insurrection de 1871.

véritable continuité historique, celle d'un patriotisme qui n'a jamais désarmé.

En haute Kabylie, et, en basse Kabylie, dans la région d'Azeffoun, la situation politique fut rapidement et totalement maîtrisée après le message d'annulation. En dépit des difficultés de liaison résultant des barrages de police et de gendarmerie, le « téléphone kabyle » a bien fonctionné. Il n'y eut apparemment aucune fuite puisqu'on n'opéra pas d'arrestations. À Fort-National, rien n'avait transpiré, les autorités militaires n'avaient pas enregistré de mouvements suspects. Et pourtant, sauf à Michelet [1], dans toutes les localités le dispositif était en place pour occuper les locaux administratifs et les gendarmeries. En revanche, dans la zone qui va de Boghni à Tigzirt, les choses se gâtèrent. En l'absence quasi totale d'encadrement politique, Omar Oussedik, détaché là-bas en raison de sa connaissance de la région (ses parents y avaient une ferme) n'y avait eu aucune prise, et il en allait de même de Mohand Saïd Mazouzi, collégien à Tizi-Ouzou, qui avait rejoint le maquis. Il est vrai qu'à Dellys, le tempérament fougueux, torrentiel du chef de région Zeroual était difficilement canalisable. Et son homologue à Bordj-Menaïel, Mohammed Bellounis, bien que plus calme et pondéré, n'avait pas été moins rétif. Ces deux-là représentaient chacun une version du zapatisme, le type mexicain de la contre-violence populiste et massive contre les structures d'oppression politique et de surexploitation sociale.

Les préparatifs y ont été faits au grand jour. Lorsque le contrordre arrive, des foules de paysans rassemblées dans les montagnes s'apprêtent à déferler sur les petites villes de colonisation après avoir dit la prière du Djihâd. Ces « grandes marches » insurrectionnelles sont donc stoppées à la dernière minute. Des incidents éclatent cependant çà et là, des poteaux téléphoniques sont abattus, la voie ferrée fait l'objet de plusieurs sabotages, près de Lâzib et du côté de Bordj-Menaïel. Il n'en fallait pas plus à la grosse colonisation [2] et aux féodalités administratives à sa solde pour sonner le tocsin. Très vite, la répression militaro-policière bat son plein.

La PJ, la PRG et la DST [3] arrêtent des responsables et militants citadins du district. Bien qu'il n'ait joué qu'un rôle relativement

1. A Michelet la section du parti, après une réunion élargie, avait décidé de retarder toute action directe, peut-être pour attendre des informations sur ce qui se passerait ailleurs.

2. Bénéficiaire des cinq cent mille hectares de terres séquestrés à la suite de l'insurrection de 1871.

3. Police judiciaire, Police des Renseignements généraux, Direction de la Surveillance du Territoire.

mineur, le chef des Scouts musulmans algériens de Kabylie, Salah Louanchi, n'échappe pas au coup de filet. Le chef de région de Dra-el-Mizan, Mohand Aouchiche, étant passé aux aveux sous la torture, l'effet cravate rouge cesse de jouer en faveur du chef de district Halit, le clerc d'avoué de Tizi-Ouzou, qui est appréhendé. En effet, dans la nuit du 22 mai, la police a intercepté l'agent de liaison dépêché *in extremis* vers Bouira par Aouchiche, le « chef au cheval blanc »[1], le pittoresque responsable local du PPA, et trouvé sur lui le contrordre formulé de façon imagée : « N'égorgez pas le bœuf! » En conséquence, le chef au cheval blanc est saisi et torturé. Pour le brave et courageux Aouchiche, la continuité historique de la résistance revêt la noble forme du cheval. Sans doute l'imaginaire perpétue-t-il ainsi le renom des pur-sang numides qui non seulement brisèrent l'élan des légions romaines mais firent l'éclat des courses de chars que les chefs et les nobles romains organisaient pour l'amusement du petit peuple.

Ces bouleversements, qui affectent les structures du parti et, en profondeur, la société, imposent à notre équipe la responsabilité de réorganiser et de prendre en charge la Grande-Kabylie. Nous sommes totalement coupés d'Alger, et de toute façon il n'y a pas grand-chose à attendre de la direction – le 22 mai, elle a perdu sa majuscule en lâchant les commandes. L'ordre du soulèvement avait surpris et effrayé les militants, le contrordre les a ébranlés aussi violemment. Certes, beaucoup sont soulagés, car les conditions d'impréparation étaient trop patentes. Mais comment accepter qu'au sommet on prenne et annule allègrement des décisions qui se révèlent, à notre échelon, si désastreusement lourdes de conséquences? Pourtant, notre équipe en aura au moins tiré un bénéfice : elle ne croit plus au pouvoir miraculeux d'Alger. Obligés de voler de nos propres ailes, nous allons devenir plus attentifs aux réalités bouillonnantes d'une société qui cherche à s'exprimer, d'une jeunesse qui cherche à s'organiser.

Nous apprendrons bientôt ce qui s'est passé dans le reste du pays – en fait, peu de choses, sauf à Saïda, dans le Sud-Oranais, où la mairie a été incendiée par la section du parti, dont la plupart des militants ont été arrêtés; et à Cherchell, où la mutinerie prévue à l'école d'élèves-officiers par l'ex-sergent de l'armée française Omar Ouamrane a été éventée et jugulée. Ouamrane a été jeté au cachot et, par la

1. Aouchiche avait un cheval blanc, symbole de pureté, de noblesse et de hiérarchie guerrière.

suite, jugé et condamné à mort[1]. Quant à l'armée du Sud-Algérois, nous n'en avons plus jamais entendu parler. S'agissait-il d'un bluff stratégique des dirigeants d'Alger, ou ont-ils été abusés par ceux de Berrouaghia? Et comment serait-elle passée en Kabylie? Cela, c'est une autre histoire[2].

Momentanément, le PPA qui n'était déjà que faiblement implanté dans les campagnes y perd toute emprise. Mais la tragédie de Sétif, en traumatisant la conscience populaire, agira comme un lent révélateur. Une ligne de force émerge, qui va désormais guider et développer le sentiment national. Le jour même de la Victoire, les aspirations des Algériens ont été noyées dans un bain de sang, et ce dans l'indifférence totale des alliés, de l'« opinion mondiale » et de la « conscience universelle ». Le cœur des Algériens et des Algériennes s'emplit de colère et d'indignation. La révolte, au sens camusien du terme, commence à s'installer. Le recours à la lutte armée entre dans la catégorie des possibles. Les atrocités d'Héliopolis, la canonnade du croiseur *Duguay-Trouin* mouillé au large de Djidjelli (Jijel), les bombardements aériens sur les douars de Kabylie ont fait resurgir un élan vital du tréfonds populaire.

Une conscience révolutionnaire s'ébauche, qui ne doit pas grand-chose au PPA réduit au silence[3], au Parti communiste camouflant sous des déclarations grandiloquentes sa ligne opportuniste et néo-colonialiste[4], ni aux Oulémas qui prennent leurs distances par

1. Il bénéficiera de l'amnistie générale de mars 1946. Il rejoindra le maquis de Kabylie où il fera équipe avec Belkacem Krim. Il sera colonel de l'ALN.

2. Une hypothèse probable, parmi d'autres : malgré l'impréparation stratégique, tactique et technique, le mouvement de la Kabylie aurait été massif; la résistance aurait duré des mois, voire des années, elle se serait inévitablement étendue à la vallée de la Soummam et à l'Algérois. Mais le carnage aurait été épouvantable, car on voit mal De Gaulle lésiner sur les moyens alors qu'Alger avait été le bastion qui lui avait permis de refaire l'unité de la France et de reconstruire le grand État national. Il aurait confié la « pacification » au général Catroux et, pour la favoriser, sans doute renvoyé dans ses bagages Ferhat Abbas, le cheikh Ibrahimi, voire Messali.

3. Pourchassés, ses chefs sont entrés dans la clandestinité.

4. Moins de deux mois après les massacres du Constantinois et de Kabylie, Caballero, secrétaire général du Parti communiste algérien, proclame au X[e] Congrès du PCF (26-30 juin 1945) : « Ceux qui réclament l'indépendance sont des agents conscients ou inconscients d'un autre impérialisme. » À ces mêmes assises, le responsable du PCF aux affaires coloniales, Léon Feix, déclare : « C'est un devoir de dénoncer le comportement de ceux qui veulent diviser les Algériens et semer la méfiance entre eux et la France démocratique. » Rappelons que les bombardements aériens sur les villages, donc sur les populations civiles, ont eu lieu sur l'ordre du ministre de l'Air, Charles Tillon, par la suite exclu du PC.

rapport au mouvement populaire [1]. Le seul courant (j'emploie ce mot à défaut d'un meilleur) qui saura intégrer la radicalisation révolutionnaire, c'est l'islam populaire, cette sincère foi des humbles qui a été capable de s'incorporer quantité de valeurs culturelles et de faits de civilisation qui lui étaient extérieurs.

Alors que dans les villes l'administration contrôle bien la situation [2], les masses rurales entrent sur la scène politique. La petite paysannerie, la paysannerie pauvre et rendue plus pauvre encore par la guerre et la démographie galopante libère des forces révolutionnaires nouvelles, capables de transcrire en termes stratégiques et tactiques le bouleversement survenu dans la société politique algérienne. Ce n'est pas un hasard si le champ de détresse sociale recoupe les bastions traditionnels de la résistance maghrébine. De Tacfarinas [3] à Abd el-Krim, en passant par Abd el-Kader et Mokrani, la continuité historique demeure inscrite dans la mémoire collective.

Au lendemain de l'insurrection éteinte avant d'avoir commencé, nous autres lycéens sommes incapables de faire cette analyse, mais nous pouvons pressentir une certaine solidarité significative. C'est ainsi qu'à partir des Beni-Ouacif, il ne parvint qu'une seule dénonciation à l'administration. Elle émanait d'un habitant du village de Tikidount, un homme atteint de mythomanie politique qui a adressé à l'administrateur principal à Michelet un rapport délirant sur les agitateurs et les mouvements séditieux. S'il n'avait pas été aussi venimeux, le personnage aurait été simplement grotesque. De petite taille, toujours enfoui dans de larges gandouras de velours et des burnous en poil de chameau, il arborait d'énormes moustaches. Aït Hamou et moi avions imaginé une punition : le déshabiller en plein marché, lui passer une vieille robe de femme et lui couper ses belles moustaches. Ayant eu vent de notre projet, mon père le désamorça en faisant expédier l'homme en résidence forcée sous le chef d'être un fauteur de troubles. « Mon douar est en paix, dit-il à l'administrateur, que souhaitez-vous de plus? Si vous voulez lui donner ma place, je suis tout prêt à la lui céder. Mais s'il reste, je ne

1. La plupart des dirigeants des Oulémas étaient incarcérés. Au lendemain de leur sortie de prison, à la suite de l'amnistie générale de mars 1946, ils joignent leurs voix au chœur des intégristes de gauche pour condamner les activistes écervelés du PPA. « Nous n'allons pas nous sacrifier pour des ignorants », disent-ils. En fait, leur phobie du PPA n'est qu'un prétexte, une façon de transférer le fantasme de la peur. La vérité, c'est que la prison a rendu raisonnables certains d'entre eux.

2. La grande majorité des cadres et militants du PPA ont été arrêtés, de même que les notabilités dirigeant le mouvement des Amis du Manifeste et de la Liberté.

3. De 17 à 22 de notre ère, le Numide Tacfarinas tint en échec plusieurs expéditions coloniales romaines envoyées par Tibère. On trouve un récit détaillé de cette résistance dans les *Annales* de Tacite.

peux pas garantir sa sécurité. Il ne peut déjà plus sortir sans être conspué par les enfants [1]. »

Nous étions privés de contacts avec la direction d'Alger, car beaucoup de cadres locaux étaient incarcérés. La capture la plus importante pour la police, c'était celle de Sid Ali Halit, car il était censé, en qualité de chef pour la Kabylie, connaître les noms et les refuges des dirigeants algérois. Pour lui extorquer des aveux qu'elle exploiterait rapidement, la PJ de Tizi-Ouzou va au plus court : baignoire et électricité – mais sans succès. Il est alors transféré à Alger, à la fameuse Villa Sésini, ou Villa des Oiseaux, lieu de torture jusqu'à l'Indépendance et, malheureusement, longtemps encore après. Trois semaines de sévices, c'était l'enfer. A bout de forces, il décide de jouer le tout pour le tout. Il m'a raconté comment, un dimanche, alors qu'il n'y avait qu'un seul gardien, en allant aux toilettes il avait aperçu que le portail de la villa était ouvert. A trois reprises il demande à aller aux toilettes, et à trois reprises, devant le portail il hésite à s'enfuir. A la quatrième fois, le tortionnaire de service refuse d'abord d'ouvrir sa cellule, puis il cède, n'ayant pas à craindre une évasion tant Sid Ali est mal en point. Il ne peut pas se tenir debout, alors, de là à courir... Eh bien, il a pu courir. Il a enfin trouvé dans le désespoir – ou l'espoir – la volonté et les ressources physiques pour sortir de l'enfer. Il a zigzagué comme un fou du boulevard Bru (boulevard des Martyrs) à la rue d'Isly (rue Larbi Ben M'Hidi), c'est-à-dire au moins trois kilomètres. Et là, il entre dans un bureau de tabac tenu par un militant, qui a d'abord de la peine à le reconnaître tant il est tuméfié et couvert d'ecchymoses.

Il sera transféré en Kabylie où nous le prendrons en charge. Pendant des semaines, il connaîtra des nuits cauchemardesques. Mes neveux, qui étaient alors tout enfants, se rappellent encore très bien ses phobies... mais aussi sa gentillesse. Sous les sévices, il avait tenu bon. L'assurance qu'il ne nous avait pas « donnés » recoupant d'autres renseignements, nous en concluons que, même si les autorités entretiennent des suspicions, notre équipe de collégiens ne fait pas l'objet de recherches. Le conseil de district reconstitué décide alors tout bonnement que nous devons retourner à Alger et nous présenter au baccalauréat. On me convoque d'urgence à Azazga pour me le signifier. Je commence par refuser : d'abord parce que la décision n'appartient qu'à moi seul; ensuite parce que j'ai l'impres-

1. Les enfants motivés sont redoutables. On verra que pendant la bataille d'Alger, munis de sifflets ils réussissaient à désorienter les poursuites de la Casbah en répondant à l'unisson et de toutes parts aux coups de sifflets des officiers appelant leurs hommes.

sion qu'on sous-estime l'adversaire; et enfin par amour-propre : je ne veux pas aller au-devant d'un échec certain à l'examen. Et puis, je finis par céder.

Notre arrivée au lycée de Ben-Aknoun le jour de l'examen, à sept heures du matin, ne passa pas inaperçue. Nous empruntons ici et là stylo, gomme, compas et équerre pour les mathématiques, et nous voilà partis en bus vers les Facultés avec les autres candidats. De nos jours, la première partie du baccalauréat se ramène à une épreuve de français, mais à l'époque nous avions à l'écrit : français, mathématiques, physique-chimie, langues et je ne sais plus quoi d'autre; l'oral reprenait les mêmes matières plus histoire et géographie. Laïmèche et moi fûmes admis à l'écrit. Sur les trois sujets de dissertation, j'avais choisi Rousseau, le Rousseau révolutionnaire par sa conception de l'éducation, ses idées philosophiques et politiques [1]. En mathématiques et en physique, je m'étais bien tiré des problèmes, mais non des questions de cours, cette « grammaire » scientifique dont j'estime inutile de surcharger la mémoire une fois que les automatismes acquis fonctionnent. Grammaire, syntaxe ou théorèmes n'intéressent que les spécialistes – pour le reste des gens, l'essentiel est de parler, d'écrire, de calculer correctement.

A l'oral, ma plus mauvaise note fut un deux en géographie. Le tirage au sort m'avait attribué comme sujet : comparaison physique et économique entre le Bassin parisien et le Bassin aquitain. Difficile de bluffer quand on ne sait pas un mot de la question. En histoire, je suis tombé sur l'expédition d'Égypte. Je me suis lancé dans un discours-fleuve pour que l'examinateur ne puisse m'interrompre, car je craignais surtout qu'il me demande des dates précises. De la sorte, j'ai rapidement cité les batailles, et puis je me suis longuement étendu sur l'impulsion donnée par Bonaparte à la recherche géographique, linguistique, et culturelle dans ce pays.

En décrochant la première partie du bac [2], j'ai donné involontairement un faux espoir à mes parents, car avec Laïmèche (qui, lui, était reçu avec mention), Ould Hamouda et Oussedik nous avions de toute façon décidé d'interrompre nos études [3]. Nous nous trouvions

1. Camarades et maîtres d'internat me prédisaient l'échec, estimant peu judicieux le choix de ce sujet. Mais je l'avais traité avec un enthousiasme qui, apparemment, me servit. A l'oral, je fus questionné sur Ronsard, ce qui n'était pas pour me déplaire.

2. Je passerai la seconde vingt ans plus tard, à la prison d'El Harrach. Sujet de la dissertation : la résignation.

3. Décision dont j'avais déjà informé mon père, pour qui ma réussite au baccalauréat fut une totale surprise, car il me croyait simplement parti en tournée. Il apprit la nouvelle par le journal qu'un compatriote lui apporta au marché des Beni-Ouacif.

devant quelque chose d'autrement exaltant et concret : le combat libérateur, qui force l'homme à composer avec le réel, à inventer des angles d'attaque.

Mai 1945 avait ouvert une nouvelle étape historique à laquelle devaient correspondre des formes de lutte et d'organisation neuves.

Notre mobilisation va compter d'autant plus que les membres de notre instance dirigeante, le Bureau politique, sont pourchassés. Ils sont confrontés à une énorme masse de problèmes pratiques dont les moindres ne sont pas de trouver un refuge ou de dénicher un militant capable d'assurer une liaison en direction de telle ou telle région d'Algérie. Considérant le quadrillage administratif et policier d'Alger, y tenir une réunion doit être une prouesse. Abdallah Filali et Ahmed Bouda se sont révélés des monstres sacrés de courage et d'activité. Hocine Asselah, lui, avait été arrêté dès le 1er mai et transféré à l'hôpital Parnet en raison d'une malformation cardiaque[1]. Il fallut de l'audace et beaucoup d'intelligence à Hadj Cherchalli[2] et à l'équipe de la Casbah pour réussir à le faire évader : ils vinrent le chercher déguisés en ambulanciers. Ce fait de résistance devait frapper l'imagination des jeunes militants. Quant à Mohammed Belouizdad, qui était employé au Gouvernement général, en entendant la descente de police à son domicile il s'était sauvé par la fenêtre et avait réussi à se tapir dans un recoin du balcon voisin.

Au demeurant, par un de ces hasards qui servent souvent la police, ils avaient bien failli être arrêtés presque au complet, dans des circonstances d'ailleurs cocasses. Cela, je ne l'apprendrai qu'en octobre, au cours de ma première liaison sur Alger, mais la digression en vaut la peine. Chez le marchand de vins de la Casbah où je passai la nuit, Amar Khellil[3] me raconta : « C'est dans cette chambre que presque tous les membres du Bureau politique ont failli se faire prendre. A cette table, il y avait le Dr Mostefaï[4], Filali[5] et deux autres qui jouaient à la belote. Soudain, je les vois tous s'immobiliser; à cause de ma surdité, je n'avais pas remarqué qu'ils s'étaient tus. Et les voilà qui sautent l'un après l'autre par la fenêtre. En même

1. Un rétrécissement mitral, dont il mourra en 1948.

2. Il avait adhéré au PPA en 1939 à Alger; membre du Bureau politique de 1942 à 1951. « Centraliste », il sera haut fonctionnaire du GPRA à Tunis dans différents ministères. Ayant cessé toute activité politique après l'Indépendance, il est mort en 1969.

3. Nous rencontrerons souvent, plus loin, Amar Khellil, patron d'un petit restaurant de la Casbah, qui était tout dévoué au parti et toujours sur la brèche.

4. Dr Chawki Mostefaï, futur membre de l'Exécutif provisoire en 1962, il participera à la signature des accords d'Évian et, en juin, aux tractations avec l'OAS. Cesse toute activité politique après l'Indépendance.

5. Abdallah Filali, un des dirigeants du PPA dès 1937; créateur et dirigeant du MNA en 1954, il sera abattu à Paris en septembre 1957.

temps, on frappe à la porte. Asselah contrefait une voix de femme pour demander : « Qui est là? » – « Police! » Moi, je n'ai rien entendu, mais je prends le même chemin que les autres, et je me mets à courir, je grimpe les escaliers vers le haut de la ville. À cause de son cœur, Asselah, qui a filé avec moi, s'arrête pour souffler. Je lui dis : « Qu'est-ce qui se passe? » et il me crie dans l'oreille : « Police! » »

La suite est encore plus savoureuse. Khellil fait un bond et prend ses jambes à son cou : il court, il court... et se retrouve en plein devant la caserne d'Orléans (aujourd'hui Ali Khodja). Les factionnaires sénégalais lui crient : « Halte! » Et comme il reste sourd (au figuré) à leurs injonctions, une poursuite époustouflante s'engage. Il redescend vers la Casbah, mais, malgré sa parfaite connaissance des ruelles et son forcing il n'arrive pas à semer les deux soldats. Alors, Khellil s'engouffre dans une *douera* [1], et, guidé par son flair, il débarque dans un immense repas de noces. Il se défait de ses habits, arrache une cuiller à un convive et s'attable le plus naturellement du monde devant l'énorme plat de couscous. Les poursuivants arrivent sur ses talons, lancent des regards inquisiteurs à la ronde, et puis finissent par renoncer et même se laissent tenter par l'hospitalité algéroise.

Rétrospectivement, l'épisode paraît comique, mais il prouve que sans un minimum d'organisation et de sécurité on ne peut se consacrer efficacement à des tâches de direction, maîtriser les problèmes qui se posent à l'échelle nationale. Avant de terminer cette digression, j'ajouterai que lors de la liaison sur Alger que je viens d'évoquer, j'ai proposé à la direction de venir s'installer en haute Kabylie. Elle y aurait été en sécurité totale, avec toutes les possibilités de liaison voulues, en attendant que la situation à Alger soit reprise en main par nos éléments. Mais les préjugés, les obstacles psychologiques ont été les plus forts. Par la suite, j'ai été surpris de découvrir combien certains dirigeants d'Alger, même d'origine kabyle, connaissaient peu l'arrière-pays. A cause de nos rapports financiers mensuels, qui portaient toujours « néant » en face de la rubrique « frais de route », alors que nous étions constamment en déplacement [2], ils s'imaginaient peut-être qu'ils devraient aller par monts et par vaux comme des bandits siciliens. Pourtant Halit, l'ancien chef de district, homme de santé fragile, et qui d'ailleurs aimait avoir ses aises, être

1. Maison à deux ou trois étages qui ouvre par des galeries sur une cour intérieure.

2. Nous nous déplacions à pied, et même pieds nus, car nos sandales de caoutchouc ne tenaient pas le coup.

bien logé et bien nourri, s'adonnait chez nous à des tâches purement bureaucratiques : revue de presse et synthèse politique. Tout le monde n'était pas astreint aux vadrouilles de nuit sur les pistes de chevriers.

Je parlais, un peu plus haut, de notre mobilisation. Nous eûmes tout de suite de quoi nous employer largement avec les cantonales, ou élections aux conseils généraux, prévues pour fin septembre 1945. Encore qu'elle ne nous ait pas consultés sur sa position, la direction définit une politique juste en appelant le peuple algérien à boycotter ces élections. Les masses étant sensibilisées à l'extrême par les tueries de Sétif et de Guelma, le terrain est très favorable à un tel mot d'ordre. L'abstention est une attitude de moindre risque dans le climat de terreur qui règne, et qui n'est certes pas propice au jeu démocratique et à la libre expression.

Mais un ordre arrive, qui nous paraît politiquement aberrant : supprimer les candidats aux élections cantonales. C'est Omar Oussedik qui nous le transmet, apparemment enthousiaste à l'idée d'en découdre avec les traîtres [1]. Après délibération du conseil de district, nous opposons un refus catégorique à cet ordre et nous dépêchons à la capitale une liaison pour en demander l'annulation pure et simple. C'est Ouali Bennaï qui en est chargé. Notre thèse se fonde en premier lieu sur le fait que l'insurrection avortée nous a déjà créé une situation très difficile. Les tabors marocains, les troupes coloniales et la Légion étrangère ne cessent de boucler et de ratisser la basse Kabylie. Nous avons déjà bien du mal à résorber des formes de résistance armée. Tout attentat individuel est suivi de ratissage, de prise d'otages – épouse ou sœur – pour obliger ses auteurs à se rendre. Pour maîtriser la situation, il faut d'abord une réorganisation et un réencadrement politique. Après le grand coup de tête inexpliqué et inexplicable du mois de mai on irait à présent courir le risque d'une nouvelle aventure, voire d'une autre hémorragie, pour un simple objectif électoral? Nous estimons qu'il n'est pas besoin de recourir à des expédients aussi dangereux pour assurer le triomphe de la campagne de boycottage des élections cantonales. Nous avons choisi de convaincre la population par un travail d'explication de village en village, par l'implantation de cellules politiques qui commencent déjà à couvrir la majorité des douars. Donc, finie l'obéissance aveugle. Vous n'aurez plus de zouaves [2], cessez de vous

1. C'était peut-être une bonne occasion d'utiliser le parti pour régler des comptes familiaux.

2. Le mot zouave vient des Zouaouas, mercenaires vendant leurs services aux Turcs, et que les Français recrutèrent pour en faire un corps de choc.

comporter en janissaires. Il n'y a plus eu un seul coup de feu à Al ni dans le reste de l'Algérie, et on voudrait remettre ça seulement Kabylie? Ouali n'a pas mâché ses mots, et ses interlocuteurs, Bou et Filali, en sont restés bouche bée.

Nous pensions avoir emporté leur conviction. Bouda avait d'a leurs annoncé qu'il viendrait en contrôle en Kabylie vers la fin mois d'août. Mais c'était compter sans l'entêtement de certai Filali, soit sur son initiative personnelle, soit sur ordre de la directi (on ne l'a jamais su, tant les solidarités ont joué), réussit court-circuiter le conseil de district en faisant venir à Alger, fameux numéro quarante de la rue de la Casbah [1], le responsable région de Dellys, Zeroual. Il le gonfle à bloc, l'engage à abattre traîtres qui se portent candidats. Zeroual et Bellounis [2] (le chef région de Bordj-Menaïel) sont arabophones, on va jouer la bas Kabylie [3] contre la haute Kabylie [4].

La surenchère attise une nouvelle flambée de terrorisme. L'atte tat le plus spectaculaire, bien qu'ayant manqué son but [5] en raison la précipitation et du bricolage, sera dirigé contre le bachaga [6] Aït A allié et sbire de la grosse féodalité terrienne de la région de Tigzi Le jeune Mazouzi a participé à cette action [7], certainement s l'ordre de son supérieur hiérarchique Zeroual, mais de surcroît bachaga était un ennemi héréditaire de sa famille, tout comme candidat Abdesselam à Michelet était un ennemi héréditaire de famille d'Oussedik. La Kabylie littorale se trouve plongée da l'engrenage attentat-répression militaire et policière. Que de mil tants valeureux sacrifiés, que d'héroïsme déployé, et sans aucu perspective politique! Il est cependant un épisode qui produisit u prodigieux choc psychologique : la liquidation du caïd d'un douar d Bordj-Menaïel qui se montrait particulièrement odieux et sadiqu dans la répression. Le choc fut d'autant plus fort qu'il avait reçu un lettre de menaces, précisant le jour et l'heure de son exécutio Celle-ci fut l'œuvre de Lounas Khettab qui, déguisé en clochard

1. Aujourd'hui rue Sidi Driss Hamidouche. Le « numéro quarante » était u point de chute et un relais pour les militants.

2. Mohammed Bellounis, le futur « général » qui combattra le FLN en accor avec les forces françaises et, devenu trop encombrant, sera liquidé par ses alliés e 1958. Nous reviendrons, en son temps, sur cet épisode.

3. Où la population est berbérophone ou arabophone, et souvent les deux à l fois.

4. Comme on jouera plus tard (et comme l'avait toujours joué le colonialisme) l Petite-Kabylie contre la Grande-Kabylie et *vice versa*.

5. Le lieu de l'embuscade avait été mal choisi.

6. Titre administratif d'origine turque reconduit par l'administration coloniale; l bachaga se situe au-dessus de l'aga, lui-même supérieur au caïd.

7. Omar Haddad, que nous retrouverons plus loin, y participait aussi.

ramassant des mégots d'un trottoir à l'autre, réussit à se faufiler entre les mailles de la police et de la gendarmerie pour atteindre sa cible. Et réussit aussi à s'en sortir, grâce au total effet de surprise et à son sang-froid [1].

Mais la morgue coloniale ne pouvait supporter le défi de quelques maquisards. Elle met le paquet, arguant de la responsabilité collective pour déchaîner la répression collective. L'Algérie, dans son ensemble, n'en saura pratiquement rien, non plus que de l'arrestation de Zeroual et de nombreux militants [2] qui iront purger dix-sept années de prison, jusqu'au cessez-le-feu du 19 mars 1962. Fort des félicitations de la direction, et visiblement pris dans l'engrenage, Zeroual a perdu la liberté pour être allé trop loin, en exigeant d'un militant qu'il assassine son propre père. Pour sauver son père, le fils s'est rendu à la police et a fait arrêter son chef.

Par contre, en haute Kabylie l'abstention a été massive, et cela sans recours aux pistolets. De nombreux douars et villages ont même décidé de mettre au ban de la communauté ceux qui enfreindraient le mot d'ordre d'abstention – sanction très dure et finalement injuste, car elle frappe aussi les femmes et les enfants des exclus à qui plus personne n'adresse la parole sur la route ou à la fontaine. Autant dire que les candidats ont fait leur campagne électorale en prêchant dans le désert. Au marché des Beni-Bouchaïb (commune d'Azazga), un fellah-militant a même porté la contradiction au frère du candidat communiste. A Michelet, nos difficultés ne sont pas venues d'Abdesselam, béni-oui-oui de longue date, mais de mon oncle maternel Chérif Ben Keddache qui, jouant sur ses liens personnels et le prestige familial, a réussi à mobiliser une partie de l'électorat.

C'est un cas étonnant, qu'on ne peut bien comprendre qu'en connaissant la société kabyle. Fils d'un caïd qui était à la fois un mystique et un grand poète, cet ingénieur des ponts et chaussées avait démissionné pour lui succéder au caïdat, et il était bientôt entré en conflit avec l'administrateur principal Dumont [3], qui faisait régner l'arbitraire et la corruption sur cette commune mixte de plus de cent

1. En avril 1949, il fera partie du commando qui attaquera la poste d'Oran.
2. Le procès de ces « terroristes » n'aura lieu qu'en 1952, et la plupart resteront emprisonnés jusqu'en 1962. Je parlerai au chapitre 8 de ce procès dit « des cinquante-six ».
3. Je lui dois ma première condamnation. A l'instigation du nouveau caïd de mon douar, qui était son séide, une dizaine de témoins signèrent une pétition m'attribuant un appel à l'insurrection au cours d'une réunion électorale au marché d'Illoula. Je fus condamné, par défaut bien sûr, à un an de prison.

mille habitants [1]. Ben Keddache voulait se présenter aux élections cantonales en franc-tireur, uniquement pour combattre ce potentat.

Il exprime le souhait de me sonder à ce sujet. Nous nous rencontrons, et je réussis à le dissuader de son projet, en lui représentant que les élections ont maintenant une autre signification : ce ne sont plus des luttes de clocher mais un combat libérateur. Et puis, le mardi qui précède le scrutin, et qui est jour de marché, nous voici réunis dans l'arrière-boutique d'une épicerie de Michelet : Omar Oussedik, Ould Hamouda, quelques autres militants, mon père, mon oncle et moi. « Je vous informe, annonce alors mon oncle, que je viens d'injurier l'administrateur, j'ai failli lui sauter à la figure. J'ai démissionné de mes fonctions de caïd et je vais me présenter aux élections. C'est pourquoi je vous ai demandé de venir. Vous connaissez ma sympathie pour votre mouvement, mais il faudra m'aider à battre le candidat administratif. » Oussedik promet notre soutien, mais moi, je mets les pieds dans le plat : je rappelle à mon oncle notre précédent entretien et lui déclare qu'il ne faut pas compter sur nous. Puisque nous prêchons l'abstention, nous le combattrons comme n'importe quel autre candidat. Cela me vaudra une brouille familiale de plusieurs mois.

Mais nos efforts ont porté leur fruit. Le succès du boycottage est dû en partie à une grande campagne d'inscriptions murales et d'affichage. Il faut dire qu'elle avait de quoi frapper les imaginations : des centaines de pancartes proclamant les slogans du parti accrochées au sommet des arbres, sur toutes les routes, sur tous les marchés. Elles ont donné bien du travail aux gendarmes et aux « cavaliers » de la garde coloniale – et surtout à ces derniers, écartelés entre le devoir de grimper exigé par la profession, et le souci de conserver bouffant le pantalon d'uniforme, sous les yeux d'une assistance nombreuse et hilare.

1. C'est ainsi qu'il détournait et vendait à son profit les camions de ravitaillement envoyés à la commune par la SIP (Société indigène de prévoyance).

3

Sursaut d'une nation, chronique d'un bastion

Les jeunes Algériens reprenaient en quelque sorte un flambeau que leurs grands frères avaient dû déposer momentanément pour aller défendre la France – ce pays qui les trouvait assez bons pour faire des soldats, mais non des citoyens [1]. Il convient, à ce stade, d'élargir le champ historique pour mieux faire ressortir le lien entre les conditions de la domination coloniale en Algérie et l'évolution des mouvements de résistance nationale.

Par-delà la légende politique et les fictions juridiques de l'Algérie « terre de France en Afrique », notre pays est une colonie, dont l'originalité est d'être à la fois d'exploitation et de peuplement. Trois millions d'hectares ont été expropriés au profit des populations européennes systématiquement implantées (ou encouragées à s'implanter) pour des considérations militaires, économiques et de politique intérieure. Au terme du proconsulat du maréchal Bugeaud (1847), l'Algérie compte 110 000 Européens, dont moins de la moitié (47 000) sont de souche française, pour une population autochtone d'environ trois millions d'habitants. Les maréchaux d'Afrique, qui seront parmi les artisans du coup d'État du 2 décembre 1851, favorisent la transplantation forcée de familles « républicaines », principalement en Oranie. Ils obtiendront de l'empereur Napoléon III, pour le compte de leurs successeurs, non seulement les moyens de poursuivre la conquête militaire mais aussi le matériel

---

1. Les Algériens n'avaient pas le droit de voter pour les institutions représentatives de la France, mais ils étaient astreints au service militaire sous son drapeau.

humain nécessaire à l'occupation civile des régions d'Algérie conquises ou à conquérir. Dans son excellent livre *les Pieds-Noirs* [1], Daniel Leconte raconte les déceptions et les malheurs des populations européennes auxquelles l'armée avait promis l'Eldorado et qu'elle soumet à toutes sortes de manipulations pour s'en faire en quelque sorte des forces auxiliaires. Les colons riches, eux, s'étaient déjà taillé de véritables fiefs. La victoire de l'Allemagne en 1871, entraînant pour la France la perte de l'Alsace et de la Lorraine, et, la même année, l'écrasement en Kabylie de la dernière grande insurrection algérienne, entraînent dans cette région la séquestration de 500 000 ha de terres au bénéfice des familles alsaciennes et lorraines allergiques à l'occupation étrangère.

Quatre-vingts ans plus tard [2], l'immigration européenne en Algérie atteint le chiffre de 984 000 habitants, soit un peu plus du dixième de la population algérienne (8 675 000 habitants). Les 2/5 des terres arables sont entre les mains de quelque 20 000 colons; sur ce chiffre, 6 400 exploitants, détenant chacun plus de 100 ha, possèdent à eux seuls 87 % du domaine rural européen. Principalement groupée dans les villes et les périphéries urbaines, la population européenne accapare les secteurs industriels, commerciaux et administratifs.

La seconde singularité de l'Algérie colonisée, c'est qu'elle est dépossédée de son État, à la différence de la Tunisie et du Maroc, qui sont certes « protégés » mais continuent d'exister juridiquement. Alors que les souverains des deux pays voisins ont apposé leur signature aux traités de protectorat (la Tunisie en 1881, le Maroc en 1912), les uniques documents signés par le Dey d'Alger, les Beys de Constantine et du Titteri [3], ainsi que par Abd el-Kader, sont des instruments militaires de reddition. La présence française en Algérie n'a été obtenue ni pacifiquement ni légalement; elle se fonde sur la conquête, les vainqueurs légifèrent pour les vaincus. Dès juillet 1834, une ordonnance faisait de l'ancienne Régence d'Alger les « Possessions françaises dans le nord de l'Afrique »; les Algériens devenaient « sujets français ». L'administration en était confiée, par un arrêté de 1844, aux officiers des Bureaux arabes. Paradoxalement, ces derniers vont razzier impitoyablement la Kabylie et le Sud algérien pour parachever la conquête, tout en dénonçant l'égoïsme des colons et des affairistes européens assoiffés de lucre. Comme tous les régimes militaires, on commence par installer un système

---

1. *Les Pieds-Noirs, histoire et portrait d'une communauté,* Paris, Seuil, 1980.
2. Chiffres de 1954.
3. Région de l'Algérois qui s'étend au sud de l'Atlas de Blida.

d'oppression corrupteur, et ensuite on s'étonne de la corruption[1].

Toujours unilatéralement, et en vertu de la loi du plus fort, la France décide d'assimiler l'« indigène musulman ». C'est l'objet du sénatus-consulte du 14 juillet 1865 : tout Musulman algérien pourra accéder aux emplois civils et militaires à condition de renoncer à son statut personnel et de demander sa « naturalisation ». Charles-Robert Ageron note qu'entre 1865 et 1875, trois cent soixante et onze Musulmans algériens optèrent pour la naturalisation[2]. La loi accordait le même droit aux Israélites algériens, qui s'en prévalurent encore moins que les Musulmans – d'où le « Décret Crémieux[3] » (24 octobre 1870) qui leur conférait collectivement la nationalité française. Les gros colons et les affairistes s'étaient vivement émus des idées de Napoléon III, qui écrivait en 1863 que l'Algérie n'était pas une colonie mais un « royaume arabe » et, lors de la tournée qu'il fit en Algérie en 1865, déclarait aux Musulmans qu'il voulait les « faire participer de plus en plus à l'administration de [leur] pays ». Formant déjà des groupes de pression avec lesquels le gouvernement doit compter, ils acceptent mal le Décret Crémieux, susceptible, en leur suscitant une nouvelle frange électorale, d'affaiblir leur monopole politique en Algérie.

Ils n'en vont pas moins réussir à arracher les lois du 25 août 1898 et 29 décembre 1900, conférant à l'Algérie un statut d'autonomie singulièrement favorable à la minorité européenne. L'Algérie est dotée de la personne civile (condition nécessaire à l'émission d'emprunts); elle a sa monnaie, le « franc algérien », et un budget spécial voté par une Assemblée autonome élue qui porte le nom de *Délégations financières*. Leur composition est éloquente : vingt-quatre représentants des colons, vingt-quatre représentants de Français non-colons (en fait tous propriétaires industriels et commerciaux) et vingt et un représentants de la population musulmane (en réalité des agents de l'administration à la solde des colons).

On pourra juger de la puissance de cet État-colon satellite, et parasitaire[4] quand on saura le sort, durant le Front populaire, du

1. On retrouvera cette attitude, peut-être sincère au plan personnel mais d'un paternalisme inconséquent et dangereux au niveau politique, chez les officiers putschistes du 13 mai 1958.

2. *Les Algériens musulmans et la France (1871-1919)*, 2 vol., Paris, PUF, 1968, I, p. 344.

3. Il fut pris à l'instigation d'Adolphe Crémieux, qui devint député d'Alger en octobre 1871.

4. J'en montrerai les mécanismes dans le tome suivant, à propos de la menace de satellisation qu'il fera peser sur la France.

projet « Blum-Viollette [1] », déposé devant la Chambre le 30 décembre 1936, et qui prévoyait d'étendre les droits politiques à 20 000 Algériens (anciens combattants décorés ou gradés, diplômés, fonctionnaires de rang élevé, etc.). *Il ne fut même pas examiné par le Parlement.*

La moindre concession faite aux indigènes suscite une levée de boucliers. Quelques grands propriétaires détenant en Algérie la puissance économique, politique et tous les moyens de se faire entendre manipulent la minorité européenne en entretenant sa crainte de l'« indigène » et en la confortant dans le sentiment de supériorité que lui confère la citoyenneté.

Le peuple algérien est spolié de ses terres, privé de tout système représentatif, même au niveau local [2]. On va jusqu'à lui dénier l'usage de ses langues nationales, le berbère et l'arabe – cette dernière ne demeurant employée que dans les relations administratives subalternes. Si on ajoute à cela la mainmise sur le culte musulman [3], on voit que l'Algérien est totalement dépossédé de sa personnalité, totalement déstructuré.

Si je n'ai pu qu'esquisser ce pan d'histoire [4], je pense cependant avoir montré sur quel arrière-plan est né le mouvement nationaliste algérien, et surtout pourquoi il a pu naître. J'aurais peut-être dû évoquer entre autres le fameux Code de l'Indigénat (1881), qui faisait de l'indigène un délinquant en puissance à partir du moment où il voyait le jour, ainsi que la fiscalité qui accablait particulièrement la petite paysannerie. En fait, toutes les mesures prises convergeaient pour exploiter au maximum le pays conquis, l'indi-

1. Ancien gouverneur général de l'Algérie, Maurice Viollette avait fait au Sénat, en mars 1935, une interpellation prémonitoire sur l'Algérie. Je n'en détacherai que cette phrase : « Je ne veux pas vous faire un cours de droit public, mais je ne peux m'empêcher d'observer que la qualité de sujet est pire que celle d'étranger... »

2. Contrairement à la *commune de plein exercice*, groupant principalement des Européens, et qui est soumise aux règles en vigueur pour les communes de la Métropole, la *commune mixte*, vaste circonscription où la population indigène est dominante, est dirigée par un administrateur nommé par les autorités, et qui possède des pouvoirs très étendus.

3. Alors que la religion musulmane ne possède pas de clergé au sens où ce terme est entendu par les chrétiens, la puissance colonisatrice en avait créé un, seul habilité à célébrer le culte dans les mosquées. Le nombre et les attributions des écoles coraniques et des établissements d'enseignement supérieur musulman avaient été limités, tandis que les biens Habous (biens laissés par leurs propriétaires à des communautés ou fondations religieuses), par définition inaliénables, étaient rattachés au Domaine de l'État.

4. Je ne saurais trop recommander au lecteur soucieux d'en savoir plus de se documenter ailleurs que dans les manuels scolaires, de quelque bord qu'ils soient. A cet égard, le petit ouvrage de Charles-Robert Ageron, *Histoire de l'Algérie contemporaine*, PUF (coll. « Que sais-je »), éd. mise à jour, 1980, réussit à dire l'essentiel et de façon limpide.

gène n'étant au mieux qu'une force de travail, au pire une quantité négligeable, un sous-prolétaire.

La société algérienne ne peut trouver un axe de structuration solide dans la bourgeoisie, presque inexistante, ni dans la petite bourgeoisie citadine ou le prolétariat, classes trop faibles et marginalisées, ni non plus de point d'ancrage dans un appareil étatique, à l'exemple de la Tunisie et du Maroc. Comme au temps de l'occupation romaine et vandale, il ne lui reste que ses montagnes. C'est ce qui explique la prééminence du patriotisme rural et la longue résistance paysanne : le siège de Zaatcha [1], près de Biskra (1849), qui suivit la reddition d'Abd el-Kader (1847), la lutte pied à pied en Kabylie, qui dura dix ans (jusqu'en 1857), la guerre de partisans dans le Sud-Oranais (1864), l'immense insurrection de Kabylie (1871), le soulèvement des Aurès (1878), la révolte du Sud-Oranais (1881), celle de Margueritte [2], dans les monts Zaccar (1904) et, à l'orée de ce siècle, les soubresauts dans les Aurès (1916).

Le premier mouvement nationaliste vraiment structuré est né au sein de l'émigration algérienne issue des paysans prolétarisés des Atlas. C'est l'Étoile Nord-Africaine, créée à Paris en 1923 et dirigée dès 1927 par Ahmed Messali Hadj [3]. Dans le même temps, sur le sol algérien, les notables citadins tentent d'arracher des réformes sans présenter de revendications nationales. C'est le cas du mouvement Jeunes Algériens, fondé au début du siècle et relancé en 1927 par Ferhat Abbas [4] et le Dr Mohammed Bendjelloul [5], sous la dénomination de Fédération des Élus indigènes. C'est aussi le cas de l'Association des Oulémas réformistes, qui se rattache à la *Nahdah*, ou Mouvement de renaissance islamique, fondée et animée par le cheikh Abd el-Hamid Ben Badis. Ces deux courants tenteront séparément, ou conjointement, comme en 1936-1937 dans le cadre du premier « Congrès musulman » auquel se joint le Parti communiste algérien, de négocier l'octroi de la citoyenneté française aux Algériens mais dans le respect de leur statut personnel [6].

1. Il dura cinquante-deux jours et se termina par une lutte maison par maison.
2. Aïn-Torki, tout près de Miliana.
3. Né à Tlemcen en 1898. Il était travailleur immigré en France. Après un bref passage au PCF, il se voue entièrement au mouvement de libération nationale, ce qui lui vaudra maintes fois la prison ou l'exil.
4. Né en 1899 à Taher (Constantinois). Il était pharmacien à Sétif.
5. Né en 1896 à Constantine. Médecin dans sa ville natale.
6. On retrouvera ce type de rassemblement entre [illegible] et [illegible] (alors élargi au MTLD), comme une tentative des classes moyennes disloquées de prendre appui sur la légalité coloniale pour avoir un poids politique face aux oligarchies coloniales et à la poussée [illegible]

Avant la Seconde Guerre mondiale, les fellahs des montagnes et les ouvriers agricoles, écrasés par la misère, le chômage, les impôts et une démographie galopante (la population algérienne augmente de plus de deux millions entre 1920 et 1939), ne sont pas encore travaillés par les ferments nationalistes. Mais ceux-ci agissent progressivement par le biais des travailleurs immigrés militants ou sympathisants de l'Étoile Nord-Africaine puis, après la dissolution de celle-ci en janvier 1937, du Parti du Peuple algérien [1] (PPA), créé le 11 mars 1937.

Nous avons déjà évoqué les bouleversements provoqués dans les masses algériennes par le débarquement allié, ainsi que l'enthousiasme soulevé par l'union entre Ferhat Abbas, le PPA et les Oulémas au sein de l'Association des Amis du Manifeste et de la Liberté. La prise de conscience nationale est telle que l'ordonnance du 7 mars 1944 ne suscite pas d'intérêt, même dans les milieux urbains réformistes, qui n'en demandaient pas tant avant la guerre. Et pourtant, cette ordonnance constituait une concession de taille, puisqu'elle abolissait les mesures d'exception frappant les indigènes, ouvrait l'ancien collège électoral musulman à tous les Algériens mâles (à partir de vingt et un ans), et augmentait la représentation « musulmane » dans les assemblées délibérantes locales.

On comprend peut-être mieux, dès lors, comment la grosse colonisation, ulcérée par ces réformes, n'attendait que l'occasion pour mâter une population dont la radicalisation l'effrayait, d'autant plus qu'on lui donnait désormais, encore que très modérément, voix au chapitre. Et ce sera l'effroyable répression de mai 45, que j'ai décrite au chapitre précédent.

J'ai raconté notre campagne de boycottage des élections cantonales de septembre 45 [2]. Elle se prolongea le mois suivant avec la tenue des élections à la première Assemblée constituante (21 octobre). Son succès constitua un stimulant pour les militants de haute Kabylie, et une occasion d'implanter méthodiquement notre organisation dans tous les villages. Notre attitude n'était pas un simple refus passif de la souveraineté étrangère mais au contraire une action de redécouverte de notre propre souveraineté. Une mystique révolutionnaire s'était emparée de la jeunesse. Une poésie nouvelle, moderne, éclatait

1. Souvent aussi appelé « Parti populaire algérien ».

2. Une ordonnance, prise le 17 août 1945, accordait aux Musulmans du deuxième collège une représentation à l'Assemblée nationale française égale à celle du premier collège (en l'occurrence, treize sièges de part et d'autre).

à travers les vallées comme ces champignons qui surgissent quand les nuages ont crevé. Les hymnes révolutionnaires sont chantés à Alger en kabyle. Certains seront traduits en arabe, tels *Lève-toi, fils d'Amazigh* ou *Nous sommes les jeunes de l'Algérie, c'est notre indépendance que nous voulons reconquérir*[1]. Cette culture populaire était peut-être la manifestation la plus tangible du contre-pouvoir naissant, celui du pauvre, celui du peuple.

Aussi n'est-ce pas un hasard si le gouvernement choisit la Kabylie pour y envoyer le ministre de l'Intérieur en voyage officiel, le premier depuis les événements de 1945. Il est certain que le voyage d'Adrien Tixier (janvier 1946) avait pour but de pacifier les esprits, de détendre le climat politique par l'assurance de mesures d'amnistie[2] et de réformes « spécifiques[3] » (il n'est jamais mauvais de jouer en sous-main les Kabyles contre les Arabes).

Eh bien, il va avoir un aperçu de l'état des esprits. Toutes les manifestations publiques sont boycottées par les habitants – « opération désert » qui ne peut passer inaperçue dans cette région de grande densité démographique. Le long de son itinéraire, dans les villes, les villages, sur les routes, il se heurte à une floraison d'inscriptions patriotiques : « L'Algérie à l'ONU, oui! Treize mendiants à Paris, non! » « A bas l'assimilation, vive l'Indépendance! » « Libertés démocratiques, à bas le colonialisme. » « Chartes octroyées, non! Constituante algérienne souveraine. » Le conseil de district du PPA avait minutieusement réglé les choses. Pour ne pas donner aux autorités locales le temps de faire disparaître les inscriptions, celles-ci étaient exécutées quelques instants avant l'arrivée du cortège officiel. Les responsables locaux étaient avertis des changements d'itinéraire et, grâce au quadrillage des structures, ils pouvaient faire accrocher les pancartes ou jouer du pinceau à goudron n'importe où. Les textes étaient éloquents, même si les S et les N étaient écrits à l'envers, si CONSTITUANTE devenait parfois CONSISTANTE.

Les écoliers manifestèrent également de diverses manières. En plus du refus quasi général de participer au comité d'accueil, d'agiter des petits drapeaux ou de chanter *la Marseillaise*, il y eut des initiatives inopinées. Au village de Iâzouzen, les élèves entonnèrent l'hymne en

1. Idir Aït Amrane était l'auteur du premier, et j'étais l'auteur du second.
2. La loi d'amnistie générale sera votée le 9 mars 1946 par la première Assemblée constituante et entrera en vigueur le 16.
3. Qui ne se traduiront d'ailleurs que par la suppression du caïdat dans un petit nombre de douars, et l'érection des villages composant ces douars en « commune de plein exercice », c'est-à-dire présidée par un maire élu et non par un administrateur, comme les « communes mixtes ».

arabe des Scouts musulmans algériens : *De nos montagnes monte l'appel des hommes libres*[1].

Il m'intéresserait beaucoup de connaître les conclusions politiques de ce voyage telles qu'elles figuraient dans les archives de la haute administration coloniale. Et il ne m'étonnerait pas du tout d'y trouver l'expression *Bled es-Siba,* le « pays de la dissidence », à propos de la Kabylie. Le terme était familier sous la plume des fonctionnaires français d'Afrique du Nord (souvent interchangeables entre le Maroc, la Tunisie et l'Algérie). Et il ne m'étonnerait pas non plus qu'étant donné la position géo-politico-stratégique de cette région, qui est aux portes d'Alger, la situation soit estimée grave. Car le rôle de bastion de la Kabylie était inscrit dans sa pression démographique, dans sa « misère[2] », comme l'était aussi son rôle de « diffuseur », à travers l'émigration de ses enfants : ouvriers et employés vers Alger, saisonniers vers la Mitidja, travailleurs vers la Métropole, commerçants à travers toute l'Algérie.

Le tournant politique pris par la politique française en Algérie résultait certainement de la crainte de la contagion révolutionnaire. Au *Bled es-Siba,* il fallait opposer la stratégie du *Bled el-Makhzen,* le « pays légal ». Mais encore fallait-il qu'il y ait une légalité alors que tant de militants étaient incarcérés, que Ferhat Abbas était sous les verrous depuis le 8 mai 45, et Messali exilé en Afrique équatoriale depuis la fin avril. A cet égard, l'amnistie générale du 16 mars 46 et, six mois plus tard, le retour de Messali, constitueront plus que des mesures d'apaisement. Ces gestes traduiront la volonté de transférer le débat politique de la crête sur le boulevard, du village vers la capitale et les grandes villes. Étalés au grand jour, les antagonismes entre partis, les erreurs tactiques, les fautes stratégiques des clandestins d'hier brusquement mis sur les rails du légalisme, sont susceptibles de réussir là où la répression brutale a échoué. On verra que le calcul n'était pas si faux.

J'essaie de me garder des analyses après coup, car j'ai trop vécu de l'intérieur le cheminement de la prise de conscience à la base pour penser qu'une décision supérieure, fût-elle même géniale, pouvait faire ou défaire le mouvement révolutionnaire. Celle à laquelle je

---

1. Ce qui déclenchera la classique réaction hiérarchique en chaîne, le préfet s'en prenant au sous-préfet, le sous-préfet à l'administrateur, l'administrateur au caïd et le caïd convoquant les parents d'élèves. Je n'ai jamais su si la sanction prise à l'encontre de quelques enfants (l'exclusion) avait été longtemps maintenue.

2. Albert Camus, *Chronique algérienne. Actuelles III*, 1939-1958, Paris, Gallimard, 1958. Son texte sur la « misère des Kabyles » est écrit au seuil de la guerre. Mouloud Feraoun a laissé là-dessus des pages poignantes.

viens de me livrer a, en quelque sorte, valeur de repoussoir par rapport à notre activité de jeunes militants sur le terrain. A ce moment-là, nous ne savions pas que le PPA virerait bientôt au légalisme, et nous nous donnions à fond pour expliquer la nécessité du boycottage des élections à la deuxième Assemblée constituante (2 juin 1946).

Nous étions continuellement en tournées, réunions d'information, de formation des paysans sympathisants, rencontres avec des notables. Nous discutions aussi avec les militants locaux de l'UDMA [1] (qui venait de se former) et du PCA [2]. J'ai gardé un souvenir vivace de certaines palabres idéologiques au coin du feu, autour d'un couscous. L'assistance était souvent de quinze à trente personnes, emmitouflées dans leur burnous, y compris les parents, y compris la vache, le bourricot, la paire de bœufs dont la rumination, ponctuée de longs soupirs, accompagnait d'un bruit de fond régulier les débats passionnés.

Notre travail était souvent émaillé d'incidents. Ainsi ce jour de marché à Michelet, un mardi, où des inscriptions avaient surgi un peu partout dans la commune mixte, y compris une immense pancarte portant, en français et en arabe : « Vive l'Algérie indépendante! Vive le PPA! » Découvrant la même proclamation partout sur ses brouettes, ses tombereaux et sa cabine ambulante, le chef de chantier des ponts et chaussées, M. Thomas Lejeune, d'origine alsacienne, s'écria en parfait kabyle : « Par tous les serments, on a failli écrire sur mes moustaches! » Pressentant, à certaine agitation policière, que les soupçons se tournaient sur son clandestin de fils, mon père empoigna le caïd et le menaça en kabyle : « L'administrateur, je ne le connais pas; celui que je connais, c'est toi. Et je te préviens que si on pénètre chez moi, ta maison sera fermée par la ficelle [3]. » Et les choses n'allèrent pas plus loin.

Bennaï et Laïmèche connurent une alerte plus sérieuse. Deux agents de la PRG d'Alger débarquent à Djemâa-N'Saharidj et demandent à voir Ouali Bennaï. Pensant qu'il s'agit d'amis de son

1. Grâce à mon oncle Chérif Ben Keddache, j'ai pu suivre la formation de ce mouvement, à laquelle a notamment contribué un des plus grands et rares industriels algériens [illegible] qui avait assuré la maison avec [illegible] Abbas [illegible] et faisait campagne pour une nouvelle politique d'apaisement, en prenant contact avec les milieux officiels comme avec les Français libéraux.

2. Notamment avec le frère aîné de Ouali Bennaï, militant actif du Parti communiste français à Paris.

3. Symbole d'une maison ruinée, à l'abandon, et dont les occupants doivent être dénoncés ignorés.

neveu, l'oncle les conduit au café où il se trouve. Reconnaissant l'un d'eux, Si Ouali tire de son capuchon son 9 autrichien, fait feu et le rate. Le deuxième coup ne part pas. Laïmèche immobilise l'autre inspecteur par une clé à la gorge au moment où ce dernier sortait son pistolet. L'oncle intervient en étendant les inspecteurs au sol de deux coups de gourdin. Puis il s'excuse auprès de son neveu : « Mon Dieu, qu'ai-je fait? Je t'ai amené ces bandits d'Alger! » Il n'avait toujours pas compris qu'il s'agissait d'agents de l'autorité, ce qui lui vaudra d'ailleurs l'indulgence du tribunal devant lequel il comparaîtra pour coups et blessures.

Laïmèche ne se privera pas de plaisanter Bennaï sur sa maladresse de tireur. Il n'avait visiblement jamais fait de maniement d'armes, mais surtout nous nous rendrons compte plus tard qu'ayant un œil affligé d'une taie, il a tendance à fermer l'autre pour tirer. L'affaire, en s'ébruitant comme une traînée de poudre, contribuera à renforcer le prestige et l'autorité de notre équipe.

Le pittoresque rétrospectif de ces incidents ne doit pas faire oublier le sérieux et l'ardeur que nous montrions dans nos tâches de jeunes responsables, sillonnant en tous sens notre terroir, discutant, expliquant, inspectant. Laïmèche et moi, Aït Medri (qui m'avait remplacé à la tête du canton de Michelet), Ould Hamouda, Bennaï, Omar Oussedik, nous nous retrouvions une fois par mois pour faire le point sur la situation du district, établir un rapport et dépêcher sur Alger un représentant, ou plutôt un agent de liaison [1], dont on attendait le retour pendant deux ou trois jours. Nous avions établi et organisé notre quartier général dans une ferme isolée, située à une dizaine de kilomètres au-dessus de Fréha, un petit bourg à l'ouest d'Azazga – donc, par rapport à nous, sur l'autre rive du Sébaou. Appartenant en indivision à mes six oncles, elle était exploitée en métayage par trois frères, apparemment tous voués à n'être appelés que par un surnom. L'aîné, pour ceux de ma génération, c'était Chãara, « Le Plus Vieux », ainsi nommé depuis qu'ouvrier saisonnier, et ayant provoqué une grève parmi les vendangeurs, il avait eu l'astuce, en négociant une augmentation de leur paye avec le colon, de décliner un faux nom : « Châara ». C'était Danny Kaye en plus rouquin. Sa jovialité lui ouvrait toutes les portes, y compris celles des Européens et même des gendarmes, qu'il avait fini par conquérir par son humour, ses approximations linguistiques et son accent kabyle. Il lui arrivait souvent, quand il se rendait au marché pour délivrer aux responsables de douars leur quota de littérature, de faire le chemin en

1. *À partir du mois d'août 1945, je fus condamné à faire ce va-et-vient. On verra plus loin qu'il me procurait de pénibles émotions.*

trottant sur son mulet côte à côte avec deux gendarmes, juché sur son bissac bourré de tracts et de bulletins du parti. Après sa première équipée, il me dit : « Aujourd'hui, je me suis payé une escorte, et figure-toi que je leur ai même juré que j'étais assis sur des tracts du PPA. Eh bien, ils n'ont pas voulu me croire. » Pendant la lutte de libération, il sera sauvé par la prison et le camp d'internement. Après l'Indépendance, il deviendra un notable du Parti unique [1].

Le deuxième, lui aussi, survivra à la guerre; il finira brillant officier, lieutenant de l'ALN, mais complètement défiguré par le napalm dont les effets continueront longtemps à le faire souffrir atrocement par tout le corps. Il a gardé son surnom au maquis : Habachi, qui signifie « L'Éthiopien » – probablement en raison de son teint basané. Le plus jeune, c'était Oukerdouche : « Courtaud », analphabète comme ses frères mais, également comme eux, très intelligent et débrouillard. Dans la famille, c'était lui le berger. Il mourra au maquis, pas très loin des pâturages où il surveillait ses bêtes.

C'est Oukerdouche qui m'apprit où se situait le meilleur endroit pour franchir le Sébaou, et aussi que pour traverser à la nage ses eaux impétueuses, il suffisait de fixer obstinément le but, c'est-à-dire un point de l'autre rive. En fait, je m'étais assez vite libéré de la frousse bleue qu'inspirait cette rivière à tous les montagnards, mais j'appréhendais vivement le contact glacial de ses eaux hivernales. Pourtant, il fallait bien la passer, et à maintes reprises : pour aller à la ferme, ou prendre l'autocar d'Alger, ou poursuivre les déambulations qu'imposaient nos tournées. Mais cet itinéraire me pesait, comme d'autres d'ailleurs, pourtant si variés avec la ronde des saisons. Il y avait la neige étincelante, le soleil de plomb qui force à changer de parcours en quête d'eau fraîche, les odeurs de terre labourée inséparables des plaisirs et des tentations de la chasse, et aussi le printemps – où chaque printemps est un printemps [2]. Il y avait les clairs de lune, tous plus fabuleusement veloutés les uns que les autres. Mais les kilomètres vous font des jambes de plomb, et dans

1. J'ai encore quelquefois, par des amis communs, l'occasion de lui rappeler une dette qui remonte à octobre 1951. Avant de partir pour Le Caire, je venais dire au revoir à ma famille et à la Kabylie. Pour nous rendre de la ferme que Châara continuait à diriger jusqu'à mon village natal, nous montions à tour de rôle sur son mulet. Mais, pour traverser un village où le caïd disposait de mouchards connus et inconnus, il grimpa derrière moi, fit retomber mon capuchon pour me dissimuler le visage et, en pleine place publique, m'asséna un grand coup de poing dans le dos en s'écriant : « Redresse-toi donc, mal élevée! » comme s'il tançait sa femme. Dans cette situation, l'échange ne pouvait être qu'inégal – d'où la dette que je lui garde.

2. Dicton kabyle qui est aussi un exercice de prononciation comme « tout chasseur sachant chasser... ».

ces paysages devenus familiers, tel arbre plus que centenaire, telle colline, tel rocher semblent placés en sentinelle pour vous rappeler votre fatigue, en annonçant une montée particulièrement pénible. Même à deux, les longues marches finissaient par paraître interminables. Ahmed Bouda [1], membre du Bureau politique venu chez nous en inspection, remarqua en me voyant marcher pieds nus en plein hiver : « Tu as des pattes d'éléphant. » De toute façon, nos malheureuses sandales de caoutchouc résistaient moins bien que notre cuir « naturel ». Selon le médecin qui m'avait soigné naguère pour le paludisme, marcher pieds nus était « bon pour la rate ». Médication pour médication, celle-là était gratuite...

De plus, depuis le mois d'août 1945 je faisais office d'agent de liaison avec la direction d'Alger. Ce voyage mensuel m'était un calvaire. Pour prendre en route l'autocar Azazga-Alger, je préférais encore « me mouiller » dans le Sébaou plutôt que de courir le risque de tomber sur un contrôle de gendarmerie en passant par le pont de Fréha. Le receveur, que tout le monde appelait « Lion », avait l'habitude, même si son véhicule était bourré à craquer, de s'arrêter à un tournant et de siffler. Ce géant, toujours coiffé d'un béret basque, était de notre côté. Il me suffisait d'apercevoir sa silhouette dans les premières lueurs de l'aube pour être sécurisé. Mais il y avait les inévitables contrôles en cours de route; à chaque étape importante les gendarmes, la PJ ou la PRG venaient tourner autour de l'autocar, même si ce n'était que pour y jeter un coup d'œil routinier. A Tizi-Ouzou, à Bordj-Menaïel, les arrêts me donnaient des sueurs froides. Le pire était que je connaissais la plupart des agents ou des

1. C'était mon premier contact avec lui, et je compris pourquoi ce représentant de la vieille garde nationaliste inspirait la terreur aux policiers qui le recherchaient. L'anecdote de l'inspecteur de police spécialement chargé de l'arrêter, et qui prit la fuite dès qu'il le reconnut devant un guichet de cinéma, n'avait pas peu contribué à sa légende. Il avait de grands yeux saillants, dans un visage marqué par la variole. J'ai toujours vu en lui une sorte de Spartacus mâtiné d'Othello. Tragiquement solennel, même dans les gestes les plus quotidiens, il pouvait parler des jours et des nuits durant s'il trouvait un auditoire attentif. Analphabète bilingue jusqu'à l'adolescence, il avait acquis tout seul une culture populaire remarquable dans les rangs de l'Étoile Nord-Africaine puis du PPA qu'il avait vu naître. Son langage s'était nourri de l'islam populaire, notamment à l'école coranique et dans la fréquentation des associations religieuses, mais ce natif de basse Kabylie portait également tout un patrimoine culturel dans sa façon de construire un raisonnement, d'utiliser les proverbes et le style indirect des paysans kabyles. Un jour qu'au Comité central un camarade lui reprochait de parler trop et dans le vide, il répliqua : « Non, je parle toujours dans le plein. » Ahmed Bouda était l'abnégation même. Les sacrifices qu'il s'est imposés et qu'il a imposés à sa femme et à leur ribambelle d'enfants lui valaient le respect et l'estime générale. Lors de la scission du parti (1953-54), il deviendra centraliste. Emprisonné à la fin 54, il rejoint le FLN à sa sortie de prison, en mars 56. Il sera délégué du FLN à Bagdad puis à Tripoli jusqu'à l'Indépendance.

indicateurs. J'avais beau être muni d'une fausse carte d'identité « en règle », et aussi d'un pistolet (car, en principe, je ne devais pas me laisser appréhender), mon cœur battait à tout rompre.

À l'arrivée au « Bastion central » (la gare routière d'Alger), Lion me remettait ce que je lui avais confié en montant dans son autocar : les rapports ainsi que l'argent des cotisations et des quêtes populaires dans tout le district[1]. Brefs et ponctuels, mes contacts avec la direction du parti s'effectuaient en deux temps. Je rencontrais une seule personne, Khellil, Bouda ou Filali, à qui je remettais le rapport « moral », c'est-à-dire politique, le rapport d'organisation et le rapport financier. Je les complétais oralement par certaines explications et suggestions. Dans un deuxième temps, le dirigeant qui m'avait accueilli revenait me transmettre les instructions et les réponses aux questions soulevées.

Et je regagnais nos montagnes, impatient de me remettre au travail, et aussi de retrouver le nouveau climat qui s'y créait. En effet, même compte tenu de l'importance des effectifs du PPA et de la solidité de son emprise, un contre-pouvoir populaire émergeait, plus civique que politique. Certes, il n'y avait pas d'administration parallèle à l'administration coloniale, mais cette dernière tournait à vide, elle n'avait plus de prise réelle sur les populations – les inscriptions à l'état-civil, les perceptions d'impôts s'effectuaient parce que nous le voulions bien. Les tribunaux officiels étaient pratiquement boycottés. « C'est entre nous que nous devons régler nos litiges ou nos différends! » Cette exclamation était devenue un leitmotiv dans la vie quotidienne. Quand les responsables locaux ou les militants de base n'avaient pu régler un problème, on réunissait une djemâa *ad hoc*, d'arbitrage, de médiation ou de bons offices[2]. Mes camarades et moi en faisions souvent partie, et, dans ces assemblées, le prestige, la baraka de mon ancêtre m'aidait beaucoup. Mais, le cas échéant, les plaignants ne se gênaient pas pour me remettre à ma place en me lançant la phrase familière : « Ô, marabouts, restez à votre place, et vous continuerez à jouir de notre respect. » Il y a des formules qui en disent long sur une culture. Je n'abandonnais pas

1. Après avril 46, je participerai aux réunions du Bureau national d'organisation en tant que représentant de la Kabylie, et c'est seulement alors que je découvrirai que sur les quelque quatorze mille adhérents du parti il y en avait plus de dix mille en Kabylie, sans compter les sympathisants. Et aussi, que le parti a pu survivre financièrement grâce à nos contributions financières. Aux piécettes des militants s'ajoutait la participation volontaire et régulière des commerçants, et cela sans qu'ils aient jamais été taxés.

2. Quand il s'agissait d'un problème grave, notamment quand l'honneur des familles, ou du village, ou du douar était en jeu.

pour autant la partie. Mon père m'a appris à être tenace. Pour lui, une négociation n'était jamais trop longue quand il s'agissait d'éviter un drame. « Pour le visage de Dieu, aimait-il à dire, une vie n'a pas de prix. »

Nous avions systématiquement encouragé les jeunes à participer aux djemâas de village ou *ad hoc*. Jusque-là, dans ces institutions qui tournaient à la gérontocratie, la tradition voulait qu'un jeune admis à prendre la parole au milieu des anciens commençât par s'excuser, pour se faire pardonner à l'avance les propos frivoles ou futiles qu'il pourrait tenir. « Les affaires du village sont si importantes, et moi, si peu de chose... » A présent, nos jeunes militants se fondaient sur une autre formule : « Un avis, une opinion, c'est comme une cible : n'importe qui peut taper dans le mille, indépendamment de son âge, de sa puissance ou de sa richesse » (traduction dialectale libre). Le meilleur moyen de triompher des structures sociales et mentales conservatrices, ce n'est pas de les affronter en duel oratoire mais de les envelopper dans le mouvement ascendant de la participation fervente et responsable.

C'est ainsi qu'ils ont réussi à désamorcer des provocations qui auraient pu avoir des suites sanglantes. A Ittourar [1], par exemple, ceux « d'en haut » et ceux « d'en bas » s'opposaient violemment à propos de l'emplacement du marché hebdomadaire, et soudoyaient en sous-main, qui l'administrateur, qui l'élu administratif cantonal, pour obtenir satisfaction. Militants du PPA, les jeunes d'en haut et d'en bas provoquèrent une assemblée générale du douar, et le différend fut aplani. Dans une autre vallée, ce sont deux douars limitrophes, les Beni-Ouacif et les Beni-Sedka, qui faillirent s'affronter pour un motif en soi anodin : quatre ou cinq habitants du premier avaient rossé un jeune un peu éméché, qui appartenait au second. Cet acte fut ressenti aux Beni-Sedka comme une atteinte à l'honneur de la tribu, pauvre mais combative, comme un empiètement sur sa suprématie « cavalière », par des voisins ne se contentant plus de leur suprématie « financière » [2]. Il s'ensuivit un branlebas de combat, encouragé par les agents de l'administration à l'affût de troubles auxquels ils attribueraient une origine politique. Le pouvoir parallèle des jeunes du parti fut plus rapide, et je dirai, plus subtil. La convocation d'une assemblée générale leur permit à la fois d'isoler les excités et de raisonner les notables apolitiques, soucieux malgré tout des intérêts de la population.

1. Un village au sud-est de Michelet.
2. Les Beni-Ouacif étaient socialement beaucoup plus privilégiés en raison de leurs nombreux « grossistes » à travers l'Algérie.

En prolongement du climat de paix civile, de concorde et de convivialité, s'est inscrite la résorption de la violence[1], de la délinquance, et même la disparition totale du banditisme. Dans ce mouvement révolutionnaire ascendant, le sens de l'honneur a cessé de reposer sur l'amour-propre, sur la morgue, pour devenir émulation dans l' « humain ». Chaque famille, chaque village, chaque douar devait s'occuper de ses déshérités, de ses marginaux, voire de ses têtes brûlées. Par ailleurs, il y avait une telle densité et une telle fréquence de réunions nocturnes des cellules, à tous les niveaux, que les mouvements des bandits étaient pratiquement paralysés. Nous fréquentions les mêmes cols stratégiques, les mêmes itinéraires. Oumeri, le célèbre bandit d'honneur qui avait défrayé la chronique, cessait ses exactions et ne stoppait plus les autocars que pour faire crier aux voyageurs : « Vive le PPA, vive l'indépendance! »

Cette période reste pour moi celle de tous les espoirs. Relativement autonomes par rapport à la direction du PPA, nous, les jeunes militants de Kabylie, nous avons vécu ces moments exaltants de l'accord entre les idées et les actes. C'est de ce temps-là que je refuse le primat du rituel sur la foi, du dogmatisme sur l'esprit, du verbe sur l'expérience vécue. Mais qui pourra me citer un pays, un mouvement, un moment de l'histoire où une jeunesse a pu échapper, même brièvement, à l'encadrement par ses aînés, par ceux qui ont décrété qu'ils *savent* – et qui plieront donc la réalité à leurs idées plutôt que de se déjuger?

1. L'assassinat, par Belkacem Krim, du garde champêtre de son douar pour des raisons politico-familiales, fut une initiative personnelle. Cela se passait en 1947 (il avait adhéré au PPA l'année précédente), et il fallut le prendre en charge dans le maquis; il se soumit à la discipline, et ne reçut de nouveau une affectation, d'abord locale, puis régionale, qu'en 1948. Il devait d'ailleurs assister au jugement et à l'exécution d'Amar Amsah. Ce dernier avait pris le maquis en 1946, parce qu'il avait commis des délits de droit commun. Nous lui avions intimé l'ordre de se tenir tranquille. Un de ses anciens camarades d'école à Camp-du-Maréchal (Tadmaït), Melmoux, était entré dans la police. Amsah fait dire à Melmoux qu'il veut le rencontrer. Celui-ci, pensant certainement pouvoir récupérer son ancien camarade, lui fixe un rendez-vous d'honneur, seul et sans arme. Amsah se présente armé, et le tue. Devant un tribunal de responsables du parti, présidé par Ouali Bennaï qui avait fait le déplacement exprès, Amsah reconnut avoir mitraillé l'inspecteur sans raison, apparemment pour le plaisir de se servir de son arme. La sentence du parti fut la mort. Cette décision a servi d'exemple et sans doute prévenu les règlements de compte.

4

Clans au pouvoir, un Congrès de l'espoir

Pour l'heure, Messali était toujours exilé au Congo, la direction politique campée à Alger, et nous, dans nos montagnes, à la fois bouillants d'ardeur et freinés. Entre Alger et la Kabylie, le malaise ne résultait pas seulement de fautes stratégiques et politiques, mais aussi d'erreurs psychologiques. Les décisions unilatérales, le manque de contacts fréquents entre les dirigeants nationaux et la base, l'absence d'informations et d'explications étaient aggravés par la distance géographique.

Je m'en tiendrai à l'évocation rapide de quelques péripéties significatives. Tout d'abord, le refus de la direction de nous autoriser à prendre en charge la pénétration politique et la structuration de la « Petite-Kabylie ». On sait que Petite-Kabylie et Grande-Kabylie sont des appellations arbitraires forgées par l'administration coloniale pour tenter de diviser la population des deux versants du Djurdjura. Ce découpage administratif rattachait la vallée de la Soummam au Constantinois. Nous voulions réunifier une entité stratégique qui avait fait ses preuves au cours de l'histoire [1]. Il y avait là une réalité humaine, sociale, culturelle, qui se moquait bien des schémas et des organigrammes [2]. Si l'administrateur de Bougie

1. Lors de la levée en masse de 1871, proclamée dans la vallée de la Soummam par le cheikh El Haddad, l'insurrection ne gagna les montagnes de Blida et de Cherchell que lorsqu'elle prit appui sur la « Grande-Kabylie ». Au demeurant, c'était là un phénomène historique et sociologique qui n'avait jamais [illegible] le [illegible]

2. En 1954, au mépris des fictions bureaucratiques du colonialisme et de l'idéologie nationaliste, les impératifs de toute sorte imposeront la réunification des deux versants et la naissance de la wilaya 3.

(Béjaïa) devait aller rendre compte de sa gestion à Constantine, s le porteur de contraintes rapportait à *Sétif* le butin de ses visites aux foyers des paysans de plus en plus appauvris et pressurés, en quoi cela avait-il affaibli la trame des relations traditionnelles entre douars et villages limitrophes des deux côtés du Djurdjura?

Voilà pourquoi, en octobre 1945, nous rédigeons à l'intention d'Alger un rapport sur la situation dans la vallée de la Soummam. Nous exposons que le parti y est pratiquement inexistant, à la fois parce que les rares cellules actives dans les centres urbains ou à Guenzet [1], par exemple, ont été décimées par la répression, et parce que les effets des massacres perpétrés à Kherrata et à Djidjelli y sont ressentis plus lourdement qu'ailleurs, en raison de la proximité de ces villes. Nous faisons valoir que la grande commune de Maillot (M'Chedillah), qui occupe une position stratégique dans la vallée de la Soummam, fait déjà partie de notre district puisqu'elle est rattachée administrativement à la sous-préfecture de Tizi-Ouzou. Si la diffusion orale ou écrite des mots d'ordre du parti a été reprise spontanément par les militants, en revanche nous ne voulons pas prendre d'initiatives d'ordre politique ou organisationnel dans cette région sans l'accord d'Alger – que nous sollicitons.

Que les possibilités de pénétration en « Petite-Kabylie » fussent immenses et aisées, c'est ce qui nous était apparu à la suite d'une visite à la *zaouïa* de Sidi-Abderrahmane, un établissement perché en haut du Djurdjura, presque à cheval sur les deux versants. Dans la vie politique et sociale du Maghreb, les *zaouïat* (pluriel de *zaouïa*) ont toujours eu une grande influence. Pour la plupart fondés par des confréries religieuses afin d'assurer l'enseignement coranique des populations rurales, montagnardes ou sahariennes, ces établissements étaient également des centres d'hospitalité donnant asile aux mendiants, aux fugitifs, aux voyageurs et aux pèlerins. Bastions d'un islam populaire, les *zaouïat* ont porté et maintenu au pouvoir bien des dynasties; elles ont servi, en quelque sorte, de contrepoids culturel à la détresse sociale de certaines régions, et même parfois aux vendettas et au banditisme endémique. La tradition des Maghrébins lui interdit de laisser mourir de faim ou de brutalités le voyageur, le mendiant, le voisin, le cousin, aussi ne pouvaient-ils que soutenir ce genre de fondation, d'inspiration communautaire et fraternelle [2].

1. Village situé à une trentaine de kilomètres au nord de Bordj-Bou-Arreridj, Guenzet a été rendu célèbre par un de ses fils, Arezki Kehal. Rentré de France en 1938 pour prendre la tête du PPA dont les dirigeants venaient d'être emprisonnés, il mourut l'année suivante, à la prison de Barberousse.

2. Mon père était particulièrement pénétré de ce principe d'hospitalité; ainsi

Le prestige de la *zaouïa* de Sidi-Abderrahmane dépassait les limites départementales; les cercles initiés lui reconnaissaient une dimension maghrébine. Outre la théologie on y enseignait la littérature, l'histoire et, au gré des hasards, on y abordait certaines disciplines scientifiques; le cheikh Mouloud el-Hafidhi, par exemple, diplômé d'astronomie, y a professé. Des centaines de *tolba* (pluriel de *taleb* : étudiant), de conditions sociales les plus diverses, y étaient pensionnaires. Ne bénéficiant pas de subventions administratives, la *zaouïa* vivait des contributions volontaires de la population. Dans ces villages où il ne se passait pas grand-chose, la chevauchée des *tolba* venant collecter les dons en céréales, légumes secs, huile d'olive, constituaient un événement. La confection en commun des galettes et des beignets destinés à la confrérie donnait aux femmes l'occasion d'apporter leur contribution à l'entretien collectif de la *zaouïa*. Par contre, la tradition n'était pas routine, ni la confiance acquise une fois pour toutes à la *zaouïa* : celle-ci devait constamment faire ses preuves. C'est ce qui explique la vie quasi spartiate des *tolba* ainsi que le caractère démocratique de leur organisation intérieure [1], avec un partage intégral des corvées, y compris celle de rouler le couscous. La lutte, variété d'art martial caractéristique de chaque région d'Algérie, y est pratiquement obligatoire – ce sport est une forme de défoulement qui n'infirme pas mais au contraire confirme la règle monastique de l'austérité. Des invités y assistent, après avoir pris le repas en commun avec les étudiants et les enseignants.

Conviés par Si Rezki, diplômé d'Al-Ahzar [2], Bennaï, Laïmèche et moi passâmes trois jours à la *zaouïa* de Sidi-Abderrahmane. Nous y fîmes des conférences sur le mouvement indépendantiste, sur l'histoire de la résistance algérienne, et notamment sur le rôle des *tolba* de Sidi-Abderrahmane dans l'insurrection de 1871. Les étudiants se déclaraient prêts à servir le mouvement. Il y avait là des garçons originaires de la plupart des douars de la région, mais aussi d'Oranie, de Bône (Annaba), de Batna. Avec eux nous pouvions disposer sinon de cadres (nous ne souhaitions pas d'encadrement religieux systématique), du moins de guides sûrs connaissant parfaitement le terrain, nous permettant de rencontrer des sympathisants,

interdit-il que la première femme de Belkacem Krim fût soumise aux besognes domestiques pendant les deux années où elle trouva refuge chez nous.

1. Les étudiants élisent ceux des leurs qui seront *iqeddachen* (pluriel d'*aqeddach*), chargés de l'administration pour une période allant de trois à six mois, et pendant laquelle une obéissance respectueuse leur est due, à l'intérieur comme à l'extérieur.

2. La prestigieuse université islamique du Caire. Malgré cette formation, Si Rezki, originaire du village de Chorfa, au sud d'Azazga, n'appartenait pas à l'Association des Oulémas.

des militants isolés, mais aussi des notables [1]. A cette perspective prometteuse s'ajoutait le fait que de nombreux petits commerçants originaires du Djurdjura étaient installés dans presque tous les centres urbains de la vallée de la Soummam : leurs allées et venues, normales aux yeux des autorités de police, nous faciliteraient les contacts et les liaisons.

Notre rapport adressé à la direction reposait donc aussi sur toutes ces considérations. Réponse d'Alger : « Ordre formel de ne pas vous occuper de la Petite-Kabylie ». Unique explication fournie, d'ailleurs sous forme officieuse et confidentielle [2], c'était la crainte de voir un régionalisme « kabyle » prendre corps. Et pourtant, nous avions précisé dans notre texte que, une fois structuré l'« appareil » de la Petite-Kabylie) qui, pour le parti, relevait du district de Constantine), nous le remettrions à la disposition d'Alger. Son rattachement éventuel au district de la Kabylie n'aurait donc pas dépendu de nous. Mais qu'on dût se prémunir contre un danger inexistant – celui du régionalisme kabyle – voilà qui ne nous était pas venu à l'idée.

Simplement, il nous avait semblé absurde d'attendre que l'initiative de réorganiser ou d'organiser la vallée de la Soummam vînt de Constantine alors que toute activité était paralysée dans la région par le déchaînement des forces répressives [3]. La technique du permanent commis-voyageur faisant halte dans chaque gare pour aller à la recherche de quelques adresses pouvait être héroïque, mais elle nous paraissait dérisoire et dépassée. Dans le meilleur des cas elle n'atteindrait que les citadins, en raison de la méfiance du paysan vis-à-vis de l'homme qui vient de la ville, surtout quand les temps sont aussi troublés. La pénétration rurale par des ruraux pouvait seule permettre de sortir du creux de la vague, d'exploiter l'énorme potentiel révolutionnaire des masses paysannes. Les mouvements qui jaillissent du tréfonds de la conscience populaire sont inséparables du contexte villageois dans lequel et à partir duquel ils prennent racine et élan. Celui qui arrive dans les campagnes par la voie ferrée, la route asphaltée, représente un pouvoir politique lointain, centralisé et dominateur [4].

---

1. Non pas les notables investis par le pouvoir officiel, évidemment, mais ces représentants du pouvoir populaire que sont les hommes tenus en estime générale en raison de leur dévouement à la chose du village ou du douar, et dont les fonctions arbitrales sont reconnues de tous.

2. La confirmation officielle ne viendra que quelques mois plus tard.

3. Il faudra longtemps au regretté Belouizdad pour arriver à reprendre en main quelques noyaux à Constantine, Sétif et dans les autres centres urbains importants.

4. A l'inverse, l'efficacité du transport par rail ou par route est évidente. Mes activités à l'échelle nationale me forceront souvent de prendre le train, et je le ferai

Un autre aspect du climat de suspicion à l'égard de la Kabylie, ce fut la fin de non-recevoir opposée à notre conseil de district qui demandait du matériel : machines à écrire et ronéos, pour reproduire sur place la littérature du parti. Les agents de liaison couraient trop de risques à transporter d'Alger vers l'intérieur des sacs ou des valises de tracts, en raison des barrages de police et des brigades volantes de lutte contre le marché noir, qui assuraient des contrôles sévères et fréquents. Ainsi Omar Haddad [1], familièrement appelé « Yeux-bleus », faillit se faire prendre à Alger au « Bastion central » (la gare routière) alors qu'il allait monter dans l'autocar avec une valise de tracts, et ne s'en tira qu'en battant ses poursuivants au sprint. Dans la capitale, le transport de la presse posait de grands problèmes, comme en témoigne l'équipée qui faillit coûter la vie à un jeune militant de Belcourt, Ahmed Kabba [2]. Il ployait sous un énorme sac plein à craquer d'exemplaires du journal *Saout el-Ahrar* (« La Voix des Hommes libres ») quand deux motards, dans leur chasse au marché noir, l'interpellent. Kabba a le bon réflexe : il tire son portefeuille afin de « négocier », en déclarant qu'il transporte du tabac et qu'il est « prêt à payer ». Mais on lui intime l'ordre d'ouvrir son chargement; il insiste, parlemente vainement, gagnant ainsi du temps pour préparer sa fuite. Et brusquement, il lance son sac contre un des motards et se jette du haut de la falaise dans les Carrières [3]. Les policiers lui tirent dessus sans succès, il réussit à s'échapper et à rejoindre Belcourt, son quartier natal. Il restera plusieurs semaines alité, les articulations de ses quatre membres ayant enflé sous le choc. « J'ai préféré, me dira-t-il, le saut dans le vide plutôt que la torture. Et qui sait si je n'aurais pas fini par donner l'adresse de l'imprimerie? Les détonations m'ont fait pousser des ailes. »

Qu'il fût plus prudent et plus commode de reproduire sur place la

---

sans mauvaise conscience aucune. Le « chemin de fer » reste pour moi riche d'inoubliables découvertes des hommes et des paysages du Constantinois, de l'Algérois, de l'Oranais, du Sud saharien, qui se doublaient du lumineux sentiment que la révolution, elle aussi, était « sur ses rails ».

1. Condamné à mort par contumace, pour sa participation à l'expédition punitive ratée de Zeroual contre le bachaga Aït Ali, il s'était réfugié à Alger. Nous le retrouverons dans l'affaire de la poste d'Oran, où il remplacera un élément défaillant à la dernière minute. Il est à présent marchand de bétail, après un chassé-croisé de péripéties qui l'ont conduit au Caire en 1953 et à la tête de la milice de Kabylie en 1963.

2. Activement recherché, mais jamais arrêté, puis amnistié, c'est lui qui m'accompagnera discrètement sur le bateau pour la France à la fin 1951 (comme on le verra au chapitre 9). Après l'Indépendance, il fera partie de cette « équipe des Belcourtois » qui prendra la tête des forces de police. Je pense qu'il se contente aujourd'hui de tenir son café à Alger.

3. Le nom de ce lieu-dit des hauteurs d'Alger, qui lui venait de son ancienne destination, indique assez qu'il était escarpé.

littérature du parti, cela tombait sous le sens. En outre, nous voulior
faire sur place un travail d'information écrite, en publiant un bulleti
à l'usage des militants et avec leur participation. Un journal loca
permettrait d'entretenir et d'informer l'opinion d'une manière régu
lière, d'enrichir la vie interne de l'organisation.

Une fois encore, la direction nous oppose un refus. Elle est seul
« habilitée » à rédiger la littérature du parti. Autrement dit : « Vouez
nous une obéissance aveugle et gardez-vous de toute initiative. » L
suspicion complique les problèmes les plus simples, alors qu'il aurai
suffi de discuter pour voir l'inanité des procès d'intention. A
demeurant, quand Amar Khellil viendra, en mars 1946, pour donne
une solennité à la commémoration de la naissance du parti, il s
rendra compte que le district s'est équipé tout seul en matériel lége
d'impression. Par ailleurs, force lui sera de constater que les préjugé
nourris par ses collègues à notre encontre étaient dénués d
fondement. J'évoque cette tournée parce que, paradoxalement, ell
va provoquer l'incident le plus grave qui ait marqué nos rapport
avec Alger. Khellil reste deux semaines chez nous, il voit l'activité de
militants, la sympathie de la population, la vénération de la jeuness
pour Messali et son respect pour la direction. Il constate la ferveu
des militants, l'ouverture d'esprit des responsables, la soif d'appren
dre et de se former de ces jeunes, avides de se forger un avenir autr
que celui d'ouvrier saisonnier. Il est frappé par le sérieux de ce
vieux paysans aux grandes moustaches, qui viennent assister au
réunions avec leur inséparable fusil de chasse.

Des échanges en kabyle, il a pu tout entendre et tout comprendre
puisque lui-même est originaire de Tirmitine, village de la commun
mixte de Mirabeau (Dra-Ben-Khedda). S'il n'a vu nulle part d
traces du « problème kabyle », il n'ignore pas, par contre, l
« solution » qu'a constituée l'accueil réservé au ministre de l'Intérieu
en tournée chez nous, et cela sans que la direction ait donné l
moindre instruction au sujet de cette visite officielle, pourtan
claironnée par la presse. Nous avons exposé à Khellil nos difficultés
nous avons formulé des critiques à l'égard de nos « chefs », et il nou
a concédé que la plupart étaient fondées, tout en plaidant le
circonstances atténuantes.

La veille de son départ, nous le mettons carrément, en conseil de
district, devant la question du « problème kabyle ». Qu'est-ce que cela
signifie? L'Algérie étant ethniquement berbère, il n'y a que des
arabophones et des berbérophones, et nous appartenons à cette
dernière catégorie. Nous ne sommes pas contre l'islam, dont nous
vivons quotidiennement les valeurs les plus saines et les plus
dynamiques, mais nous nous opposons à la démagogie religieuse en

tant que facteur d'éducation politique. Ce qu'il faut, c'est puiser dans les valeurs traditionnelles pour élever le niveau de conscience et d'intelligence politique des militants. Et là-dessus, nous soulevons la question linguistique berbère. Justement, Mohand Amokrane Khelifati est présent [1]. Khellil le connaît de longue date, pour l'avoir rencontré dans les prisons et au-dehors, et il sait bien qu'il a passé sa vie à dessiner et redessiner des alphabets berbères originaux. Nous demandons que ce problème cesse d'être tabou, qu'on en aborde la discussion. Dans un débat sur le cancer, on ne peut pas plus écarter son aspect malin qu'ignorer les dangers des substances cancérigènes tout en prétendant souverainement qu'on cherche à l'extirper. Le vrai cancer se nourrit de l'intolérance et de l'ignorance, et s'appelle l'autoritarisme. Nous chargeons Khellil de transmettre à la direction un certain nombre de questions relatives aux perspectives idéologiques et politiques, et nous y ajoutons une revendication : nous voulons avoir, à un certain niveau, voix aux délibérations et aux décisions du parti. Et nous prenons date avec lui, pour qu'il nous rapporte les réponses, que nous entendrons en conseil de district réuni.

Au jour dit Khellil revint, et nous communiqua en substance ce qui suit : « Premièrement la direction m'a chargé de vous adresser, ainsi qu'à l'ensemble des militants, ses félicitations pour tout le travail accompli, et surtout pour le succès politique remporté à l'occasion de la visite de Tixier. Deuxièmement, la direction a décidé de vous reconnaître. Troisièmement, elle désigne Aït Ahmed pour représenter la Kabylie au Bureau national d'organisation [2]. » Sous cette avalanche de fleurs, le deuxième point semblait passer inaperçu. Je demandai à Khellil de préciser ce qu'on entendait par la formule : « Vous reconnaître ». Visiblement gêné, il s'en tire par une phrase sentimentale, dont personne ne conteste d'ailleurs la « sincérité », et qui revient à dire que la direction normalise la situation, que nous appartenons tous à la même famille. Le brave et dévoué Khellil n'étant là qu'en qualité de messager [3], nous recevons son explication familiale sans commentaire. Mais après son départ, un tollé s'élève.

1. Vieux militant de l'Étoile Nord-Africaine puis du PPA, il a mené, parallèlement, un travail de recherche sur la langue berbère et notamment sur sa transcription. Véritable incarnation du nationalisme, il vivait dans la clandestinité depuis mai 45. A l'issue de cette réunion, lui et Ould Hamouda devaient être arrêtés en rase campagne, près de Boghni, par des gendarmes montés, à la suite de la dénonciation d'un caïd. Ould Hamouda sera libéré bien avant Khelifati qui, s'étant chargé au bénéfice de son jeune camarade, tirera plus de deux ans de prison.

2. Le Bureau national d'organisation était simplement un organe de transmission entre les districts et la direction d'Alger.

3. Par la suite, il se démènera d'ailleurs pour aplanir les choses. Et le Dr Lamine viendra lui-même en Kabylie pour s'excuser d'avoir employé, dans la réponse qu'il nous faisait transmettre, des termes dépassant sa pensée.

Toujours direct et précis dans l'argumentation, Laïmèche s'exclame : « Puisque la direction nous reconnaît aujourd'hui, c'est qu'hier elle nous considérait en marge, en dehors du parti! La famille a la bonté de reconnaître ses enfants naturels! Mais pour qui se prennent-ils? Pour des sultans de la Sublime Porte? » Nous décidons unanimement de protester. Il faut d'autant plus marquer le coup que le troisième point, lui aussi, nous indigne. Depuis quand désigne-t-on d'en-haut un délégué? C'est au conseil de district qu'il appartient de choisir son représentant. Dans ce domaine, la direction n'a pas à lui imposer une pratique unilatérale qui rappelle, de façon choquante, les distributions de burnous en honneur dans le service des Affaires indigènes du Gouvernement général.

Nous ne savons pas encore ce qu'est le principe de la collégialité, mais nous le vivons au sein de notre équipe : aucune décision n'est prise sans discussion, nul n'impose souverainement sa volonté. L'idée du Zaïm, du grand chef, nous y sommes allergiques. Par notre vie de hors-la-loi, nous sommes constamment mêlés aux militants et à la population. Par rapport à la base, nous ne nous situons pas au-delà du débat, de la critique. Nous revendiquons la démocratie parce que, jour après jour, nous en faisons l'apprentissage sur le terrain.

Mais il ne faut pas se tromper d'adversaire. La « grogne » reste au niveau des responsables, les militants l'ignorent. Il n'est ni opportun ni utile de les en informer. Ce qui compte avant tout, c'est de bétonner les rangs du parti, de poursuivre les tâches d'organisation et d'éducation politique, entreprise paradoxalement facilitée par la politique de répression des autorités coloniales. On assiste à l'émergence d'un contre-pouvoir populaire dont une circonstance tragique nous fera bientôt mesurer l'ampleur : la mort de Laïmèche, le 2 août 1946.

Laïmèche est mort de la paratyphoïde, contractée au contact de Ouali Bennaï, qui en fut le premier atteint, mais de façon moins violente. De passage à la maison avant d'aller à la ferme [1] (c'est-à-dire à la réunion du conseil de district), Laïmèche et moi avions trouvé Bennaï dans un grand état fébrile : l'aspirine et toute la panoplie médicamenteuse traditionnelle, vinaigre, tisanes, n'avaient pas eu d'effet. Il eut quand même le courage de dévaler la vingtaine de kilomètres qui nous séparaient de la ferme. Le souvenir de ce dernier voyage que je fis en compagnie de Laïmèche est surtout celui

1. J'ai déjà évoqué la « ferme » dans le précédent chapitre. Située non loin de Fréha, et isolée, elle nous servait de PC, parfois de refuge, et abritait nos activités clandestines. Comme elle était sur la rive droite de l'oued Sébaou, il nous fallait, pour l'atteindre, traverser les eaux souvent torrentueuses de ce petit fleuve, qui se jette dans la Méditerranée, près de Dellys.

de ses pitreries. Il aiguillonnait l'amour-propre du malade pour lui faire presser l'allure ou accepter de l'aide pour traverser la rivière en passant d'une pierre à l'autre. Il ne cessait de le taquiner et de l'interpeller : « Marabout, mangeur de courgettes! Appelle au secours ton grand-père! Du courage! »

Cependant, le soir, à la réunion du conseil de district, ce ne fut pas Bennaï mais Laïmèche qui parut mal en point. Il me pria de faire à sa place son rapport financier (il était chargé de la comptabilité), disant qu'il se sentait très fatigué. Nous passâmes toute la nuit à lui appliquer des compresses pour faire tomber la fièvre. La plaisanterie changea de camp, Bennaï traita le malade de « mangeur de figues » – une façon de refouler l'inquiétude.

Le jour où je devais partir à Alger, on transporta Laïmèche au village d'Aït-Zellal, distant d'une dizaine de kilomètres, pour des raisons de sécurité. Le lendemain, je recevais par l'intermédiaire de Khellil un télégramme m'annonçant la mort d'Ali et me disant de rentrer d'urgence. Je demandai au bureau politique d'envoyer un dirigeant aux obsèques. Dans la soirée, Bouda me rejoignit chez Khellil et m'annonça que lui-même et Hocine Lahouel, tous deux membres du Bureau politique, m'accompagneraient.

Le corps de Laïmèche avait été ramené dans son village natal d'[illegible] Tizi-Rached, et, en ce 3 août 1946, à deux heures de l'après-midi, il allait recevoir l'hommage de toute la Kabylie, la haute, la basse, le Petite-Kabylie, la Grande-Kabylie. Des dizaines d'autocars et de camions, des centaines de voitures affluèrent de toutes parts, déversant militants, sympathisants et notables. Des milliers de paysans, hommes, femmes, et beaucoup d'enfants aussi, descendirent des crêtes et suivirent les vallées pour converger sur Tizi-Rached [1].

Ce fut Zekkal qui nous y mena dans le « taxi de la patrie », Bouda, Lahouel et moi. Lorsque je descendis de voiture, un spectacle d'une grandeur farouche me frappa de loin. Une marée humaine, comme fossilisée par le soleil et le recueillement, s'agglutinait autour du village, noyait les champs de figuiers et d'oliviers. L'impression de force ne venait pas seulement du nombre [2] mais de la discipline

1. Les femmes de Tizi-Rached, auxquelles Laïmèche savait parler avec pudeur le langage de la liberté et de l'égalité, s'étaient mobilisées pour restaurer tout le monde. Elles furent nombreuses à parcourir des kilomètres pour aller à la rencontre du cercueil, poussant des youyous, exhalant et sublimant ainsi leur chagrin.

2. Près de 50 000 personnes, selon des sources administratives. Les autorités envisagèrent l'intervention des gendarmes, puis celle de l'armée, pour empêcher les funérailles et disperser la foule. Finalement, la haute administration les laissa se dérouler dans le calme.

qu'observait volontairement la population. Pour la première fois des dizaines de drapeaux algériens firent publiquement leur apparition. La levée du corps s'ébranla sous la clameur des chants patriotiques en arabe et en kabyle entonnés par les jeunes cadres du parti et repris en chœur par l'immense assistance. Après les hommages en arabe puis en français, rendus respectivement par Bouda et par Lahouel, j'improvisai un long discours en kabyle, comme on ne peut le faire que dans ces moments de communion profonde.

Icheraïouen, le village de Laïmèche, avait donné naissance, au siècle dernier, au grand poète kabyle Si Mohand ou Mhand. Il a chanté l'amour, la vie, l'amitié et aussi le refus de se soumettre. « Nous romprons mais nous ne plierons pas », a-t-il dit dans un poème célèbre. Cet homme qui alla jusqu'à vouloir s'expatrier tant le révoltait la cautèle de « ceux qui acceptent de devenir des maquereaux pour plaire à leurs nouveaux chefs [1] » symbolisait la résistance passive après l'immense désespoir qui suivit la défaite kabyle de 1871. Laïmèche, lui, symbolisait aussi une résistance, mais celle-là active, axée sur un projet de société et menée aux côtés des masses populaires. La comparaison et le rapprochement entre les deux hommes fut le thème de mon adieu. Aucun incident ne marqua ces funérailles grandioses. La communion de tristesse et d'espoir était profonde, et un service d'ordre de valeur fit parfaitement son office [2].

J'aurais tant de choses à dire encore sur Laïmèche, mon ami et mon camarade de clandestinité, mort à vingt et un ans. Outre une vaste culture politique, c'était un orateur et un acteur né. Il imitait volontiers Gandhi, Rabindranath Tagore, Lénine (il avait fait ses livres de chevet de Marx, Engels, Lénine), Churchill, Roosevelt. Il savait à merveille reprendre les clichés politiques et idéologiques et élaborer dessus de longs discours. Nous aimions rendre visite à un meunier de Tizi-Rached qui pouvait réciter par cœur de grands passages de la Charte de l'Atlantique, de la Charte des Nations-Unies, des discours des grands chefs d'État alliés. Et chaque fois qu'Ali lui demandait de déclamer un de ces discours, il devait, en contrepartie, faire son imitation de l'apôtre de la non-violence ou du père de la patrie socialiste.

Dans toute la région de Fort-National, c'est par dizaines que les compagnons et disciples d'Ali Laïmèche tomberont au champ d'hon-

1. Il ne s'expatria pas, mais cet éternel vagabond circula beaucoup. Voir Mouloud Feraoun, *les Poèmes de Si Mohand*, Paris, Éditions de Minuit, 1960, précédés d'une biographie.

2. En déjouant notamment quelques tentatives de provocation montées par des agents locaux.

neur. Et après le 1er novembre 1954, sa famille payera un terrible tribut à l'indépendance de l'Algérie. Son père sera pendu publiquement par l'armée à Boushel (un autre village du douar Tizi-Rached), pour l'exemple. Son frère aîné, qui demeurait le seul soutien de leur nombreuse famille, sera un grand résistant. Maçon de métier, il se spécialisera dans la construction de caches souterraines pour l'ALN et le FLN. Activement recherché, il sera localisé dans une grotte et déchiqueté par des grenades [1]. Quant à la maman de Laïmèche, ce premier deuil fera vaciller sa raison, et les grands événements qui suivront, y compris la disparition atroce de son mari et de son fils aîné, auront peu de prise sur elle [2].

Peu de temps après Ali Laïmèche, et peut-être contaminé par lui, un autre camarade mourut de la paratyphoïde : Ali Oussalah, vingt-deux ans, du village de Boushel, qui est situé au-dessous d'Icheraïouen. Formé par Laïmèche, il faisait partie de l'équipe chargée des liaisons et de la distribution de la littérature. Dès que la maladie se déclara, nous l'évacuâmes sur Alger, à l'hôpital El-Qettar. Je revois toujours son pauvre visage, derrière la vitre du pavillon des isolés, s'efforçant de vaincre sa détresse et sa timidité pour sourire. Ce qu'il y a de terrible dans un deuil, c'est d'avoir tout de suite à régler les problèmes prosaïques. Connaissant la maman d'Oussalah, dont il était le seul soutien, il était impensable de ne pas lui ramener le corps de son fils. En cas de décès par maladie contagieuse, on ne pouvait sortir le corps de l'hôpital sans un permis spécial, soumis à l'autorisation d'avoir un cercueil plombé, elle-même subordonnée à la délivrance, par la commune d'Alger, d'un permis de levée et de transport du corps à travers le territoire sous sa juridiction, permis lui-même conditionné par l'autorisation d'inhumer que devait envoyer Tizi-Rached par télégramme. Dans ces tracasseries administratives, somme toute normales, deux hommes m'ont tendu la perche et m'ont permis le geste qu'on ne peut apprécier qu'à l'échelle de l'angoisse : le Dr Nour Oussedik [3], un interne de l'hôpital, et Ahmed Zemirli, mon copain de lycée pendant

1. Détail macabre, que je tiens des beaux-parents de sa sœur, qui s'est mariée et vit en France : son corps avait été livré aux chiens affamés du village, et seul un tatouage sur une main permit à la famille de l'identifier.

2. Désensibilisée à l'histoire, après l'Indépendance elle viendra de temps en temps vivre avec moi à Alger, pour retrouver, comme elle disait, le « parfum » de son fils, et se consoler de l'inconsolable. A sa demande, je lui avais trouvé un appartement à Fort-National, car sa maison avait été détruite par la guerre, mais elle ne pouvait tenir en place. « Ali est mort pour l'Algérie, disait-elle, je veux ma part d'Alger. » A vrai dire, tout le monde en voudra sa part, d'où l'impétuosité de l'exode des ruraux, qui risque de déstabiliser toute la société.

3. Cousin d'Omar Oussedik. Aujourd'hui professeur, spécialiste des affections pulmonaires.

cinq ans, qui était infirmier dans l'établissement. Surpris de me voir là, l'un et l'autre s'empressèrent de m'aider et firent même le nécessaire auprès des pompes funèbres.

Mais quelle ne fut pas ma consternation lorsque je vis arriver, au lieu d'une voiture rapide, un corbillard tiré par quatre chevaux. Le malentendu fut réparé par une calamité. On m'octroya une vieillerie de fourgon bringuebalant, qui semblait sorti tout droit de la casse. Et ce fut une équipée de près de six heures, avec un chauffeur à moitié ivre et un seul phare – d'où des contrôles de police multipliés (qui me laissaient sans inquiétude, car je passais pour un croque-mort). Je ne pensais qu'au camarade que je ramenais dans un cercueil, et surtout à la délicate mission de consoler la mère, de l'empêcher de revoir et d'embrasser une dernière fois son fils.

Puis ce fut l'arrivée à Boushel, les torches qui déchirent les ténèbres, une foule de militants et d'enfants du village. J'étais soulagé d'avoir pu ramener le jeune Ali parmi les siens. On l'inhuma à Icheraïouen, à côté de Laïmèche. Le cercueil fut ouvert par sa mère. Qui eût pu l'en empêcher?

En cet été 1946, notre grogne de jeunes militants contrecarrés dans leurs initiatives n'entamait en rien notre ferveur. Mais celle-ci n'allait pas tarder à être mise à rude épreuve. Aux élections à la deuxième Assemblée constituante (2 juin), l'UDMA de Ferhat Abbas avait obtenu onze sièges sur treize. Au Palais-Bourbon, Ferhat Abbas et ses compagnons entreprenaient de faire adopter pour l'Algérie un projet de constitution à base fédérative dans le cadre de l'Union française (« ni assimilation, ni séparatisme, ni colonialisme, ni nouveaux maîtres »). Le PPA combattait violemment les thèses de l'UDMA, l'accusant d'avoir rompu le pacte de l'union sacrée réalisée autour du Manifeste et dénonçant, dans sa présence à la Chambre française, une trahison du principe de la souveraineté algérienne.

En octobre, à la veille des élections à l'Assemblée nationale française (10 novembre 1946), Messali Hadj, exilé à Brazzaville depuis mars 1945, est autorisé à rentrer [1]. Au lendemain de son arrrivée triomphale à Alger, nous apprenons, par la presse, le tournant auquel nous étions le moins préparés : *L'Écho d'Alger* annonce la participation du PPA aux législatives en donnant la liste de nos candidats, qui se présentent sous l'étiquette « Pour le triomphe des libertés démocratiques [2] ». Nous sommes déconcertés par la

1. Il est toutefois assigné à résidence à Bouzaréah.
2. A son corps défendant, Khellil a été bombardé candidat dans la sous-préfecture de Tizi-Ouzou.

soudaineté d'une décision sur laquelle responsables et militants n'ont pas été consultés et à quoi l'opinion n'est pas préparée. Les camarades me dépêchent à Alger pour « taper sur la table » et demander des explications. Nous sommes, certes, assez lucides pour savoir que nous ne pouvons contrarier cette nouvelle ligne politique. Mais j'ai mission de faire clairement entendre à la direction que si nous acceptons de jouer le jeu, nous exigeons en retour la convocation d'un congrès démocratique du parti dans les plus brefs délais [1].

Dès mon arrivée à Bouzaréah, on m'introduisit auprès du « grand Zaïm », comme nous l'appelions tous à l'époque. C'était la première fois que je le voyais face à face, que je lui parlais. J'allais aborder une légende. Mais j'étais comme blindé contre son charisme par les recommandations, les mises en garde de mes camarades. C'est tout juste si je ne m'étais pas passé au cou une amulette pour exorciser son charme et délivrer fidèlement mon message. On a souvent comparé Messali à Raspoutine, alors que, mis à part la barbe, il en était exactement l'inverse. Il devait son charisme à sa foi patriotique, à sa civilité et son incomparable affabilité.

Et me voici en face de celui qui était un mythe, pratiquement au-dessus de l'erreur et du prosaïque. D'un ton paternel, il entreprend de me rassurer, de me convaincre. Son principal argument en faveur de la participation du PPA aux législatives, il le tient d'Azzam Pacha, secrétaire général de la Ligue arabe, selon qui la cause algérienne est méconnue, voire ignorée de l'opinion française et internationale; le Palais-Bourbon peut constituer une bonne tribune d'information et de propagande. De toute évidence, les réalités algériennes n'ont pas été d'un grand poids dans la décision de Messali. Il n'a pas de vision cohérente de l'avenir politique du pays et du parti. Tout ce qui lui importe dans l'instant, c'est de gagner cette bataille historique. Il peut y avoir des réticences, des critiques même, mais que valent-elles face au prestige de ce leader auréolé par les procès, la prison, la déportation? Sur la question de la convocation du congrès, il demeure évasif. Il n'en rejette pas *a priori* l'éventualité, mais il déclare que c'est avec les « camarades » que je dois en discuter – autrement dit porter l'affaire devant la direction.

Le soir même, je suis reçu par trois membres dirigeants du PPA : Lahouel, Asselah et Filali. Ils jurent que la décision de participation électorale n'a pas été arrêtée de gaieté de cœur. Elle n'a été prise à l'unanimité moins une voix (celle de Lahouel, qui ne voulait pas démordre de la ligne abstentionniste) qu'au terme de deux jours de

1. Pour fixer les orientations, renouveler ou remanier les instances dirigeantes et, [de] manière générale, procéder à une large confrontation au sein du parti.

débats orageux. « Alors, répliquai-je, vous aviez tout le temps de nous convoquer et de nous demander notre avis. » Je ne voulais pas avaliser ce prétexte de la précipitation des événements, qui finira, comme nous le verrons, par « coller » à l'idéologie nationaliste. Mais j'obtiens la promesse solennelle que la date du congrès sera fixée au lendemain du scrutin.

Si brutal qu'ait été le virage, les secousses qu'il provoque dans nos rangs sont atténuées par l'euphorie générale. La campagne électorale libère un raz de marée populaire, un véritable défoulement collectif. S'il répond, chez les dirigeants, à des mécanismes de compensation, le mot d'ordre d' « indépendance », flanqué d'épithètes : totale, révolutionnaire, n'en déchaîne pas moins un enthousiasme délirant parmi les masses socialement et culturellement les plus marginalisées. Ne sachant pas encore différencier entre le compromis politique et la compromission, elles s'accrochent à la furie verbale. Quant à l'administration, en laissant élire des députés « Pour le triomphe des libertés démocratiques », elle sauve à peu de frais les apparences et se donne des garanties contre la dénonciation future des invraisemblables irrégularités entachant le scrutin [1].

La phase légaliste du mouvement de libération est désormais ouverte. Le Parti du Peuple algérien, qui prendra bientôt le nom de Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), sort au grand jour. Ses dirigeants quittent les ténèbres de l'anonymat pour paraître sur la scène politique aux côtés de leur chef Messali – dont l'administration a d'ailleurs refusé la candidature aux élections. Nous, les abstentionnistes d'hier, nous aurons cinq élus au Palais-Bourbon [2] (un tiers des sièges à pourvoir).

---

1. Je contrôlais les opérations de vote à Azazga (chef-lieu de la commune mixte du Haut-Sébaou) et à Azeffoun. Visiblement, on n'y faisait pas confiance à l'administrateur, M. Battestini, pour les besognes de trucage, car en maints endroits stationnaient des paniers à salade munis de haut-parleurs qui menaçaient la population de « foudres de guerre, si elle suivait les mauvais bergers ». A Azazga, des agents venus d'Alger appréhendaient les représentants du MTLD qui voulaient pénétrer dans les bureaux de vote et les enfournaient dans les fourgons cellulaires. M. Battestini les fit libérer. Comme j'avais d'excellents faux papiers, je me payai le luxe d'assister au dépouillement au bureau central. M. Battestini, qui lisait à haute voix les bulletins, finit par abréger en disant seulement : « Triomphe des libertés démocratiques. » Les gens riaient, mais ils regardaient avec estime et respect l'homme qui annonçait ainsi leur victoire. Au-delà de l'uniforme et du képi brodé de feuilles d'olivier, c'était l'image d'une certaine France qu'ils apercevaient.

2. Lamine Debaghine, Messaoud Boukadoum, Djamal Derdour à Constantine, Ahmed Mezerna et Mohammed Khider à Alger. Khider a été assassiné en 1967 à Madrid, mais les autres sont toujours en vie, de même que le candidat (battu) de Kabylie, Amar Khellil, qui tient un magasin de chaussures à Alger avec une impassible dignité. Il n'a pas besoin de régler son appareil acoustique pour se rendre sourd aux nostalgies, à l'esprit ancien combattant et au bruit et aux fureurs d'un

L'échéance électorale passée, Bennaï, Aït Medri, Oussedik et moi descendons sur Alger pour avoir la réponse promise au sujet de la convocation d'un congrès du parti. Nous y trouvons nos dirigeants débordés par leurs nouvelles activités. Bouzaréah ne désemplit pas de militants, sympathisants, citoyennes et citoyens, notabilités qui viennent rendre hommage, prendre date et aussi exposer des problèmes. Ce dernier cas est le nôtre. Nous faufilant au milieu du flot humain, nous parvenons jusqu'à Messali qui nous accorde un bref entretien. Nous lui disons combien les militants ressentent la nécessité d'un congrès. Il faut mettre l'idéologie et les structures du parti au diapason de son développement réel. Le moment est venu d'analyser sérieusement la situation politique et d'ouvrir en commun des perspectives aux masses populaires chez lesquelles le parti a suscité de grandes espérances. Il conviendrait de dresser un bilan depuis mai 1945, pour ne plus laisser se reproduire certaines erreurs. Nous nous montrons très ferme sur cette dernière revendication.

Avec son exquise urbanité, Messali nous renvoie de nouveau aux « camarades ». Lui-même se propose d'abord de s'informer auprès des militants et auprès du peuple. Et puis, en toute simplicité il nous présente à sa femme et à ses enfants, Ali et Janina, et nous fait faire la connaissance de Brahim Maïza, un jeune avocat d'origine sétifienne qu'il avait ramené de Paris en 1946. Et il nous demande, après cette visite de courtoisie, de le laisser souffler avant de nous accorder une autre entrevue de travail.

Cette fois-là, nous n'eûmes pas non plus de contacts sérieux avec le Bureau politique, qui n'avait pas le temps de statuer sur notre proposition de convocation d'un congrès du parti. Notre déplacement à Alger ne fut cependant pas inutile, car il nous permit de nous informer et de faire connaissance avec nombre de membres du Comité central – pour la plupart, d'ailleurs, cooptés, et non pas élus, comme il est de règle dans tout organe représentatif. Après le retour de Messali, le Bureau politique en exercice s'était également constitué un peu à la bonne franquette autour du noyau de dirigeants connus. A notre étonnement, un malaise se faisait déjà jour au sein de la vieille garde du parti : des griefs s'exhalaient à propos de la formation du Comité central, du népotisme de la désignation des candidats aux législatives. Par contre, le principe de la participation électorale rencontrait peu de critiques, puisqu'il avait été cautionné, sinon décidé, par Messali.

Deux groupes se disputaient la direction dans le style clanique

système D qui a quitté les ruelles de la Casbah pour envahir les boulevards de la société politique et de la société civile.

traditionnel. Ce n'était plus le *çof* « d'en haut » et le *çof* « d'en bas [1] », mais ceux « du Deuxième [2] » (le deuxième arrondissement, celui de la Casbah) dont le chef de file était Asselah, et ceux « de Belcourt » [3], qui se reconnaissaient dans le Dr Lamine. Leur division n'a aucun fondement topographique ou géographique : Filali, du groupe de Belcourt, habite et fréquente le plus souvent la Casbah; Lahouel et Ben Mehel, du groupe de la Casbah, sont respectivement originaires de Philippeville (Skikda) et de Berrouaghia. Elle n'est pas non plus fondée sur des liens de classe ni sur un conflit de générations – la vieille garde plébéienne d'un côté, les Jeunes-Turcs d'origine petite-bourgeoise de l'autre : de part et d'autre on a ses intellectuels, ses gens de bonne famille, ses jeunes cadres appartenant à la catégorie de « ceux qui ont cessé d'être illettrés ».

Dans le groupe de Belcourt, Bouda, Filali, Khellil, vieux militants autodidactes d'origine plébéienne, se sont hissés aux responsabilités par la force des bras, la ténacité et la fidélité à leur chef. Le Dr Lamine, lui, n'est pas plébéien, mais il est proche d'eux par son radicalisme, la tonalité mystique de ses conceptions religieuses qui l'attirent vers l'islam populaire, l'austérité de son personnage. Ils représentent la tendance populiste et activiste.

Dans le groupe de la Casbah, mis à part le vieux militant qu'est Hadj Cherchalli, Abdelhamid Sid Ali et Saïd Lamrani, originaires de Kabylie, ont une certaine instruction. Quant à Asselah, outre sa solide formation en langue française, il a gardé de son long parcours au sein de l'Association des Oulémas une vision « réformiste » de la religion et une bonne connaissance de la langue arabe. Il sera un indépendantiste fervent et ne camouflera jamais son origine berbère.

Dans une situation de ce type, les accusations mutuelles sont excessives, et ne font que polariser un climat de contestation. Pour notre part, nous refusons de prendre parti dans cette querelle, parce que nous voulons, avant tout, faire passer l'idée de la convocation d'un congrès démocratique du parti. Nous fréquentons Belcourt parce que nous y avons trouvé l'accueil, la chaleur et la simplicité fraternelles. La grande fabrique de bouchons qui s'élève près du coin populeux d'El-Aguiba et du cimetière musulman nous sert de gîte et de forum. Nous suscitons un intérêt certain en parlant du congrès aux jeunes et aux cadres du quartier. Ces derniers réagissent d'abord

1. *Çof* : clan.
2. Notamment, outre Asselah, Lahouel, Ben Mehel, Khider, Cherchalli, Sid Ali, Lamrani, Mohammed Taleb.
3. Notamment, outre le Dr Lamine, Filali, Belouizdad, Bouda, Khellil.

prudemment. Ils font confiance au sommet : puisqu' « ils » se sont toujours débrouillés « là-haut », qu'ils continuent! Les querelles intestines du parti, dont ils ignorent d'ailleurs les dessous, ne leur semblent pas concerner l'avenir du pays. Mais quand ces querelles sont portées sur la place publique, ils en viennent à se demander si le souffle purificateur de la base n'est pas le seul moyen de dégager le mouvement de libération du carcan des rivalités personnelles et des intrigues de coteries.

Fait curieux : les deux clans du parti vont tomber d'accord pour s'opposer à la convocation d'un congrès; tout se passe comme si, confrontée à une menace extérieure contre son monopole et ses prérogatives, la classe politique resserrait instinctivement les rangs. Lorsque je reviens à la charge, début décembre, le Bureau politique m'informe qu'une Conférence des cadres se réunira à Bouzaréah à la fin du mois. Il s'agit là implicitement d'une fin de non-recevoir. La manœuvre vise à désamorcer la pression grandissante des militants en faveur du congrès. Quelle attitude adopter devant cette échéance-éteignoir? Après avoir pris l'avis de quelques responsables d'Alger, je rentre faire mon compte rendu en conseil de district. Celui-ci décide qu'en définitive il faut faire acte de présence à la Conférence des cadres. Ne pas y participer aboutirait à accréditer les thèses d'indiscipline, de travail fractionnel, empruntées à la bouillabaisse sémantique du centralisme démocratique. Un aspect positif pour nous sera de rompre le tête-à-tête avec la direction. Nous pourrons expliquer aux délégués des autres régions d'Algérie que nos problèmes sont les leurs, et élargir ainsi le débat politique sur la question du congrès.

La Conférence des cadres se tint à la fin décembre 1946 dans une résidence particulière de la forêt de Baïnem, près de Bouzaréah, sous la présidence de Messali. Elle réunissait une cinquantaine de participants dont le mode de désignation était placé sous le signe de la confusion des genres, chacun des deux clans ayant voulu avancer ses pions à côté des hommes suggérés par le chef national du PPA. Pour citer quelques noms qui deviendront illustres : Ben Youssef Ben Khedda, Saad Dahlab, Tayeb Boulahrouf, le Dr Chawki Mostefaï, Houari Souiyah y assistaient, mais ni Mohammed Boudiaf ni *Ahmed Ben Bella. Elle ne dura qu'une soirée. Son programme* fut peu copieux, mais soutenu par les beaux moments d'éloquence que furent les discours de Messali et de Lahouel. Mis à part sa sincérité patriotique, l'allocution de Brahim Maïza parut, dans son débit et ses formules, mieux adaptés à un auditoire parisien qu'à notre oreille affinée de militants responsables.

Puis Messali demanda si l'assistance souhaitait poser des ques-tions. Alors, je pris la parole. Nous étions heureux d'être là, dis-je mais ce n'était pas ce type de conférence que nous avions demandé [1] Nous souhaitions un congrès, on nous l'avait fermement promis, e maintenant cette conférence rejetait l'échéance désirée aux calende grecques... D'autres délégués interviennent dans le même sens, d vieux militants d'Alger et de Maison-Carrée, de Bône, de Tlemcen Alors, Messali jette tout le poids de son prestige dans le débat. D'u ton pathétique, ils nous adjure de rester unis. « Rappelez-vous gémit-il, Sid Ali et Moawiya [2]. L'islam ne s'est plus relevé de cett division. » Puis il invoque la sagesse et la confiance, ce qui revient dire qu' « en haut » on sait ce qui est bon pour le parti. Bennaï e Oussedik insistent sur le thème de l'unité, « la véritable unité du pay et du parti, qu'il revient aux militants et à la base de construire ». L formule ne manque pas de sel quand on sait que la direction es divisée... Pour notre part, nous déclarons que le district de la Kabyli s'abstiendra d'être représenté au Bureau national d'organisation tan qu'on n'aura pas fixé la date du congrès. Nous ne ferons pas d rapports, nous ne fournirons pas d'états financiers.

Dans les deux clans du parti, on nous reprochera notre « act d'indiscipline » alors que nous n'avons fait qu'exprimer ouvertemen ce que beaucoup pensent tout bas. D'ailleurs, le Comité de vigilanc révolutionnaire que créent bientôt des cadres du grand Alger réclame, lui aussi, la convocation d'un congrès. Bien qu'il nous invit dans ses rangs, nous n'en ferons pas partie, à la fois parce que nou [illegible] parce qu'il pourrait être dominé par des querelles de personnes, donc ouvrir la voie à une scission du parti. Je sais qu'on a fait à Bennaï le reproche de manipuler ce comité, mais à tort car l'initiateur et l'animateur en était Arezki Djemâa, celui-là même qui, le 16 mai 1945, avait apporté au conseil de district de la Kabylie, réuni à Tizi-Ouzou, l'ordre d'insurrection lancé par la direction.

Forts de l'appui de tous les responsables de Kabylie, nous resterons sur nos positions. Conciliabules et contacts finiront par démontrer aux deux clans et à Messali lui-même que, tout compte fait, ils ont tout à gagner et rien à perdre à la réunion d'un congrès national. Voici que Messali nous en annonce la convocation pour février 1947. Le nombre des participants sera restreint, étant donné la

1. « Nous », c'est-à-dire Aït Medri, Oussedik, Sid Ahmed, Bennaï et moi.
2. Sid Ali, gendre de Mahomet, quatrième calife, fut violemment combattu par Moawiya, de la tribu des Qoraïchites (celle du Prophète), qui se fit proclamer calife à Jérusalem.

discrétion absolue qui doit entourer l'événement. Chacun des cinq districts (circonscriptions territoriales du parti) sera représenté par quinze délégués. Y seront également invités les cadres importants du mouvement depuis sa création [1].

Nous aurions pu objecter que ce mode de représentation ne tenait pas compte du nombre des militants dans chaque district [2], ou discuter le choix des cadres « historiques », mais la direction y aurait vu une mise en cause de son autorité. D'ailleurs, l'heure n'était pas aux griefs alors que l'annonce de la convocation du congrès avait pour effet salutaire de détendre l'atmosphère. Et le fait que nous n'ayons pas participé à sa préparation nous donnait les coudées franches pour rédiger notre rapport en toute autonomie. (Il faut souligner que nous n'avions aucune expérience de ce genre de confrontations, bien qu'avertis, par nos lectures, de l'importance des modalités préparatoires où en réalité tout pouvait se jouer.) Et nous ne songions qu'à une chose : le succès de la cause nationale [3].

Une fois choisis nos quinze délégués pour le district de la Kabylie [4], nous nous consacrons corps et âme à notre intervention au Congrès. Halit, l'ancien chef de district, n'y participera pas en personne, car il courrait de trop grands risques en allant à Bouzaréah [5]. Mais il participe avec Oussedik, Aït Medri et moi-même à la rédaction d'une synthèse politique. (Et, déguisé en marabout, il restera chez moi, en Kabylie, à assurer en quelque sorte une permanence.) Quant au rapport d'ensemble, chaque délégué y apportera sa contribution; nous nous retrouverons deux ou trois jours avant le congrès pour mettre au point notre communication et arrêter les principales lignes d'une stratégie pour le parti.

1. Sur quels critères de choix, nous l'ignorions.

2. Ce n'est pas polémiquer que de rappeler ce fait irrécusable que jusqu'à la création du MTLD, mouvement légal, la Kabylie comptait plus de militants que la totalité des autres régions d'Algérie.

3. Le dernier chapitre de mon ouvrage *la Guerre et l'après-guerre* (Paris, Éditions de Minuit, 1964, épuisé) était intitulé « Dix questions, une réponse : le congrès ». Au plus fort de la résistance de 1963, la tenue d'un congrès démocratique du FLN restera notre revendication principale. Porter ainsi publiquement les problèmes devant l'opinion, c'est rompre avec les querelles claniques souterraines. Rien d'étonnant à ce qu'une telle perspective suscite ce que l'historien Toynbee appelle le « réflexe d'Œdipe » : éviter la conséquence inéluctable d'un événement en l'empêchant de se produire.

4. Aït Medri, Ould Hamouda, Si Hamoud, Ouamrane, son adjoint Âmi Ali, Zaïd, Sid Ahmed, Boudaoud, Bellounis, Mehenna, Oussedik, Aït Ahmed, Bennaï, Mohammed Belhadj (« Staline »), Saïd Oubouzar.

5. On a vu dans quelles conditions il avait faussé compagnie à ses tortionnaires des Renseignements généraux.

Chargé de trouver un lieu tranquille pour nos délibérations, Ouali Bennaï, pourtant « fils d'adoption » du Grand Alger, nous parachuta dans un des plus importants carrefours routiers de la région, à Kalitous (au sud-est d'Alger), c'est-à-dire « les Eucalyptus », en raison des grands arbres qui marquent bien la confluence de cinq grandes routes. Je criai aussitôt à l'imprudence. Benjamin de la bande, je me permettais d'avoir peur; je n'avais pas sacrifié mon idéal à mes aises, pourquoi le sacrifierais-je à la bêtise? Mais la majorité ne trouva rien à redire à notre hébergement dans l'arrière-boutique d'une épicerie appartenant à un natif d'Ittourar (un village de la commune mixte de Michelet); mes camarades la trouvaient suffisamment discrète, appréciaient qu'elle fût vaste, car nous pouvions ainsi travailler et dormir sur place, et aussi les plantureux plats de couscous et les énormes carafes de lait caillé fournis par notre hôte prévoyant.

Le lendemain était un samedi. Vers midi une jeep fait halte devant l'épicerie. Deux gendarmes pénètrent et, apercevant « le peuple » à travers le mince rideau de dentelle fermant l'arrière-boutique, l'un d'eux, certainement le chef, pousse un long sifflement et dit : « Tiens! Qu'est-ce qui se passe donc? » Pour tout arranger, l'épicier était momentanément absent. Je me précipite vers le comptoir pour leur boucher l'angle de vue et je leur demande ce qui les amène, après avoir « expliqué » en quelques mots que nous sommes des étudiants apparentés au commerçant kabyle et venus assister aux fiançailles d'une cousine. Les gendarmes, eux, venaient faire leur barrage du week-end au carrefour routier pour traquer le marché noir, et ils rendaient leur habituelle visite amicale à l'épicier — qui devait régulièrement se solder par un pain de savon, un kilo de sucre, une livre de café [1]. Par chance, la maréchaussée trouve mon explication convaincante et elle n'a pas remarqué qu'on recouvrait précipitamment d'un linge les pistolets qui traînaient sur la table. Mais à l'idée du drame qui aurait pu en résulter j'étais fou de rage et je l'exprimai dans un langage peu châtié. Lorsque je me calmai, Aït Medri fit remarquer que tout cela était bel et bon, mais maintenant il fallait trouver la fille à marier et les femmes pour pousser des youyous.

Le congrès du PPA, le 15 février 1947, le premier depuis sa création en 1937, devait se dérouler dans le secret le plus absolu.

---

1. Ce qui paraît bénin quand on sait que sous le règne de Boumediène, réputé pur, dur et sûr, les gendarmes prélèveront en bakchich de telles « taxes » que la pastèque, naguère si abondante et bon marché, deviendra une denrée coloniale.

Le lieu du congrès : à Belcourt, une vaste fabrique de limonade aménagée pour la circonstance. La durée prévue (et respectée) : deux jours. Les acteurs : près de cent vingt délégués et membres de l'appareil qui devaient pénétrer discrètement dans ce local disposant de plusieurs entrées. Pour se rendre aux séances Messali s'efforcerait de déjouer la filature en changeant de voiture en chemin. (Nous nous doutions bien, d'ailleurs, que les services de police n'en seraient pas dupes.)

Que dire de l'atmosphère, sinon qu'elle fut méditerranéenne et passionnée! En plus d'une décennie les problèmes s'étaient accumulés, le mouvement avait subi une mutation qualitative et quantitative, les rancœurs personnelles et les querelles de légitimité s'étaient envenimées au long des étapes historiques, et surtout dans la clandestinité. Mais un congrès n'est pas un protocolaire échange de vues. Les participants s'exprimèrent d'abondance, interpellant librement tel dirigeant ou la direction en bloc. On dénonçait l'embourgeoisement des uns, les tendances réformistes des autres. Il valait mieux laisser les militants se défouler, « crever l'abcès ». Leur sincérité révolutionnaire semblait d'ailleurs porter en elle-même ses freins. Ils avaient conscience qu'aller trop loin serait mettre en péril le parti et la cause qu'il défendait. L'ambiance générale était à la ferveur mais aussi à la vigilance.

Deux textes de base servirent d'ouverture au congrès. D'une part le rapport-fleuve présenté par Lahouel au nom de la direction [1]. Il débutait par un compte rendu d'activité du parti, taillé à coups de hache simplificateurs dans le développement historique de ce dernier. Puis, après une vaste analyse de la situation en Algérie, il faisait le point sur l'évolution des rapports du PPA avec les autres formations : UDMA, PCA, Association des Oulémas. Enfin, il justifiait longuement la politique de participation aux législatives françaises. Le texte ne nous en ayant pas été communiqué avant les assises, ni non plus postérieurement, nous ne devions jamais être en mesure de l'étudier sérieusement ni de l'utiliser comme référence.

Le deuxième texte était le rapport du district de la Kabylie élaboré en équipe. J'ai gardé un vif souvenir de ses lignes générales pour avoir été chargé de sa rédaction finale et de sa lecture devant le congrès. Il comportait trois parties. D'abord un bilan sévère à l'égard de la direction, faisant surtout état des événements et incidents qui

1. Il serait intéressant et utile de retrouver ce rapport, ou d'en reconstituer l'essentiel en faisant appel aux souvenirs du rapporteur, des responsables qui avaient contribué à son élaboration ainsi qu'à ceux des congressistes.

avaient émaillé la vie politique et nos rapports avec la direction, depuis l'ordre et le contrordre d'insurrection jusqu'à la décision de participation électorale, sans oublier – mais sans les souligner – les attitudes de suspicion à l'égard des militants de Kabylie. Ensuite une analyse de la situation insistant sur deux phénomènes : la radicalisation de l'opinion entraînée par la répression; l'émergence des masses rurales en tant que force politique qui transformait les structures sociales du parti et déplaçait son axe de croissance. Et enfin, les perspectives d'ordre idéologique, politique et organique.

Sur le plan idéologique, nous proposions une définition des idées qui devaient, selon nous, caractériser le nationalisme algérien : un nationalisme *libérateur*, *révolutionnaire* et *démocratique*. *Libérateur*, c'est-à-dire patriotique par opposition aux doctrines annexionnistes et bellicistes du nationalisme hitlérien ou mussolinien comme aux théories expansionnistes de l'impérialisme et du colonialisme; *révolutionnaire*, c'est-à-dire rejetant radicalement le système colonial par toutes les formes de combat appropriées, y compris la lutte armée; *démocratique* dans ses buts et ses moyens.

Sur le plan politique, notre texte se prononçait pour la lutte idéologique contre la nostalgie de l'union sacrée avec toutes les formations politiques algériennes, ainsi que pour la création d'un parti révolutionnaire capable de mobiliser les masses populaires marginalisées par le système colonial. Il condamnait l'électoralisme, le parlementarisme et toutes les formes de luttes réformistes. Il recommandait cependant l'exploitation des possibilités légales d'action afin d'amplifier et de consolider le rôle mobilisateur et organisateur du parti.

Sur le plan organique, le rapport préconisait une refonte complète de nos structures et de nos méthodes dans un but d'efficacité révolutionnaire. Il concluait sur l'impérieuse nécessité de créer une organisation spéciale paramilitaire, qui se consacrerait à la préparation de la lutte armée en élevant le niveau tactique et technique de nos cadres et de nos militants. En vérité, le rapport du district de la Kabylie était tout entier orienté vers cette conclusion : si, dans sa partie critique, il s'en prenait à l'improvisation irresponsable, à l'aventurisme politique, c'était pour mieux démontrer la nécessité d'une vision stratégique cohérente et d'une rationalité politique. D'où il découlait qu'il fallait former vite et solidement des cadres d'un nouveau type.

Deux points de l'ordre du jour donnèrent lieu à des débats particulièrement tendus : le caractère unilatéral du coup de barre légaliste et le mode de désignation des membres du Comité central.

On ne manqua pas d'évoquer Lénine et la II[e] Douma [1] mais surtout la Révolution irlandaise : comme l'Algérie, l'Irlande avait été victime d'une politique coloniale : politique d'exploitation mais aussi de peuplement, donc caractérisée par l'annexion territoriale et l'expropriation des terres. L'immense hangar, avec ses empilements de caisses de bouteilles – caisses qui nous servaient également de sièges – aurait aussi bien pu être une brasserie de Dublin, avec son atmosphère de conspiration patriotique, ses envolées verbales. On citait en exemple Eamon De Valera, le Sinn Fein [2], la pratique du *filibustering* [3]. De Valera, pourtant partisan farouche de la poursuite de la lutte armée, n'avait-il pas décidé de participer aux batailles électorales dans le cadre du *Home Rule* [4], réforme qu'il condamnait pourtant avec la dernière intransigeance? Cette référence permettait, pour l'heure, de caser nos cinq malheureux députés dans un « rôle révolutionnaire » : ils iraient faire du *filibustering*, de la propagande et de l'agitation du haut de la tribune du Palais-Bourbon, à l'instar des élus irlandais au Parlement de Westminster. Tout à l'opposé des députés de l'UDMA, les nôtres ne « collaboreraient » pas.

Ben Amar, un brillant délégué de Tlemcen, et moi tombâmes d'accord pour établir un distinguo entre une participation parlementaire, qui signifie reconnaissance de la souveraineté de l'Autre, et une présence révolutionnaire au parlement étranger dans le seul but d'en récuser la souveraineté, de proclamer son incompétence à légiférer en lieu et place du peuple algérien. Avec le recul du temps, cette distinction m'apparaît plus byzantine que fondée.

Les motions, préparées en commission, furent votées à l'unanimité. Les concepts de souveraineté du peuple algérien, d'indépendance de la nation algérienne étaient réaffirmés avec vigueur. La « nation » algérienne elle-même n'était pas définie, étant tacitement admis que ses fondements allaient de soi. L'idée-force, c'était la notion de révolution conçue à la fois comme but et moyen de combat, et par rapport à quoi toute la doctrine nationaliste devait se recentrer. La révolution en tant que finalité se retrouvait dans les résolutions portant sur les aspirations sociales et économiques des travailleurs

1. Douma : Assemblée octroyée par le tsar. Lénine préconisa le boycottage des élections à la I[re] (1905), mais décida que son parti devait se présenter aux élections de la II[e] (1906) afin d'exploiter les possibilités de propagande, d'agitation et d'organisation qu'offrait la légalité, aussi restreintes qu'elles fussent.

2. Eamon de Valera (1882-1975), qui prit en 1918 la tête du mouvement nationaliste irlandais Sinn Fein, est la figure de proue de la lutte d'indépendance de l'Irlande contre l'Angleterre.

3. Manœuvre d'obstruction parlementaire consistant à garder indéfiniment la parole.

4. Régime d'autonomie.

des villes et des campagnes. Parmi les moyens, on recommandait la mise sur pied d'une centrale syndicale ouvrière, la création d'un mouvement d'émancipation des femmes, d'organisations étudiantes. La préparation de la lutte armée constituant l'option fondamentale, on décidait, en conséquence, de créer une « organisation spéciale » chargée de la préparation tactique et technique de la révolution. En matière de politique internationale, les motions portaient sur la nécessité d'unir les mouvements de libération nord-africains, de chercher aide et assistance dans les pays arabes et musulmans, de faire connaître la question algérienne à l'opinion et aux institutions internationales.

Parmi les participants qui intervinrent fréquemment et brillamment, je citerai le Dr Lamine Debaghine, Lahouel, Asselah, Tayeb Boulahrouf, Ben Amar et le Dr Chawki Mostefaï. En réponse au réquisitoire que je fis au nom de la Kabylie, ce dernier tenta, non sans talent, de justifier l'ordre d'insurrection. « On peut reprocher à la direction d'avoir mal apprécié la situation, dit-il notamment, mais rendez-vous compte de l'immense courage qu'il lui a fallu pour prendre cette responsabilité [1]. »

L'unanimité qui s'était faite sur le programme ne se retrouva pas quand on passa aux modalités de désignation de ceux qui seraient chargés de l'appliquer, c'est-à-dire des membres du nouveau Comité central. Pour des questions de clandestinité et de sécurité, on écarta d'emblée la procédure démocratique. Le groupe « du Deuxième » (de la Casbah), soutenu par de nombreux délégués, proposait de s'en remettre au choix du président du parti Messali [2]. Je fis une contreproposition au nom du district de la Kabylie : la cooptation des membres du Comité central par une commission réunissant, autour de Messali, Bouda, Filali, Lahouel, le Dr Lamine et Boukadoum. Ce sera finalement la solution qui prévaudra, contre celle proposée par le groupe de la Casbah et qui procédait en fait d'une manœuvre subtile. Reconnaître à un seul homme le pouvoir absolu de choisir les dirigeants constituait un précédent et une pratique graves. C'était faire rentrer dans le rang celui qui avait été à la tête du parti pendant la si longue absence de Messali, le Dr Lamine Debaghine, du groupe de Belcourt.

1. Aujourd'hui encore, on ignore toujours le fin mot de l'« Ordre et du Contrordre ». Une rumeur persistante voulait que le contrordre ait été décidé à la suite de certains contacts diplomatiques qui avaient convaincu les dirigeants que les Alliés ne se désolidariseraient jamais de la France et soutiendraient sa politique en Algérie, quelle s'elle soit.

2. Curieusement, ce sont ceux-là même qui, en 1953, s'opposeront violemment à Messali en dénonçant le culte de la personnalité. On les appellera « centralistes » par opposition aux « messalistes ».

En toute bonne foi, je ne pense pas que le Dr Lamine ait vraiment eu des ambitions personnelles. Mais d'un autre côté, il n'était pas de ces faux modestes qui sont, au fond, des malades de la promotion. Pour plagier un conte kabyle : il n'avait pas assez de champ historique pour être le grand tambour mais il avait cessé d'être un tambourin, un simple accompagnateur. Il était profondément déçu par l'incapacité intellectuelle et politique du leader à maîtriser les problèmes et à dégager des perspectives cohérentes [1]. Et, connaissant les intrigues visant à le discréditer auprès du grand chef, il était mal à l'aise. Ce qui explique sans doute son émouvante intervention, lors du Congrès, pour rejeter toutes les accusations. La paralysie faciale qui venait de le frapper en pleine force de l'âge rendait ses accents plus pathétiquement sincères. Cette maladie résultait beaucoup moins de ses longues années de surmenage physique et intellectuel que des manœuvres corrosives qui avaient imprégné les rapports entre les dirigeants [2]. Très cultivé, capable à la fois de rigueur dans l'analyse et d'ampleur dans la synthèse, le Dr Lamine avait un réel ascendant intellectuel. Cependant, pour la vieille garde et un peu pour nous, il n'était pas seulement homme de pensée mais homme d'action [3].

Nous étions beaucoup à constater que Messali, homme d'une étape historique, ne serait jamais l'homme de l'étape révolutionnaire, que le leader n'avait plus à apporter que son prestige. Ce n'est d'ailleurs pas un mince apport. En combattant l'idée de lui donner tous les pouvoirs pour constituer le Comité central – ce dont il me gardera rancune –, j'avais dit en passant qu'il n'était pas sain de s'en remettre à un seul homme, quel qu'il fût, mais souligné la nécessité de ménager son rôle d'« arbitre au-dessus des querelles ». La culture berbère [4] n'étant pas seulement langage mais aussi attitude concrète

1. Je n'ai pas souvenir que Messali soit intervenu dans les débats du Congrès ni qu'il ait exposé, ou même esquissé, des perspectives.

2. Il rappela notamment qu'on l'avait fait passer en conseil de discipline, ses camarades de la direction lui imputant la responsabilité des troubles de Sétif, le 8 mai 1945 – accusation reposant seulement sur le fait qu'il se trouvait alors dans cette ville.

3. Sans épouser les querelles entre les deux clans, nous nous sentions beaucoup plus d'affinités avec Bouda, Belouizdad, Lamine, ceux du groupe de Belcourt, parce qu'ils nous semblaient capables de conformer leurs actes à leurs paroles, de prendre le maquis et de partager la vie et la lutte des masses paysannes. Inversement, nous étions moins proches des « tenants de la petite bourgeoisie citadine », du groupe de la Casbah, au demeurant d'origine kabyle pour la plupart.

4. Aux jeunes initiateurs de la revendication linguistique berbère qui nous reprochent de n'avoir pas pu ou su poser le problème linguistique à ce Congrès, je répondrai que, justement, nous n'avons pas cessé de le faire. Mais la berbérité, nous la vivions. Le thème du retour aux sources ne s'imposait pas à un élan populaire

et réflexes, j'avais ainsi intégré la réplique familière et polie des villageois aux marabouts pour les cantonner dans le spirituel et leur épargner les « difficultés du village ». Et nous attendions justement du Congrès qu'il aplanisse les « difficultés du village » que représentait l'antagonisme entre les deux clans de la direction.

On verra plus loin ce qu'il en fut de ce problème. La contribution majeure du Congrès n'en demeure pas moins d'avoir libéré dans la pensée des cadres et dans les forces sociales une dialectique de libération nationale, d'avoir initié l'amorce d'une vision vraiment collective et tracé les lignes directrices du mouvement de libération algérien.

Tandis que nous retournions dans nos montagnes pour poursuivre, forts des orientations du Congrès, le travail de formation des cadres et des militants, la « commission des Six » désignait le nouveau Comité central. Bennaï, Ould Hamouda, Oussedik et moi-même fûmes convoqués fin février à Alger pour assister, en tant que membres titulaires, à la première séance de cette instance. L'ordre du jour portait sur la mise en œuvre des résolutions adoptées au Congrès. Dans ce cadre, la commission qui avait coopté les membres du Comité central entreprit des consultations pour former le Bureau politique. Messali, Lamine et Bouda me demandèrent d'y entrer; je proposai de préférence l'un ou l'autre de mes camarades. Finalement j'accepterai sous la pression de ces derniers, mais non sans un délai de réflexion. C'est qu'au surplus, le Congrès ayant signé l'acte de naissance de l'Organisation spéciale, il fallait à présent la mettre sur pied, donc quitter la Kabylie pour Alger. Je n'y étais pas englué dans les babouches, mais ce fut pour moi une rupture. Les ruptures étaient, hélas, inhérentes au genre de vie que nous menions : ayant choisi celui-ci, il fallait bien assumer celles-là – même si elles étaient parfois à la limite humaine du supportable.

---

qui en avait surgi et à des structures qui s'y étaient profondément établies. Promouvoir la pensée révolutionnaire et les pratiques démocratiques, c'était une façon de réhabiliter la culture berbère. Si nous n'estimions pas, sans doute à tort, devoir revendiquer le droit formel d'écrire et d'enseigner la langue berbère, c'est que le parti, l'eût-il même voulu, n'avait pas le pouvoir [illegible] pas cacher que, si nous ne fonctionnions qu'en kabyle et en arabe parlé dans les régions arabophones, la langue française a été le véhicule principal, sinon exclusif, à un certain niveau d'abstraction, de la communication orale et écrite au sein des organismes dirigeants de notre district et du parti.

5

Peuple ardent, dirigeants prudents

Issu du Congrès de février 1947, le nouveau Bureau politique du PPA se compose de douze membres, dont quatre de nos cinq députés (Boukadoum, Khider, Mezerna, le Dr Lamine); outre qu'il dirige le groupe parlementaire, le Dr Lamine est responsable aux Affaires extérieures; Lahouel est chargé de la presse et de la propagande; Bouda devient le responsable à l'Organisation du parti; le Dr Mostefaï est chargé de la Fédération de France; Filali, qui ne reçoit pas aussitôt d'affectation précise, s'occupera de la gestion du matériel d'impression; Ben Mehel, ancien délégué du parti à Berrouaghia, sera le secrétaire particulier de Messali, avec des fonctions s'apparentant à celles de chambellan; Belouizdad mettra sur pied l'Organisation spéciale; désormais membre à part entière de la « direction », je reste sans attributions précises, ce qui incite Bouda à demander qu'on m'adjoigne à lui pour réorganiser le parti. Deux mois plus tard, je serai bombardé trésorier — avec une caisse vide, ou peu s'en faut.

Ne figurent plus parmi les hauts dirigeants : Cherchalli, Mohammed Taleb, Asselah, Sid Ali et Lamrani, du « groupe de la Casbah ». A mon sens, c'est une grande erreur de les évincer [1], surtout pour les trois premiers, en raison de leur stature politique et de leur expérience. J'apprendrai par la suite que Messali n'a pas voulu que l'on me confiât la responsabilité de l'Organisation paramilitaire de préférence à Mohammed Belouizdad, évidemment tout à fait qualifié

1. Lahouel aura l'élégance et l'habileté de les intégrer dans la commission « presse et propagande ».

mais épuisé par ses activités colossales de réorganisation du Constantinois pendant la période noire de la répression et gravement atteint de tuberculose (traité par pneumothorax depuis 1945, il lui arrivait de tousser et de cracher le sang en pleine réunion du Bureau politique). En obtenant qu'on confie à Belouizdad l'Organisation spéciale, le Dr Lamine espérait sans doute l'arracher à ses responsabilités dans le Constantinois et le faire revenir à Kouba, dans la banlieue sud d'Alger, où ils avaient l'un et l'autre leur domicile, et où il pourrait le surveiller médicalement. En fait, Belouizdad n'arrivera jamais à vraiment « passer la main » dans le Constantinois car il s'y était rendu indispensable.

Il avait un ou deux ans de plus que moi, comme Laïmèche, et c'est un peu ce dernier que je retrouvai en lui au fur et à mesure que s'établirent nos rapports. Lorsqu'il était encore jeune employé au Gouvernement général, il avait animé des cellules du parti à Belcourt, et transmis à la direction de nombreux documents secrets et des informations précieuses, jusqu'au jour où la DST vint le cueillir. J'ai raconté au chapitre 2 comment, servi par une minceur de félin, il avait réussi à se dissimuler sur un balcon voisin. Bien qu'il ne soit pas passé par l'université, il possédait une culture remarquable, dont il ne faisait cependant pas étalage, ne la révélant que dans des interventions rarissimes mais d'une sobriété et d'une clarté peu communes. Il ne se plaignait jamais de son mal, il ne se départait jamais de son calme [1]. Il était à la fois le plus intelligent et le moins volubile du Bureau politique. Sa réserve n'était nullement indifférence mais humble et bienveillante attention. D'origine plébéienne, il devait ses manières raffinées d'aristocrate à son sens des responsabilités et à son flegme.

Belouizdad, qui a été longtemps l'« intellectuel de service » de Bouda, va s'efforcer, lui aussi, de l'assister dans ses tâches de réorganisation du parti, ce qui nous donnera souvent l'occasion de nous rencontrer. Il faut dire que Bouda n'a pas la partie facile. Pour réorganiser, il faut définir de nouvelles structures, mais que sont les structures sans effectifs, sans encadrement? Que lui restera-t-il des anciennes cellules, des rares cadres compétents, maintenant que prend corps la branche légale, le « Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques » (MTLD), que l'Organisation spéciale va lui disputer ses meilleurs militants? Or Bouda tient de toutes ses fibres

1. Sauf en une occasion, qu'on m'a contée : en pleine clandestinité, assistant à une séance de la direction marquée par la médiocrité du débat politique et les disputes personnelles, il [illegible] en français : « Si vous ne vous taisez pas, j'appelle la police! »

au tronc originel, il est cloué au croissant du PPA clandestin comme on l'est aujourd'hui à la croix du FLN. Il refuse l'épreuve des réalités qui contredisent ses schémas, il ne veut pas voir que ce qui manque le plus, dans ce bouillonnement des masses auquel on assiste, ce sont les cadres. Belouizdad, lui, en est bien conscient, puisque dans ce vaste département du Constantinois où il est pratiquement le représentant de Bouda, il s'évertue à trouver des cadres pour les trois branches [1], alors qu'il y a tout juste organisé quelques noyaux. Rien que pour remplacer les notables pris dans l'engrenage de l'activité légale, il rencontre déjà maintes difficultés.

Belouizdad m'avait demandé de réfléchir sur les orientations et les structures de l'OS et, quand j'irais en Kabylie, de prospecter sur place les militants et les cadres susceptibles d'entrer dans cette nouvelle organisation. Je n'avais pas besoin de ce prétexte pour aller en Kabylie, mais c'est surtout dans le Grand Alger, où Bouda m'avait affecté, que je poursuivais ma quête d'éléments susceptibles de faire partie de l'Organisation spéciale. En fait, la création de cette dernière posait deux problèmes cruciaux et intimement liés. 1) La définition d'une stratégie : l'OS, pourquoi faire, pour quelle mission; 2) la constitution d'une équipe, d'un état-major à l'échelle nationale. Au cours des discussions que j'eus avec Belouizdad, et aussi avec Lamine quand il pouvait revenir de Paris où le retenait son mandat, nous nous trouvions pratiquement devant la quadrature du cercle. D'un côté, il fallait définir la conception de l'OS et déterminer quel genre de cadres devaient être pressentis pour constituer l'état-major, mais, de l'autre, il semblait difficile de fixer une ligne stratégique avant d'avoir réuni une équipe compétente. Comme on le verra plus loin, la pression d'événements extérieurs, internationaux et français, finira par imposer d'urgence la constitution de l'OS, en novembre 47.

Mais nous ne sommes encore qu'au début mars, et Messali entreprend sa première tournée populaire en Kabylie. Il va rencontrer partout un accueil grandiose. Le conseil de district mettra tout en œuvre, et notamment une organisation impressionnante, pour faire

1. Il faut rappeler qu'autour de la Fédération des Élus indigènes, donc de Ferhat Abbas, s'était cristallisée toute une génération de diplômés appartenant aux professions libérales, lesquels grossissaient à présent les rangs de l'UDMA. Quant aux cadres issus des instituts de l'Association des Oulémas et affiliés au PPA, ils ne se comptaient même pas sur les doigts d'une main : le cheikh Hamed Rouabhya de Tébessa, le cheikh Belkacem El Baydhaoui d'Aïn-Beïda, Abdelhamid Mehri, aujourd'hui ministre de l'Information; à l'époque, ce dernier fréquentait la Grande Mosquée de Tunis et hissait le drapeau indépendantiste contre Mohammed Chibane, le représentant des Oulémas, aujourd'hui ministre du Culte.

tomber les préjugés nourris par des siècles de prévention contre ceux du *Bled es-Siba*. Quatre membres du Bureau politique furent du voyage : Filali, deux députés dont l'immunité parlementaire pouvait servir : Boukadoum et le Dr Lamine Debaghine (le conseil de district souhaitait la présence de ce dernier), et moi. Tout au long de la visite, Lamine resta systématiquement en retrait. Aucune fausse note ne vint ternir pour Messali le sentiment qu'il était le « chef national ». Plus qu'au contenu de ses discours, il devait son puissant charisme à son fabuleux « métier d'acteur » : Orson Welles en terre d'islam, interprétant Shakespeare avec des attitudes et des intonations wagnériennes. Les échos de cette visite, qui suscita un véritable raz de marée de l'espoir [1], retentiront longtemps encore dans les vallées du Djurdjura [2].

Hommes, femmes et enfants se mettaient en route bien avant le lever du jour et faisaient parfois des dizaines de kilomètres à pied pour assister aux meetings de Messali ou simplement le voir passer. Cet hommage massif s'adressait à la fois à l'idée de l'Algérie indépendante et à l'homme qui l'incarnait indissociablement. Tout se personnalise dans la conscience des hommes et des femmes du Maghreb, même la religion, comme en témoigne la longue tradition maraboutique. Mais si, jusque-là, villages, douars ou tribus, marginalisés par le pouvoir, le savoir et les riches plaines périphériques, s'inventaient des saints pour se soustraire aux apôtres spirituels d'un État souvent contrôlé par des étrangers, avaient-ils renoncé, dans leur tréfonds, à cette mystique attente millénariste du Mahdi [3], le sauveur suprême? Messali pouvait en être le signe. Il n'y avait pas si loin entre lui et le Sultan Ahnine, cette mythique « autorité pleine de tendresse » que les villageoises invoquent dans les bons comme dans les mauvais jours.

Cependant, les signes du destin se lisaient surtout dans le fait que c'étaient les chaumières des plus pauvres qui se vidaient pour remplir

1. En décembre 1949, alors que le parti est en pleine crise et que l'argument du « complot berbère » permet tous les coups bas, je rencontrai Ouamrane et Cheikh Amar pour une tentative d'explication. Subitement, Cheikh Amar remarqua : « Je me souviens que, dans ton discours à Michelet, lors de la tournée de Messali en 47, tu avais fait une citation qui exprimait, en termes voilés, des préventions à son égard. Tu aurais dû nous mettre au courant franchement. » J'avais effectivement cité des vers qui sont devenus proverbiaux : « O toi qui nous appelles, Monsieur, nous répondons « Présent »!/Si tu vas dans le vrai chemin, nous serons avec toi jusqu'au bout/Mais de tes égarements, tu seras seul responsable. » Je répondis à Cheikh Amar : « En politique, le soutien doit toujours être conditionnel. »

2. En certains endroits, jusqu'en 1958 le FLN ne parviendra pas à déraciner le messalisme, malgré l'extraordinaire acharnement qu'il y mettra.

les réunions et les cortèges d'accueil. Pour ceux-là, « demain l'indépendance » ce n'était pas seulement le drapeau mais le pain quotidien, le logis, l'école, le travail, la sécurité juridique – tout ce qui, inséparablement, fonde la dignité humaine. Dans son acharnement à sortir de l'oubli, cette population, paradigme de la détresse sociale et culturelle, employait les modes d'expression à la fois les plus spirituels et les plus païens. Ils sont rares les leaders capables de décoder ce signe et d'y répondre concrètement, car il est plus facile d'assumer un personnage qu'une mission. Je crois que Messali n'était pas insensible à ces aspirations à une libération sociale et économique – le mouvement nationaliste n'avait-il pas pris naissance et racine au sein des travailleurs émigrés en France? Au reste, il ne manqua pas de se renseigner sur les familles et les villages dont étaient issus ses plus vieux compagnons, pionniers de l'Étoile Nord-Africaine : Mohammed Douar, le premier élu du parti, porté en 1939 au siège de conseiller général d'Alger, arrêté la même année et mort quatre ans plus tard en détention; Rabah Moussaoui, qui avait survécu à ses détentions successives [1].

L'administration se tenait prête à toute éventualité, mais il n'y eut aucun incident. Le service d'ordre avait reçu des consignes très strictes pour maîtriser les excités, s'il s'en trouvait. A Michelet, on pécha par excès contraire : l'un des éternels notables locaux prit l'initiative de canaliser la population dans une espèce de passage-entonnoir pour l'aligner ensuite en rangs par quatre et la faire marcher au pas. Il avait même mis ses guêtres militaires [2]. A Tizi-Ouzou, le meeting qui devait se tenir le jour du marché, mais dans une salle, fut interdit à la dernière minute. On disait que c'était pour ne pas courir le risque d'éventuels désordres alors qu'un officier de haut rang [3] était en inspection dans la garnison. Mais Messali, qui n'était pas homme à renoncer, monta sur le toit de sa voiture pour haranguer les foules.

Nous venions d'entendre le discours de Truman (12 mars 1947) [4]

---

1. Messali nous conta que Rabah Moussaoui arborait ses grandes moustaches comme le drapeau algérien, et qu'il manqua vraiment mourir quand l'administration pénitentiaire les lui rasa. Cette tondeuse, c'était comme un bulldozer sur sa virilité, qui consacrait en même temps son éviction du club des moustachus célèbres, Foch et Staline, pour n'en citer que deux.

2. Souvenir de la dernière campagne d'Italie ou de Tartarin? Le germe du militarisme sommeille toujours dans le montagnard, mais aussi son anticorps : l'humour. De ce jour on n'appela plus cet homme, d'abord en cachette, puis ouvertement, que *Nidham al atmalen!* (« De l'ordre, ô mes frères! »).

3. Je crois qu'il s'agissait du général Leclerc.

4. Nul doute que ce discours vint enrichir le répertoire du vieux meunier de Tizi-Rached que j'ai évoqué au chapitre 4

et nous avions tenu, la veille, un conseil restreint du Bureau politique sous le toit des parents de Laïmèche, à Icheraïouen, chez qui nous avions passé la journée et la nuit, et qui étaient si heureux d'être « honorés » par des visiteurs illustres. Les camarades d'Alger nous avaient dépêché un envoyé spécial pour demander que Lamine et moi rentrions d'urgence. La thèse sur laquelle Lamine n'avait jamais varié, c'était que l'indépendance de l'Algérie résulterait de la « conjonction de facteurs internes et de facteurs externes ». Depuis le débarquement allié en 1942, il présentait, pour ainsi dire, le syndrome des occasions perdues. Il avait peur de laisser passer une chance historique. Les débats de notre conseil avaient été curieusement décrispés, compte tenu de la dramatisation de la situation internationale[1]. Visiblement, l'atmosphère de communion fervente avec les populations déteignait sur nos rapports, qui devenaient à la fois plus ouverts et, dirai-je même, plus gais. Tout en concluant que l'apocalypse n'était pas pour le lendemain, nous décidâmes que la tournée se poursuivrait comme prévu, mais que Lamine et moi retournerions aussitôt à Alger. Une retombée salutaire du discours de Truman fut la décision du Bureau politique de créer une commission pour étudier les moyens de hâter les préparatifs révolutionnaires. Elle sera composée du Dr Lamine et de son inséparable alter ego Boukadoum, de Bouda, Belouizdad et moi. En fait, comme on ne nous propose pas de vision stratégique cohérente, notre réflexion débouche simplement sur une réaffirmation des priorités définies par le Congrès et sur quelques mesures pragmatiques. Belouizdad devra accélérer sa prospection de cadres pour l'Organisation spéciale, tandis que le MTLD, le mouvement légal, se structurera et s'élargira pour pouvoir mobiliser les masses en profondeur. Bouda avança ses pions en demandant qu'on détache provisoirement en Oranie deux responsables de Kabylie, Ould Hamouda et Bessaoud. Également, la réorganisation politique du Grand Alger qu'il m'avait confiée [illegible] En effet, deux bastions nationalistes, la Kabylie et Alger, pouvaient constituer un atout politique important s'il fallait passer à l'action.

Personnellement, je ne partageais pas du tout l'angoisse ambiante au sujet d'une éventuelle détérioration de la situation internationale. On ne manigance pas l'histoire, même si elle donne l'illusion de se répéter à plusieurs niveaux. D'ailleurs, sans sous-estimer les « fac-

1. Truman, en définissant sa « doctrine », annonçait la guerre froide : bloc occidental contre bloc communiste. La présence américaine en Europe prendra la forme de l'aide économique de grande envergure apportée par le « plan Marshall ».

teurs extérieurs »[1], je ne les mettais qu'au second plan par rapport à notre engagement sur le terrain. Et c'est pourquoi je m'attaquai avec la dernière énergie à la réorganisation politique du Grand Alger. Évidemment, dans ce genre de besogne il faut se garder de faire table rase. On a affaire à des hommes qui sont marqués, sinon par des structures organiques, du moins par des structures mentales, et non à des mécanismes fonctionnant à la commande. Pour commencer, flanqué de Sid Ali, l'ancien responsable d'Alger, qui ne me quittait pas d'une semelle, j'assistai en simple observateur au maximum de réunions, de la base au sommet. Ce qui me frappa de prime abord, ce fut la présence de trois hiérarchies parallèles organisées en classes d'âge : les Jeunes, les Jeunes Adultes, les Adultes. Deuxième constatation : les luttes claniques entre « ceux de Belcourt » et « ceux du Deuxième » se répercutaient, parfois gravement, au niveau des responsables de quartiers. Par ailleurs, les affinités personnelles, amicales, voire tribales ou familiales, prévalaient au détriment des critères modernes de l'organisation. Le gonflement concurrentiel des effectifs ne s'accompagnait pas de formation politique. On « militait » en palabrant dans les petites boutiques, les petits cafés, en chantant et en discourant dans les mariages de quartier. Si ce n'est qu'il implantait le parti dans les consciences, un tel populisme unanimiste et sentimental n'apportait rien à l'éducation politique des militants.

Les Adultes, englués dans des structures quasi féodales, étaient nettement moins mobilisés, et surtout moins organisés que les Jeunes et les Jeunes Adultes. Ces derniers avaient à leur tête un homme méthodique, formé à l'école du syndicalisme, Djilali Reguimi, alors secrétaire du syndicat des boulangers. Avec ses manières raffinées et son langage châtié, je le pris d'abord pour un fonctionnaire du Gouvernement général, mais je m'aperçus vite qu'il était tout à l'opposé du salonard et parfaitement de plain-pied avec ces travail-[illegible] patriotes et consciencieux que d'autres, même s'ils étaient, pour la plupart, analphabètes.

Mais la bonne surprise vint pour moi des Jeunes, où je trouvai un niveau politique élevé et des méthodes de travail modernes. Lors de

1. Le but de nos délégations à l'extérieur, en France et au Caire, était de sensibiliser l'opinion internationale, de susciter soutien et solidarité à notre cause. La création au Caire, en 1947, du Comité de Libération de l'Afrique du Nord par Tayeb Slim et Rachid Driss pour la Tunisie, Chadli Mekki pour le PPA, Abd el-Khaleq Torrès pour le parti Islah (Maroc espagnol) et l'Istiqlal, et l'arrivée, là-bas, de leaders prestigieux tels que Bourguiba, Abd el-Krim et Allal el-Fassi, constituaient certainement une source d'encouragement pour nous autres Algériens. Mais l'action et l'aide des frères maghrébins ne pouvaient se substituer à nos luttes populaires.

mon premier contact avec eux, le 30 avril [1] 1947, j'aurais cru m'être trompé d'adresse si je n'avais été en compagnie du haut responsable de l'organisation du parti, Ahmed Bouda. La réunion se déroula dans un immense salon, l'un des plus beaux d'Alger. Nous étions chez les Hafiz, une des plus vieilles familles bourgeoises d'Alger [2], reçus par le jeune Mahieddine Hafiz, alors étudiant, aujourd'hui chirurgien-dentiste installé à Alger. Il était membre du Comité central Jeunes, lequel était réuni au complet : Abderrahmane Taleb, Chergui, Abderrahmane « le tailleur », Mourad Didouche, Mohammed *Tazir* dit Pacha et notre hôte. Pour Bouda, mis à part Pacha [3], [illegible] Deuxième », donc d'intellectuels bourgeois dangereux. Comme je ripostais vertement qu'il voyait partout des intrigues claniques, que le parti n'était pas aussi nettement divisé en deux blocs, les révolutionnaires et les réformistes, il me répondit : « Tu ne comprends rien. Tu ferais mieux de retourner dans ta *zaouïa* [4]. »

Ce que je compris, en tout cas, c'est la nette supériorité politique, je dirai « organisationnelle », de ces jeunes, non seulement par rapport à Bouda mais à la majeure partie de nos dirigeants, y compris les évincés comme Sid Ali et Lamrani, qui continuaient à exercer sur eux leur contrôle. Leur formation, leurs méthodes, ils les devaient à Mohammed Taleb [5], un prolo d'une vitalité d'esprit débordante, un ardent militant de l'Étoile Nord-Africaine. Il était d'origine marocaine, probablement de Marrakech car il avait vraiment le profil du Sud, le teint particulièrement foncé, l'œil d'un noir de charbon, le regard de braise. Constamment en lutte contre les méthodes archaïques et l'approche sentimentaliste des problèmes politiques, Taleb avait essuyé sa première exclusion avant la guerre, pour avoir contesté l'identification du mouvement à la personne de Messali et organisé, depuis Boufarik, des structures autonomes (1936). Sa seconde exclusion avait eu lieu après la guerre, conjoin-

1. Date fatidique? Ce sera aussi un 30 avril qu'aura lieu, dix-neuf ans plus tard, mon évasion d'El-Harrach (Maison-Carrée).

2. Un de ses membres, Abderrahmane Hafiz, avait été un de nos candidats aux élections à l'Assemblée nationale (novembre 46), candidature mal acceptée à des titres pourtant contradictoires. Les uns lui faisaient grief de son origine sociale, bien qu'il ait reçu ses titres de noblesse nationaliste dans les prisons, et voyaient là le signe d'un virage du parti à droite. Les autres, lui reprochant des habitudes prolos dont un goût pour la bagarre, ne lui trouvaient pas assez d'envergure politique pour représenter le peuple algérien.

3. Je pense qu'il travaille toujours au service du personnel de la Sûreté nationale.

4. Combien de fois ne devrai-je pas entendre cette même phrase qui, pour ceux qui me l'assenaient, tenait lieu d'argument politique!

5. Abderrahmane Taleb, cité un peu plus haut, était son frère.

tement avec Cherchalli, en raison des contacts qu'ils avaient pris avec la commission d'Armistice de l'Axe à Alger pour se procurer des armes.

Évincé du Bureau politique en 1947, Taleb n'en abritera pas moins ses réunions chez lui, au cœur « mal famé » de la Casbah, sans se départir de son sourire hospitalier ni de son calme imperturbable. Le seul cérémonial auquel lui et les siens semblaient tenir, c'était la préparation traditionnelle du thé à la menthe. Et quand le Bureau politique lui fera de nouveau une place dans ses rangs, il refusera d'y siéger, acceptant d'être un militant toujours disponible mais non un pion qu'on déplace et replace capricieusement. Les membres du Comité central Jeunes, presque tous d'ailleurs d'origine plébéienne, étaient façonnés à son image.

Mais le cloisonnement entre les classes d'âge et les réflexes de clan [1] risquaient, à plus ou moins brève échéance, de scléroser ces jeunes gens brillants et bien organisés dans des formes d'élitisme bureaucratique. Pourquoi, notamment, avoir créé ce « Comité central Jeunes » qui n'était qu'une désignation et non la matérialisation d'une assise nationale? Parce que, dirent-ils, ils visaient à centraliser toutes les activités de la jeunesse d'Alger : jeunes militants du parti, étudiants, lycéens; ils étaient en contact avec les femmes qui tentaient de mettre sur pied une association d'émancipation féminine, avec les Scouts musulmans algériens (SMA) dont le principal dirigeant, Omar Lagha, était fils de la Casbah et y résidait toujours. Ils espéraient que le Bureau politique les autoriserait à lancer un mouvement de jeunesse à l'échelle nationale. Bouda leur opposa un refus catégorique [2]. Pour ma part, je leur expliquai qu'il ne fallait pas multiplier les structures à plaisir, le rôle de l'intelligentsia et des jeunes étant justement de s'intégrer, au lieu de s'isoler, pour élever le niveau politique et organique des syndicats de travailleurs, des organisations d'étudiants, de femmes, etc.

Dans le rapport de réorganisation du Grand Alger que je soumis à Bouda, je préconisai la fusion de ces trois structures pyramidales fondées sur les classes d'âge : Jeunes, Jeunes Adultes et Adultes, afin d'obtenir le meilleur encadrement possible de la base au sommet. Il ne fallait pas séparer d'une part la compétence et la responsabilité, de l'autre le courage et la fidélité, mais les associer au sein

1. Notamment le mépris affiché par « ceux qui ont cessé d'être des illettrés » pour les ignorants; je n'en souscrivais pas pour autant à la dichotomie inverse, qui fait encore aujourd'hui des ravages : l'opposition entre les blancs-becs citadins, brillants mais fragiles, et les hommes du cru, purs, durs et sûrs.

2. Il voyait dans ce projet une manœuvre de ses adversaires pour étendre leur influence à travers toute l'Algérie.

d'équipes qu'on créerait à tous les niveaux [1]. Bouda accepta mon plan, sous réserve que le Bureau politique dissolve le Comité central Jeunes, comme je le proposais. Cette dissolution fut presque accueillie comme un coup de force de « l'acolyte de Bouda », une mesure répressive [2]. Du côté des « Adultes », les changements provoquèrent également des remous. J'aurai bien d'autres occasions de constater qu'au niveau du parti ou de l'État, chefs et même « petits chefs » n'ont qu'une seule aspiration : que rien ne change en eux ni autour d'eux. Je conçois d'ailleurs assez bien que les chefs de quartier « Adultes », qui couvaient des militants de valeur, aient renâclé à l'idée qu'on pût les leur arracher. Qu'aurait-ce été s'ils avaient su que je ne perdais pas de vue le repérage systématique des futurs éléments et responsables de l'OS? Mais les événements se chargeront de prouver à ces hommes tout dévoués, ayant déjà donné le meilleur d'eux-mêmes, et que je respectais profondément, qu'il n'y avait aucune atteinte préméditée à leur dignité [3].

Mon passage à l'Organisation politique d'Alger allait durer jusqu'en novembre 1947, c'est-à-dire jusqu'au moment où on me confiera la responsabilité de l'Organisation spéciale. En accord avec Belouizdad, avec qui je demeurais en contact étroit, j'en profitai pour enrôler Djilali Reguimi, libéré de sa structure Jeunes Adultes et, avec lui, commencer à choisir les meilleurs éléments. Après la dissolution du Comité central Jeunes, je pressentis Mourad Didouche pour l'entreprise ultra-secrète de mise sur pied d'une structure militaire. J'étais loin de penser qu'il serait un jour le chef de la wilaya 2, celle du Nord-Constantinois.

Au Bureau politique, les réunions bihebdomadaires se poursuivaient au rythme de l'élan prodigieux de toutes les activités. Je fus déchargé, à ma demande, du « portefeuille » des finances. La caisse

1. Chaque équipe serait sous l'autorité d'un chef désigné; considérant l'ampleur des phénomènes de paupérisation et de ruralisation sauvage, ç'aurait été pure démagogie de proposer d'élire démocratiquement ces responsables.

2. Les temps ne sont pas si loin où on y verra un « complot kabyle » visant, à la suite du Congrès, à s'emparer systématiquement des appareils.

3. Ce genre de résistances, nous en avions rencontrées l'année précédente, en Kabylie. Au cours d'un contrôle que nous effectuions avec Laïmèche chez Bellounis, chef de région de Bordj-Menaïel, en basse Kabylie, nous nous efforcions de lui faire comprendre que ses discours et son éloquence s'apparentaient plutôt à des exercices de réanimation, alors qu'il fallait créer un esprit nouveau et des structures efficaces. « Dites donc, nous lança-t-il en plein conseil de région, pour qui vous prenez-vous? Est-ce que vous êtes médecins, ou ingénieurs? Vous savez à peine écrire l'alphabet en français et voilà que vous venez me donner des leçons! » Après coup, Laïmèche en tira philosophiquement cette leçon que, dans notre situation, il fallait surtout apprendre à écraser son amour-propre. Du haut de notre expérience, nous tombâmes d'accord pour conclure que « tout prend du temps à construire ».

que je remis au nouveau détenteur, Filali, était plutôt une tirelire : 50 000 francs anciens (la seule rentrée, et pas de sortie). Je me demande encore à quoi rimait cette caisse alors que, notamment à cause des frais de la campagne électorale, le parti avait des dettes s'élevant à plusieurs millions de francs. Le problème financier sera d'ailleurs de plus en plus épineux, en dépit des cotisations, des collectes et des dons. Le petit commerce était alors en pleine floraison. Dans les villes, dans les villages, boucheries, boulangeries, restaurants se multipliaient; les établissements tenus par des militants ou des sympathisants attiraient normalement une clientèle ayant les mêmes idées. Au besoin, pour qu'elle n'aille pas chez le voisin, on joue du micro ou de la chanson égyptienne. Comme on n'a aucune raison de cacher ses contributions au parti, qui trouve peu à peu dans ces boutiques des points d'ancrage et d'épanouissement, elles sont évidemment versées à la branche légale [1]. Le « politique » influence même l' « économique » : ainsi le mouvement ne fut pas étranger à la campagne orchestrée contre l'invasion du Coca-Cola, boisson non alcoolisée qui concurrençait la limonade indigène [2]. Le mythe du Coca-Cola provoquant l'impuissance se répandit comme une traînée de poudre. C'était encore un mauvais coup de l'impérialisme!

L'éclosion des syndicats professionnels : des boulangers, des bouchers, des restaurateurs, des coiffeurs, etc., rejetait un peu à l'arrière-plan les initiatives syndicales ouvrières. A son corps défendant, Amar Khellil avait dû assumer la direction du syndicat des restaurateurs, tandis qu'Abdelhamid Sid Ali prenait la responsabilité de celui des boulangers. Il dirigeait depuis longtemps les boulangeries de Sadek Rihani, un homme possédant une grosse fortune et qui avait prêté au parti d'importantes sommes pour les opérations électorales. Natif des Aurès, Rihani était assurément un patriote, et il

1. Un militant de Blida, désireux de lancer une marque de tabac, fit demander au Bureau politique, par le truchement de Cherchalli, le soutien publicitaire du parti en échange d'un soutien financier.

2. Bientôt, la prohibition tenta de s'étendre à la consommation des boissons alcoolisées, en prenant la forme de véritables expéditions punitives dirigées contre ce qu'on appelait, dans la Casbah, les « fêtes de la bière ». Pourvu qu'ils continuent à faire la loi, toute la loi, les « chefs » de la Casbah encourageaient volontiers ces initiatives de « purification des mœurs », et les forces de l'ordre se gardaient bien d'intervenir. Certaines de ces expéditions nocturnes étaient menées par Arezki Arab, un militant devenu patron d'un café rue Médée (rue Ahmed Alem). Tout le monde l'appelait par son prénom, suivi du sobriquet « le maquis », parce qu'il prétendait avoir fait le maquis. Incarnation de la petite bourgeoisie commerçante, cet homme demeure pour moi le symbole d'un itinéraire politique : il sera marqué par la crise messaliste-centraliste, et c'est finalement à ses instincts qu'il obéira pour se mettre à la disposition de Ramdane Abbane en 1955, et mourir dans la résistance, un sort qui sera également celui d' « Ali la Pointe » (1957).

avait rendu des services éminents au parti durant la clandestinité.

Ce fut par l'intermédiaire de Rihani qu'un personnage ambigu fit son apparition non seulement sur la scène algéroise, où malheureusement tout semblait se décider, mais aussi à l'échelle nationale : le fameux cheikh Saïd Zahiri. De cet homme d'âge mûr (il avait passé la cinquantaine) j'ignorais tout, sauf qu'il avait fait ses études dans deux prestigieuses universités islamiques : la Zitouna de Tunis et Al-Ahzar, au Caire. En compagnie de Rihani et de Sid Ali, il rendait souvent visite à Messali, qui nous en parla un jour en termes des plus flatteurs : un grand arabisant, un savant, et doublé d'un patriote! Face aux Oulémas et à l'UDMA, notre mouvement comptait si peu d'hommes de cette stature! Et, comble de chance, « c'était une plume », autrement dit un grand journaliste.

Messali, qui voulait alors lancer un hebdomadaire en arabe, *El Maghrib el-Arabi* (« Le Maghreb Arabe »), envisageait d'en confier la direction à ce cheikh. Lors d'une réunion du Bureau politique, il mit la question aux voix. Belouizdad et moi, entièrement d'accord sur la publication d'un organe en arabe, nous refusions d'entériner le choix, comme porte-parole de fait du mouvement, d'un personnage qui tombait en quelque sorte du ciel, qui n'était pas des nôtres. Et cela, d'autant plus que nous n'avions pas d'équipes de rédacteurs, de militants susceptibles de contrôler l'orientation et la gestion du journal [1]. Le Bureau politique passa outre à nos objections comme aux objurgations des membres du Comité central Jeunes (avant sa dissolution mais aussi après), qui trouvaient l'homme « louche », mais ne possédait rien de précis contre lui. Il faudra des années avant que, découvrant des preuves flagrantes, le FLN apprenne que le cheikh Zahiri était l'homme du colonel Schoen, le chef du Service des liaisons nord-africaines, autrement dit, du renseignement. Une lecture lucide d'*El Maghrib el-Arabi* aurait pourtant dû suffire, car il se signalait par une furie polémique, quasiment meurtrière, contre les Oulémas et Ferhat Abbas [2]. Cet extrémisme verbal pouvait-il avoir d'autres conséquences que d'attiser le feu de la division, donc de

1. Il y avait tout de même quelqu'un : le cheikh Hamed Rouabhya de Tébessa, lui aussi de formation exclusivement arabe, qui était un militant et un compagnon éprouvé du Dr Lamine et de Boukadoum. Il tranchait sur les arabisants que j'ai pu connaître, non seulement par son dynamisme et son ouverture d'esprit, mais aussi par sa simplicité et sa jovialité. Cadre de valeur, il sera accaparé par la structuration du MTLD dont il sera la cheville ouvrière dans le Constantinois.

2. C'est ainsi qu'un éditorial intitulé : « Monsieur le respectable mulet » faisait des gorges chaudes sur une phrase de Ferhat Abbas, prononcée lors d'une réunion publique : « Les gens du PPA veulent aller vite, à l'allure d'un cheval, mais un cheval risque de buter et de s'effondrer. Nous préférons l'allure d'un mulet, qui est plus lent mais plus sûr. »

LA FAMILLE

1. L'oncle Chérif Ben Keddache
2. Les parents, les petites sœurs et Larbi, le benjamin



1.

2.



L'oncle Ouzzine Aït Ahmed

Le frère cadet Amokrane en compagnie de Mohand Abba, le dépositaire de la sagesse du cheikh Mohand el-Hocine

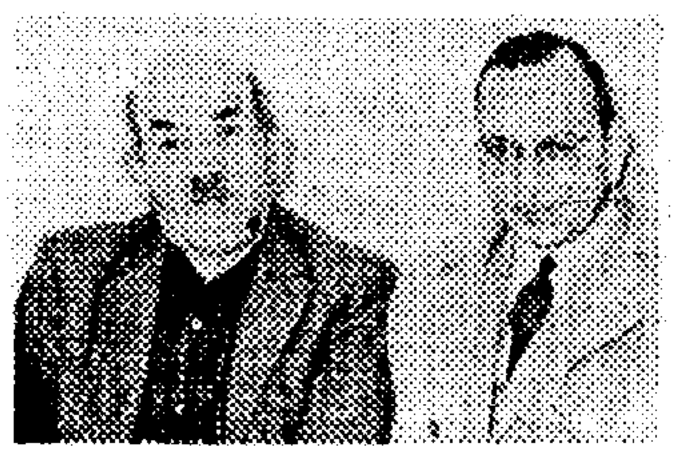
1. Mohammed Zeroual
2. Ali Laïmèche
3. Hocine Sid Ahmed
4. De gauche à droite :
   Rabah Moussaoui, Sid Ali Halit



1

2

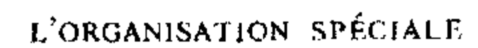
3



4



1.

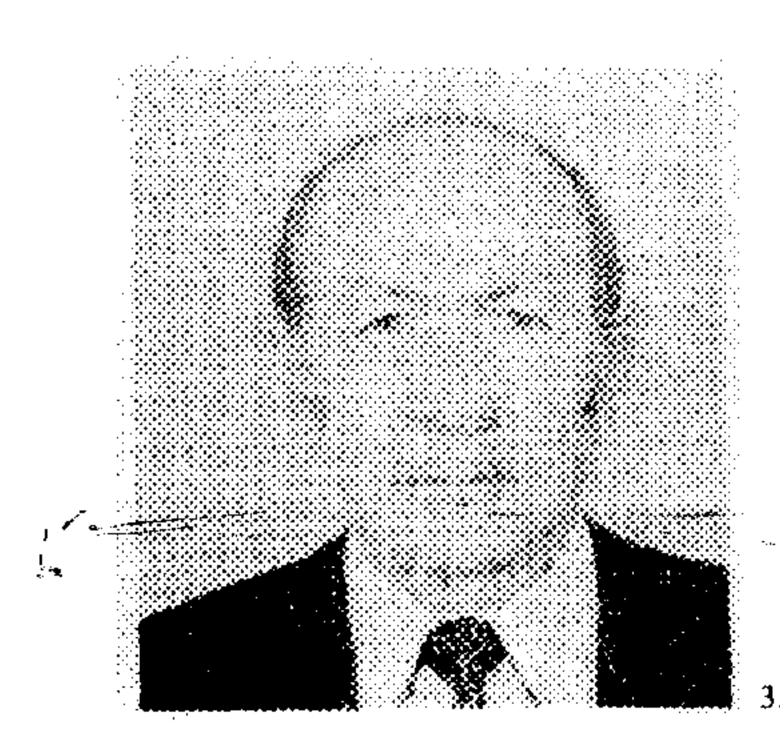


L'ORGANISATION SPÉCIALE

1. Djilali Belhadj
2. Mohammed Maroc
3. Mohammed-Ali Khider *(photo récente)*
4. Boudjemâa Souidani



2.



3.

4.



3.

1

2.

LES CHEVILLES OUVRIÈRES

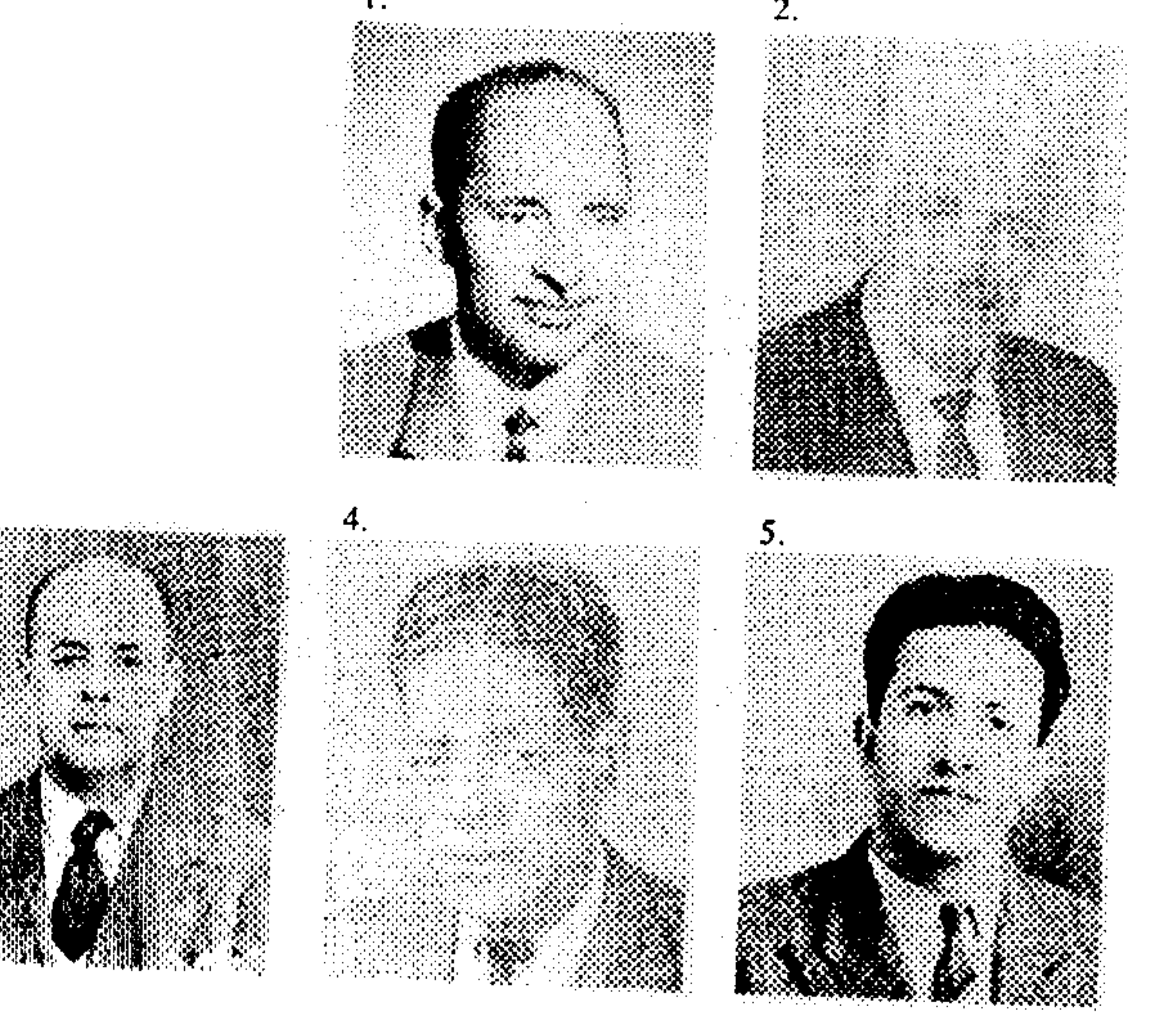
1. Saïd Akli

2. Lakhdar Rebbah

3. Doudja Taglit (Madame Si Brahim)

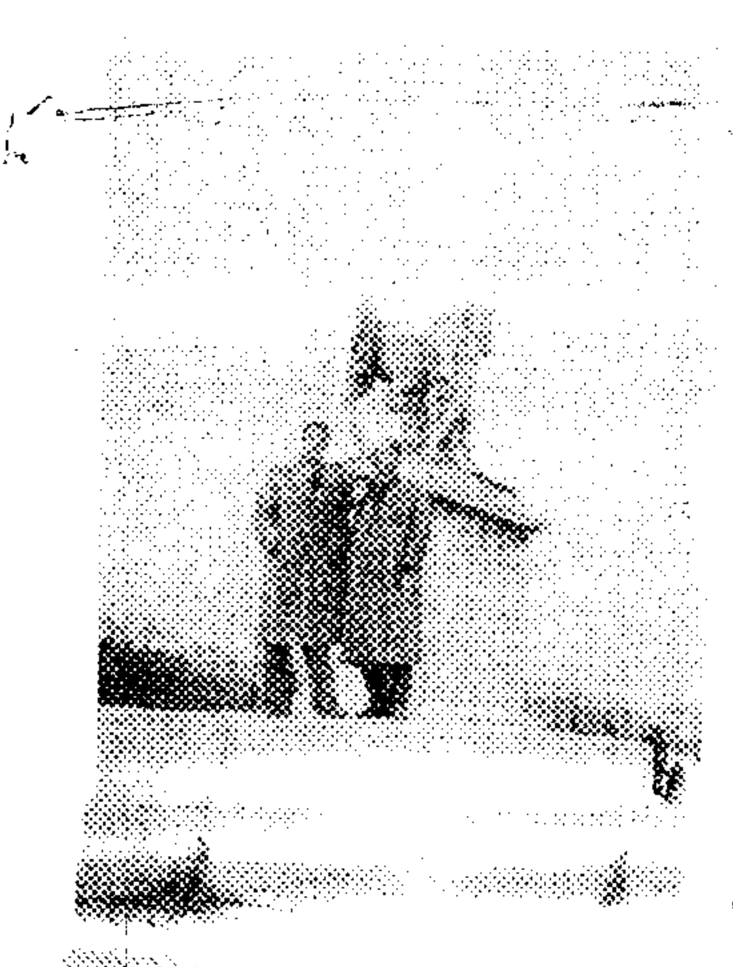
LES DIRIGEANTS POLITIQUES

1. Hocine Lahouel
2. Ahmed Bouda *(photo récente)*
3. Amar Khellil
4. Mohammed Taleb
5. Hocine Asselah





Tounsia Toudert (Djamila)



Hocine Ait Ahmed
et Zin el Abidine Moundji

faire le jeu du colonialisme [1] ? Que Rihani, le maître-boulanger, qui était le véritable commanditaire du journal, ait été abattu en 1956 en tant que messaliste irréductible, ne permet pas de lui attribuer de tortueuses menées en 1947 [2]. En tout cas, jamais le moindre doute ne traversa mon esprit quant à la loyauté politique de Sid Ali, qui rompra d'ailleurs avec son patron dès 1953 et s'opposera à lui, messaliste, en tant que « centraliste ».

Redevenu le centre de gravité de la vie politique, Alger était secoué, chaque week-end, par une véritable réaction en chaîne de fêtes populaires : fiançailles, mariages, baptêmes, inaugurations de boutiques constituaient autant d'occasions de célébrations patriotiques. Les troupes théâtrales et musicales se multipliaient. Des orchestres « engagés » comme celui de Missoum déchaînaient des tonnerres de youyous en interprétant des chansons nationalistes en arabe et en kabyle. Les ténors du parti étaient souvent de la fête. Bouda prenait volontiers le micro pour chanter des hymnes de sa

---

1. Au demeurant, le colonialisme préférait avoir affaire à des castes religieuses maraboutiques ou « réformatrices » plutôt qu'à de véritables partis politiques, capables de mobiliser les consciences civiques et les intelligences. Et, là aussi, il misait sur les antagonismes résultant de conceptions religieuses différentes. L'islam étant un élément d'intégration nationale et de mobilisation populaire, ses divisions ne pouvaient que servir le colonisateur. Ce type d'opération n'était pas nouveau : après le cheikh Tayeb el-Okbi, qui avait sévi avant la guerre en se posant en rénovateur de l'idéologie arabo-islamique, il y avait eu le cheikh Azzedine qui, en 1945, débarqua du Caire à Alger auréolé d'un doctorat en philosophie, et réussit rapidement à tenir salon. Socrate, Platon, Aristote cités en arabe, quelles délices ce devaient être aux oreilles de certains responsables du parti, tel Hocine Mokri, une figure de la vieille garde de Messali. De vieux militants avaient la courtoisie de remiser leur profonde foi religieuse pour écouter ce « savant » prôner l'athéisme et le berbérisme. Méprisant Dieu, il méprisait aussi les hommes. Il alla un jour jusqu'à déclarer qu'entre Messali et Ferhat Abbas, la seule différence était que l'un était une grosse mouche et l'autre une petite mouche. « Alors nous sommes tous des mouches, lui fit remarquer Bennaï, puisque nous continuons à tourner autour de toi. » Et le vide ne tarda pas à se faire autour du cheikh Azzedine. Nous apprîmes par la suite que, dès le début, il était manipulé par les Affaires indigènes.

2. Beaucoup de responsables fréquentaient les locaux de Rihani, qui abritaient notamment le siège du syndicat des boulangers. C'est là qu'au moment des élections municipales d'octobre 47 j'assurai la permanence du Bureau politique en liaison avec les sections du parti. C'est là aussi que se déroula une réunion du Bureau politique dont, pour des raisons personnelles, je garde un souvenir vivace. Sid Ali y fit irruption en demandant si quelqu'un connaissait Aït Ahmed. Comme [illegible] monde. Il ne me [illegible]

[illegible]

[illegible] Ali, son frère est décédé. Il a été écrasé par un camion. » C'était le 11 novembre, [illegible] commémoré partout par des défilés, des musiques militaires. Je reviendrai plus longuement sur ce deuil, survenu l'avant-veille du jour fixé, avec Belouizdad, pour la première réunion de l'état-major de l'Organisation spéciale.

composition et des poèmes [1]. De nombreux militants et cadres locaux venaient faire leur apprentissage oratoire dans ces réunions familiales ou amicales. C'est dans cette ambiance que je revis mon copain de lycée Saïd Chibane, plusieurs fois recalé au bac bien qu'il remportât toujours le prix d'excellence, et qui trouvait un exutoire à sa fougueuse éloquence en prenant la parole dans ces fêtes ou dans des cafés. Je l'engageai soit à quitter carrément ses études, soit à les achever convenablement. L'année suivante, il partait terminer ses études secondaires à Strasbourg. Aujourd'hui ophtalmologue, il exerce à Alger et enseigne à la faculté de Médecine [2].

Ce cas individuel comportait un enseignement valable au niveau collectif. A force de s'immerger dans le déferlement de l'activisme sonore censé rompre l'isolement politique et rétablir la communication sociale, on finit par perdre de vue l'essentiel. En toute bonne foi, on s'absorbe dans des problèmes accessoires. Comme l'oreille, celle du lampiste aussi bien que celle du dirigeant, ne fonctionne pas nécessairement à toutes les fréquences, elle ne perçoit plus le rappel des options fondamentales. Plus le rythme est trépidant et moins on entend le leitmotiv.

J'en donnerai un exemple mince mais significatif. Le 8 mai 1947 fut proclamé par le parti jour de deuil national en souvenir des événements tragiques de 1945. Le mot d'ordre fut suivi dans le calme et la dignité : rideaux des boutiques baissés, pas de musique, un silence aussi épais que celui de la nuit. C'était l'expression tangible d'une force politique. Le soir, un membre du Bureau politique nous raconte sur un ton épique comment « Rabah Deuxième » et son groupe se sont attaqués à coups de tête et à coups de pieds à toute une section de marins qui se dirigeaient, par la rue Marengo (rue Arbadji), vers les délices interdites de la Casbah. A la rigueur, les « acteurs » pouvaient s'enorgueillir d'une prouesse qui vengeait les massacres de Sétif, mais un responsable aurait dû se situer à un tout autre niveau de réflexion.

A la décharge de ce dirigeant, il faut dire que l'influence du mouvement s'exerçait jusque dans les bas-fonds de la Casbah, quartier d'élection des bandes rivales de la pègre. Converti au nationalisme, « Rabah Deuxième » (de son vrai nom, Rabah Zaaf [3]; du « deuxième arrondissement », celui de la Casbah), devenu une espèce

1. Il chantait notamment un poème que j'avais composé, *Nagh a Mohand ami*, et qui était un dialogue d' « explication politique » entre une mère et son fils.

2. Je n'aurai pas l'outrecuidance de prétendre que mon conseil fut plus décisif que les pressions familiales qui s'exerçaient sur le jeune homme.

3. Zaaf se révélera un redoutable résistant de la ville d'Alger jusqu'à son arrestation, en 1956.

de chef du quartier, et notamment chargé de détecter et neutraliser les indicateurs de police, disposait d'une bande redoutable et redoutée. L'équipe de la Casbah l'utilisait comme une force d'intimidation, afin de ne pas laisser se développer de vendettas entre bandes manipulées par la police. Aucun mouvement populaire ne pouvait ignorer ce monde interlope, somme toute lié aux phénomènes de sous-prolétarisation et de clochardisation [1].

Ainsi, le parti s'efforçait d'être présent sur tous les fronts. C'est pourquoi il accorda son patronage à la création d'une revue mensuelle, *Essalam* (« La Paix »), orientée vers la présentation et l'étude des problèmes sociaux les plus fondamentaux, notamment le rôle de la femme musulmane dans la vie moderne. L'idée de base était que la promotion sociale des Algériens et des Algériennes passait par leur information sur ce qui se faisait ailleurs, par exemple les initiatives allant dans le sens de l'émancipation des femmes au Pakistan (qui venait d'accéder à l'indépendance) ou au Maroc. La revue, conçue par de jeunes universitaires et des jeunes filles « avant-gardistes », fut prise en main par Hamza Boubakeur, celui-là même qui, par la suite, allait régner pendant de longues années sur la mosquée de Paris, mais qui à l'époque n'était pas encore cheikh et enseignait l'arabe dans le secondaire français. Il est vrai que, porté par le flux de l'histoire, le parti pouvait se permettre de faire n'importe quoi, n'importe comment et avec n'importe qui.

La revue *Essalam* n'eut qu'une existence éphémère et sombra dans les difficultés financières. On s'était servi du parti, on ne l'avait pas servi. Nos dirigeants nommèrent cependant une commission, dont je fis partie, pour faire le point financier avec le rédacteur en chef et voir si le sauvetage de la revue était envisageable. L'entrevue se déroula chez Hamza Boubakeur et fut mémorable à plus d'un titre : c'était le soir, et on y fêtait une circoncision dans une atmosphère des *Mille et Une Nuits* : enchantement distillé par la célèbre cantatrice

1. Au cours de la guerre de libération, certains épisodes de la guérilla urbaine dans la Casbah ainsi que d'autres activités menées par la Fédération de France ont prouvé que des hommes arrachés à ces milieux pouvaient avoir un comportement héroïque au combat. (« Ali la Pointe », après avoir été un gavroche de la Casbah, et probablement un disciple de « Rabah Deuxième », était mûr pour être recruté par Yacef Saadi lors de la bataille d'Alger.) Mais leur confier des responsabilités politiques, c'est jouer avec le feu, car il y a des retours de flamme : l'irruption, en 1948, des pratiques de « correction » contre des cadres démocrates et, en général, du recours fascisant aux règlements de compte politiques; et aussi, après l'Indépendance, l'arrivée à des postes de responsabilité d'hommes qui avaient fait la preuve de leur courage mais qui risquaient de réveiller leurs vieux démons dans l'exercice du pouvoir à leur niveau. Et, beaucoup plus grave à mon sens, il y a l'imprégnation corruptrice du « milieu » qui tend à faire confondre violence et force politique, militarisme et force militaire

algérienne de l'andalou [1], Fadila, par les senteurs de jasmins et de fleurs d'oranger, par l'irrésistible affabilité de l'accueil. Nous dûmes faire preuve de cran – ou de culot – pour nous arracher à cette ambiance et demander une séance de travail. Quand on nous dit le nom de notre interlocuteur, il me sembla qu'il ne m'était pas inconnu. Et quand je fus devant lui, je restai d'abord interloqué : c'était mon ancien professeur d'arabe à Ben-Aknoun! Le nœud papillon, le gilet pimpant avaient fait place à l'accoutrement d'un muphti de Jérusalem! Mais qu'il demeurait donc sympathique, mon ex-prof' d'arabe. Deuxième surprise : il était flanqué cette nuit-là d'un jeune avocat, Me Kiouane, celui-là-même qu'en 1944, toujours à Ben-Aknoun, nous avions porté à la tête de la présidence de notre association estudiantine [2], et qui était son beau-frère.

L'épisode d'*Essalam* montre que le parti se dispersait. Ses cadres et ses dirigeants, au reste peu nombreux, se surmenaient, sans pour autant mettre en œuvre toutes les résolutions du Congrès, et particulièrement le projet de création d'une centrale ouvrière. Ce dossier ne fut abordé que par le biais d'articles de presse dénonçant des pratiques discriminatoires dans les revendications salariales des différents syndicats, et même de la CGT. C'était pourtant une initiative qui s'imposait, et que les responsables syndicaux affiliés au parti réclamaient avec insistance : Si Djouzi [3], constamment réélu à la tête de l'association des Traminots algérois syndiqués [4], Rabah Djermane, qui contrôlait le Syndicat des dockers, ou Belmihoub, un vieux routier du Syndicat des cheminots. Au minimum, ces militants et bien d'autres auraient pu constituer une commission pour élaborer une stratégie d'enveloppement et de noyautage systématique de la CGT, qui avait réussi à s'implanter dans les villes et les campagnes, les entreprises et les domaines des seigneurs de la colonisation. Il était, en effet, de la première importance de combattre l'analyse que cette organisation, à la remorque du Parti communiste algérien, donc

1. Musique arabe classique.
2. [illegible] adjoint au maire d'Alger, Jacques Chevallier.
3. Si Djouzi était un ami de Ouali Bennai; je l'avais retrouvé dans une section « Adultes ». Il habitait à Bab-el-Oued et, après 1948, le hasard me le fit souvent rencontrer rue Camille-Douls. [illegible]
4. [illegible] n'était pas une structure syndicale formelle. Dès 1933, ce fut une pépinière de l'Étoile Nord-Africaine puis du PPA. Mohammed Douar, le premier élu du parti au Conseil général, en 1939, était traminot. Dans l'imaginaire populaire algérois, les traminots représentaient une espèce d'aristocratie ouvrière, comme en témoigne une rengaine : *Ya li yakhdem f' Tia/Enumro f' chachia* (O toi qui travailles aux TA [Traminots algérois] / Avec un numéro sur la chéchia).

du Parti communiste français, faisait de la situation politique : « Indépendance = impérialisme, Union française = démocratie ».

Les militants étaient nombreux à déplorer que notre parti ne se situe pas de façon plus tranchée face au PCA et à la CGT, au sein desquels certaines crises révélaient un profond malaise [1]. Certes, la supériorité numérique des « musulmans » (c'est ainsi que les Européens appelaient les syndicalistes algériens) constituait un atout considérable en tant que « révélateur » des contradictions marquant la ligne politique, économique et sociale de la CGT. Ainsi de sa revendication de l'échelle mobile des salaires, qui favorisait les maîtrises à prédominance européenne – mécanisme dont quelques articles parus dans notre organe *L'Algérie libre* [2] alimentèrent la prise de conscience sociale et nationale chez les travailleurs, non sans mettre les dirigeants communistes en difficulté. Au demeurant, il y avait aussi une frange progressiste dans le parti, notamment du côté de l'Association des étudiants musulmans algériens que venaient de créer Yahia Henine, Sadek Hadjerès et Mabrouk Belhocine, lesquels arrivaient même parfois à faire passer des papiers dans nos organes de presse. Lors de la crise dite « berbériste », Hadjerès et Henine rejoindront le Parti communiste [3]. Ce n'est jamais sans raisons que des cadres quittent un parti. Pourquoi ne pas reconnaître que le recours facile à l'argumentation religieuse, à ce qu'on appelle aujourd'hui sans nuances l'idéologie arabo-islamique, ne favorisait pas une prise de conscience claire mais permettait au contraire les louvoiements stratégiques et les déviations politiques?

Messali semblait d'ailleurs plus préoccupé par son long conten-

1. Parfois au niveau le plus haut : à la veille de la guerre, le secrétaire général du PCA, Ben Ali Boukhort, en avait démissionné en raison des positions assimilationnistes. Ayant rejoint le PPA pendant la période vichyssoise, il participait à la rédaction des différents organes de notre parti, dont *L'Action algérienne*. En 1948 un autre secrétaire général, Amar Ouzegane, rejoindra les Oulémas pour lancer un nouveau périodique : *Le Jeune Musulman*.

2. Après le Congrès, Lahouel avait confié la publication de notre mensuel *L'Algérie libre* à Ben Khedda et à Abdelmalek Temam, agent des contributions qui, après l'Indépendance, occupera de hautes fonctions, et dirigera notamment la Banque d'Algérie jusqu'à sa mort, en 1977. Pour la partie sociale et syndicale du journal, il avait recruté Idir Aïssat, alors chargé de préparer un rapport sur la constitution éventuelle d'une centrale syndicale d'obédience nationaliste, à l'exemple de l'Union générale des travailleurs de Tunisie (UGTT). Employé, puis cadre supérieur aux Ateliers industriels de l'Air (AIA), près de l'aérodrome de Maison-Blanche (aujourd'hui aéroport Houari Boumediène de Dar-El-Beïda), Idir Aïssat profitait de ses missions officielles pour rendre visite au leader de l'UGTT, Ferhat Hached. Comme Bennaï, dont il était l'ami et le camarade de parti à Alger, Idir Aïssat était natif de Djemaa-N'Saharidj, en haute Kabylie.

3. Hadjerès en est aujourd'hui le secrétaire général.

tieux avec les dirigeants du Parti communiste français que par l'urgente nécessité d'analyser la situation et de définir notre position vis-à-vis de cette gauche dont il continuait à se réclamer. Il parle, certes, des classes laborieuses, il insiste sur le « niveau de vie », mais sans jamais dire explicitement quelles sont les couches sociales porteuses de la dynamique libératrice, ni définir précisément sa vision de la société algérienne. Il y a, pour lui, le peuple algérien, les masses algériennes, et puis les autres.

Le souvenir que je garde du fonctionnement du Bureau politique au printemps 47, c'est celui de l'enlisement dans des problèmes mineurs, voire futiles [1]. Or, les palabres que cette atmosphère semi-orientale tendait à éterniser ne pouvaient supprimer les problèmes en se contentant de les ignorer. Les faits sont plus têtus que les hommes. L'incapacité d'élever le débat et de trancher les problèmes se doublait d'une nette chute de l'assiduité. On se mettait à arriver en retard aux séances, ce qui était encore plus agaçant que l'absentéisme pur et simple. Messali me demanda de faire un projet de règlement intérieur – avec, bien sûr, une gamme de sanctions graduées. La semaine suivante je déclarai forfait, en disant en substance que je n'étais pas accessible aux catégories juridiques. Au demeurant, l'important était de s'interroger sur cette baisse du tonus. Le Dr Lamine, par exemple, quand il revenait à Alger, répugnait de plus en plus à participer aux réunions du Bureau politique.

Ce fut à la faveur de toute cette pesanteur que l'on proposa la réintégration dans le Bureau politique des responsables qui en avaient été éliminés, ceux du « groupe de la Casbah » : Asselah, Cherchalli, Lamrani, Sid Ali. Voilà des hommes dont on pouvait critiquer les options et les affinités, mais ils n'en possédaient pas moins un sens des responsabilités, de la rigueur, et en outre ils étaient ponctuels. Et cet élargissement du Bureau politique se justifiait par la multiplication des tâches. De ce fait, le centre de gravité de la direction va glisser vers le « Deuxième arrondissement », au point de vue politique et stratégique, mais aussi simplement géographique. Pour moi, c'était un soulagement : la plupart des réunions du Bureau politique se tenant désormais dans la Casbah, je n'avais plus à soutenir l'épreuve du cordon de police surveillant en permanence tout ce qui se passait à Bouzaréah. Certes, j'avais mon âge pour masque naturel, on ne devait voir en moi qu'un grouillot. Mais je savais que la routine policière exigeait de mettre un nom sur chaque

1. Ainsi, une longue discussion nous mobilisa à propos d'une question de pneus pour la voiture de Messali.

visage [1], et que tous les entrants et les sortants de la résidence de Messali devaient être photographiés sous toutes les coutures. J'avais surtout peur des implications « terroristes » ou même simplement d'être retenu pour un « rapide contrôle d'identité », ces interrogatoires qui ne donnaient pas le temps à la justice « coloniale » ni aux députés nationalistes d'intervenir.

A présent, le Bureau politique se hissait à la hauteur des problèmes. Il devenait enfin un exécutif efficace et cohérent par l'organisation méthodique des débats, la brièveté et la qualité des interventions, l'examen minutieux des questions inscrites à l'ordre du jour. Nos réunions ne se tenaient plus qu'exceptionnellement chez Messali qui, les autres fois, se contentait d'envoyer des messages et sa bénédiction. Mais il était informé de tout par son secrétaire personnel, Ben Mehel, par les visites quotidiennes de ceux du « Deuxième », et par d'autres contacts de toute sorte. Si la liberté de mouvements, et aussi la présence, lui faisaient défaut pour diriger directement le parti, il pouvait ainsi l'assumer pour ainsi dire par procuration, comme il l'avait fait si longtemps à partir de ses prisons successives.

La conjoncture politique faisait de la structuration du MTLD à l'échelle nationale la priorité des priorités. Automatiquement versés dans cette branche légale, parce qu'ils étaient connus et fichés par l'administration, les responsables locaux et régionaux du PPA n'étaient pas les seuls à venir assiéger la Casbah pour hâter l'organisation des sections. L'arrivisme suscitera des vocations nationales même chez des fonctionnaires de l'administration en activité ou retraités [2]. Ce fut le cas du capitaine Sadok Saïdi, de Fort-National, ancien combattant des deux guerres mondiales, qui mit courageusement son moralisme, sinon son sens politique, au service du drapeau algérien, « le drapeau français ayant couvert tant d'injustices, de mensonges et d'ingratitudes ». Ce fut aussi le cas de Lamine Belhadi d'El-Khroub, près de Constantine, qui quitta son poste de juge *(cadi)* pour se consacrer à la politique. Face aux médecins, avocats, pharmaciens de l'UDMA, et aux « savants » des Oulémas, le mouvement indépendantiste pouvait s'enorgueillir de têtes d'affiche qui ne manqueraient pas d'impact.

1. Cela me paraissait évident puisque, à la longue, j'avais moi-même fini par connaître par leur nom la plupart des cerbères assis dans la traction ou jouant à la pétanque. Pourtant, en avril 48, j'apprendrai qu'ils ne m'avaient pas identifié.

2. Ce ne sont pas ceux qui se révéleront les moins convaincus, comme en témoignera leur inconditionnelle fidélité à Messali à l'occasion de la scission du MTLD en 1952-1953 – ce qui est une forme de conviction.

Et il en avait bien besoin, car octobre n'était plus très loin, avec ses échéances implacables : élections municipales, élections aux djemâas (conseils de douars), et élections découlant du vote du Statut de l'Algérie, dont on ne connaissait encore ni la nature ni la date. Pour les préparer, il fallait passer une vitesse et tout faire pour donner à notre branche légale, le MTLD, le potentiel maximum pour sa participation électorale. En France même, la Fédération du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques prit rapidement une ampleur considérable. Le Dr Mostefaï, délégué par le parti auprès de la Fédération, venait assez régulièrement la représenter au sein du Bureau politique. Le parlementaire Mohammed Khider, lui, était mis « au service » de la Fédération pour intensifier les campagnes politiques et l'organisation des sections MTLD. Les villes et les usines à forte implantation d'immigrés devinrent des bastions nationalistes. En nombre toujours croissant, les étudiants s'organisaient dans leurs universités et contribuaient activement au mouvement.

Parmi les noms qui émergent alors, j'entends pour la première fois ceux de Mohammed Harbi et de M'Hammed Yazid, qui pourtant sont déjà fort engagés dans les rangs du parti; celui de Mostefa Lacheraf [1] m'est plus familier : il dirige la Commission de presse et de propagande avec des collaborateurs comme le Dr Aïssani et le pharmacien Djamal Ben Dimred, et veille notamment sur la publication, à Paris, du nouvel organe du mouvement, *L'Étoile algérienne*. C'est à Lacheraf, ainsi qu'à de nombreux universitaires anonymes, que nos parlementaires doivent le travail de recherche, de documentation et d'élaboration des discours retentissants qu'ils ont prononcés à l'Assemblée nationale française lors du débat sur le Statut de l'Algérie, qui s'est ouvert en août. Quatre de nos cinq députés devaient faire le bilan, c'est-à-dire le procès, du système colonial dans un domaine déterminé : exploitation économique et sociale, politique d'obscurantisme, analphabétisme et tentative de dépersonnalisation culturelle, oppression politique. En guise de conclusion, chaque intervention affirmait l'incompétence du Parlement français à *légiférer* en lieu et place du peuple algérien et revendiquait des élections libres pour former une Assemblée constituante algérienne.

Le cinquième discours, celui du Dr Lamine, rédigé par Lacheraf lui-même, faisait la synthèse, et il se terminait en substance par cette

1. Il sera notre codétenu à la Santé après l'arraisonnement-pirate, en 1956, de l'avion qui nous conduisait, Ben Bella, Khider, Boudiaf et moi, à Tunis pour une conférence avec le sultan du Maroc Mohammed V et Habib Bourguiba. Lacheraf avait été du voyage par raccroc.

formule : « Il n'est pas d'exemple, dans l'histoire, d'une Pologne ou d'une Tchécoslovaquie qui, ayant perdu leur souveraineté dans une guerre malheureuse ou à la suite d'une agression caractérisée, n'aient fini par la recouvrer. » Ces cinq interventions, éditées ensuite en brochures, devaient se vendre à des milliers d'exemplaires et servir longtemps de textes de propagande, de formation politique et de référence. Qu'ils se soient répandus ainsi, cela constituait la preuve qu'une jeune intelligentsia émergeait et qu'elle nouait des rapports féconds avec les masses laborieuses – ce qui marquait une étape importante dans le développement quantitatif et qualitatif du mouvement de libération. Voilà des jeunes gens qui étudiaient les problèmes, qui les analysaient, qui « pensaient ». Leur littérature n'était certes ni exhaustive ni exempte de lacunes, mais elle tranchait avec l'approximation lyrique et la confusion idéologique de ce qu'on imprimait à Alger.

En 1949, Lacheraf remettra sa démission de la Commission de presse et de propagande à Filali, l'envoyé spécial de Messali à Paris, pour protester contre la censure du parti et son refus de la concertation. Son geste ne lui vaudra pas l'exclusion, bien qu'on fût à ce moment-là en pleine chasse aux sorcières, c'est-à-dire aux « berbéro-matérialistes », qui étaient systématiquement mis à l'écart en raison de leurs opinions ou, fait plus grave, de leurs intentions. Il faut dire qu'en fait de berbérité, Lacheraf n'en avait jamais fait profession, même pas au point de vue linguistique puisqu'il était professeur... d'arabe. Et en fait de matérialisme, c'était celui d'un non-conformiste ayant une grande ouverture d'esprit. C'est ainsi qu'il « pratiquait » avec plaisir le « philosophe » Mohammed Chérif Sahli, originaire de la Soummam et professeur de lettres, qui venait de publier avec grand succès un pamphlet : *Le Message de Yougourtha* [1] (le Numide Jugurtha ayant résisté militairement et politiquement à Rome, le message était transparent).

Le Statut de l'Algérie fut voté le 27 août 1947 [2] par 328 voix contre 33 et 208 abstentions (dont 15 abstentions de députés musulmans). On a pu en dire que c'était un monstre juridique. L'Algérie reste définie comme en 1900 : c'est un groupe de départe-

---

1. L'histoire ayant sa façon de poser des jalons, les deux hommes se retrouveront ambassadeurs après l'Indépendance : Lacheraf en Argentine, après un court passage à la tête du ministère de l'Éducation. Ayant mis le doigt dans l'engrenage, il n'aura ni les ressources de lutter contre des orientations et des structures d'arabisation rétrogrades, ni celles d'expliquer pourquoi il démissionne. Il est aujourd'hui à Paris, délégué à l'UNESCO. Quant à Sahli, éloigné en Chine pendant des années, il a appris à se taire, et c'est ce qu'il continue à faire depuis sa retraite.
2. Il fut promulgué le 20 septembre 1947.

ments jouissant de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Le pouvoir exécutif demeure confié à un gouverneur général assisté d'un conseil de gouvernement, le pouvoir législatif appartient toujours à l'Assemblée nationale française. Sous le nom d'« Assemblée algérienne » est reconduite la formule de l'Assemblée financière [1], dont les attributions sont légèrement accrues. Elle se compose de deux collèges à représentation « paritaire » : soixante délégués pour chacun, alors que le premier comprend 464 000 citoyens (hommes et femmes) de statut civil français et 58 000 musulmans [2], tandis que le second rassemble environ 1 300 000 électeurs musulmans. Le fait que cette assemblée n'est pas représentative de la population algérienne est déjà flagrant dans cette disproportion numérique des électeurs, mais il devient éclatant quand on compare les chiffres des populations respectives : 922 000 Européens, 7 860 000 musulmans. Au surplus, les décisions doivent être prises à la majorité des 2/3 [3].

Pour ce Statut, sept projets avaient été proposés à l'Assemblée nationale française par les partis français ou algériens. Comme l'écrit l'historien Charles-Robert Ageron [4], « aucun n'était assimilationniste, mais aucun non plus n'était favorable à l'indépendance (le MTLD, ne reconnaissant pas la souveraineté parlementaire française, s'était abstenu). Trois projets envisageaient le statut d'État associé, dont celui du Parti communiste pour lequel " l'indépendance de l'Algérie serait une consolidation des bases de l'impérialisme ". Tous les députés algériens, même les béni-oui-oui, se retirèrent en bloc des débats pour manifester leur indignation devant ce « statut octroyé ». L'un d'eux, Ben Tayeb, qui avait pourtant été un « candidat administratif » porté à la députation par 90 % des électeurs inscrits et même non-inscrits, comme cela se pratique toujours, anticipa sur le geste de Khrouchtchev aux Nations-Unies en enlevant sa babouche, mais pour essayer de cogner sur la tête d'un député représentant la grosse colonisation en Algérie.

Ainsi la France avait tranché pour la perpétuation du pouvoir colonial, émanation de la grosse colonisation dont les lobbies faisaient systématiquement obstacle à toute réforme. C'est qu'elle devait compter avec ces milieux tout-puissants, capables d'arbitrer dans les

1. Qui, en septembre 1945, avait elle-même entièrement repris les attributions des Délégations financières.

2. On n'avait pas osé retirer à l'élite algérienne la place qu'on lui avait consentie dans le premier collège.

3. Ce qui bloquait, pour les « musulmans », toute possibilité de faire passer seuls des décisions intéressant près de huit millions de leurs frères

4. *Histoire de l'Algérie contemporaine*, coll. « Que sais-je ? », 7e édition mise à jour, Paris, 1980, p. 94

fragiles coalitions parlementaires et gouvernementales. Et même la modération d'un Ferhat Abbas était encore de trop pour des gens estimant que seule une politique de force leur garantissait de ne pas avoir à choisir entre « la valise ou le cercueil ». Pour eux, le véritable intérêt que présentait l'UDMA, c'était de constituer un concurrent valable du MTLD. Il n'en était pas moins certain que la tendance indépendantiste était dominante, et que l'Algérie offrait le panorama classique d'une situation révolutionnaire que les tentatives d'endiguement légal et la récupération électoraliste ne suffiraient pas à conjurer. L'intransigeance de la France confirmait la justesse des positions du MTLD : il avait eu d'autant plus raison de claquer la porte du Palais-Bourbon que celui-ci claquait la porte devant l'expression tenace des aspirations algériennes.

Il importait donc, maintenant plus que jamais, de mettre en œuvre la vision stratégique esquissée au Congrès de février. Certes, dans certaines sphères d'activité on s'agitait : Belouizdad, dont la santé périclitait, continuait à chercher des cadres pour l'Organisation spéciale. De mon côté je prospectais à Alger et aussi en Kabylie, où je continuais à faire de courtes apparitions. Quant à Bouda, il n'avait plus qu'une idée en tête : construire son appareil clandestin avec des militants qui, eux, avaient cessé de l'être. Mais le Dr Lamine et Boukadoum assistaient de moins en moins aux réunions du Bureau politique. La réconciliation avec ceux « du Deuxième » n'avait pas éliminé les germes de discorde. Lamine restait en retrait, évitant avec eux la confrontation d'idées qu'il estimait tourner trop aisément au procès d'intention. Je n'en donnerai qu'un exemple. Dans le cadre des Affaires extérieures dont il avait la responsabilité, Lamine était allé en Tunisie et au Maroc. J'assistai au compte rendu qu'il fit devant le Bureau politique : Mehdi Ben Barka, qui était déjà un dirigeant important de l'Istiqlal marocain, demandait un mandat du PPA-MTLD, comme il avait dû en demander un au Néo-Destour tunisien, pour négocier au nom du Maghreb avec les Américains qui voulaient construire des bases aériennes stratégiques au Maroc. Bien qu'ayant l'accord de la France, les États-Unis voulaient « se garantir » auprès des peuples du Maghreb à cause de l'environnement politique des bases projetées [1]. Assailli de questions sur les tenants et les aboutissants de l'affaire, le Dr Lamine refusa d'en dire plus. Au sortir de la réunion, il me confia qu'il avait eu l'impression d'être au banc des accusés. Comme je lui expliquais qu'il n'était pas en cause,

1. On disait, sans preuves, que lors de la Conférence d'Anfa, au Maroc, après le débarquement allié, Roosevelt avait encouragé le sultan Mohammed V à réclamer l'indépendance de son pays, si même il ne lui avait pas promise.

mais que nous ne pouvions nous engager les yeux fermés, il coupa court en me lançant : « Tu ne comprends rien, retourne donc dans ta *zaouïa.* »

S'agissait-il tellement de comprendre, ou simplement, en dépit de l'euphorie légaliste, d'entendre les avertissements dramatiques qui se succédaient? Ils n'étaient, hélas, que trop nombreux : la guerre d'Indochine; les massacres de Madagascar, à la suite de la tentative de soulèvement (fin mars 1947); en Tunisie, où l'expérience Kaak [1] se solde par un simulacre de réformes, la répression de grèves ouvrières par l'armée fait plusieurs morts et des centaines de blessés à Sfax (juillet 47); quelques mois plus tôt, l'intervention de la police contre une manifestation organisée par l'Istiqlal à Casablanca (février 47) s'était soldée par plusieurs morts et de nombreux blessés. Le répit que connaissait l'Algérie procédait de la vision partagée par le Gouvernement général en Algérie et les Résidences générales au Maroc et en Tunisie : il ne fallait pas maghrébiser la répression dans les trois pays d'Afrique du Nord, sous peine de voir le mouvement de libération s'y maghrébiser. Mais aussi bien un répit était-il un répit pour tant de nos dirigeants qui avaient passé leur vie dans les prisons et dans les camps de concentration. Pour l'instant, on n'avait qu'une idée en tête : gagner les élections. Et, comme on le sait, le succès sera triomphal. Qu'il me soit permis de conter comment, de façon purement fortuite, j'ai apporté ma contribution à la campagne.

A Alger comme ailleurs, le MTLD affrontait la coalition de l'UDMA, du Parti communiste, des Oulémas et des indépendants. Passant en tramway devant le Monoprix de Belcourt, je vis qu'une immense réunion publique était en train de tourner au vinaigre. Par curiosité je descendis, et j'interrogeai un groupe de militants locaux dans lequel se trouvait Lakhdar Rebbah [2], patron d'un petit café dans la toute proche allée des Mûriers, et d'une crèmerie, boulevard Cervantès. La coalition anti-PPA présidée par un indépendant, Mᵉ Zidi, semblait en mauvaise posture : hurlements, sifflets, jets de tomates en direction de la tribune. Le survoltage des esprits risquait de déboucher sur le lynchage des orateurs, tant ils suscitaient

1. Kaak, créature de la Résidence, avait été appelé, en juillet 1947, à présider un cabinet fantoche.

2. Ce dynamique cadre populaire de Belcourt militait au PPA depuis sa prime jeunesse. Élu conseiller municipal d'Alger en 47, il comptera parmi nos trente-deux candidats à l'Assemblée algérienne arrêtés en 48. Cheville-ouvrière du parti, il le sera aussi du FLN; c'est lui qui mettra Ramdane Abbane, l'unificateur du Front de libération nationale, en contact avec toutes les formations et personnalités politiques. En 1957 il est arrêté, torturé au point d'en garder une invalidité à 95 %. Il a préféré se retirer du jeu politique. Il vit aujourd'hui à Alger.

d'indignation par leurs idées « réformistes » et surtout par l'image qu'ils donnaient d'une combinaison malsaine. Dans cette compétition démocratique, l'esprit de tolérance et le respect du débat semblaient occuper le bas de l'échelle. J'ai toujours eu en horreur les pratiques fascisantes. Je bondis sur l'estrade et, de nombreux militants m'ayant reconnu, je n'eus pas de peine à obtenir le silence. M'emparant du micro, je demandai à la foule d'entendre ces messieurs avant de les condamner. Puis, me tournant vers les organisateurs, je les interrogeai : était-ce un meeting contradictoire? Oui. Dans ce cas, acceptaient-ils que, tout à l'heure, je prenne contradictoirement la parole? Oui. Après le silence glacial qui accueillit les quatre interventions de la liste d'union, il ne me fut que trop facile de déchaîner l'enthousiasme [1]. Mes amis de Belcourt évoquent volontiers cet épisode. J'apprendrai même, la légende aidant, que je fus porté en triomphe [2]!

Octobre 1947 : déroulement des élections municipales. Dans presque toutes les grandes villes, Alger, Blida, Bône (Annaba), Oran, Constantine, Philippeville (Skikda), Orléansville (Ch'lef), Mostaganem, Biskra, et dans la plupart des municipalités – l'administration ne pouvant y truquer les votes aussi facilement que dans les élections rurales aux djemâas –, le MTLD remporta tous les sièges du deuxième collège. Ce succès constitua un tournant décisif dans l'évolution politique et structurelle du parti [3]. Il se retrouvait, avec des centaines d'élus, devant un problème de gestion colossal auquel il n'était pas préparé. Il ne s'agissait plus seulement de participation électorale mais de participation municipale, même si celle-ci n'avait qu'un poids restreint, en raison du quota de 2/5 des sièges fixé pour les musulmans.

Presque tous les membres du Bureau politique appartenant à

1. Il faut dire que dans ces sortes de compétitions politiques les adversaires du PPA ne lui avaient jamais fait de cadeaux, pas plus le Parti communiste à Bab-el-Oued, le quartier populaire européen où il se sentait en force, que l'UDMA à Sétif, fief de Ferhat Abbas qui y avait une pharmacie.

2. En octobre 1964, alors qu'il me prenait en charge dans les locaux de la sécurité militaire pour m'emmener sous sa juridiction, dans les anciens bâtiments de la clinique psychiatrique de Notre-Dame-d'Afrique à Alger, le directeur de la Police judiciaire, Hamadache, me confia non sans nostalgie : « Vous vous rappelez ce meeting du Monoprix, en 47? C'est moi qui vous ai porté sur mes épaules avec les camarades. » – « Oui, je me souviens du meeting, dis-je, mais le reste n'a pas eu lieu, car outre que je n'aime pas ce genre de manifestations, j'étais surtout pressé de me soustraire à la surveillance " discrète " de la police. » – « C'est vrai, convint-il, les mouchards sont venus me demander le nom de ce monsieur en canadienne et portant des lunettes noires. »

3. Et aussi dans le raidissement de la politique coloniale.

l'équipe « du Deuxième » étaient élus au conseil municipal d'Alger. L'événement dépasse le symbole. En fait, même les autorités coloniales furent prises de court devant l'ampleur du mouvement national algérien. La grosse colonisation joua de toutes ses batteries pour pousser au durcissement de la politique gouvernementale [1]. Nous risquions d'être surpris par des mesures de répression sans possibilités de « défense », puisque l'Organisation spéciale n'en était toujours qu'au stade de la gestation, pour ne pas dire du vœu pieux. Les responsables qui allaient voir Messali pour lui rappeler les résolutions « révolutionnaires » du Congrès de février le trouvaient curieusement insensible à ces questions, comme incapable de déchiffrer objectivement les événements depuis l'entrée du parti dans la voie légale.

Un événement, pourtant, va tirer nos dirigeants de l'engourdissement : en France, la CGT et le Parti communiste déclenchent des grèves qui culmineront dans la grève générale de novembre. Mezerna et nos autres députés, revenus de Paris, sèment un vent de panique au sein de la direction en rapportant le projet de constitution d'un Comité central de grève – prélude à la prise du pouvoir par le PC. Je ne partageais pas du tout cette analyse, surtout en ce qui concernait les objectifs poursuivis par le Parti communiste français. La France n'était pas la Tchécoslovaquie, et Thorez ne s'exposerait jamais non plus à une aventure comme celle du général Markos en Grèce. Mais puisque la peur pouvait être bonne conseillère, autant valait la laisser agir.

Le résultat concret fut que le Bureau politique demanda à la « commission des quatre » (le Dr Lamine, Boukadoum, Belouizdad et moi) de se réunir et de faire des propositions sur la structuration de l'appareil paramilitaire. Il en résulta deux propositions : me désigner responsable de l'Organisation spéciale en remplacement de Belouizdad, dont le mal avait empiré [2], et constituer l'état-major de cette structure ultra-secrète. La composition de l'état-major que nous proposions résultait de la prospection entreprise par chacun de nous et de nos consultations mutuelles. Nos cinq zones étant calquées sur les circonscriptions territoriales du parti, il fallait cinq responsables,

1. Elle ne tardera pas à obtenir des résultats positifs (pour elle) : le renvoi au début avril des élections à l'Assemblée algérienne, d'abord prévues, par les dispositions d'application du Statut de l'Algérie, pour fin janvier; et surtout le rappel du gouverneur général Yves Chataigneau qui sera remplacé, le 11 février 48, par le député socialiste d'origine alsacienne Edmond Naegelen, qui avait déjà fait la preuve de son intransigeance « nationale » face aux velléités régionalistes, ou simplement décentralisatrices, de ses compatriotes alsaciens.

2. Nous envisagions déjà, entre autres possibilités susceptibles de le clouer au lit pour l'obliger à se soigner, de l'envoyer dans un sana en Algérie ou en France.

ayant autant que possible des compétences militaires. Pour le Constantinois, Belouizdad proposa Mohammed Boudiaf, qui avait fait son service en temps de paix dans l'artillerie, et, pour l'Algérois, Mohammed Maroc, qui lui avait été présenté par Cherchalli et avait eu un petit grade dans l'armée française. Pour Alger-ville, Belouizdad et moi avions déjà avancé le nom de Djilali Reguimi, dépourvu d'expérience militaire mais possédant un niveau intellectuel qui lui permettrait de se former rapidement; pour la Kabylie, je proposai Amar Ould Hamouda, qui avait, lui aussi, accompli ses deux ans de service militaire; pour l'Oranie, le Dr Lamine proposa Ahmed Ben Bella, qui lui avait été présenté, lors de son dernier voyage au Maroc [1], par Mohammed Kebir, le responsable du parti à Marnia. Ben Bella avait fait la guerre dans les tabors marocains; il en était sorti décoré et avec le grade d'adjudant. Quoique conseiller municipal indépendant à Marnia, sa ville natale, il avait sympathisé avec le PPA et adhéré à la section locale. Il y aurait également un instructeur militaire, Djilali Belhadj, sorti aspirant de l'école d'élèves-officiers de Cherchell et chaudement recommandé par Cherchalli.

Fin octobre, le Bureau politique entérinait nos deux propositions. Je fixai avec Belouizdad la date de la première réunion d'état-major de l'Organisation spéciale, qui serait une réunion de présentation : le 13 novembre 1947.

1. Marnia (Maghnia) est toute proche de la frontière algéro-marocaine.

6

L'Organisation spéciale

Depuis février 1947, je n'avais plus vraiment de point d'attache. J'allais toujours fréquemment en Kabylie [1], mais mes parents ne s'y trouvaient plus. Suspendu de ses fonctions par Monsieur Dumont, toujours lui, parce qu'il n'avait pas fait les élections à la manière « administrative », mon père avait refusé deux fois de suite de rejoindre les postes où on le mutait. Pourquoi avait-il finalement accepté d'être caïd du douar Âmal, près de Palestro (Lakhdaria), où la population était arabophone, alors que, bien que comprenant l'arabe, il ne le parlait pas? Je sais qu'il en avait été pressé par Oussedik et Bennaï ainsi que par le responsable du PPA à Palestro, Tahar Ladjouzi, car la population du douar Âmal avait basculé du côté nationaliste et elle craignait qu'on lui impose un fonctionnaire « zélé ». Mes parents et mes frères et sœurs étaient donc installés à présent à treize kilomètres au nord de Palestro, près de la station des Beni-Amrane, sur la ligne de chemin de fer Alger-Constantine. Ils y disposaient d'un logement de trois pièces avec une vaste cour intérieure, ce qui était un luxe inhabituel.

Je vivais en nomade, n'ayant pas de domicile fixe à Alger. Je m'en souciais peu, étant suffisamment claustrophobe pour ne pas trop tenir à vivre entre quatre murs dans cette immense ruche. Il m'arrivait

1. Entre Alger et la Kabylie, les moyens de transport ne manquaient pas. Les deux autocars, « Miss Beni-Ouacif » et le « Tigre du Djurdjura », bien qu'ayant pris en peu d'années un sérieux coup de vieux, continuaient de se livrer une guéguerre concurrentielle. Également, dans le gros camion type 45 flambant neuf d'Ami Achour, sans compter les taxis et voitures privées, il y avait toujours une place pour moi. Marabout oblige, et d'ailleurs, ça peut porter bonheur.

souvent, quand Lakhdar Rebbah fermait son café de l'allée des Mûriers, à Belcourt, de rester à y dormir sur un banc. N'ayant jamais connu l'insomnie, et traînant surtout un manque de sommeil, la dureté de cette couche n'était pas un problème. Les réveils étaient plus difficiles, parce que trop matinaux. Mais la compensation au claquement métallique du rideau de fer qui se levait, c'étaient le café-crème et les croissants chauds à portée de la main, et surtout l'atmosphère, les bruits accompagnant la réouverture des boutiques et des halles centrales. A Belcourt, j'avais aussi d'autres havres. L'inoubliable accueil des gens de l'îlot populaire d'El-Aguiba ne se démentait jamais. Les pauvres étaient les plus généreux, ils se disputaient le privilège de m'inviter à dîner. La crise du logement était déjà terrible. Je n'arrivais pas à comprendre comment plus d'une dizaine de personnes, et surtout des couples, pouvaient dormir dans une seule pièce. Avec quelques rideaux de grosse toile ou de bambou, comme aux portes des salons de coiffure, ils se reconstituaient une intimité. En voyant surgir de sous le lit de Bouda ses trois plus jeunes enfants, je constatais jusqu'où on pouvait pousser l'esprit inventif : le lit, surélevé, permettait d'aménager en dessous la chambre d'enfants. Volonté de survivre et sens du devoir font des miracles.

Je transportais souvent mes pénates à la clinique Solal. Tous cousins, et à peu près du même âge, les employés venaient du village d'Iveskryen [1], en Kabylie maritime, au nord d'Azazga. Tous militants du parti, ils cotisaient en Kabylie. Grâce à leur esprit de solidarité, les gens d'Iveskryen avaient sauvegardé et développé leurs traditions culturelles. Tous les enfants fréquentaient à la fois l'école coranique, construite par la communauté elle-même, et l'école française. Chacun contribuant à sa mesure, sous forme d'argent ou de labeur, ils avaient multiplié les fontaines, les bains publics, les réseaux d'irrigation; de la rocaille, ils avaient fait surgir des vergers. Les jeunes de la clinique Solal me recevaient comme un des leurs. Dans leur dortoir, fonctionnel et austère comme un abri antiatomique, je pouvais disposer d'un lit et d'une table de nuit, et même d'un casier pour ranger mon linge et les livres auxquels je tenais particulièrement. A table, un couvert de plus passait inaperçu.

Ces jeunes de la clinique Solal étaient tellement industrieux et intelligents qu'ils avaient réussi à attirer à notre cause non seulement le petit personnel mais aussi les soignants [2]. Vis-à-vis du

---

1. Berceau familial d'un dirigeant de stature nationale, Mourad Didouche, mort prématurément au combat, en 1955.

2. C'est ainsi qu'ils avaient recruté Toumi, un des rares cadres paramédicaux algériens, que j'orienterai vers l'OS, dont il deviendra un responsable à La Redoute (Mouradia), banlieue sud d'Alger où il habitait à proximité de Mourad Didouche.

Pr Duboucher, chirurgien émérite qui dirigeait la clinique, ils ne dissimulaient pas leurs convictions politiques. Quand je fis la connaissance de cet homme, libéral de cœur et d'esprit, il me confia qu'il ne comprenait pas comment certains Européens pouvaient vivre avec une telle capacité d'aveuglement devant la situation et les aspirations des masses « musulmanes ».

Au début de l'été 47, j'amenai Belaïd Aït Medri au Pr Duboucher pour que celui-ci l'examine. Depuis l'enfance, mon camarade souffrait de douleurs souvent atroces aux jambes dès qu'il marchait un peu trop, mais même au collège il n'avait jamais consulté un médecin. Il fut surpris que le Pr Duboucher l'examine, alors qu'il s'attendait simplement à faire sa connaissance. Le chirurgien m'ayant confié qu'il s'agissait d'une ostéite tuberculeuse parvenue à un degré inquiétant, et qu'il fallait procéder à un curetage dans les plus brefs délais, je lui demandai de n'en rien dire à Aït Medri, mais de le faire revenir sous le prétexte d'un examen complémentaire et, une fois qu'il le « tiendrait », de lui expliquer la nécessité de l'opérer. Prévoyant la colère du patient quand il se réveillerait de l'anesthésie, je m'étais fait accompagner de camarades. De fait, il se mit à me traiter de « berger » – estimant apparemment que c'était la pire insulte. Et il me dit brusquement : « Va garder les moustiques! », ce qui déclencha l'hilarité générale. Eût-il su qu'il devrait rester ensuite deux ou trois mois tranquille, il n'aurait jamais accepté l'opération. Mais il était mis devant le fait accompli. Le temps du plâtre et des béquilles, il alla le passer chez mon père, le nouveau caïd du douar Âmal[1].

Tous ces jeunes de la clinique Solal devaient mourir au combat, dans cette Kabylie maritime où ils étaient nés, où ils avaient grandi. Trois d'entre eux avaient accédé au grade de capitaine de l'ALN, et cinq à celui de lieutenant. Mais, dans la conscience des paysannes et des paysans, ils avaient atteint le grade suprême : celui de l'affection. Dans leur secteur de la wilaya 3, outre qu'il n'y eut jamais la moindre purge sous leur autorité, ils avaient interdit toute forme de pression sur les villageois et surtout ils faisaient tout pour réduire, sinon éviter, les risques de représailles sur la population. Je revois particulièrement trois d'entre eux : Si Sadek, un peu paternel vis-à-vis du groupe en raison de son âge; Si Seddik, lui aussi meneur du groupe, plein de vivacité et d'humour; et Si Cherif, le benjamin dodu, plus porté qu'eux à la pratique religieuse. Pour aiguillonner ce

1. Le premier acte politique de mon père, après son entrée en fonctions, fut d'aller dans chaque village faire jurer aux notables, sur le Coran, qu'en aucun cas ils ne divulgueraient les secrets du village ou du douar.

dernier, Si Sadek lui disait : « La tare, chez toi, ce n'est pas que tu louches, c'est que tu es paresseux. Prendre un livre et tes lunettes, c'est un trop grand effort. Il est vrai que même d'un seul œil tu ne rates pas ton tapis de prière. » Et Si Seddik de voler plaisamment à la défense du petit : « Laisse-le donc. Il est jeune, l'avenir est devant lui. Moins il s'encombrera le cerveau de connaissances, plus il restera de place pour le savoir futur! » En fait, ils avaient tous la même fringale de lectures, en arabe et en français. Dans cette pépinière de cadres populaires, s'enrichir l'esprit et préparer la révolution allaient de pair. Ils représentaient une culture populaire en train de se constituer [1].

Au cours de cet été 47, alors que la clinique Solal m'hébergeait, un soir où je faisais une de mes fréquentes apparitions dans le petit restaurant de Khellil [2], qui me servait également de boîte à lettres, je trouve un message m'annonçant que toute ma famille venait d'arriver à Alger : ma mère et ma petite sœur, un bébé d'un an, ont contracté la paratyphoïde, et Tahar Oussedik, le frère d'Omar, alors instituteur à Palestro, a pris l'initiative de les évacuer en voiture. Ils sont à l'hôtel Colbert, rue des Tanneurs. Tahar m'a laissé des messages partout où j'étais censé pouvoir être joint, en précisant qu'il faudrait appeler un médecin. Je ne trouve rien de mieux que de me rendre au commissariat le plus proche, celui du troisième arrondissement, pour faire prévenir le médecin de garde. Son intervention rapide sauvera ma mère.

Le lendemain matin, je me présente à l'hôtel, plein d'appréhension. Avec une très grande gentillesse la directrice me rassure et me dit que la famille Aït Ahmed est là-haut. Je monte, mais mon frère cadet Amokrane, qui m'a entendu parler en bas, descend à ma rencontre en criant : « Va-t'en, vite! La police est venue, elle nous a interrogés à ton sujet. » J'arme mon 7,65, je dégringole l'escalier et je sors. J'aperçois un inspecteur de la PJ, Mustapha « Troisième » [arrondissement], faisant tranquillement les cent pas en direction de

1. On ne pourra jamais comprendre ce qui est arrivé à l'Algérie après l'Indépendance si on perd de vue que ses meilleurs enfants ont été fauchés par la guerre. Outre les milliers de petits et moyens cadres tombés dans la répression coloniale, des dizaines ont été victimes de purges et de règlements de comptes. La régression phénoménale est visible dans le personnel politique qui se dispute les postes d'autorité et les « élections » dans cette région. L'absence d'un état de droit, la suppression des libertés publiques, le reflux de l'esprit critique, consécutifs à dix-sept ans de dictature, ont provoqué la dépolitisation et la désorientation de la jeunesse. Comme en Iran, l'Algérie risque de voir se développer un intégrisme de droite, si la Mosquée monopolise les oppositions, faute de contestation légale et de l'établissement du droit d'association et d'expression.

2. Je venais de caser chez lui comme cuisinier un jeune responsable d'Azazga, Mehenna, qui était aux petits soins pour moi.

la rue d'Isly. Je pars dans le sens opposé, en m'efforçant de marcher d'un pas normal, et je tombe sur Omar Haddad qui m'interpelle en kabyle. « On te cherche partout, me dit-il. D'où viens-tu? » – « De l'hôtel. Je voulais voir ma famille. » – « Mais par où es-tu donc passé? » – « Par l'escalier. » Il m'apprend alors qu'il y avait partout des militants en faction pour m'avertir de ne pas pénétrer dans l'hôtel... sauf à l'entrée de l'établissement. C'était Ouali Bennaï qui, ayant appris que ma famille y était descendue, avait remarqué, en passant en tram, un groupe de policiers qu'il connaissait très bien stationnant juste en face, et il avait alerté Omar Haddad [1].

Le lendemain, ma petite sœur mourut. Un cortège de militants de Belcourt ainsi que d'amis et de connaissances l'accompagna au cimetière musulman d'El-Qettar. Ce fut à cette occasion que se renouèrent les relations entre ma famille et mes futurs beaux-parents, les Toudert, originaires des Beni-Yenni, du village de Taka, voisin de notre berceau natal. Artisans bijoutiers, ils étaient venus s'installer à Alger pendant la guerre, comme tant d'autres qui ne parvenaient plus à assurer leur subsistance dans leur terroir natal. A la fabrication et vente des bijoux, activité traditionnelle des Beni-Yenni, ils avaient ajouté la réparation des montres et des pendules. Ils possédaient une petite bijouterie rue du Divan (rue Abdelkader Aoua), en face de la cathédrale, ainsi que le café Nahdah (la Renaissance), juste à côté, qu'ils dirigeaient en association. Ils reçurent mes parents chez eux à leur sortie de l'hôpital où ils avaient finalement échoué. Je ne ferai moi-même leur connaissance que plus tard, à la suite d'un autre malheur : la mort de mon plus jeune frère, Larbi, le 11 novembre 1947.

Il revenait de Palestro à pied avec mon père et un groupe de notables qui cheminaient en parlant à tue-tête, comme le font les paysans qui échangent nouvelles et commentaires, quand, au détour d'un virage, il fut fauché et écrasé par la remorque d'un gros camion dont le chauffeur prit la fuite. Lorsque, passé le virage, mon père aperçut le corps de son fils allongé sur la route, il s'élança pour le relever et le gronder, car il venait de lui recommander la prudence. Il devait garder longtemps le remords d'avoir songé à lui donner une bonne tape. Larbi avait treize ans. Il n'appartenait ni à la catégorie des blonds ni à celle des bruns de la tribu, car il était rouquin. Le

1. Omar Haddad, dont j'ai déjà dit qu'on le surnommait « Yeux-bleus », avait participé, en 45, à l'attentat raté de Zeroual contre le bachaga Aït Ali. Reconverti, il était apprenti-boulanger au cœur de la Casbah.

sobriquet « Fourmi rouge » lui allait comme un gant. C'était un garçon particulièrement studieux.

Lorsque j'appris la nouvelle, en pleine réunion du Bureau politique, je courus à Bab-el-Oued, vers un café PPA où j'espérais trouver Bennaï et où je rencontrai aussi Omar Haddad. Peu après, Zekkal nous chargeait dans son taxi : Bennaï, Haddad, Omar Oussedik et moi. Nous arrivâmes cinq minutes après le fourgon mortuaire qui ramenait le corps dans nos montagnes [1]. Fou de douleur, mon père ne put se résoudre à suivre le cortège villageois conduisant le petit mort sur les deux kilomètres de piste rocailleuse. Bennaï courut à lui, pour le soutenir, le consoler. Ils étaient là, deux colosses accrochés l'un à l'autre, titubant au milieu des pierres, sous le clair de lune traversé par les aboiements familiers des chacals, impuissants contre le destin. Mon père répétait comme une litanie : « Pourtant, je n'ai jamais fait le mal. Je n'ai pas mérité cela. » J'aurais souhaité que l'enterrement se déroulât dans l'intimité, mais la manifestation politique était inévitable. Mon frère eut le privilège du drapeau algérien, de l'hymne nationaliste et de l'hymne composé par Idir Aït Amrane, *Lève-toi, fils d'Amazigh.*

Je dus regagner Alger dès le lendemain, puisque Belouizdad et moi étions convenus de la date du 13 novembre pour la mise en place de l'état-major de l'Organisation spéciale. Mes trois compagnons restèrent avec ma famille, ce qui adoucissait la tristesse de mon départ. Comme le « taxi de la patrie » avait fait demi-tour dans la nuit même, à la sortie de Michelet je grimpai dans un taxi collectif déjà en état de surcharge – raison probable du contrôle de gendarmerie que nous subîmes à la hauteur de Ménerville (Thénia), à une cinquantaine de kilomètres d'Alger. J'en fus quitte pour la peur : c'était le marché noir que traquait la gendarmerie. « Que ne traquait-elle les chauffards! » pensais-je douloureusement, car nous nous trouvions alors à peu de distance de l'endroit où mon jeune frère avait été écrasé.

Après ce deuil, mon père viendra plus souvent à Alger, généralement avec une de mes sœurs [2]. Prenant la fillette par la main, il allait à la crémerie ou au café de Lakhdar Rebbah, ou restait des journées entières à discuter avec Mohand Abba, un vieux militant de l'Étoile Nord-Africaine et, qui plus est, parent d'un autre Mohand Abba,

1. Les musulmans enterrent leurs morts sans délai, généralement dans les vingt-quatre heures après le décès.

2. Sans être à proprement parler confinée à la maison par la tradition, ma mère n'avait pas droit à ces échappées vers la capitale.

ami et confident de mon aïeul le marabout [1]. Les moments qu'il passait ainsi avec ses amis et avec les miens le rassérénaient, lui redonnaient courage. On en profitait pour lui demander de régler des litiges d'ordre familial ou commercial. Il s'acquittait de ce devoir traditionnel avec beaucoup de scrupule et l'angoisse de ne pas être équitable. Les grandes satisfactions morales refusées au fonctionnaire, l'homme de la tradition les obtenait. Ainsi aplanit-il un différend entre les Toudert et le propriétaire de la petite boutique d'horlogerie qu'ils louaient rue du Divan, et, plus tard, un problème d'association épineux qu'ils avaient avec des gens de Petite-Kabylie. Les Toudert recevaient souvent ma famille, et je fis ainsi moi-même leur connaissance. Grâce à leur chaleureuse hospitalité, mon errance allait prendre fin quelques mois plus tard : ils mirent à ma disposition une chambre indépendante, toute petite mais commandant un des plus merveilleux panoramas du monde : la baie d'Alger, vue du quartier Notre-Dame d'Afrique.

Une table, un lit, mes livres. Le bruissement des vagues, les odeurs de la mer. Sur cet immense horizon d'azur, les levers de soleil sont proprement magiques. Les plaisirs de la vue rejoignent les envoûtements du cœur. Et cette multitude bariolée de bateaux dansant au rendez-vous de l'aube, unissant leurs bruits syncopés et leurs appels comme pour tirer Alger-la-Blanche de sa torpeur. On dirait le soleil ralenti par les flots, la vie retenue comme une respiration et s'exhalant progressivement sur Bab-el-Oued, cette Baseta qu'a su découvrir et exprimer si passionnément Camus. Comment se faisait-il que ce monde merveilleux pût renfermer une jungle humaine où l'homme est un loup pour l'homme, non par nécessité mais par cupidité et pulsion de domination ? J'avais déjà pris bien du recul par rapport à ce type de question. Il se peut qu'il existe une causalité absolue régissant l'harmonie du cosmos, mais les sociétés humaines possèdent leur propre dialectique. Les lois de la vie en société découlent des luttes sociales, culturelles et politiques orientées vers l'épanouissement personnel et le développement civique de l'humanité. Il faut la passion de subir la vie pour la découvrir dans sa plénitude.

Avoir un gîte me permettait de faire une mise au point sur l'existence que j'avais choisie, sur les idées que je voulais défendre. Je pouvais enfin y rassembler mes livres de chevet ou d'étude et tous les textes « révolutionnaires » que j'avais pu glaner en prévision de mes responsabilités.

---

1. Il lui avait survécu plus d'un demi-siècle et était resté jusqu'à sa mort le dépositaire de ses poèmes et de sa philosophie.

Ces responsabilités, à partir du 13 novembre 1947, concernent avant tout l'OS. Notre état-major se compose de huit membres : six chefs de zone, un instructeur et un chef [1]. Nous voici bombardés, sans expérience révolutionnaire ni compétences politiques particulières, à la tête d'une organisation superclandestine ayant vocation de préparer la révolution. Pour plusieurs d'entre nous, nous venions tout juste de faire connaissance. En ce qui me concerne, je rencontrai pour la première fois Maroc et Belhadj lors de notre séance inaugurale, et Boudiaf [2] et moi n'avions été mis en présence que la veille. Pour une raison dont je n'ai pas mémoire, Ben Bella n'y assistait pas; nous ne ferons connaissance qu'à la deuxième réunion d'état-major.

Rétrospectivement, il me semble que nous avons su travailler en équipe. Bien qu'il y ait eu des « chefs » à tous les niveaux (groupe, section, brigade, région et zone), nous n'avons pas institué de grades. Antimilitariste de tempérament et de formation, je n'ai conservé du sens hiérarchique et de la discipline que le strict minimum nécessaire. Le seul cérémonial était le salut militaire accompagné du cri : *Lil fida!* (« Prêts au sacrifice ») à l'ouverture des réunions.

Jusqu'en décembre 1948, c'est-à-dire pendant la première phase de l'OS, l'état-major sera à la fois un organe de réflexion et d'exécution [3]. Pour décider du type de formation militaire à donner aux effectifs de l'OS, il fallait d'abord préciser la nature de leur mission. En fait, l'orientation de l'organisation dépendra fondamentalement de Belhadj et de moi-même. Qu'il soit sorti aspirant de l'école d'élèves-officiers de Cherchell [4] n'en fait pas pour autant un « technicien » éprouvé, car Cherchell n'est pas une institution révolutionnaire, elle dispense un enseignement classique destiné à une armée régulière. Également, il n'a pas le niveau intellectuel d'Ould Hamouda, la formation politique de Maroc et de Mahsas, le baptême du feu de Ben Bella, l'expérience organique de Boudiaf. Mais il a l'esprit ouvert, il est ingénieux, astucieux, fouineur [5], imaginatif et, à la limite, farfelu. Il s'est complètement libéré des rigidités et des

1. Chefs de zones : Mohammed Boudiaf et Ahmed Mahsas (Constantinois), Djilali Reguimi (Grand Alger), Mohammed Maroc (Algérois), Amar Ould Hamouda (Kabylie), Ahmed Ben Bella (Oranie); instructeur : Djilali Belhadj; responsable : moi, depuis la passation de pouvoir de Belouizdad.

2. Il était permanent du parti à Bordj-Bou-Arreridj; il sera l'un des « cinq » de l'arraisonnement-pirate en octobre 56.

3. Le Comité central élargi (décembre 1948) décidera de disjoindre les deux fonctions, ouvrant ainsi la seconde phase de l'OS.

4. Ce grade pouvait lui avoir été décerné à titre indigène, en tant que « fils de grande tente ».

5. Le fait est que c'est lui, et lui seul, avaleur de romans policiers et d'espionnage, qui dénichera toute la documentation sur laquelle nous nous appuierons pour rédiger tous les deux la « Brochure d'instruction militaire ».

automatismes de l'appareil militaire, et, à plus forte raison, politique. Ses collègues ont une intelligence assimilatrice, lui, une intelligence combinatoire.

Dès décembre, après la première réunion au complet de notre équipe, le rythme est imprimé. Les chefs de zones s'emploient à constituer leurs effectifs en sélectionnant les militants les plus prometteurs. Belhadj a transféré sa famille de Duperré (Aïn-Defla) à Alger, dans un petit logement proche de la place Danton (place Miliani Belhadj). Nous travaillons ensemble d'arrache-pied à la rédaction de la « Brochure d'instruction militaire », c'est-à-dire au manuel de formation de base des membres de l'OS. Malgré l'obstination de Maroc [1], nous avons écarté l'idée de préparer un « Plan vert », autrement dit un projet de soulèvement. L'expérience catastrophique de la Kabylie en 1945 a amplement prouvé le caractère chimérique d'une insurrection massive tant que n'aura pas progressé le patriotisme révolutionnaire dans les mentalités et les structures [2]. Nous écartons également la voie terroriste, en laquelle nous voyons une impasse et, pour la puissance coloniale, une incitation à la répression généralisée. Nous n'avons donc qu'une orientation possible : la guerre de partisans, avec ses formes spécifiques dans les campagnes et les villes.

J'avais porté chez Belhadj toute ma documentation, notamment mon vade-mecum : *De la guerre*, de Clausewitz, en piteux état pour avoir été tant de fois manipulé, des extraits de Marx et Engels édités par le PCF, un pamphlet américain sur la guérilla, qui m'était tombé [illegible] soulèvement irlandais de Pâques 1916, un livre consacré à l'échec d'une tentative de soulèvement en Indochine dans les années 1930 et dont ma mémoire musicale retient approximativement le titre : *Hong Song Dong*, et un tas de journaux et de revues. De plus, Ahmed Mezerna, député membre de la commission de la Défense nationale, me remettait consciencieusement toute la documentation dont il pouvait disposer. Je lisais passionnément les débats sur le budget militaire, révélateurs des grandes options stratégiques, les comptes rendus des opérations militaires en Indochine [3].

---

1. Aux réunions de décembre et de janvier, il a soutenu l'idée du « Plan vert » avec tant d'opiniâtreté que j'ai dû, pour la première et la seule fois, faire acte d'autorité en lui retirant la parole; le « Plan vert » restera longtemps encore sa marotte.

2. D'où la nécessité absolue de former les cadres futurs de la révolution populaire, mission première de l'OS.

3. A travers les problèmes stratégiques et tactiques qui se posaient au corps expéditionnaire français, on pouvait lire en filigrane les difficultés et les entraves que rencontrait la lutte de libération dans la péninsule indochinoise.

La brochure que nous préparons avec Belhadj se veut surtout simple et lisible. Nous élaguons tout ce qui est laïus et théorie superflue dans le maniement des armes, des explosifs, et le combat individuel. Aux éléments techniques s'ajoutent quelques principes tactiques de la guérilla : bouchon de route, embuscade, coup de main.

Je décide d'organiser fin janvier 48 un « séminaire » de réflexion, d'instruction et de formation. Le texte que nous avons élaboré avec Belhadj y sera présenté et discuté, mais ce n'est là qu'un des points de l'ordre du jour particulièrement chargé. Car il faut arrêter dans le détail les structures définitives de l'Organisation spéciale ainsi que les modalités précises de recrutement. Nous travaillons pendant toute une semaine dans une médersa [1] privée de la Casbah. La journée commence très tôt et se termine tard dans la nuit, nos arrivées et départs devant passer inaperçus. J'ai gardé le souvenir d'un adolescent qui s'occupe de nous avec un dévouement et une discrétion remarquables. Il me semble que c'était Yacef Saadi. En dehors des conférences et des discussions menées avec méthode et discipline, les discussions à bâtons rompus rapprochent les hommes et fécondent le dialogue. Le séminaire se termine par des leçons de stratégie et de tactique, au terme desquelles chacun a droit au *Kriegspiel*, c'est-à-dire à résoudre un problème militaire donné qui se poserait à un chef de bataillon ou de régiment. Il expose sa ou ses solutions, et les autres présentent alors leur point de vue. Outre que ce *Kriegspiel* est une bonne hygiène mentale en même temps qu'un test intellectuel et un reflet intéressant de l'expérience de chacun, il permet aux chefs de zone d'acquérir des connaissances dépassant le contenu de la brochure, qui est rédigée à l'intention de la base.

Comment sera employée cette « Brochure d'instruction militaire »? Nous l'avons ronéotypée nous-mêmes en cinquante exemplaires numérotés. En général, elle ne doit pas descendre plus bas que le chef de brigade. Chacun est personnellement responsable de l'exemplaire qu'il détient, lequel doit être caché en lieu sûr et, le cas échéant, brûlé plutôt que de tomber dans les mains de la police. Aux échelons inférieurs, les leçons sont recopiées au fur et à mesure dans des cahiers personnels pour lesquels sont valables les mêmes consignes draconiennes. L'instruction militaire est prévue pour une année, à raison d'un chapitre par mois à épuiser au cours de stages et de réunions hebdomadaires ou bihebdomadaires. Les stages de formation accélérée, plus longs, sont surtout organisés aux échelons supérieurs (chefs de zone, de région, de brigade). L'effort porte principalement

1. Établissement d'enseignement supérieur musulman.

sur l'enseignement pratique : pelotons en plein air, dans les forêts, sur les crêtes. L'étude et le maniement des armes individuelles se fait plutôt en chambre, et occasionnellement en extérieur, quand on peut transporter sans risques pistolets, mitraillettes, fusils de guerre, grenades [1].

L'Organisation spéciale est donc en train de naître. Mais qui la compose? Le recrutement définitif s'opère à partir d'une sélection fondée sur de nombreux critères. Le premier, c'est le militantisme, la fidélité au parti, c'est-à-dire une action soutenue, en son sein, pour l'indépendance de l'Algérie [2]. Le deuxième critère est le courage : le baptême de la répression, l'épreuve de la prison et surtout des interrogatoires de police constituent de bons titres. Le troisième critère est la jeunesse en raison de son dynamisme, de ses facultés d'adaptation, et parce qu'elle n'a pas de charges de famille [3]. Le quatrième critère est l'intelligence. Faute de pouvoir exiger un niveau scolaire minimum, on donne la préférence à ceux qui ont des capacités intellectuelles. Enfin, il est un critère qu'il n'est même pas besoin d'énoncer : la discrétion.

Ensuite vient la mise à l'épreuve, sans que les militants soient encore avertis de leur incorporation éventuelle dans l'OS. On leur impose individuellement une série d'actes patriotiques dont les risques augmentent graduellement. Le scénario classique consiste à créer une atmosphère dramatique : on demande au jeune homme s'il est volontaire pour entreprendre une action, puis on le convoque en pleine nuit, on l'arme, et on s'arrange toujours pour qu'il y ait contrordre au dernier moment. De telles opérations nécessitent évidemment une grande vigilance de la part des recruteurs, non seulement à cause des impondérables fâcheux (l'arrivée d'une patrouille de police, par exemple), mais aussi des réactions du militant lui-même. Ainsi celles du jeune Moh Arezki Boudaoud qui, convoqué en plein jour devant le Gouvernement général, reçoit

1. L'une des premières directives aux chefs de zone fut la récupération et la centralisation régionale ou locale de l'armement. Nous ne disposions, au départ, que de quelques pistolets et mitraillettes, de fusils de guerre dans les Aurès et en Kabylie. Nous les faisions circuler à tour de rôle dans les groupes, à la fois pour limiter la circulation des armes et pour masquer notre indigence. Nous organisions la rotation d'une même mitraillette dans une ville, comme Franco impressionnant Madrid avec un unique bataillon qui y défilait plusieurs fois.

2. L'ancienneté n'était pas prise en compte pourvu que l'engagement dans le parti ait précédé, et non suivi, la phase légaliste.

3. A cet égard, les routiers SMA (Scouts musulmans algériens) retiennent l'attention des recruteurs, particulièrement en Kabylie où ils ont notamment fait leurs preuves au cours de la Semaine Sainte.

l'ordre d'abattre un haut fonctionnaire – son responsable, en l'occurrence Reguimi, aura le plus grand mal à l'empêcher d'aller jusqu'au bout. Frère d'Omar Boudaoud [1], qui deviendra un des cadres principaux de la révolution, Moh Arezki avait déjà, à seize ans, l'expérience de la répression et des armes à feu.

Ce n'est qu'au terme d'épreuves multiples et diverses que l'incorporation d'un élément dans l'OS est décidée – s'il y consent, évidemment. Ces précautions sont d'autant plus nécessaires qu'il est pratiquement impossible, une fois qu'on l'a recruté, de le rendre à la « vie civile ». On entre dans l'OS mais on n'en sort pas. Celui qui est admis dans l'OS quitte sa cellule du parti, cesse toutes ses activités publiques : réunions, distributions de tracts, etc. Il doit se faire oublier des services de police et des réseaux parallèles d'indicateurs. Évidemment, la tentation est grande d'« en remettre » : tel responsable local se met à fréquenter ostensiblement les bars et à faire la causette avec l'inspecteur de police du coin, tel autre se répand publiquement en invectives contre les nationalistes. Les directives ne peuvent prévoir tous les cas individuels, et d'ailleurs les mentalités et les méthodes de travail approximatives des responsables gauchissent souvent les directives. Transmises par la voie hiérarchique, les instructions sont dénaturées, voire perverties.

J'en tire des enseignements pratiques qui me conduisent à préparer la « Brochure de formation militante », qui sera mise en circulation en mars 1948. Outre les consignes et les conseils pour fonctionner de façon précise et efficace (comment organiser une réunion sans palabres, rédiger un rapport sans complaisance et sans verbiage), j'insiste sur le sens des responsabilités, que j'oppose à l'autoritarisme, ainsi que sur le rôle et l'importance de l'esprit d'initiative [2].

Cependant, même si nous parvenons à nous perfectionner, à fonctionner au mieux, nous nous trouvons devant un adversaire qui, lui, a une expérience autrement longue que la nôtre, des méthodes policières éprouvées. C'est pourquoi j'élabore dans le même temps une troisième brochure consacrée à « L'attitude du militant face à la police ». Il s'agit de familiariser les militants avec les trois phases de

1. Omar Boudaoud était alors responsable régional de l'OS en basse Kabylie. Il deviendra chef de la Fédération de France du FLN et membre du CNRA (Conseil national de la révolution algérienne).

2. A la prison de la Santé, Boudiaf m'apprendra que Maroc a fait réimprimer cette brochure en France en 1951, après la dissolution de l'OS, à l'intention de la Fédération du MTLD. « Avec sa signature! » ajoutera-t-il. Ce détail était pour moi négligeable, le passage des idées dans les consciences étant plus important que la vanité d'auteur.

la mission policière. La phase d'information, la plus dangereuse parce que la moins observable, avec ses nombreuses techniques : filatures, indicateurs, etc. La phase d'arrestation et de démantèlement, qui joue sur la surprise et trouve un remarquable appoint dans le manque de vigilance, les documents et les carnets qui traînent, etc. Enfin la phase des interrogatoires avec ses formes d'intimidation et de torture, dont je donnais une description presque romancée : exécutions simulées, cris des torturés passés sur bande. Il fallait, coûte que coûte, leur résister au minimum trois jours, délai permettant de mettre l'organisation en alerte et prendre toutes dispositions pour parer aux suites éventuelles des aveux. Nombreux seront les militants de l'OS qui feront l'expérience des interrogatoires. « Nous avons vécu la brochure », diront-ils. Ils l'avaient apprise par cœur [1].

S'agissant des hommes et des structures, la constitution de l'OS était sur ses rails. Mais que pouvions-nous faire sans armement, sans matériel de transmissions? Sous cette dernière rubrique, nous possédions en tout et pour tout un poste émetteur, dont l' « achat » mérite d'ailleurs d'être conté. Fin novembre 47 un responsable de Belcourt, M'Hammed Yousfi [2], m'avait signalé qu'un ex-officier allemand cherchait à vendre un poste émetteur de grande portée. Après l'avoir fait suivre pendant quelque temps en ville et à l'hôtel Saint-Georges, où il réside, pour être sûr qu'il ne s'agit pas d'un provocateur des services de sécurité, j'entre en contact avec lui. Il parle anglais, et bredouille un peu de français. Il m'explique qu'officier de marine et prisonnier des forces américaines, il risque d'être remis aux autorités françaises quand les Alliés auront rapatrié leurs derniers services. Pour arriver à regagner l'Allemagne, il a besoin d'un passeport et d'argent. Il propose un poste très perfectionné, qui peut émettre en morse et en phonie dans un rayon de plus de mille kilomètres, pour la « faible » somme de sept cent mille francs. Me prétendant radio-amateur « mordu », je dis que c'est une

1. Étrange retournement de l'histoire, en 1964-1965 je passerai cinq mois dans les locaux de la PJ, dirigée par H***, un ancien militant de l'OS, qui dépendait de F*** à la présidence. L'ancienne clinique psychiatrique de Notre-Dame d'Afrique, où était installée la PJ, était transformée en véritable usine de torture. Comme, tiré de ma cellule, je m'indignais violemment contre la torture et les tortionnaires, il invoqua... la brochure. « Eh bien! je vais t'apprendre encore autre chose, dis-je, c'est moi qui l'ai rédigée! » Je manquerais à la probité si je dissimulais que F*** devait se montrer d'une grande correction à mon égard. Il eut un débat de conscience qui, sans l'innocenter, souligne surtout la culpabilité du système.

2. Cadre phébéien de Belcourt, responsable local de l'OS. En 1955 il sera représentant de l'OS à Madrid. Chef de la Sûreté sous Ben Bella, puis diplomate. Vit à Alger.

somme astronomique et que j'offre cent mille francs, à prendre ou à laisser. Le marché est arrêté lors de notre deuxième entrevue qui se déroule au Champ de manœuvres, devant le Foyer civique de la CGT, mais il reste subordonné à l'essai concluant de l'appareil. Sans promettre quoi que ce soit au sujet du faux passeport, je lui avais demandé de m'apporter trois photos d'identité, qui me serviront surtout à le faire pister. Pour la livraison, nous fixons un rendez-vous chez lui, à l'hôtel Saint-Georges.

Au jour dit, le taxi de Zekkal, toujours lui, nous emmène, Abdelkader Bouda [1], Ahmed Kabba [2] et moi. Il est convenu que mes deux camarades monteront prendre l'appareil dans la chambre de l'Allemand tandis que j'attendrai dans une allée du jardin de l'hôtel, un peu à l'écart de la voiture. Je me doute bien que la DST surveille d'une manière quelconque ce palace fréquenté par toute sorte d'autorités civiles et militaires. Une demi-heure se passe. Zekkal me fait signe que nous devrions partir, mais, du geste, je lui demande encore un peu de patience. L'angoisse m'étreint. Si nous étions tombés dans une souricière? Mais voici Kabba qui revient vers nous en courant : l'Allemand refuse de leur livrer la marchandise, craignant évidemment d'être floué – puisque ensuite il n'aurait aucun moyen de nous contacter.

Cet appareil est trop rare pour que je le laisse passer. Tant pis pour la prudence, j'accompagne Kabba au Saint-Georges. N'ayant jamais mis les pieds dans un hôtel aussi luxueux, je feins d'être à l'aise au milieu de l'agitation mi-militaire mi-mondaine qui y règne. Une fois devant notre vendeur, je lui verse vingt mille francs d'arrhes et je lui demande de nous accompagner, pour le mettre en confiance. Et je constate que, de toute façon, j'aurais dû monter car les deux caisses sont énormes et il faut se mettre à deux pour en transporter une. Nous embarquons le Germain en direction d'El-Biar, sur les hauteurs d'Alger; là, nous le laissons près d'une station de trolley, après l'avoir rassuré sur notre bonne foi, et pris date pour l'essai de l'émetteur. Cet essai, auquel assiste aussi Omar Oussedik, et qui a lieu chez Lakhdar Rebbah, se révèle concluant : un disque de musique en vogue et quelques signaux sont captés par plusieurs de nos militants à qui la longueur d'onde de l'émission avait été communiquée la veille [3]. Pendant tout l'après-midi l'officier allemand nous donne un cours de codage secret : chiffres, lettres, livres

1. Neveu d'Ahmed Bouda, le responsable national.
2. Celui qui a fait le « saut de l'ange », aux Carrières.
3. Pour bref qu'il fût, cet essai avait également été capté par le service d'écoutes installé à Ben-Aknoun. Nous l'apprendrons, entre bien d'autres choses, après l'arrestation de l'officier allemand, fin mars.

servant de clés, faux messages, fausses clés, etc. Il nous remet aussi les brochures techniques sur le fonctionnement et la réparation éventuelle de ce qui sera le premier poste émetteur algérien [1].

L'officier allemand sera arrêté plus tard. Pourquoi? Nous ne le saurons jamais. Toujours est-il qu'en avril des inspecteurs en civil iront interroger Lakhdar Rebbah... à la prison de Barberousse [2]. On lui montre une photo de moi en compagnie de l'officier allemand devant le Foyer civique de la CGT (le cliché était pris d'un immeuble en face). Ruse classique : « Ce jeune homme a été tué par le Boche. Nous voudrions l'identifier, pour remettre le corps à sa famille. » Rebbah connaît la musique. Non, la tête de ce jeune homme ne lui dit rien. « Mais cette carte de visite trouvée dans ses papiers, c'est bien la vôtre? » Rebbah riposte qu'avec ses deux commerces, le café et la crémerie, il donne ses cartes à tous les clients, mais de là à les connaître nommément [3]! Le *Matroseoffizier* avait également fourni une autre piste à la police en la menant au restaurant de Khellil, l'ex-candidat malheureux aux élections législatives, chez qui avait eu lieu notre première entrevue. Mais Khellil s'en sortit en envoyant une gifle au jeune Allemand qu'il traita de menteur. Non, cet officier n'avait jamais mis les pieds dans son établissement, pas plus d'ailleurs que le garçon de la photo!

Que l'aspect parfois romanesque de ce genre de tractations ne fasse pas oublier au lecteur qu'elles étaient pour nous vitales. Il nous fallait absolument nous procurer des appareils de transmission et, priorité des priorités, de l'armement. Au cours d'une de nos entrevues, l'Allemand m'avait révélé l'existence d'un important matériel de guerre américain entreposé dans la région de Rouiba, à vingt-cinq kilomètres à l'est d'Alger. Par l'intermédiaire de Lounas « Zonca » (sobriquet acquis, après l'« Opération Torch », dans le marché noir), un jeune militant originaire d'Azazga, féru de tout ce qui était anglo-saxon [4], j'obtins audience auprès du consul général

1. Ici, c'est l'organe qui crée la fonction, en soulignant l'importance des transmissions et des liaisons pour la coordination de la lutte à tous les échelons, national, régional, local.

2. Pour être sûr de la réussite de son trucage des élections à l'Assemblée algérienne, le 4 avril 1948, le nouveau gouverneur général Edmond Naegelen avait pris la précaution de faire arrêter, à la veille du scrutin, sous des motifs plus transparents les uns que les autres (notamment l'« agitation électorale »!), trente-deux candidats MTLD, dont Lakhdar Rebbah.

3. Par l'intermédiaire du greffier de la prison, Mohammed Zoubiri, Lakhdar Rebbah nous fit connaître ces développements dès le lendemain – ce qui donna à sa mère le temps d'évacuer une caisse d'armement entreposée chez elle quelques heures avant l'arrivée de la PRG.

4. Façon de se mettre au diapason de son physique gallois. Il vit toujours et représente des firmes commerciales.

des États-Unis lui-même, le major Smith. Sans pouvoir me situer exactement; il n'ignorait pas que j'avais une activité politique, et me confia d'entrée de jeu qu'il était étonné des succès électoraux du MTLD. Mais, pour sa part, il ne se mêlait pas des problèmes politiques; en plus de ses fonctions consulaires, il avait mission d'aider les autorités militaires de son pays à rapatrier les restes des GIs tombés en Afrique du Nord. Après une déclaration de principe aussi nette, je ne pouvais plus amener dans la conversation la question du matériel entreposé à Rouiba. J'eus beau demander au Bureau politique de faire intervenir un interlocuteur plus connu que moi, moins mystérieux, et revenir même plusieurs fois à la charge, mes collègues ne firent aucune démarche. Faut-il incriminer quelqu'un? Non. Simplement la force d'inertie, qui est le plus puissant adversaire de l'initiative.

Ailleurs qu'à Alger, quelqu'un prenait pourtant une initiative. Je veux parler de Ouali Bennaï qui, dès décembre 1947, avait entrepris de faire une quête afin d'acheter des armes pour l'OS. Agissant à l'insu du parti et dans le plus grand secret, il sollicite des personnes aisées en Kabylie et des commerçants d'Alger, dont une liste a été préalablement dressée en équipe. Il parvient ainsi à collecter environ un million et demi de francs. Grâce à Kabba, enfant de Belcourt, quartier où demeurent encore les retombées du vaste marché noir qui y avait sévi, Bennaï peut acquérir un impressionnant stock d'armes : une vingtaine de mitraillettes Sten et Mauser ainsi que deux Thompson en mauvais état [1], une trentaine de pistolets tout neufs (7,65, 9 autrichiens et même des colts), cinq fusils de guerre et deux caisses de grenades offensives. Ce matériel est transporté [2] dans la région de Dellys, en Kabylie maritime, et grossi de quelques dizaines d'autres armes achetées sur place, et aussi dans des hauts lieux de trafic [3] que sont certains marchés de la vallée de la Soummam, dont celui des Beni-Sedka [4]. On y vendait les munitions au décalitre ou au double-décalitre, comme des céréales.

1. Elles seront retapées par les armuriers de Darna, village du Djurdjura qui a su perpétuer tout un patrimoine artisanal, malgré les interdictions et la surveillance des autorités.

2. Grâce à Noureddine Stambouli, un militant de Belcourt qui, agent des PTT, utilisa une fourgonnette postale.

3. Après le débarquement allié, il y avait eu par là un énorme trafic de marché noir. Des bandes organisées s'attaquaient aux convois alliés entre Palestro et Bouira; prenant d'assaut les trains en marche, elles en déchargeaient des caisses entières de marchandises, le plus souvent des cigarettes et du corned-beef, mais assez peu d'armes, en raison de la surveillance plus stricte qui s'exerçait sur leur transport.

4. C'est là que j'achetai moi-même, en juillet 45, la première Sten et le premier Statti.

Ainsi, grâce à une direction régionale dynamique et ardente, l'approfondissement de la conscience politique des masses populaires allait de pair avec les préparatifs matériels révolutionnaires [1]. Il fallait du concret pour être pris au sérieux par les militants et surtout par les maquisards qui ne cessaient de réclamer des armes. Nécessaire pour le moral, cet équipement servira également à des actions d'autodéfense contre ce que j'ai appelé les « milices noires ».

Pour savoir ce que sont les « milices noires », il faut remonter à 1945. Après les événements de mai, les féodaux terriens et l'administration mettent sur pied des milices pour compléter l'action de l'armée et de la police. Des assassins à gage, rescapés du bagne, sont récupérés et manipulés par les autorités locales dans le but de terroriser la population et d'assassiner les patriotes les plus actifs. Les montagnes leur étant pratiquement interdites, c'est aux alentours des villages de colonisation qu'ils sévissent, sous la protection des pouvoirs publics. Avec la politique de fermeté prônée par le nouveau gouverneur général Naegelen, qui arrive en février 1948, ce banditisme est réactivé et encouragé par la répression politique : arrestations, intimidation et brimades, et la répression économique : fermeture d'exploitations artisanales et de petits commerces, suppression des licences, débauchage des travailleurs. Les expéditions punitives seront le privilège des Aurès et de la Kabylie. Au début de 1948, comme trois ans plus tôt, les régions de Dellys et de Bordj-Menaïel subissent les méfaits des miliciens : en bandes ils font irruption chez les militants, maltraitent leur famille, volent les bijoux; ils arrêtent les autocars, en font descendre les patriotes connus, les lynchent ou les abattent froidement.

Confrontés aux appels au secours des responsables de Kabylie qui affluent à Alger, le Bureau politique se contente de leur recom-

1. Il y avait, dans cette activité de récupération d'armes à Belcourt, comme une répétition générale pour Bennaï, car dès novembre 1954 il prendra tout seul les mêmes initiatives, toujours à partir de Belcourt, pour ravitailler la Kabylie en armement, en médicaments et en pataugas. Comme il avait été exclu en 1949, les événements de la Toussaint l'avaient pris de court. Ses vieux réflexes ont joué, et il a voulu reprendre modestement sa place dans le combat. Mais sa stature politique dérange les chefs de la wilaya 3 qui donnent l'ordre de l'exécuter. Il sera froidement abattu en 1957 dans son village natal, Djemâa-N'Saharidj, sous l'accusation conjointe de messalisme et de berbérisme! Lakhdar Rebbah, lui qui est de Belcourt et qui a été témoin de ce que Bennaï a pu et su faire pour la révolution, n'en finit pas, aujourd'hui encore, d'être catastrophé par sa liquidation, de même que par la liquidation postérieure, en 1958, de Saïd Akli, qu'il a connu mieux que personne dans cette « Bataille d'Alger » dont on a si peu et si mal parlé. Commis au nom de la révolution et de l'unité nationale, ces actes de banditisme n'ont profité ni à l'une ni à l'autre.

mander la vigilance contre les provocations. Pris dans l'engrenage légaliste, le PPA-MTLD se dérobe devant les cris d'alarme d'une paysannerie qui devient gênante parce qu'elle a des problèmes gênants. Bien que responsable national de l'OS et non de la Kabylie, je demande l'inscription de cette question à l'ordre du jour d'une séance du Bureau politique. J'explique que la terreur a déjà atteint ses objectifs en basse Kabylie, que l'absence de réactions encourage les bandits, qui redoublent d'audace. Cette tension dramatique risque de déboucher soit sur le découragement et la désaffection vis-à-vis de notre mouvement, soit sur des réactions spontanées en chaîne qui ensanglanteront les campagnes, fournissant ainsi le prétexte à une répression militaire qui réduira un à un les bastions populaires. Je propose une riposte adéquate, c'est-à-dire limitée dans l'espace et le temps, ponctuelle mais cinglante. Il faut freiner ces bandits et les freiner tout de suite. S'agissant de l'action que peut mener le parti, Messali tergiverse, mais il ajoute avec son charme suave : « Voyez ce que vous pouvez faire avec vos amis sur place. » En clair : « Ce sont vos oignons, débrouillez-vous! »

Un crime particulièrement spectaculaire va effectivement nous forcer à nous débrouiller. Si Rabah, responsable du parti au douar Errich, qui dépend de Bordj-Menaïel, est assassiné devant sa femme et sa fille par une bande qui s'est arrogée le droit de faire un barrage près de la ville pour filtrer les allées et venues de la population. Élu aux dernières élections de la djemâa, Si Rabah était très estimé, même au-delà de son douar. Sa petite ferme constituait un relais, un refuge et un centre d'activité, et son deux-roues, tiré par la « jument de la patrie », était le « transport en commun » des militants. Et c'est sur ce deux-roues que ses assaillants l'ont abattu de plusieurs décharges de fusil de chasse. Il les avait suppliés de ne pas le tuer devant sa famille – rappel du code d'honneur qui régissait le banditisme non politique. Pour comble d'humiliation, sa femme a été giflée par le juge à qui elle déclarait avoir reconnu, parmi les meurtriers, le chef de la milice.

Si Hamoud, qui cumule dans la région la responsabilité de l'organisation politique et de l'OS accourt à Alger pour m'informer de ce forfait et, si possible, le faire savoir à son ex-chef Bellounis, lui aussi emprisonné à Barberousse pour cause de candidature à l'Assemblée algérienne. Bennaï se trouvant alors dans la capitale, nous décidons à trois qu'il faut mettre le paquet pour stopper les ravages de la milice.

L'opération s'est déroulée un jour de marché – occasion, pour les chefs de la milice, de parader devant les souks, armés de pied en cap. Une trentaine de militants se déploient en embuscade et dressent un

barrage. Les miliciens sont identifiés les uns après les autres par des militants masqués qui font évacuer les lieux par les autres passants. Douze bandits sont tués – la moitié sur place, les six autres mourront à l'hôpital. Dans une lettre au procureur, publiée par la presse, les frères Lounas et Amar Khettab revendiqueront à titre personnel cette action qui devait avoir une portée psychologique considérable [1]. Enfin, la peur changeait de camp.

Une autre action, qui eut Alger pour cadre, concernait également un de ceux qui faisaient régner la « terreur noire » en Kabylie. La cible en fut Agribissi (de son vrai nom Touleb Lounès), un assassin quinquagénaire aux gages du bachaga Aït Ali et de l'administration coloniale, déjà condamné à de nombreuses peines de réclusion pour des meurtres et des vols à main armée. A la tête de ses bandes, il déployait une cruauté et une cupidité à la mesure de l'impunité dont il jouissait. A la suite d'un coup de main patriotique contre la milice, il s'était enfui dans la capitale. Si Hamoud, dont on vient de voir les responsabilités à Bordj-Menaïel, m'en ayant averti, je le mets en contact avec le responsable de l'OS pour Alger-ville, Djilali Reguimi, qui choisit Mourad Didouche pour exécuter ce criminel : chef de brigade, Didouche a toutes les qualités requises : courage, sang-froid, volonté inébranlable. Il ne lui manque que l'expérience du feu ou de l'acte terroriste, mais il est par ailleurs sûr qu'en cas de pépin il ne parlera pas. Agribissi a été filé, on connaît ses itinéraires, les lieux qu'il fréquente. Au jour fixé pour l'attentat, Didouche s'approche de lui à deux reprises, et, à chaque fois, il hésite puis renonce. Nous le laissons faire une nouvelle tentative le lendemain. Mais là, alors qu'il est face à face avec Agribissi, qu'il le tient au bout de son arme, Mourad Didouche ne parvient pas à tirer. Personne, et moi le premier, ne le lui reprochera. Qui sait comment nous aurions réagi à sa place, au moment de tuer de sang-froid un homme même si cet homme est un tueur.

Mais à présent le temps presse, car le chef de la milice flaire manifestement le danger. Il sera abattu par un des maquisards de Kabylie transférés à Alger. Résistant dès 1945, cet homme s'était porté volontaire pour accomplir les missions les plus périlleuses. La suppression de ce carnassier à la solde des autorités, aussi connu en Kabylie que l'était Al Capone à Chicago, fera l'effet d'un coup de tonnerre. Impuissante à trouver l'origine de ce coup de main, la police n'en frappera pas moins promptement, et durement. Le brave vieux Rabah Ougana, patron d'un café de la rue Marengo, est

1. Sans que le parti et ses dirigeants d'Alger fussent mis en cause, puisque les frères Khettab revendiquaient publiquement l'action.

arrêté et torturé pour une double raison : il est militant du parti et il vient du même douar que le défunt chef de la milice. Autre déduction policière : l'attentat ayant eu lieu non loin de son établissement, les tueurs (comment croire qu'un homme seul aurait exécuté un pareil coup?) pouvaient s'y être retrouvés.

A part Omar Oussedik, par l'intermédiaire de qui le justicier a été mis en contact avec Reguimi, aucun membre du Comité central ni du Bureau politique ne sera au courant de notre intervention. De même, ni Reguimi ni moi n'en informerons le reste de l'état-major de l'OS. J'en parlerai bien plus tard, lorsque l'affaire se sera tassée, et pour montrer que l'OS savait être efficace. L'homme qui a exécuté Agribissi vit toujours; il a réchappé à la fois à la guerre de libération et aux combats souterrains qui l'ont préparée. Les salutations qu'il me fait parvenir de Kabylie me causent toujours un plaisir particulier.

Je viens d'évoquer les maquisards de Kabylie transférés à Alger. Pourquoi se trouvaient-ils là? Il faut d'abord savoir qu'en Kabylie, vers 1948, ils étaient environ une cinquantaine à vivre clandestinement, certains depuis les événements de 1945, les autres contraints à cette situation par la politique systématique de répression et de provocation. Tel avait été le cas d'Omar Ouamrane, le futur « colonel ». Ayant été gracié par l'amnistie de mars 46, alors qu'il était condamné à mort pour avoir fomenté, en mai 45, une mutinerie à l'école des élèves-officiers de Cherchell, il s'était intégré aux structures organiques de Kabylie. Peu après, alors qu'il surveillait les opérations électorales à Dra-el-Mizan, deux gendarmes l'interpellent : « Au nom de la loi, nous vous arrêtons! » Ouamrane répond : « Au nom de la loi, je me sauve! » Il venait de sortir du cachot, ce n'était pas pour y retourner. Devenu hors-la-loi, Ouamrane ne pose pas de problèmes parce qu'il est particulièrement discipliné et assume des responsabilités locales puis régionales. D'autres maquisards ont pu être intégrés dans la vie civile (gardiens, apprentis-maçons, apprentis-menuisiers), bien entendu sous de fausses identités. Cela leur permettait de rester en contact permanent avec leur famille, d'éviter le déracinement.

Sur l'ordre du Bureau politique, la plupart d'entre eux vont être transférés dans la capitale. Belkacem Krim est dans ce cas : ses déplacements et son activité fébrile entretenaient dans son douar d'origine [1] une agitation permanente dont l'administration prenait prétexte, selon le principe de la responsabilité collective, pour

1. Le douar Ouled-Yahia-Moussa, commune mixte de Dra-el-Mizan.

déclencher des expéditions punitives particulièrement sévères [1]. Cette mesure de transfert des maquisards répondait donc à un souci d'apaisement. J'exprimai au Bureau politique le souhait de les prendre en charge. La proposition fut mal accueillie : comment un Kabyle pouvait-il s'occuper des Kabyles à Alger? On avait surtout peur de confier ces enfants terribles à l'Organisation spéciale. Bouda les fit héberger par des militants et des sympathisants [2]. Mais ils s'étiolaient, souffraient de l'inactivité, de la solitude. Sans papiers d'identité, ils ne pouvaient sortir. Certains étaient logés dans des caves, malades. D'autres souffraient qu'on les traitât sans égards. Orgueil blessé de montagnards? On ne pourra pas dire, en tout cas, d'Ami Ali, l'ancien responsable de Dra-el-Mizan, chef direct d'Ouamrane, qu'il avait des réactions épidermiques. La grande famille algéroise qui l'hébergeait lui faisait faire des travaux durs et dégradants. « J'ai transporté du fumier sur mon dos à longueur de journée, comme une bête de somme », me dira-t-il plus tard.

Faute d'être alimentés à la dynamique de la lutte, ou fortifiés par un encadrement politique, les maquisards commencent à s'interroger. Leur isolement est d'autant plus pénible que, tout autour d'eux, la vie continue. Certains, avec la complicité des militants de leur douar d'origine, « fuguent » pour aller embrasser leurs enfants. Entre ceux qui ont brûlé leurs vaisseaux et leurs chefs absorbés par leurs préoccupations quotidiennes, le fossé devient sensible. Sommée de se comporter en arrière-garde gênante et honteuse, cette avant-garde se ressaisit, provoque des incidents amplifiés par les circuits hiérarchiques et finit par porter son problème devant la direction politique.

Edmond Naegelen ne se doutait certainement pas qu'en mettant fin à ce qu'il considérait comme une récréation électorale il mettait en même temps fin au calvaire de ces hommes. La répression qui a suivi a permis de redresser la barre et de rétablir la correspondance entre les aspirations des masses et les préoccupations du parti.

Et même si cela bouscule un peu la chronologie, qu'il me soit permis de dire ce qui leur advint. Sautons quelques mois : le « Comité central élargi » de décembre 1948 qui s'est tenu à Zeddine a adopté le rapport que je présentais; Hocine Lahouel est élu secrétaire général du parti. Profitant de la confiance restaurée, j'obtiens qu'il me donne carte blanche pour régler le problème des maquisards.

1. De celle lancée contre le village de Sidi-Bou-Nab, près de Camp-du-Maréchal, il reste des photos et des documents très édifiants.

2. On ne dira jamais assez que certaines familles modestes, à Belcourt notamment, retranchaient sur les rations de leurs enfants pour nourrir les maquisards.

Dans le courant de janvier 1949, tous les hors-la-loi du parti iront rejoindre leurs affectations respectives. Mostefa Ben Boulaïd amena dans les Aurès trois ou quatre militants dont Belkacem Krim, mais la plupart des maquisards furent casés par Ben Bella en Oranie. Ils n'en revenaient pas de la chaleur hospitalière et des égards fraternels qu'ils rencontraient dans cette espèce de liberté retrouvée. En dépit des conditions de sécurité difficiles à réunir, certains purent même recevoir leur famille. Ce fut le cas d'Ali Mogari (nom de guerre : Djilalli), du douar des Beni-Khalfoun (commune mixte de Palestro), qui avait pris le maquis au lendemain de ses noces [1].

Mais, dans le temps, notre récit n'en est pas encore là. Nous sommes tout juste à la veille des élections à l'Assemblée algérienne des 4 et 11 avril 1948, où Edmond Naegelen fera la preuve de son art consommé du trucage électoral. Dans l'OS, au fur et à mesure que se précisent nos concepts de la guerre révolutionnaire, l'importance des liaisons et communications ressort dans toutes nos perspectives stratégiques et tactiques. Au sein de l'état-major, Maroc a été désigné comme responsable aux transmissions. Mais, faute d'équipement, il est condamné à faire du bricolage, et il réclame du matériel à cor et à cri. Et voici que, de Boufarik, Moh Abba [2], un vieux militant de l'Étoile Nord-Africaine, dont la famille tient un bain maure dans la rue des Orangers, me fait savoir que, selon un ingénieur français travaillant au centre aéronautique des AIA (Ateliers industriels de l'Air), il y a là-bas un gros stock de matériel de transmissions, sans doute en souffrance depuis la guerre. Ce matériel, entreposé dans un hangar proche du bureau de l'ingénieur, ne fait pas l'objet d'une surveillance spéciale. La chance est inespérée! Nous fixons une date pour qu'il me fasse rencontrer l'ingénieur : le samedi 3 avril, veille des élections à l'Assemblée algérienne. Boufarik se trouvant sur le chemin de Blida, je profite de la voiture parlementaire portant macaron tricolore qui emmène dans cette dernière ville deux de nos candidats : Lahouel et Cherchalli. En route, ils me pressent amicalement de venir jusqu'à Blida pour assister à leur dernier meeting, après quoi ils me feront conduire à Boufarik. Bien que tenté par

1. Djilalli nous rejoindra au Caire en 1953, et deviendra l'inséparable compagnon de Mohammed Brahim Bou Kharrouba, alias Houari Boumediène, d'abord à l'université Al-Azhar en auditeur libre, puis dans une caserne égyptienne, en 1955, où le maquisard entraînera le futur chef d'État, aux côtés de qui il sera pour débarquer dans le Rif, avant que les hasards et les caprices de la hiérarchie les séparent. Lequel des deux envoyer au baroud, si ce n'est le baroudeur?

2. *Originaire du douar Aït-Djenad, près d'Azazga. Lui et d'autres compatriotes* constituaient, à *Boufarik*, une petite cellule particulièrement soudée.

cette occasion de prendre un bain de foule, je refuse; je préfère le couscous à la mode d'Aït-Djenad, et puis, à chacun ses tâches. La liberté tient parfois à peu de chose : à leur arrivée à Blida mes deux collègues du Bureau politique seront cueillis par la police et transférés à la prison de Barberousse à Alger [1]. Si je les avais accompagnés, j'aurais connu le même sort.

Je rencontrai l'ingénieur à souper, chez un boulanger, cousin de Moh Abba. Cette soirée restera pour moi un événement. Je me trouvais devant rien moins qu'un des chefs prestigieux du maquis du Vercors. Membre du PCF, il avait échappé aux purges dans l'administration coloniale, consécutives au départ des ministres communistes du gouvernement Ramadier (mai 1947), grâce à l'intervention personnelle du gouverneur général Yves Chataigneau. Le fils du gouverneur était tombé dans la Résistance, et cet homme avait été témoin de ses derniers instants. Il était réconfortant de constater que des liens personnels, forgés dans le combat patriotique, avaient su résister à la guerre froide et à la chasse aux sorcières. Dans la cellule boufarikoise d'Aït-Djenad, l'ingénieur se sentait en famille. Franchement anticolonialiste, il ne sous-estimait pas la puissance des féodalités terriennes puisqu'il habitait dans le fief d'Amédée Froger [2]. Il fréquentait davantage les militants du PPA que ceux du PCA dont, malgré sa discrétion, je compris qu'il n'approuvait pas la ligne politique.

Il cite une chose qui, depuis peu, le frappe : la plupart des colons ont transformé leur ferme en blockhaus. J'invoque la technique de l'insécurité et de la panique simulée, qui fait partie des campagnes de chantage orchestrées par les seigneurs de la terre pour bloquer toute politique d'ouverture. Il pense au contraire que la peur est réelle et conclut : « Cela va exploser, il y a tant de misère dans ce pays. » J'interroge évidemment cet ancien chef du Vercors sur le maquis, sur les erreurs commises au plateau des Glières, cette bataille si héroïque mais à l'issue tragique. Je lui demande ce qu'il pense de la possibilité d'organiser des maquis en Algérie. Il me répond : « Je connais aussi bien vos montagnes que vos montagnards. Avec deux cents hommes, je *leur* rendrais la vie impossible. »

Il me confirme l'importance et la qualité du matériel de transmissions dont il nous a signalé l'existence. Nous pourrions l'enlever en fin

---

1. J'ai déjà indiqué que trente-deux de nos candidats furent arrêtés de la sorte.

2. Maire de Boufarik, président de la Fédération des maires d'Algérie, l'incarnation même de la grosse colonisation, propriétaire de centaines d'hectares de vignobles et de plantations d'agrumes dans la Mitidja. D'horribles ratonnades suivront son assassinat par Ali la Pointe à Alger, le 28 décembre 1956.

de semaine, quand le centre aéronautique est pratiquement désert; il laisserait ouvertes les portes du hangar.

Il va nous suffire de quelques jours pour tout organiser : le camion qui enlèvera le matériel, le local où on l'entreposera. Malheureusement, le projet ne se réalisera pas. L'ingénieur ne se manifestera plus. La grande répression qui se déclenchait dès le lendemain du scrutin du 4 avril l'avait-elle incité à la prudence? Il est plus probable que le nouveau gouverneur général socialiste avait décidé de donner suite à la mesure d'expulsion camouflée, bloquée jusque-là par son prédécesseur.

7

Le piège électoral, la réunion du Comité central

Les élections à l'Assemblée algérienne sont à deux tours, les 4 et 11 avril 1948. A défaut de pouvoir les empêcher, le nouveau gouverneur général Edmond Naegelen va les « faire ». Ayant déblayé le terrain grâce à de nombreuses arrestations préalables, parmi les militants mais aussi les candidats du PPA-MTLD, il va se livrer, dans ce pays où le bourrage des urnes est pourtant monnaie courante, à un trucage électoral d'une ampleur inouïe [1]. Sur les soixante sièges, quarante et un iront aux candidats administratifs et indépendants (administratifs déguisés), contre neuf à notre parti, dont tout laissait prévoir qu'il aurait dû remporter la majorité des sièges [2].

La fiction légaliste apparaît au grand jour. Succédant à la carotte électoraliste, le bâton pose le problème en termes de puissance physique. L'alternative n'est plus « se soumettre ou se démettre », mais « lutter ou cesser d'exister ». Messali et la direction n'ont donc d'autre choix que de revenir à la ligne fixée par le Congrès de février 47, c'est-à-dire à la perspective de la lutte armée qui justifiait la création de l'OS. Heureusement, l'Organisation spéciale a continué de se structurer et de se développer en poursuivant activement le recrutement; les stages de formation fonctionnent, la quête d'armement et de matériel de transmissions se poursuit. S'il est encore un peu tôt pour faire le point, je n'en commence pas moins à dresser les

1. Le bourrage des urnes a évidemment fonctionné, mais [illegible] « sûrs » dans les bureaux de vote et le quadrillage des douars par l'armée.

2. L'UDMA de Ferhat Abbas obtenait huit sièges, et la SFIO, deux.

grandes lignes d'un rapport destiné à préciser point par point nos objectifs, et les moyens de les atteindre. Dans la perspective de la lutte de libération, il est, en effet, essentiel de démythifier une idée chère à l'Algérien moyen comme aux dirigeants, celle du projet insurrectionnel basé sur la supériorité numérique. Chère aussi aux intellectuels, comme en témoigne un « Plan vert » (un de plus!) conçu en France, au printemps 48, par une promotion d'étudiants algériens de l'université de Montpellier. Il s'agit d'une version panislamique à peine modernisée d'une épopée médiévale, cavaliers du désert en moins. Au lieu du Bureau politique, à qui il était destiné, c'est la police qui le lira. En effet, leurs auteurs l'ont confié à trois de nos candidats à l'Assemblée algérienne, qui reviennent de France à la mi-mars, pour les élections du 4 avril : le Dr Aïssani et le pharmacien Ben Dimred, de la Commission de presse et de propagande de la Fédération de France du MTLD, et l'étudiant en droit M'Hammed Yazid [1]. Or, ceux-ci sont appréhendés à leur arrivée et conduits à la prison de Barberousse après un bref interrogatoire au Commissariat central [2]. Nous aurons cependant assez vite un aperçu général de ce « Plan vert ».

L'Organisation spéciale, pour sa part, n'en est encore qu'à ébaucher un projet. C'est dans ce cadre qu'en août nous effectuons notre deuxième stage. Alors que le premier avait été le « séminaire » entre les quatre murs d'une médersa privée de la Casbah, cette fois l'état-major va tester ses connaissances et ses capacités sur le terrain. Nous avons choisi le Dahra [3], région de croupes littorales (comme disent les géographes) qui s'élèvent entre la Méditerranée et l'oued Chélif, de Cherchell à Mostaganem. Belhadj et moi, nous avons préparé minutieusement l'expédition. L'itinéraire prévu (une traversée nord-sud) partait du village de Novi, près de Cherchell, et aboutissait à Duperré (Aïn-Defla). Durée : deux jours et demi; le timing faisait partie de l'exercice. Nature du stage : traversée des crêtes à marche forcée, étude du terrain et orientation sur carte d'état-major, veillées de travail sous la tente.

1. Il comptera parmi les négociateurs d'Évian. Après l'Indépendance, ambassadeur à différents postes.

2. Quand nous nous retrouverons au Caire, en 1954, Yazid me racontera que c'était lui qui portait le document explosif, et qu'il avait tenté, mais sans succès, de s'en débarrasser en le jetant dans les toilettes, car l'inspecteur de service avait refusé qu'il s'y enferme et ne le quittait pas de l'œil, pour compenser sa surveillance peu glorieuse par un accomplissement rigide de son devoir.

3. Dans le cadre du Bureau politique, Boukadoum, le Dr Lamine, Belouizdad et moi, nous estimions que cette région se prêterait bien au parachutage ou au débarquement d'armement. D'où l'intérêt de la prospecter. Et dans l'OS, Belhadj et moi pensions que dans l'éventualité du soulèvement, elle serait un siège idéal pour l'état-major, à condition, évidemment, d'installer des relais absolument sûrs.

A peine débarqué, près de Cherchell, de l'autocar d'Alger, notre groupe de huit [1], sac au dos et en tenue de scouts, se heurte à la montée abrupte des contreforts du Dahra. Nous bivouaquons près d'une source, à côté du gros village de Sidi-Semiane. En dépit des coupures intervenues dans les circuits traditionnels, et notamment les marchés, où s'échangeaient autant les idées que les marchandises, les gens de cette région parlent encore kabyle. Les villageois accourent pour nous offrir l'hospitalité, et l'*amin* [2] du village, lui, pour s'offrir nos portraits et peut-être faire son rapport au caïd. Je ne me souviens pas si nous nous sommes présentés comme des Scouts musulmans, mais en tout cas, de la culotte courte au large sourire, nous incarnons les parfaits excursionnistes. Nous acceptons et dégustons un panier de figues fraîches, ce qui nous évite – et nous décourage – de faire les maraudeurs. Le coucher du soleil cisèle le contraste somptueux du Djebel Chenoua, teinté d'un bleu profond, et de la Méditerranée qui juxtapose toutes les nuances de l'émeraude. Cette nuit-là, les strophes d'un long poème [3] appris naguère par cœur me reviennent en mémoire. Le poète prête à la mer ce discours :

Quand les vagues, soudain, m'adressent cette leçon :
Vous rêvez d'un Maghreb français, quelle chimère!
L'Atlas s'est vu vaincu mais jamais dominé,
Vingt peuples l'ont tenté, mais nul n'a pu le faire
Et le chêne gaulois planté sur cette terre
Avant de la couvrir sera déraciné.

[...]

Ainsi parlait la mer, la sombre prophétesse.
Alors je répondis : Soit! Si Tyr, si Rome, si la Grèce,
Si la force et l'esprit et l'adresse
N'ont pu plier ces gens et les assimiler,
S'il n'a rien servi d'exploiter leur détresse,
Rien de les éblouir, rien de les décimer,
Que reste-t-il à faire, quoi donc qu'à les aimer?
Le secret de régner peut être la tendresse.

1. Je pense que cette expédition doit garder, pour les membres de l'état-major encore en vie : Ben Bella, Boudiaf, Maroc, Mahsas, Reguimi, autant de signification que pour moi. J'ai déjà indiqué qu'Ould Hamouda devait être liquidé en 1956, par les responsables de la wilaya 3, comme Bennaï et sous les mêmes accusations contradictoires de messalisme et de berbérisme. Djilali Belhadj, lui, fut condamné et exécuté comme traître par la wilaya 4, en 1958.

2. Maire d'un village, choisi par consensus.

3. J'en donnerai le texte *in-extenso* en annexe, à la fin du dernier tome.

« Que Dieu nous donne une autorité pleine de tendresse », disent toutes les mamans d'Algérie en emmaillotant leur enfant. Autrement dit : « Puisque je n'ai jamais choisi mes dirigeants, qui, depuis la nuit des temps, me sont tombés sur la tête, puisse-t-Il faire au moins que mon enfant ne connaisse pas l'insécurité alimentaire, économique et politique. »

Dès l'aube, le plein éclat de la lumière baigne les énormes buissons de lentisques et de genêts, indices de la pauvreté des terres et des villageois. Ici, ni pâturages verdoyants ni champs de blé mais des vergers entourant les nids d'aigle appelés *orti* – un des rares mots latins passés au berbère – témoins de l'histoire passée et présente d'une humanité qui lutte pour survivre. Pendant des millénaires elle a contraint les envahisseurs à rester sur le littoral, tandis que là-haut, dans ses réduits montagneux, elle faisait sortir de la roche le figuier, l'olivier et l'oranger, dont les racines maintiennent les terrasses et empêchent l'érosion.

Café, lavage des gamelles, pliage des tentes. Après quoi nous partons à marche forcée dans les montagnes par de désertiques sentiers de chèvres. Cette journée, le 20 août, sera particulièrement pénible, en raison de la chaleur caniculaire. Nous souffrons surtout de la soif. Notre vieille carte d'état-major signale bien les points d'eau, mais ils sont taris. La tentation est grande de se laisser aller dans le sens de la descente lorsque nous apercevons, en contrebas, quelques lointaines masures qui indiquent le marché de Larba, mais il est plus sage de passer au large des rares lieux habités. Nous continuons, comme aimantés par l'escarpement, sous l'avalanche d'un soleil proche de son zénith. Maroc et Mahsas commencent à avoir des malaises. Nous leur donnons les dernières gouttes d'eau et nous les débarrassons de leurs bardas que Ben Bella et Belhadj se répartissent, ne m'abandonnant que quelques piquets de tente. Nos malheureux camarades sont pris de vomissements. Jusqu'au soir ils connaîtront un calvaire [1]. Mais il faut continuer pour atteindre avant la tombée de la nuit le col de Sidi-Yahia, où la carte d'état-major indique un cours d'eau appelé El-Anasser, c'est-à-dire « les Sources ». Cette fois, le Dahra ne dément pas la carte d'état-major, et quand nous arrivons à proximité, ce ne sont pas des sources que nous entendons et apercevons mais, pour emprunter la formule de Giono, « un torrent musclé, aux reins terribles ». Son ruissellement annonce un havre de douceur et de fraîcheur surnaturelles. Les plus valides,

1. Lorsque je rencontrerai Ben Bella rendu à la liberté, en 1981, entre autres épisodes vécus en commun il évoquera cette traversée, et les appels de Maroc et Mahsas qui réclamaient constamment « La pause! La pause! »

dont je suis, se distribuent les tâches : dresser les tentes, faire un feu, préparer le café et le repas. Cette présence vivifiante de l'eau rend le panorama extraordinaire, de quelque côté qu'on se tourne : à l'est, les pics enneigés du Zaccar; devant nous, l'immense barrière inviolée qui déploie ses crêtes verdoyantes jusqu'à la méditerranéenne Ténès, qui fut ville phénicienne; au sud, les forêts déployées en gradins qui annoncent la vallée du Chélif.

Même si je le dois en partie à mon enfance montagnarde, je suis content de m'en être bien tiré, de ne pas avoir perdu la face. De plus, c'est mon anniversaire. J'ai vingt-deux ans aujourd'hui. Et me trouver là, dans ce pays de l'Atlas par excellence, au cœur du Dahra, avec des frères de toutes les régions de l'Algérie, c'est un symbole qui remplace et surpasse la plus belle fête.

Après la veillée de travail, nous nous octroyons une détente bien méritée. Reguimi, l'Algérois, n'était jamais allé nulle part dans l' « intérieur ». Bien que ses parents soient d'origine kabyle [1], il ignorait tout de la montagne. Pourtant, il a bien tenu le coup, il a montré ce que peuvent la méthode, l'économie systématique du geste et de la parole. Belhadj décide de lui faire une farce. Il commence par le conditionner psychologiquement, en lui disant que notre tente n'est pas loin d'un cimetière, séjour favori des scorpions les plus mortels, après quoi il lui pique subrepticement la plante du pied avec une épingle. Le cri de Reguimi aurait rendu des points à celui du primate des cavernes!

Le lendemain, nous arrivons dans l'après-midi à la gare des Attafs à la minute prévue pour le passage du tortillard, que nous prenons jusqu'à Duperré, d'où nous gagnerons le douar Zeddine. Le peloton se poursuivra encore une semaine, dans une ferme du douar Zeddine, sur les contreforts du massif de l'Ouarsenis. L'endroit appartient aux parents de Belhadj, et offre l'avantage d'être isolé. Nos journées sont bien remplies : approfondissement des connaissances militaires, problèmes de *Kriegspiel* d'un niveau élevé, exercices en plein air, maniement d'armes et tir à la cible. Enfin, pour clôturer cette partie « formation », l'instructeur national Djilali Belhadj soumet ses sept élèves à un examen comprenant des épreuves écrites et orales. Je suis admis premier à cet examen. Le dois-je à mon seul mérite (d'autant que je suis le plus jeune) ou à un « coup de pouce », un chef devant toujours paraître meilleur que ses subordonnés? Ce n'est pas impossible, car Belhadj me confie en souriant que la pratique existe dans l'armée française, où à tout seigneur tout honneur.

Le dernier point à l'ordre du jour, c'est une ébauche de « Plan

1. Sa maman parlait admirablement le kabyle

vert ». Nous disposons à présent d'une large documentation sur les structures civiles et militaires du pouvoir colonial ainsi que sur les conceptions stratégiques présidant à la défense de l'Algérie française : cartes d'état-major, cartes économiques, données officielles sur l'organisation et la ventilation des forces militaires et policières. Nous savons notamment que vient d'être mise sur pied une division d'intervention rapide comportant des troupes de choc et des unités blindées légères aéroportées. Son rôle? Intervenir pour renforcer le rôle traditionnellement dévolu aux divers bastions de la région militaire, en place depuis la conquête et auxquels se superpose le découpage administratif. Étant donné la longue et âpre résistance du peuple algérien, on peut dire que chaque fortin de la colonisation correspond à un haut lieu potentiel de la résistance.

Outre qu'il nous fait prendre conscience de l'importance du dispositif colonial et du déséquilibre effarant des forces en présence, le projet « Plan vert » débouche sur deux conclusions pratiques principales. L'OS doit procéder à un redécoupage de ses circonscriptions territoriales, et se doter d'un service général « Transmissions et génie ». Je ferai grâce au lecteur des discussions qui nous amènent à définir les « zones » : « zones d'action » (grandes villes et plaines), « zones de résistance et de protection » (le maquis), mais c'est un fait qu'elles nous amènent à clarifier nos objectifs [1] et préciser nos structures. Face à un adversaire doté de prestigieuses académies militaires, possédant une longue et sûre expérience de la « pacification », nous n'avons pas la prétention de former en quelques mois, et avec tous les aléas de la clandestinité, des officiers confirmés. La véritable école militaire, ce sera la crête, le combat lui-même. Et nous comptons sur le génie populaire pour produire et développer la lutte dans tous les sens, créer des formes de dépassement nouvelles dans l'art de la guerre de partisans, qui constituera la ligne maîtresse de notre stratégie.

Le stage terminé, nous regagnons Alger où nous nous octroyons tout de même quelques heures rafraîchissantes à la plage de Saint-Eugène (Bologhine-Ibnou-Ziri).

1. Parmi lesquels figure le refus de l'aventurisme. Non seulement il n'est pas question de rééditer le 23 mai 1945, mais il faut anticiper dans toutes les directions. D'où les missions de prospection et de reconnaissance qui suivront : celle du littoral entre Cherchell et Ténès, que j'effectuerai avec Saïd Akli à la mi-septembre; celle du Chélif et du plateau du Sersou, dirigée par Belhadj Bouchaïb, d'origine riffaine, alors responsable d'Aïn-Temouchent, dans le triangle Tiaret-Orléansville-Vialar (Tissemsilt), en octobre; d'où aussi l'étude de relais stratégiques et de communications vers l'Oranie (par l'Ouarsenis), le Constantinois (par le Djurdjura), le Sahara (par le Titteri, la région au sud de l'Atlas de Blida).

Je me remis aussitôt au travail sur le rapport que j'avais ébauché. Conçu pour faire le point, à l'intention du parti, sur tous les aspects de l'Organisation spéciale et sur ses perspectives, il comportait quatre parties.

La *première partie* exposait les données du problème et en déduisait les formes que devrait prendre la lutte de libération. Constituant un enjeu stratégique et politique considérable au sein de l'empire colonial français, l'Algérie est considérée comme « une partie de la France ». Donc, la puissance coloniale s'y maintiendra à tout prix et par tous les moyens. Considérant sa supériorité écrasante en termes de potentiel militaire ou répressif, aussi bien l'insurrection généralisée que le terrorisme sont voués à l'échec. Il en découle que la guerre révolutionnaire sera une guerre de partisans.

La *deuxième partie* constituait une analyse de la situation politique et dénonçait l'impasse de la voie légaliste. Que peut signifier un triomphe électoral sur l'UDMA et les Oulémas sinon que le PPA-MTLD, se voulant réaliste [1], est devenu réformiste? J'en voyais la preuve dans l'insuffisance de l'effort financier et logistique consenti par le parti pour l'Organisation spéciale, ainsi que les entraves systématiques rencontrées dans le recrutement.

La *troisième partie* présentait les objectifs et les mesures appropriées pour accélérer la préparation de la révolution :

- la réorganisation du parti sur des bases nouvelles répondant à l'impératif d'implantation prioritaire dans les bastions ruraux traditionnels;
- l'élaboration d'un programme en vue d'élever et d'approfondir la conscience révolutionnaire de ces couches paysannes, seules capables de supporter les dures épreuves d'un conflit prolongé;
- la lutte commune avec les peuples tunisien et marocain [2];
- une action politique subversive en direction de l'opinion française pour lui faire comprendre que derrière des formules telles que « la souveraineté et le prestige de la France », il ne se cache rien d'autre que les intérêts de la grosse colonisation;
- une intense activité diplomatique pour procurer à notre combat des appuis politiques matériels et moraux;
- la satisfaction des besoins de l'Organisation spéciale en hommes, en finances et en armement.

La *quatrième partie* proposait l'établissement d'un calendrier et la

1. Du genre : « Il ne faut pas rêver. Les colonialistes ont des avions alors que nous ne sommes même pas capables de fabriquer une aiguille. »

2. Je suggérais d'inciter l'Istiqlal et le Néo-Destour à créer, eux aussi, chacun une Organisation spéciale; à cet égard, nous étions prêts à les faire bénéficier de notre expérience.

création d'une commission du Comité central chargée de surveiller l'application des décisions du Bureau politique dans la voie du déclenchement de la guerre de libération. Fixer des échéances aux préparatifs de notre action, c'est rester à tout moment mobilisés et donc conserver l'initiative du « quand » et du « comment ». C'est aussi éviter un essoufflement progressif du peuple, guetté par la lassitude et le découragement. Dans cette perspective, l'Organisation spéciale doit disposer des moyens qui lui permettent de porter la contagion révolutionnaire dans l'espace et la durée.

Je réserve la primeur de ce rapport aux membres du Bureau politique, à qui je le remets individuellement. Cherchalli et Lahouel, qui en ont pris connaissance à leur sortie de la prison de Barberousse, où ils ont purgé près de six mois de détention, prennent contact avec moi et se déclarent entièrement d'accord avec mon analyse. Il n'y a pas d'autre solution que de se préparer sérieusement et de prendre rapidement ses « responsabilités ». « Faire de la prison, disent-ils, d'accord! Mais à condition que ça en vaille la peine. » De toute évidence, c'est ce que pensent les Algériens : la bataille des urnes ne mène nulle part car elle est perdue d'avance.

A la mi-septembre, j'assiste à une réunion du Bureau politique, présidée par Messali. Tout le monde convient qu'il faut étudier le rapport et lui donner les suites qui s'imposent. Mais à quel niveau? Comme il serait trop risqué d'organiser un Congrès national, on opte finalement pour la formule d'un Comité central élargi, qui se réunira fin décembre. Je propose que cet élargissement englobe tout l'état-major de l'OS, dans lequel seul Ould Hamouda et moi sommes membres du Comité central. Pour une raison qui m'échappe, le Bureau politique ne choisit qu'un de nos camarades : Ben Bella. Pourquoi eux et pas les autres, notamment Maroc [1] et Belhadj, d'autant que ce dernier, instructeur national, occupe un rang supérieur dans la hiérarchie de l'état-major?

Outre que je la comprends mal, cette décision me posera un problème d'ordre psychologique. En effet, les assises du Comité central élargi vont se tenir, elles aussi, dans la ferme du douar Zeddine, fief de Belhadj. Leur organisation matérielle n'est pas une mince affaire. Nourrir et loger une cinquantaine de personnes [2], mettre sur pied un dispositif de surveillance pendant la durée de la réunion, tout cela donne à Belhadj le sentiment de participer à un événement important. Il s'est occupé de réceptionner Ben Bella et

1. Mohammed Maroc, originaire du Maroc, avait l'étoffe d'un dirigeant politique, en plus de ses solides compétences techniques.

2. Qu'il a déjà fallu réceptionner à la gare ou guider sur les chemins dans des conditions de discrétion et de sécurité.

Mahsas; le lendemain, à l'ouverture de la séance il trouve naturel de rester avec eux. J'use de beaucoup de tact pour l'inviter à sortir, et je lui explique la situation. Ben Bella, lui dis-je, n'est pas là pour représenter l'OS mais le MTLD, dont il est contrôleur pour toute l'Oranie [1]. Djilali Belhadj se soumet de bonne grâce, mais ce qui doit chiffonner ce « fils de grande tente », c'est de jouer les utilités alors que se tient ce cénacle mystérieux et important, d'être traité comme un *khemas* [2] devant sa famille.

Je garde le souvenir le plus vivace de cette réunion. Les débats *furent libres, fervents et sereins. Quant au fond, ils portèrent* principalement sur le long rapport dont je donnai lecture [3]. Il fut reçu pour ce que, finalement, il était : un rapport d'orientation générale, d'analyse et de synthèse. Il fut adopté à l'unanimité moins une voix, celle de Djamal Derdour, chirurgien-dentiste et député du Constantinois, qui expliqua franchement son opposition à la perspective de la lutte révolutionnaire. Messali, le président du parti, s'abstint. Ce n'était pas la première fois qu'il restait « au-dessus de la mêlée ».

Quant à la forme, les interventions gardèrent une grande dignité et un bon niveau. Face à la répression, le ciment de la camaraderie ressoudait les rangs, faisait taire les querelles de clans et de personnes. Je ne me rappelle qu'un seul écart de langage. Bouda, toujours prolixe, excédé par les interruptions et les réflexions de Mahsas lui lance en français : « Toi, tu es un vagabond! » Mais il n'y met visiblement aucune méchanceté. C'est un ancien de Belcourt morigénant un fils de son quartier.

Dans l'allégresse de l'unité de vues retrouvée, nous carburons, nous avalons gloutonnement l'ordre du jour. Toute une galerie de souvenirs illustre ce climat, et elle contraste vivement avec les mines d'enterrement et les surenchères d'aplatissement servile qu'on a vus depuis lors fleurir devant les « grands guides », les « grands frères », les « grands camarades ». Au beau milieu d'une controverse idéolo-

---

1. Nous avions d'ailleurs déploré en réunion d'état-major le retard accusé par la structuration des sections de l'OS dans l'Oranie. Belhadj avait fait un rapport pessimiste à ce sujet à la suite de sa tournée d'inspection dans la région. Le fait que Belhadj a été exécuté comme traître pendant la guerre de libération et que Ben Bella a accédé à la magistrature suprême après l'Indépendance ne doit pas faire écran à une relation rigoureuse des faits, restitués dans leur contexte historique. Ce n'est pas attaquer (ou justifier) Ben Bella que de dire que dans cette période, où nous avions toutes les difficultés du monde à démarrer, il a privilégié l'action légale par rapport à la mise en place de l'Organisation spéciale. En infraction à notre directive permanente de ne pas trop se signaler publiquement, il s'était même porté candidat aux élections à l'Assemblée algérienne – ce qui aurait pu lui valoir le sort des trente-deux candidats du MTLD arrêtés à la veille du 4 avril.
2. Ouvrier saisonnier.
3. Le lecteur en trouvera le texte intégral en annexe à la fin du dernier tome.

gique, le Dr Chawki Mostefaï part d'un rire retentissant et lance en hoquetant à l'assemblée : « Opinion comme oignon! » Un peu plus tôt, Mohammed Khider lui avait passé un message dans lequel, par mégarde, il avait mal orthographié le mot « opinion ». Le Dr Mostefaï l'avait lu et glissé dans sa poche sans réaction immédiate, mais son subconscient avait enregistré l'erreur. D'où ce fou rire à retardement, incompréhensible pour tout le reste des participants.

Au jeu des ressemblances, le Dr Mostefaï, pour la stature, la physionomie et même le rire saccadé, c'est Gregory Peck. Cet orateur redoutable trébuche imperceptiblement sur les mots, surtout au début de ses périodes. « À force de me moquer des bègues dans mon enfance, explique-t-il, j'ai failli le devenir. » Au cours des débats, à l'évocation de la guerre révolutionnaire il s'est écrié : « Est-ce que vous comprenez qu'il nous faudra des tonnes de sulfamides pour soigner nos blessés? » Mais il donne son approbation à mon rapport, non sans avoir fait d'utiles remarques et posé des questions judicieuses. Il a encore au front une cicatrice bien visible : un bâton de CRS s'y est égaré alors que le responsable de la fédération de France du MTLD participait à une grande manifestation organisée par les travailleurs algériens pour dénoncer la politique de répression et les trucages électoraux. Comme quoi la matraque remplit une double fonction : elle fait des bosses et elle assure la circulation des idées. En plein carambolage politique ou idéologique, elle rappelle les orientations essentielles [1].

C'est à l'occasion de cette session à Zeddine que je vois pour la première fois Belkacem Radjeff, dont le nom était pour moi aussi légendaire que celui de Messali, de Si Djilani [2] et autres pionniers du mouvement national algérien qui avaient été de toutes les fondations, de toutes les répressions. Ce géant, ancien marchand forain en France, qui a véhiculé toute sa vie les mots d'ordre de l'Étoile Nord-Africaine, puis du PPA, puis du MTLD, a l'aisance du geste, la sobriété du verbe d'un gentleman. Issu d'une famille maraboutique de Fort-National, il s'est complètement épanoui dans le côtoiement des forces de gauche françaises. Il argumente en langue française mais comme un maçon kabyle, simplement, clairement, pierre à pierre. Attentif et patient à l'endroit des orateurs aussi longtemps

1. Le Dr Mostefaï sera le diplomate le plus prestigieux du GPRA au Maroc. C'est lui qui, à la fin du printemps 62, discutera et conclura un accord de cessez-le-feu avec Jean-Jacques Susini et l'OAS. Il fera partie de l'Exécutif provisoire après l'Indépendance.

2. Un des pères fondateurs de l'Étoile Nord-Africaine en France.

qu'ils restent dans le sujet, il a une manière à la fois courtoise et définitive de les rappeler à l'ordre.

Le personnage est si vaste qu'on me permettra de m'y arrêter un moment, à l'occasion d'un autre Comité central, dans une tout autre conjoncture. Cela se passe en 1952. Je n'ai pas été témoin de cet épisode, mais il m'a été relaté par plusieurs témoins dignes de foi. Messali fait un compte rendu sur le long périple qui l'a conduit du Caire à La Mecque[1]. Il est émerveillé par l'Orient, par les personnages illustres qui l'ont reçu, par les égards qu'on lui a témoignés. Il prend un ton épique, n'oublie aucun détail – à cela près qu'il passe sur les tâches d'internationalisation du problème algérien qui lui incombaient primordialement. Messali livrait les informations en vrac – à charge pour les responsables d'en tirer collectivement la substantifique moelle. Il reste que certains détails sont superfétatoires, par exemple : « Sa Majesté le roi d'Arabie m'accueille à la descente d'avion et j'embrasse sa main velue. » Au terme du récit de l'odyssée, fait de cette voix émue et émouvante dont les accents sont bien connus, la conclusion de Radjeff sonne comme un glas : « Camarade Messali, ce que tu viens de dire ou rien, c'est la même chose. » J'ajouterai, puisque j'ai déjà fait un saut dans le temps, que ce type d'incident est tout simplement inimaginable après l'Indépendance de l'Algérie et dans la plupart des pays du tiers-monde. Radjeff sait que Messali n'est pas un despote oriental (russe, chinois ou syrien, la liste n'est pas exhaustive). Il a donc fait preuve d'impertinence mais non de témérité. Et Messali sait que Radjeff est fidèle à son idéal et à sa conscience, non à un homme ou à un parti, quoi que l'un ou l'autre dise ou fasse. Ce type de relation n'existe plus aujourd'hui : au mieux, l'audacieux se retrouverait chômeur et déchu de ses droits civiques, au pire il irait du Comité central à la potence par la porte de service.

Je dois ajouter que, comme celui de tout homme, le passé de Radjeff ne peut pas se découper uniquement en tranches élogieuses. La vie politique d'un homme, comme sa vie tout court, forme un tout, qu'on mutile si on en dissimule une partie. Dans la sienne, certains faits de rapprochement avec les Allemands en 1939 constituent un épisode sombre, même s'ils étaient d'inspiration tactique. Je ne m'érige pas en juge, ayant souvent constaté, chez les dirigeants et hommes politiques, ce que j'appelle le réflexe nelsonien : « Détruire l'ennemi est l'ordre suprême, dont découlent tous les autres ordres. Et si l'un de ceux-ci me gêne, il me suffit de l'ignorer. »

Cela dit, et pour revenir au Comité central élargi de Zeddine, à un

1. Au cours de l'été 51.

moment la discussion porte sur le salaire des permanents du parti. Comme le responsable de l'Organisation politique justifie la différence entre le « smig » des cadres urbains et celui des cadres ruraux par la disparité de leurs besoins, Radjeff s'indigne : « En France, les patrons disent aussi que les enfants d'immigrés ne mangent pas de chocolat. » Il faut préciser que les permanents reçoivent à peine le minimum vital, même s'ils sont chargés de famille. Ben Bella intervient pour déclarer qu'on ne peut pas considérer de la même façon le célibataire et le père d'un ou deux enfants : *bez, zudj bezez.* L'emploi de *bez,* terme particulier aux populations frontalières algéro-marocaines, déchaîne la bonne humeur générale. Le Z emphatique souligne l'origine du mot, qui, en berbère, signifie « sauterelle [1] ».

Au soir du troisième jour de la session, Belhadj donne l'alerte. Un de ses travailleurs avait été questionné par un notable du douar. Dans cet immense plateau pratiquement désert, l'isolement est parfait mais le moindre mouvement n'en est que plus repérable. L'endroit est idéal si la police veut nous prendre tous au nid. Elle ne pourrait trouver meilleure occasion de décapiter le mouvement national, pris en train de comploter contre la sécurité intérieure et extérieure de l'État. Toutes les polices devaient déjà être sur les dents pour essayer de relocaliser Messali, qui avait quitté sa résidence surveillée. Au surplus, il y a eu les nécessités quotidiennes du ravitaillement, qui pouvaient suffire à donner l'éveil, et quelques sorties de camarades qui sont allés se changer d'atmosphère dans les petits villages de colonisation. Et aussi l'accident du député Khider qui, au cours d'une séance nocturne, s'est entaillé la main de bout en bout en voulant ouvrir un gros encrier. Nous avions parmi nous des médecins, qui lui ont donné les premiers soins, mais comme il lui fallait des points de suture, plusieurs voitures en ont profité pour se dégourdir les pneus en cette saison hivernale. Et le jeu des phares, surtout quand on se déplace en convoi, ne passe pas inaperçu...

Le Comité central décide d'ajourner ses travaux pour cause de repli stratégique. Nous évacuons les lieux, les hors-la-loi passant les premiers. Bennaï, Filali et moi montons dans la voiture parlementaire de Khider. Sa main blessée lui interdisant de conduire, il cède sa place à Omar Taleb, un virtuose du volant. Nous fonçons sur Alger à

1. Dans la société maghrébine, l'éventail des termes désignant un enfant est très large, leur emploi vise à déjouer le mauvais œil par la minimisation ou la banalisation. On appelle l'enfant « petit » *(ameziane)*, « singe » *(agroud)*, « esclave » *(akli)* – ce sont d'ailleurs autant de prénoms.

tombeau ouvert, précédés par Boukadoum en éclaireur, pour signaler, le cas échéant, des barrages de police. Nous empruntons un itinéraire détourné et sinueux par les montagnes, pour ne pas avoir à traverser les nombreux villages de la vallée du Chélif. Nous atteignons Alger aux premières lueurs de l'aube. Khider me remet mon rapport et mes documents qu'il gardait sur lui, glissés dans son gilet. Le lendemain, Messali pourra rejoindre tranquillement sa résidence, barbe déployée comme un drapeau.

Le regret de ne pas avoir épuisé l'ordre du jour se renforce d'une nostalgie culinaire, car Zeddine fut aussi un séjour gastronomique. Toutes les variétés de la cuisine algérienne nous furent offertes. La présence de Messali incitait à se surpasser, d'autant que sa ville natale de Tlemcen est réputée pour ses plats raffinés. L'heure des repas a compté parmi les temps forts de cette session. La constitution des groupes autour d'immenses plats collectifs répondait surtout à des affinités gustatives, mais certains gros appétits auraient fait le vide autour d'eux, n'étaient les considérations égalitaires d'arithmétique pure.

Le dernier point de l'ordre du jour qui n'avait pu être examiné à Zeddine, puisqu'il avait fallu écourter la session, va être discuté à Blida, où le Comité central se réunit quelques jours plus tard; il porte sur la redistribution des tâches dans le Bureau politique, et sur la désignation éventuelle d'un secrétaire général du parti – fonction qui, jusque-là, n'existait pas dans nos structures. Quelques camarades, dont Ould Hamouda et moi, avons pressé le Dr Lamine Debaghine d'accepter ce poste. Il faut en effet, pour faire appliquer les décisions de Zeddine, autrement dit pour préparer la révolution, pour imprimer au parti un rythme neuf, un coordinateur énergique. Lamine a refusé, estimant que ce serait se poser en concurrent de Messali, mais il s'est déclaré prêt à s'acquitter de toutes les missions qui lui seront confiées. Nous en avons déduit qu'il devrait avoir la haute main sur les tractations diplomatiques afin de régler le plus rapidement possible les problèmes vitaux d'armement et de financement.

C'est pourquoi, à Blida, je parraine une motion accordant au Dr Lamine les pleins pouvoirs en matière de relations extérieures. Mise aux voix, la motion est adoptée par le Comité central. Mais elle déclenche une telle indignation chez les adversaires du Dr Lamine : Cherchalli [1], Lamrani, Sid Ali, le Dr Mostefaï, que Ben Bella et moi

1. Qui manque même en venir aux mains avec Ould Hamouda.

devons nous interposer et aider le président Messali à rétablir le calme [1]. Le leader national, s'acquittant admirablement de son rôle d'arbitre, propose Hocine Lahouel au poste de secrétaire général. Le fait que celui-ci aura la haute main sur l'appareil contrebalancera plus qu'amplement l'influence du courant favorable au Dr Lamine.

En ce qui concerne l'OS, Hocine Lahouel exprime le souhait de me « reconduire dans mes responsabilités », et m'assure de son soutien total dans tous les domaines. Connaissant son esprit clair et méthodique, doublé d'une obstination peu commune et d'une fidélité absolue à ses idées [2], je me réjouis de travailler avec lui. Cet homme dans la force de l'âge rappelle un peu Jacques Duclos, autant par sa silhouette trapue que par son éloquence, mais le personnage est à la fois plus charmeur et plus énigmatique. Il prendra sa fonction au sérieux et s'en acquittera sérieusement. Bien que choisi par Messali, il ne sera pas l'homme du président [3]. C'est ainsi qu'il va opérer une reconversion générale des structures de l'Organisation politique, en concentrant les efforts matériels et l'action des permanents sur une implantation profonde du parti dans les principaux bastions populaires.

Soucieux d'efficacité, il court-circuite le Dr Lamine en décidant d'envoyer au plus vite des délégations au Maroc et en Tunisie avec une mission double : d'une part, demander une aide financière ou faire un emprunt, de l'autre, s'efforcer d'atteindre, ne serait-ce que partiellement, les objectifs stratégiques d'unification de la lutte au Maghreb. Je n'entrerai pas dans le détail des conversations que nouent nos camarades. Ces contacts, peu fructueux sur le plan purement pratique, furent cependant précieux en nous fournissant

1. Je reconnais que la motion était maladroite, alors que le Dr Lamine était déjà fortement critiqué pour sa façon velléitaire de mener les Affaires extérieures dont il était responsable, ainsi que pour ses absences de plus en plus nombreuses et injustifiées. Mais je ne voyais pas qui d'autre pouvait être aussi convaincu et aussi convaincant – critère majeur pour qui a mission de solliciter de l'aide, même auprès d' « amis ».

2. Comme en témoignent ses multiples incarcérations – la première alors qu'il n'était encore qu'un potache de dix-sept ans, élève du lycée de Philippeville. Comme en témoigne aussi son attitude au camp de Djenien-Bou-Rezg, sous Vichy : extrait du mitard par l'inspecteur O***, qui voulait le forcer à assister au salut au drapeau, Lahouel cracha à la figure du policier. (Ce geste a peut-être été une cause lointaine du ralliement de cet homme au FLN, en 1956). On prête à Lahouel une réplique célèbre, lors d'un des nombreux interrogatoires qu'il subit : « Sachez que Monsieur Lahouel sait mourir mais non trahir. » Je citais cet exemple dans la brochure sur « L'attitude du militant face à la police ».

3. Ce qui n'autorise nullement à dire que, dès ce moment, il manigance la révolte contre le chef national et négocie le virage à droite.

une somme d'informations qui nous permettaient d'apprécier la situation en Afrique du Nord, et d'en intégrer les éléments les plus positifs dans la planification de notre action. L'attitude est d'ailleurs différente à l'est et à l'ouest. Le seul point commun aux dirigeants nationalistes tunisiens et marocains est que, tout en admirant les Algériens pour leur courage, ils tendent, à la limite, à les considérer comme des sous-développés politiques. En Tunisie, Salah Ben Youssef, le secrétaire général du Néo-Destour, traite les propositions algériennes d'« enfantillages ». Cependant Bourguiba, le chef du parti, plus branché sur la fièvre de la rue plébéienne et l'impatience de la jeunesse tunisienne, mettra Ben Bella [1] en contact avec quelques responsables activistes. Au Maroc, l'Istiqlal joue franc jeu en disant pourquoi une stratégie commune n'est pas d'actualité : le sultan est décidé à jeter dans la balance de l'indépendance tout son poids dynastique et politique, et par ailleurs des officiers marocains de grade élevé dans l'armée française n'hésiteront pas, le moment venu, à recourir à la force.

Le mouvement de libération nationale ne doit donc compter que sur lui-même. Il s'ensuit que son organisation paramilitaire, l'OS, doit se hâter de faire le plein de ses effectifs [2]. En même temps, nous remodelons à la fois nos structures et notre découpage territorial, en fonction des données stratégiques qu'a fait apparaître le projet de « Plan vert ». L'état-major proprement dit, composé de quatre membres [3], devient une structure de réflexion par rapport à l'organe d'exécution qui est créé, le Conseil supérieur aux armées (CSA), réunissant les chefs de zones. Le remodelage des zones [4] amène la division du Constantinois en deux : Mourad Didouche [5] sera placé à la tête du Nord-Constantinois tandis que Boudiaf conservera le Sud (les Aurès et les Zibans); Ben Bella gardera la direction de l'Oranie, Ould Hamouda celle de la Kabylie; le Grand Alger et l'Algérois ne forment plus qu'une zone que dirige Reguimi; enfin une zone est créée

1. La délégation se composait de Boukadoum et Derdour, deux députés, qu'accompagnait Ben Bella en qualité de responsable au sein de l'OS. La délégation au Maroc réunissait Cherchalli et le député Khider.

2. Environ deux mille hommes.

3. Un inspecteur national (Djilali Belhadj) secondé par un adjoint (Reguimi, qui est en même temps chef de l'Algérois); un chef des services généraux, transmissions et génie (Maroc); le chef d'état-major (moi jusqu'en décembre 49).

4. Le mot *wilaya* deviendra familier aux Français après 1954; les wilayas du Front National de Libération recoupaient, à peu de chose près, les zones territoriales de l'OS.

5. J'ai dit au chapitre précédent l'homme qu'était Didouche : toujours volontaire, pas la moindre condition, et pourtant il a un commerce et il est chargé de famille.

pour le Sahara, à la tête de laquelle je désigne Mahsas. Ce dernier provoquera peu après un incident en refusant cette affectation, sous le prétexte qu'à part quelques groupes ou sections, à Djelfa et à Laghouat, par exemple, la zone du Sahara est pratiquement « inexistante ». Ce sera une des rares fois où je devrai faire acte d'autorité, et il passera en conseil de discipline [1].

Mais ce n'était là qu'un incident de parcours. L'Organisation spéciale était entrée dans sa phase d'accélération. Notre équipe était rodée, soudée. Le secrétaire général Lahouel nous soutenait. Le Dr Lamine poursuivait sa prospection auprès des « partis et pays frères [2] ». L'organisation paramilitaire du PPA-MTLD disposait donc d'excellents atouts, tout était en place...

Eh bien non, tout n'était pas en place, car si nous possédions les hommes et les branches spécialisées, nous étions cruellement démunis de matériel : armes, matériel de transmissions, équipement pour les ateliers du « génie ». Concernant les armes, nous avions tout de même pu nous en procurer un certain nombre à la fin 48. En réunion d'état-major, Boudiaf nous avait appris qu'il existait un marché florissant de fusils de guerre à Ghadamès, importante ville commerciale libyenne située tout près de la frontière algérienne et de la pointe méridionale de la Tunisie. Si Larbi, le responsable de l'OS à El-Oued, principale ville du Souf [3], dans l'extrême Sud-Constantinois, lui avait transmis ce renseignement, qu'il tenait lui-même de contrebandiers. Son groupe propose d'organiser une caravane vers Ghadamès avec de bons guides, et se fait fort d'éviter les patrouilles de l'armée coloniale. L'expédition ne doit pas durer plus de deux mois (El-Oued est séparée de Ghadamès par cinq cents kilomètres de désert). On ne peut laisser passer une aussi belle occasion. Nous partons pour Biskra, Boudiaf et moi. Le trajet se fait en chemin de fer jusqu'à Aïn-M'Lila, à une cinquantaine de kilomètres au sud de Constantine, puis en micheline jusqu'à Biskra. C'est mon premier périple dans le Sud, et je suis ébloui par la beauté et la diversité des paysages, les gorges d'El-Kantara, les montagnes des Aurès, le jaillissement des oasis dans l'immensité des dunes. Nous assistons au conseil zonal (les Aurès, Biskra, El-Oued et Souf) dans les locaux des

---

1. Je sais d'expérience que toute mémoire est défaillante, mais je maintiens que telle fut la raison de la traduction de Mahsas en conseil de discipline et non, comme il l'a dit ces dernières années, son opposition à l'unification en une seule zone de la Petite et de la Grande-Kabylie. La plupart des protagonistes étant heureusement encore en vie, il serait intéressant d'avoir leur témoignage là-dessus.
2. Prospection infructueuse au Caire, à Tanger, à Tunis.
3. Cuvette du Sahara algérien, piquetée d'oasis.

Scouts musulmans algériens, dont le commissaire local, qui est en même temps le chef de l'OS à Biskra, n'est autre que Larbi Ben M'Hidi [1]. Puis Boudiaf et moi étudions avec le responsable d'El-Oued l'« opération Libye » sous tous ses aspects.

L'expédition sera un succès total. Pour l'achat des chameaux, qui devaient être revendus au retour, et pour celui de cent Stattis avec des munitions en abondance, plus les frais du voyage, j'avais apporté tout le budget de guerre de l'OS : un demi-million. Les armes de Ghadamès furent acheminées vers les Aurès pour y être stockées. Mostefa Ben Boulaïd, alors chef de l'OS pour les Aurès, en prendra le plus grand soin [2]. Seul regret, mais de taille : un budget plus important nous aurait permis de tirer un profit maximum de l'« opération Libye ».

Au début de 49, la question du matériel se pose toujours de façon aussi aiguë, mais les caisses du parti sont vides. Les batailles électorales coûtent cher, et le soutien financier des couches aisées ne va pas au PPA-MTLD mais à la si « convenable » UDMA et à sa dévote alliée : l'Association des Oulémas. Les piécettes des fellahs des campagnes et des quartiers populaires suffisent à peine à faire vivre la presse du parti. Comment, dès lors, constituer un potentiel militaire alors que le parti n'a pas de moyens financiers à mettre à la disposition de l'OS?

Au cours d'une délibération de l'état-major, nous décidons de prospecter discrètement en vue de « faire un coup ». Il est hors de question de monter plusieurs actions, ce qui risquerait de donner l'éveil aux autorités coloniales. L'impératif absolu est la préservation du « top secret » de l'OS. Mais on doit prendre des risques, à condition de bien les calculer, et de les concentrer sur une opération unique, qui en vaille la peine. Fin janvier 49, Djelloul Nemiche [3], un responsable de l'OS à Oran qui est employé des PTT, signale à Ben Bella deux possibilités d'attaque : le wagon postal qui remonte chaque fin de mois de Colomb-Béchar, chargé de centaines de millions, ou bien la poste centrale d'Oran qui centralise une fois par mois, le premier lundi, des sommes importantes. A Alger, nous les examinons en comité restreint : Ben Bella, Belhadj, Reguimi et moi.

---

1. Né en 1923 à Aïn-M'Lila (Constantinois), il sera un des principaux fondateurs du FLN et de l'ALN, et l'un des animateurs du Congrès de la Soummam (1956). Figure d'une haute élévation morale et d'un grand courage physique. Fusillé par les Français en 1957.

2. Il les utilisera, après le 1er novembre 1954, pour mener le combat dans la wilaya 1 (celle des Aurès), dont il sera le premier, et le plus prestigieux chef.

3. De son nom de guerre, capitaine Bakhti. Il est aujourd'hui ministre des Anciens Moudjahidines.

« Nous ne sommes pas au Far West », dis-je en écartant d'emblée l'idée de l'attaque du train postal. Il faudrait un dispositif opérationnel et de repli que nous ne pouvons assurer. Nous ferons donc le « coup de la poste d'Oran ».

Il faut d'abord arracher le feu vert du Bureau politique. J'informe individuellement de notre projet les dirigeants les plus influents en les assurant que le parti sera entièrement couvert. En cas de coup dur, nous jouerons la fraction gauchisante qui a pris une initiative en cachette. En fait, l'accord de Lahouel, secrétaire général du parti, suffit à emporter la décision. Le feu vert nous est donné, avec toutes les mises en garde que l'on devine. On me recommande vivement de ne pas participer à l'action, car je risquerais ainsi de compromettre le parti, puisque je suis membre du Bureau politique et du Comité central.

Dans le courant de février, je prends le train pour Oran avec Ben Bella qui doit me mettre en contact avec Nemiche. La rencontre se déroule sur le Front-de-Mer, sorte de plate-forme verdoyante qui domine la baie d'Oran. Ben Bella me présente (sous le nom de Madjid) comme le responsable de l'exécution du projet. Ni bavard ni exalté, notre « informateur » me fait tout de suite l'effet d'un militant sérieux. Tout en bavardant, je le sonde sur son passé, ses activités politiques, et au bout d'une heure le check-up est concluant. Nous abordons alors l'objet de notre mission. Nemiche nous crayonne un plan précis de la poste. Les guichets ouvrent à huit heures; les employés arrivent environ un quart d'heure plus tôt pour préparer leurs paperasses. L'action devrait avoir lieu dans ce court laps de temps; à l'extrême limite, elle pourrait se prolonger deux ou trois minutes après l'admission du public, mais pas plus. Dernier détail, mais capital pour nous : c'est par l'entrée de service qu'on accède également à la petite permanence télégraphique.

Ben Bella et moi sommes hébergés, dans les faubourgs d'Oran, par Boudjemâa Souidani, qui habite une petite villa du faubourg Victor-Hugo. Originaire de Guelma, Souidani avait échappé par miracle aux massacres qui avaient décimé toute la jeunesse de cette ville en mai 1945. J'avais fait sa connaissance l'année précédente à Philippeville, où il était responsable de l'OS pour la région. Solide et rapide, il tenait à la fois du Basque par la physionomie et du Napolitain par le geste. Boudiaf et moi, qui nous trouvions là en tournée d'inspection, avions décidé en conseil régional de faire transférer sur El-Arrouch de la dynamite récupérée à Collo par des pêcheurs militants et sympathisants. L'opération, menée par Souidani, avait mal tourné, la camionnette étant tombée sur des gendarmes

à l'entrée d'El-Arrouch [1]. Il avait réussi à s'en sortir par miracle, et nous l'avions muté en Oranie pour le soustraire aux recherches policières. Nous ne pouvions trouver meilleur élément pour diriger le commando qui attaquera la poste.

En trois jours, tout le dispositif est au point. Huit hommes prendront part à l'opération : cinq, dont le chef, pénétreront dans la poste, devant laquelle le chauffeur attendra, moteur en marche; les deux derniers resteront à veiller sur le conducteur du véhicule que nous « emprunterons » momentanément. J'ai songé à un taxi. Nous nous ferons charger la veille, à la nuit, et conduire à l'extérieur de la ville. Le chauffeur restera dans la nature sous bonne garde, et le lendemain matin, quand l'opération sera terminée, il récupérera son véhicule. Ben Bella s'engage à trouver deux militants pour la tâche auxiliaire de veiller sur le chauffeur. Il en propose deux autres pour le commando : Belhadj Bouchaïb [2] et un certain Fellouh. Le premier est adjoint au maire d'Aïn-Temouchent, gros bourg situé à soixante-dix kilomètres au sud-ouest d'Oran; son patriotisme s'est trempé dans l'affrontement et la résistance aux potentats locaux de la grosse colonisation. Il est discret, nullement vantard, ce qu'il doit certainement à ses origines rifaines. Joueur de football, il est taillé en demi-centre fonceur et défonceur. Il s'est acquitté, en octobre 48, de la mission de prospection dans l'Ouarsenis que j'ai évoquée un peu plus tôt. A cette occasion, son esprit d'initiative et son sens des responsabilités lui avaient permis de faire échapper ses compagnons à un traquenard ourdi par des agents indigènes de l'administration. Le deuxième, un restaurateur de Mostaganem, n'appartient pas à l'OS; Ben Bella le dit d'un courage exceptionnel. Je n'ai pas un très bon contact avec lui, probablement à cause de ses tatouages audacieux et de son genre un peu truand. J'ai une sorte d'allergie naturelle ou culturelle à l'égard des hommes du « milieu », même mûrs et rangés comme Fellouh.

Souidani me rassure. En fait, il est surtout sûr de lui. Il fait partie de cette vaste fresque de cadres populaires qui donneront à la révolution son renom, sa charpente et sa gloire. Son destin en fera plus tard un des chefs de la wilaya 4 où il mourra au combat, non

---

1. Ses deux compagnons, dont le responsable de l'OS à Collo, qui était également adjoint au maire, furent arrêtés. L'affaire, amplement relayée par la presse, m'avait été reprochée par certains membres du Bureau politique, et particulièrement par le député Mezerna, craignant que le parti fût mis en cause. Mais comment pouvait-on préparer la « lutte révolutionnaire » que souhaitait le parti sans courir ne serait-ce qu'un minimum de risques?

2. Treize ans plus tard, nous nous retrouverons sur les mêmes bancs de l'Assemblée nationale constituante. Il vit toujours, sans être le rentier de son passé.

loin d'Alger. Deux autres membres du commando connaîtront le même sort glorieux en Kabylie, où ils participeront au déclenchement du 1er novembre 54. Le lecteur les a déjà rencontrés : les frères Lounas et Amar Khettab. Lounas, au maquis depuis l'été 45, fait partie de ces résistants de la première heure qui exécutèrent les auxiliaires indigènes de la répression en Kabylie [1]. Amar, lui, est entré dans la clandestinité au début de 1948, après la liquidation de certaine « milice noire » [2]. Ils faisaient partie de ces « maquisards de Kabylie » recasés en Oranie par l'OS, après leur période de « purgatoire » algérois.

L'opération est prévue pour le premier lundi de mars. Outre le choix du chauffeur, qui n'est pas une mince affaire, il reste à rassembler le matériel nécessaire : pistolets, mitraillettes (qui ne serviront qu'à l'intimidation, car il est exclu d'en faire usage), bonnets pouvant servir de cagoules, gants, sacs, etc. Nous prenons date pour nous retrouver tous à la fin du mois. Rentré à Alger, le soir même j'informe le secrétaire général du parti de la tournure que prend le projet. Il approuve celui-ci et conclut avec son sourire un peu énigmatique : « Tu prends tes responsabilités. » Lui-même n'avertira ses collègues de la direction que deux ou trois jours avant l'opération, délai suffisant pour qu'ils prennent quelques précautions élémentaires, comme de mettre en sûreté des documents importants que l'ambiance légaliste incite à laisser traîner. Et Hocine Lahouel de réitérer ses recommandations : en cas d'arrestation, les membres du commando doivent prétendre avoir pris l'initiative tout seuls, à l'insu des dirigeants « embourgeoisés ». Et il se montre péremptoire sur ma non-participation à l'action. Il connaît les limites de la résistance humaine à la torture.

Le lendemain, je demande à Djilali Reguimi, responsable de l'OS pour l'Algérois, s'il a sous la main un bon chauffeur. Il faut un garçon qui soit un as du volant, qui ait du sang-froid, de la discrétion et l'esprit débrouillard. Deux jours plus tard, Reguimi déniche l'oiseau rare. C'est un jeune artificier, appartenant à un de nos groupes spécialisés du « génie ». Il s'appelle Mohammed-Ali Khider, mais n'a aucun lien de parenté avec le député d'Alger et membre du Bureau politique Mohammed Khider. Il a subi avec succès toutes les mises à l'épreuve de ceux qui entrent dans l'Organisation spéciale. Reguimi me le présente sans délai. Je « travaille » un moment le

1. On se souvient qu'il avertit le caïd sanguinaire de Bordj-Menaïel de sa condamnation et de la date de son exécution – et qu'il tint parole.
2. Voir à la fin du précédent chapitre.

jeune Mohammed-Ali Khider avec la gravité et l'impassibilité d'un supérieur hiérarchique. J'exagère à dessein les risques de sa mission sans lui dire de quoi il s'agit. Il se déclare prêt à faire son devoir et à respecter les consignes au péril de sa vie. Ensuite, je bavarde avec lui pour l'observer sous un autre angle [1]. Et mon siège est fait : Khider est bon pour la poste d'Oran.

Je pars avec lui pour Oran [2], où nous arrivons l'avant-veille du jour J. Au commando réuni chez Souidani, j'expose le plan et ses modalités. Auparavant, je justifie la mission, qui est loin d'un haut fait d'armes. Je souligne l'intensité de l'exploitation dont est victime le peuple algérien. L'oppression coloniale explique la pauvreté des couches révolutionnaires, donc du mouvement qui veut mener la lutte pour la libération du pays. Dans les banques et les bureaux de poste transitent les fortunes qui s'édifient sur la sueur et la misère de nos compatriotes. Pour justifier l'opération, il faut en ennoblir les objectifs. Il n'est pas facile d'accepter des formes de lutte qui s'apparentent au banditisme. J'ai moi-même assez de problèmes de conscience pour faire « passer la flamme ».

Ensuite vient l'exposé du plan d'action et son minutage. 7 h 45 : un membre du commando pénètre dans la poste par la petite permanence du télégraphe, et occupe l'employé en lui donnant à expédier un long câble en anglais [3]; 7 h 50 : les quatre autres entrent, continuent jusqu'à la salle contenant le coffre-fort, se font remettre l'argent; 7 h 55/8 h : les cinq hommes sortent et sautent dans le véhicule que Mohammed-Ali Khider, posté à proximité dans une ruelle discrète, et moteur tournant, pousse à fond pour les cueillir au vol.

En ce qui concerne Ben Bella et moi, les phases préalables et postérieures sont les suivantes : il part le lendemain matin pour Alger (nous sommes un samedi), et doit passer la nuit de dimanche à lundi dans un hôtel, pour avoir un alibi dont fera foi la fiche de police. Le lundi matin, donc le jour J, il repart d'Alger pour Oran, où il s'occupera d'acheminer l'argent sur Alger et ensuite d'évacuer

1. Même à un moment de détente, un résistant algérien, surtout s'il appartient à un corps d'élite, ne parlera pas de sa fiancée, de ses enfants ou de son souffle au cœur. Mais les façons de s'exprimer sont révélatrices. La prétérition révèle l'hésitation – tout sergent recruteur devrait le savoir.

2. En route, il me raconte notamment qu'il avait fait des expériences « aéronautiques » sur la plage en lançant un petit avion de bois bourré de poudre. « Il a presque volé », m'assure-t-il, ce qui me conforte dans notre choix : il est bricoleur, ingénieux... et imaginatif. C'est bien l'homme d'action qu'il nous faut.

3. Une interminable commande de tissus anglais à une firme de Manchester; je l'ai rédigée grâce à une publicité de cette maison qui m'est tombée sous les yeux.

progressivement la villa. De mon côté, je dois rester à Oran jusqu'au dimanche soir, et prendre le train pour Alger une fois en bonne voie l'arraisonnement du taxi, prévu pour dix-neuf heures. J'arriverai à la gare de l'Agha, celle de la ligne Alger-Oran, à sept heures trente le lundi matin, trente minutes avant le départ de Ben Bella dans l'autre sens, ce qui me donnera le temps de lui dire si la première partie du plan a bien été exécutée. Au moment où il montera dans son wagon, à Oran tout sera déjà terminé.

Et les choses se mettent en marche. Le dimanche soir, à dix-neuf heures, je mets moi-même Bouchaïb et Khider dans un taxi. Ils sont habillés en Européens, costume, cravate et chapeau. Défense absolue de parler arabe. Bouchaïb s'exprime bien en espagnol, mais il ne doit dire que le strict nécessaire, pour ne pas être trahi par son accent. Après quoi je pars pour Alger. Dans le wagon de troisième, la nuit me paraît longue. A la gare de l'Agha, Ben Bella m'attendait, anxieux. Je le mets au courant du déroulement satisfaisant de la première opération, et il s'embarque pour son trajet inverse du mien.

A Alger, je passe ce lundi dans l'angoisse. La TSF n'annonce rien, les journaux du soir non plus. Toute liaison téléphonique étant interdite entre Ben Bella et moi, je demande à Lahouel d'appeler le responsable du MTLD à Oran, Hammou Boutlilis, comme s'il s'agissait d'une communication de routine. Boutlilis n'étant pas au courant de notre projet, en cas de réussite il mentionnera forcément ce « fait divers », ne serait-ce que pour agrémenter la conversation. Or, Boutlilis ne dit rien. L'énigme ne s'éclaircira que le lendemain, avec le retour de Ben Bella à Alger. L'attaque de la poste d'Oran n'a pas eu lieu.

La raison? Le taxi est tombé en panne à quelques minutes du bâtiment – un ennui mécanique dont ni Khider ni les autres ne sont venus à bout. Souidani a pris la décision rapide et sage de renoncer. Ils ont abandonné le véhicule et se sont repliés en bon ordre. Ils ont fait preuve d'intelligence en ne se laissant pas griser par le feu de l'action, en n'essayant pas, malgré tout, d'aller jusqu'au bout.

Et rien n'est perdu, car l'énigme du taxi n'est pas percée. Selon la presse, le chauffeur dit avoir été bien traité, mais ne peut donner aucun indice sur les « truands » qui l'ont kidnappé. Nous guettons cependant les réactions de la police : qu'elle procède à l'arrestation de quelques têtes brûlées nationalistes du « Village nègre [1] », qu'elle

1. Quartier indigène, donc populaire, d'Oran, initialement habité par des étrangers, dont une majorité de Noirs.

renforce son dispositif de surveillance, et nous saurons qu'elle ne soupçonne pas le « milieu ». Nous aviserons en fonction de ses réactions.

Ayant constaté qu'elle ne réagit pas comme nous le redoutions, nous décidons de maintenir notre plan d'attaque de la poste d'Oran. Opération reportée au premier lundi d'avril.

A la mi-mars, je me rends à Oran [1]. Ben Bella et moi reprenons contact avec Nemiche. Il nous dit qu'aucun changement n'est survenu dans le dispositif de sécurité de la poste ni dans les habitudes des employés. Nous nous autorisons de cette bonne nouvelle pour aller tous les trois au cinéma, voir *Rebecca* avec Laurence Olivier et Joan Fontaine. Quelques jours plus tard, je suis obligé de quitter précipitamment Oran pour me mettre au vert à Er-Rahel, bourgade à une soixante de kilomètres au sud-ouest d'Oran, où le responsable local de l'OS, Fartas [2], m'héberge. Si je cite ce fait, en lui-même mineur, c'est à cause des raisons qui le motivent. Ben Bella et moi devions dîner un soir chez le Dr Boumediène Ben Smaïn. Finalement, il nous invite au restaurant « Le Petit Chez-Soi » à dix heures du soir, ayant dû accoucher lui-même sa femme dans la soirée. Quelle n'est pas ma surprise de reconnaître dans le dernier client attablé – car il se fait tard – l'inspecteur Aït Amer, de la PJ de Tizi-Ouzou. Je fais signe à mes deux compagnons de me suivre dans la cuisine et je leur dis qui est le bonhomme. Originaire de Kabylie, le patron du restaurant sait qui est son client, et il m'interroge du regard. Comment se fait-il que je le sache aussi? Toujours généreux et spontané, le Dr Ben Smaïn nous dit : « Je vais aller le jeter dehors. » Avec sa carrure de poids lourd, ça ne traînerait pas. Il a payé ses études de médecine à Marseille en travaillant comme docker. Mais nous n'acceptons pas sa solution. Le mieux est que je disparaisse momentanément de la circulation.

Et voilà pourquoi je me retrouve à Er-Rahel, où je passe une semaine de détente. Je sillonne en vélo les pistes goudronnées des grands domaines, ces vignobles à perte de vue ponctués par les petites villes de Rio-Salado (El-Malah), Hammam-Bou-Hadjar, Aïn-

1. Où Soudani me fait manger les premiers escargots de ma vie. Je n'en avais jamais goûté, par répugnance physique toute campagnarde. Je lui conseillai, s'il devait jamais ouvrir un restaurant en Kabylie, de ne jamais prononcer en public le terme oranais *(bebouche)* qui désigne l'escargot, car il a, en kabyle, une signification particulièrement crue. Ce genre de détail produit chez moi le déclic qui fait revivre notre ambiance de chaude camaraderie. Que la communion dans l'engagement se double d'un humour sans tabou, cela a pour moi valeur de test démocratique.

2. Que j'aurai la joie de retrouver lui aussi treize ans plus tard, à l'Assemblée nationale constituante.

Temouchent. Au coucher du soleil s'y étire le cortège d'une humanité brisée de fatigue, qui regagne, loqueteuse et hagarde, la misère de ses taudis. Heureusement que les militants d'origine rifaine réussissent, par leur engagement et leur exemple politique, à effriter le mur d'incompréhension, voire d'hostilité, que la colonisation essaie de dresser entre Maghrébins par le jeu de l'armée de réserve des saisonniers à bon marché. A Er-Rahel, un maquisard de Kabylie reconverti en aide-coiffeur depuis de longs mois fut tout surpris et heureux de pouvoir parler en berbère avec les Rifains...

Le samedi, avant-veille du nouveau jour J, nous nous retrouvons tous faubourg Victor-Hugo. Il y a cependant un changement : Fellouh, le restaurateur de Mostaganem, s'est désisté, « sa fille venant de tomber gravement malade ». Il a été remplacé au pied levé par Omar Haddad, ce militant dit « Yeux-bleus », qui, pour l'heure casé à Turenne[1] où il ronge son frein, a tout de suite accepté de participer au commando. Le même jour arrivent d'Alger, par une malencontreuse coïncidence, et non sans provoquer une chaude alerte, deux maquisards de Kabylie qui doivent être recasés dans l'Oranais. Aussitôt débarqués, celui qui porte le nom de guerre de Wlid Elqaïd (« Fils du caïd ») et son inséparable compagnon vont se dégourdir les jambes dans les environs. Ils croisent deux gendarmes à bord d'une jeep qui se retournent curieusement sur eux. Est-ce à cause de leur accoutrement disparate, bleus de chauffe et canadienne? Faisant demi-tour, les gendarmes reviennent à leur hauteur et demandent : « Vos papiers! » Alors, Wlid Elqaïd sort son « 9 » autrichien et riposte, avec ce flegme un peu comique qui n'est qu'à lui : « *Ou li mène!* » [Haut les mains!] – « Ne tirez pas, ne tirez pas! », crie l'homme. Le « Fils du caïd » souffle à son camarade de décamper en vitesse pendant qu'il tient les gendarmes en respect. Puis il commence à reculer, son pistolet toujours braqué sur la jeep, et ne se retourne qu'à quelques dizaines de mètres plus loin, pour s'enfuir à toutes jambes, en zigzaguant entre les arbres pour échapper aux balles des gendarmes. « Elles sifflaient de partout », me dira-t-il le lendemain.

Revenu à son point de chute, son camarade nous raconte l'aventure, les coups de feu qu'il a entendus de loin. Le « Fils du caïd » aurait-il été atteint? La nuit se passe, et il n'a toujours pas

1. Nous l'avons déjà rencontré plusieurs fois dans le récit. Une alerte, après bien d'autres, l'avait forcé à quitter sa boulangerie de la Casbah pour Saint-Ferdinand (Souidania), une bourgade de la Mitidja qui était un fief nationaliste. Mais il avait fallu lui faire prendre le large à la suite d'une histoire passionnelle qui avait failli tourner au drame, et il vivait alors à Turenne (Sabra) près de la frontière marocaine.

reparu. Ben Bella fait demander aux responsables locaux d'entreprendre des recherches dans toute la ville. Et notre bonhomme est retrouvé dans un bain maure. Il a eu l'intelligence de s'adresser au patron de l'établissement, sachant que la plupart des bains maures sont tenus par des gens originaires d'Aït-Djenad, en Kabylie, presque tous militants du parti. Nous le récupérons donc, sain et sauf [1].

Le dimanche soir, le plan se déroule comme en mars. Haddad part avec Bouchaïb et Khider pour prendre un taxi et l'arraisonner en route. Mais, à huit heures, les voilà revenus tous les trois. Devenus méfiants, les chauffeurs qui acceptent des courses hors la ville se font accompagner par un garde du corps armé. Allons-nous devoir renoncer encore une fois? C'est impossible, il y a déjà eu trop de mouvement; et puis, une nouvelle attente d'un mois risque d'ébranler les nerfs des protagonistes.

Brusquement, je me lève et j'entraîne Omar Haddad en disant aux deux autres de se tenir prêts. Omar et moi, nous prenons le tram et descendons en ville. Nous déambulons un moment. Dans le quartier européen, à la Buena de Dios, les rues sont peu animées, car c'est l'heure du souper. Soudain, j'avise une traction avant noire avec un macaron de médecin sur le pare-brise. J'abrégerai la suite, car le lecteur l'a déjà devinée. D'un café, je téléphone au médecin en prétendant que j'ai un enfant malade. Je lui dis que je passerai chez lui dans une heure – le temps, pour Omar Haddad, de retourner faubourg Victor-Hugo pour avertir Bouchaïb et Khider de nous attendre en tel point précis du parcours prévu.

L'heure me paraît longue, attablé dans ce bar déjà abandonné par l'animation du dimanche. Alternativement, je consulte ma montre et je retourne toutes sortes d'idées sur l'opération que nous préparons. Baudelaire parle de « l'identité de deux idées contradictoires, liberté et fatalité ». Oui, nous avons choisi en toute liberté [illegible] même si notre fatalité s'appelle « révolution ».

Omar revient me dire que les deux camarades se tiendront prêts à l'endroit prévu. Portant moustache postiche, de fausses lunettes de vue, et le béret basque enfoncé sur le front, je monte chercher le médecin. Nous partons dans sa traction; à un carrefour, je l'avertis que deux parents nous attendent. Un peu surpris, il stoppe; Bouchaïb ouvre la portière arrière, se jette sur la banquette et braque le canon de son pistolet dans le dos du médecin en hurlant « haut les mains! »

1. Ce brave militant sera victime de la crise de direction qui surviendra en 1952 entre centralistes et messalistes. Venu à Alger sur convocation du siège central, il sera abattu par la police au cours d'un accrochage digne d'un Western.

J'ai beau le rassurer en lui disant qu'il ne lui sera fait aucun mal, il se met à crier. Khider intervient juste à temps pour le pousser de son siège et allumer les phares, car un camion arrive en sens inverse à toute allure. Le médecin cède et va se placer à l'arrière. Khider se met au volant.

A partir de là, tout se déroulera comme prévu. Je prends le train pour Alger [1]. Le lendemain matin, je trouve Ben Bella à la gare de l'Agha. Nous convenons d'une liaison téléphonique et d'un mot de passe, s'il se révélait absolument capital de nous joindre. Nous fixons le lieu et l'heure où nous nous rencontrerons à son retour. Il monte dans le train d'Oran. A la même heure, « l'attaque de la poste d'Oran » vient d'être réussie.

J'en connais les grandes lignes par le rapport que me fit Souidani. Quant aux péripéties, Bouchaïb, Haddad et Khider sont encore en vie, et ils auraient sûrement d'intéressantes précisions à apporter. Les hommes du commando sont arrivés sans encombre jusqu'à la salle du coffre-fort. Mais là – surprise qui, elle, n'était pas prévue –, le caissier principal résiste, hurle : « À l'aide! » Bouchaïb et Haddad parviennent à le maîtriser mais, pour dire ce qui est, en l'assommant grâce à leurs matraques de caoutchouc (modèle « CRS »). Seulement, à présent comment ouvrir le coffre dont ils n'ont pas la clé et ignorent la combinaison? Au surplus, ameutés par le vacarme les usagers et les curieux commençaient à se presser devant la grande porte d'entrée. Alors, il faut renoncer au gros butin et se contenter de ce qui est accessible. Tandis que deux hommes tiennent en respect les employés, les trois autres raflent tous les billets de banque qu'ils trouvent dans les caisses, les fourrent dans leurs sacs, leurs poches et même, comme Haddad, sous leur chemise, à même la peau. Puis le commando se replie en bon ordre, couvert par la MAT de Bouchaïb. Dès qu'il aperçoit ses camarades, Mohammed-Ali Khider, qui est resté en retrait, les nerfs solides malgré l'ambiance de panique qui se développe, manœuvre et vient se placer devant l'entrée. Mais la foule stationnant devant la poste réagit. Elle se porte sur la voiture pour l'empêcher de démarrer – réflexe collectif et tout à fait méditerranéen. Puis, elle reflue non moins collectivement quand apparaît Bouchaïb, mitraillette braquée, qui fait un grand geste de balayage, comme s'il allait tirer. Ayant récupéré tout le commando, Khider

1. Auparavant, je passe chez le médecin afin de rassurer sa femme, qui pourrait, ne le voyant pas revenir, s'inquiéter et appeler la police. Je lui dis que son mari reste au chevet du bébé, qu'il rentrera dès qu'il le verra hors de danger. Elle paraît troublée : intuition féminine? En tout cas, la description de moi qu'elle donnera à la presse témoigne d'une grande finesse d'observation.

démarre sur les chapeaux de roue. Peu après, le médecin recouvre en même temps la liberté et sa voiture [1].

La mission est accomplie. Elle rapporte un peu plus de trois millions d'anciens francs [2]. Ben Bella, arrivé à Oran dans la journée, fait évacuer la villa discrètement, et met le butin en sécurité en attendant de le transférer sur Alger. C'est Mohammed Khider, député d'Alger, qui viendra en prendre livraison dans sa voiture parlementaire. On apprendra plus tard que le coffre renfermait cinquante millions.

1. Il dira de ses gardiens qu'ils s'étaient conduits correctement à son égard et qu'il ne pouvait fournir aucun indice sérieux à leur sujet, si ce n'est qu'ils avaient l'accent espagnol.

2. Somme importante, mais loin de constituer un trésor de guerre. Là-dessus, le parti allouera à l'OS un demi-million, plus du quintuple de son budget mensuel maximum.

8

Complots et mirages, réalités d'un virage

La poussée révolutionnaire atteint son point critique en 1949. La mobilisation sociale et politique d'une paysannerie vivant dans un état de détresse grandissant annonce le bouleversement radical de l'ordre colonial. La nation algérienne est portée par ce mouvement d'unification des couches populaires qui refusent l'état de fait créé par plus d'un siècle d'invasion, de spoliation, d'exclusion. Le nationalisme des masses, un nationalisme ancré dans les terroirs, bouscule aussi la stratégie des partis. Le rôle politique et la mobilisation sociale de la paysannerie deviennent l'élément intégrateur du mouvement national algérien autour des deux axes que sont les Atlas.

On sait aujourd'hui que l'idéologie ne suffit pas à mobiliser un peuple ou des élites. La mobilisation du peuple algérien ne résultait pas de l'idéologie du PPA-MTLD mais d'autres poussées plus immédiates, plus profondes, rationnelles et irrationnelles, qui ne doivent pas échapper à la recherche proprement historique. En rendant évidente l'inadéquation des politiques partisanes, la formidable intrusion paysanne révèle les différentes tendances de la société citadine, que leurs structures idéologiques se réfèrent au marxisme-léninisme ou à l'arabo-islamisme. Le maintien autoritaire de ces positions orthodoxes illustre le type de rapports qu'entretiennent les diverses catégories de la petite bourgeoisie algérienne avec les masses : des rapports de récupération et de manipulation.

Grâce à des techniques remarquablement perfectionnées de propagande et d'agitation, les partis brandissent leurs mythes respectifs pour justifier leur engagement dans la voie légaliste et tenter

d'intégrer le vaste mouvement populaire. Le moment n'est pas loin où le PPA-MTLD justifiera toutes ses décisions, y compris la persécution politique, par l'intérêt supérieur du mouvement indépendantiste, face aux compromis de l'UDMA, au sectarisme des Oulémas et aux tentatives de récupération par le PCA.

Ces considérations préliminaires éclairent partiellement le « complot berbériste » et le « complot colonialiste », ces crises aiguës qui ont désagrégé le PPA-MTLD alors même que la nation algérienne en voie d'intégration était sur le point d'engager le combat libérateur. Elles fournissent des éléments d'explication, et non de justification, de la crise d'identité qui a secoué le mouvement nationaliste en 1949, et qui continue encore de nos jours à perturber la société algérienne.

Voyons d'abord ce qu'il en est du « complot berbériste ». Et d'abord, y a-t-il eu vraiment complot? Comment s'est-il manifesté? Quels étaient ses buts et ses véritables protagonistes? J'ai conscience d'assumer une grande responsabilité devant les jeunes générations algériennes en livrant là-dessus ce que je sais. Pour commencer, voyons les faits.

En 1948, Ouali Bennaï envoie en France un ancien lycéen de Ben-Aknoun, Mohand Sid Ali Yahia (dit Rachid), pour qu'il y reprenne ses études interrompues en 1946, lorsqu'il s'était mis à la disposition du parti en Kabylie. Arrivant à Paris en pleine effervescence nationaliste, Ali Yahia ne tarde pas à devenir membre du Comité fédéral du PPA-MTLD. Cette ascension, il la doit aux échos provoqués dans l'émigration kabyle à Paris par l'essor prodigieux du patriotisme dans nos montagnes, et non à des qualités ou des prestations personnelles. En effet, il n'a pas appartenu à l'équipe dirigeante du district, ni non plus participé aux grands événements qui nous avaient propulsés malgré nous à ces responsabilités. Quand Ali Yahia est venu nous rejoindre en 1946, j'ai eu du mal à le faire intégrer dans nos structures, d'abord au niveau de son village et ensuite de son douar d'origine, qui est aussi le mien. Et cela pour deux raisons : il est le neveu du caïd dont tout le monde sait qu'il est le bras droit de l'administrateur Dumont, et, en plus, son père est de statut français. Il se trouve donc englobé dans cet ostracisme dont Fustel de Coulanges disait, dans *la Cité antique,* qu'il était « moins un châtiment qu'une précaution pour l'avenir ».

Personnellement, je n'ai jamais eu de préventions à l'égard d'Ali Yahia en dépit de l'opposition traditionnelle de nos deux familles. Je l'ai imposé à la mienne, ne pouvant être insensible à son désir pathétique de réinsertion sociale et politique. La première action à laquelle il participe, en compagnie de deux de mes oncles et d'un

jeune militant de son village, Ramdane Aït Saïd, est la campagne d'inscriptions nocturnes appelant au boycottage des élections à la deuxième Assemblée constituante, en mai 46 [1]. Il se peut que Belaïd Aït Medri, responsable du canton de Michelet, l'ait introduit dans des réunions ou des activités élargies, mais il avait trop de réticence à son égard pour l'avoir fait participer à nos grands problèmes, à notre vision commune de l'avenir. Ni Aït Saïd ni Aït Medri ne feront parler d'eux. Ils seront parmi les humbles qui feront parler de la révolution algérienne.

L'opération syphon enclenchée à partir de la capitale par l'euphorie légaliste aspire de tous les coins d'Algérie les activistes en mal d'ostentation ou de promotion. Ali Yahia ne résiste pas à cet entracte pendant lequel le bouleversement des préoccupations et des priorités s'opère en douceur. Le « jeune loup » n'était pas un loup mais simplement un jeune qui aurait certainement servi son pays sans le tournant électoraliste. A présent, frustré qu'il est de n'avoir pas participé aux grands moments de 1945, il découvre le monde des idées : il s'englue dans l'agitation des cafés maures et dans les grands débats du siècle qui se poursuivent au foyer de l'Association des Étudiants musulmans algériens, rue Médée. Là, il retrouve ses aînés : l'avocat-stagiaire Mabrouk Belhocine, l'étudiant en droit Yahia Henine, le médersien Saïd Oubouzar et, occasionnellement, l'étudiant en médecine Sadek Hadjerès.

Ali Yahia, lui, entamera et finira ses études de droit à Paris, mais entre-temps il aura déclenché un véritable désastre politique.

Fin 1948, au moment où, à Zeddine, mon rapport est adopté, où l'aile révolutionnaire tente de sortir le parti des blocages de l'enfermement légaliste et réussit à recentrer la réflexion sur les grands problèmes posés par la perspective de la guerre de libération, à Paris Ali Yahia brandit l'étendard de la dissidence. Il prend l'initiative de faire voter le Comité fédéral sur une motion défendant la thèse de l'Algérie algérienne et dénonçant le mythe d'une Algérie arabo-islamique. Elle est acceptée à une majorité écrasante : 28 voix sur 32. Au sein de la Fédération de France du PPA-MTLD, il déclenche une campagne contre l'orientation arabo-islamique du parti.

A partir de cet épisode, la Kabylie traînera – il faut dire les choses comme elles sont – la casserole du « berbérisme » avec toutes les connotations irrationnelles, négatives et ironiques, attachées à la fonction d'épouvantail. Il y a comme ça des grains de sable, des personnages insignifiants, qui entraînent dans la vie politique des conséquences démesurées.

1. Cf. chapitre 3.

La direction réagit promptement : elle lance des commandos pour faire réoccuper les locaux du PPA-MTLD à Paris et en province. Excommunications, bagarres [1], déchaînement des passions.

Comme, à ce moment-là, je me voue corps et âme à l'OS, je n'apprends qu'incidemment le coup de force du petit Ali Yahia. Immédiatement, je fais appel à Mohand Amokrane Khelifati, tout juste libéré de la prison de Lambèse où il croupissait depuis mars 46 – une détention dont il me dira qu'elle a été plus dure que celle qu'il a vécue, sous Vichy, au camp de Djenien-Bou-Rezg. J'ai toujours dit et je maintiens qu'il est le porte-drapeau de la langue berbère, donc un véritable patriote algérien. Khelifati est pétri de fidélités. Il est fidèle à l'idéal indépendantiste comme le fut son aïeul Amjahid le moudjahid; fidèle à l'islam dont il pratique scrupuleusement les rites, aussi scrupuleusement qu'il veille à ne pas compromettre la religion avec le pouvoir politique; fidèle à son propre alphabet berbère [2]. Et fidèle aussi à un certain accoutrement [3]. Khelifati jouissait d'une estime générale dans la société kabyle. La répression coloniale en avait fait une institution nationaliste, la vie communautaire en avait fait un sage. Si quelqu'un peut mettre fin aux agissements irresponsables d'Ali Yahia en France, c'est bien lui.

Nous nous rencontrons à Bab-el-Oued, près du stade Marcel-Cerdan, et nous discutons longuement. Homme du terroir, donc de bon sens et de discernement, Khelifati a le sens des urgences et des priorités. Même si, pour lui, l'idéal serait que le programme nationaliste prenne en compte la langue berbère, il convient que le parti, comme d'ailleurs la société algérienne dans son ensemble, ne sont pas prêts à aborder un tel débat. Ce qui, pour l'instant, est primordial, c'est la mobilisation des masses. On ne peut pas laisser un gamin ruiner ce formidable potentiel révolutionnaire qui s'est développé en Kabylie en donnant à l'aile conservatrice de la direction l'occasion de virer à droite sous le couvert d'une remise au pas. Ayant

1. A Rouen, Mohammed Khider, député d'Alger, est frappé au cours d'une réunion, et nombre de ses militants blessés au point de devoir être hospitalisés.

2. Aujourd'hui encore il rejette pareillement l'alphabet latin et le *tifinagh* (alphabet touareg).

3. Témoin cette réflexion savoureuse que lui fit Cheikh Amar, qui est de son village, alors qu'ils étaient tous deux recherchés par la police : « J'aimerais comprendre une chose. Alors qu'on te recherche activement, non seulement tu ne quittes pratiquement jamais le village, mais tu trouves le moyen de t'exposer face à la route nationale, assis bien en évidence sur la tombe blanche d'Amjahid, et par-dessus le marché, tu crois te camoufler en portant un immense chapeau de paille alors qu'on est en plein hiver. Il faut croire que cet alphabet que tu n'arrêtes pas de dessiner a un pouvoir magique d'aveuglement sur les gendarmes. »

admis mes arguments, Khelifati part le lendemain même pour la France.

Il aurait pu limiter les dégâts et résorber la crise si Messali n'avait envoyé au secours des loyalistes de la Fédération de France le capitaine Sadok Saïdi (qui lui restera fidèle toute sa vie) flanqué du Dr Mostefaï et de Radjeff. Au printemps 49, le capitaine Saïdi participe donc aux opérations de pacification et de maintien de l'ordre avec d'autant plus d'élan qu'il a, cette fois, le sentiment d'être du bon côté, et qu'à triompher sans péril il n'en aura pas moins la gloire de « se refaire une virginité ». L'épreuve de force engagée par Ali Yahia tourne à la déconfiture. Il lance un appel au secours à Ouali Bennaï.

Sans consulter ni avertir aucun de ses camarades, Si Ouali se rend aussitôt à Oran pour s'embarquer vers Marseille. Il réagit comme un père tranquille irlandais devant un pugilat : on y prend part, et on ne s'interroge sur ses motifs que quand il est terminé. Et Si Ouali, terreur des policiers, déclaré ennemi public numéro un, est appréhendé à l'embarquement. Son arrestation provoque une vive émotion. La direction veut y voir la preuve qu'Ali Yahia est manipulé par les services de police, ce à quoi les soi-disant « berbéristes » ripostent en accusant les dirigeants d'avoir « donné » Bennaï, puisque son arrestation profite à la cause « arabiste ». Les captures successives de presque tous les dirigeants du district de Kabylie vont jeter de l'huile sur le feu des passions, des suspicions, des anathèmes : Amar Ould Hamouda, appréhendé dans un tram de la capitale; Saïd Oubouzar, responsable politique pour la région de Tizi-Ouzou, coincé seul et arrêté à Alger; toujours à Alger, Omar Oussedik, encerclé et ceinturé au jardin Marengo, après avoir tenté de jouer au chat et à la souris, pieds nus dans les allées, parce que, s'étant assis sur un banc pour arranger ses sandales, il n'avait pas eu le temps de les remettre [1]. Quelques jours plus tard, c'est au tour du responsable de l'OS en basse Kabylie, Omar Boudaoud, qui, revenant de la capitale, est cueilli à l'arrivée de l'autocar à Rebeval (Baghlia).

Il ne reste plus en Kabylie qu'un seul responsable : Belaïd Aït Medri, qui a échappé au coup de filet. Pour lui comme pour ses camarades emprisonnés, ces arrestations en chaîne ne peuvent résulter que de la collusion d'un ou deux membres de la direction avec les forces coloniales. L'épaisseur quotidienne de ce drame de l'été 1949, je la ressens encore à travers une foule de réminiscences.

---

1. Reguimi, alors adjoint de Bouda à l'Organisation politique, et qui venait remettre à Omar la dernière liste de militants devant être transférés à l'OS, a assisté à la poursuite.

C'est un malheur, et c'est une catastrophe politique. La formidable progression du patriotisme révolutionnaire parvenait au sommet de la crête, à l'explosion historique, et la voici qui dévale la lamentable pente de l'implosion intestine. Ma première réaction est de tenter de limiter les dégâts et de sauvegarder coûte que coûte l'unité du parti. Mais ma marge d'action diminue au fur et à mesure que s'enfle le tir croisé des accusations [1], d'autant que je dois redoubler de précautions car la police m'a identifié dans l'affaire de la poste d'Oran. Cela, je l'apprends par Omar Boudaoud, qui réussit, de la prison de Barberousse, à me faire passer un message. De sa cellule, il a entendu les commissaires divisionnaires interroger Mohammed-Ali Khider sur l'identité réelle de « Madjid », pseudonyme sous lequel m'a connu le jeune chauffeur du commando.

Comment ont-ils pu élucider le hold-up de la poste d'Oran? Par le plus stupide des hasards. Début juillet, Boualam Moussaoui, un maquisard de Kabylie, est appréhendé à Mostaganem, où il travaille dans un restaurant, comme couverture. La police arrête aussi son patron, qui n'est autre que Fellouh, celui qui s'est désisté au dernier moment dans l'opération de la poste. Fellouh ne risque, en principe, que d'être inculpé de délit de complicité avec un hors-la-loi. Mais il lâche le morceau qu'on ne songeait pas à lui demander, et se fait même l'auxiliaire de la police. A Alger, flanqué d'inspecteurs en civil, il se poste aux carrefours principaux et guette les visages qu'il peut avoir vus faubourg Victor-Hugo à Oran, dans la maison de Souidani où nous avons préparé l'opération. Et c'est ainsi que Mohammed-Ali Khider tombe en plein dans la nasse alors qu'il se dirigeait tranquillement vers un cinéma où il devait retrouver Souidani et deux autres maquisards.

---

1. Dès ce moment, je serai, moi aussi, tenu à l'œil comme « berbériste » pour avoir projeté de faire évader Ouali Bennaï. Pourtant, j'avais demandé l'autorisation de tenter ce coup, et si on ne me l'avait pas donnée expressément, on ne me l'avait pas refusée. M'étant rendu aussitôt à Oran, j'avais trouvé tout disposé à m'aider le chef zonal de l'OS, Hadj Ben Alla (il sera le bras droit de Ben Bella après l'Indépendance, puis président de l'Assemblée nationale) et obtenu le concours actif d'un homme de mon terroir, le tailleur Ben Ali, originaire de Tassaft (le village d'Amirouche), élu adjoint au maire sur la liste MTLD. Mais, le lendemain, Bennaï était transféré à Alger. Deux jours plus tard, Oussedik et moi localisons le prisonnier à Bordj-Menaïel, toujours entre les mains et dans les locaux de la police où il est interrogé par des commissaires divisionnaires venus d'Alger. On imagine le sort réservé à ce « très gros gibier ». Nous mettons sur pied deux commandos pour l'intercepter lors de son transfert en prison, soit sur Alger, soit sur Tizi-Ouzou. Fortement armés, les commandos seront dirigés respectivement par Omar Boudaoud et son jeune frère, Moh Arezki. Finalement l'opération échouera, Bennaï ayant été transféré à Tizi-Ouzou une dizaine de jours plus tard sans que nos informateurs aient pu l'apprendre à temps. Ce sera l'unique fois où j'aurai fait courir à l'OS un risque extérieur à sa vocation propre.

Deux jours plus tard, dans le cadre de nos activités habituelles, je rencontre Reguimi, responsable de l'OS pour l'Algérois. Dans la conversation, il mentionne que Khider n'est pas rentré chez lui depuis deux jours. Les trois maquisards, qu'il hébergeait rue Rovigo (rue Arezki Lounis) dans un garage lui appartenant, l'ont vainement attendu au cinéma. Je ne peux pas en croire mes oreilles. « Tu veux dire que Souidani et les deux autres sont toujours dans ce garage? » Reguimi répond affirmativement. La rage me prend. « Et il ne t'est pas venu à l'idée que Khider pouvait avoir été arrêté? Et, dans ce cas-là, que même s'il a pu tenir jusqu'ici, il risque de flancher d'un moment à l'autre? »

Je l'envoie immédiatement au siège central du MTLD pour demander qu'on mette à notre disposition une voiture de député afin d'évacuer sur-le-champ les camarades qui sont en danger. Quand il me retrouve, une demi-heure plus tard, c'est pour m'annoncer qu'il s'est heurté à une fin de non-recevoir. Alors, d'un café je téléphone au siège central en demandant à parler à un dirigeant. On me passe Mezerna, député d'Alger. Je le prie de prêter sa voiture à mon ami, car c'est pour un motif important. A défaut, je me verrai dans l'obligation d'aller la prendre moi-même – la sienne ou une autre, d'ailleurs. Sous-entendu : un incident au quartier général de la légalité pourrait être terriblement compromettant. Formulé en termes courtois et mesurés, eu égard aux écoutes téléphoniques, ce quasi-chantage porte ses fruits. Peu après, une Matford à macaron tricolore transporte en lieu sûr les trois maquisards et tout le matériel qui transformait le garage de la rue Rovigo en atelier du « génie ». Quelques heures plus tard, la police arrivait en force sur les lieux. Le jeune chauffeur avait quand même résisté trois jours à la « question » avant d'en livrer l'adresse : le temps réglementaire prévu par la brochure sur « L'attitude du militant face à la police ».

Mon inculpation officielle s'est traduite par un mandat d'arrêt affiché par la gendarmerie de Palestro sur la porte de mes parents. Étrange coïncidence, celui qui accomplit cette formalité est l'adjudant Lecas, précédemment chef de brigade à Michelet pendant près de dix ans, où il était très estimé et apprécié par la population. Disposant d'un chapelet de formules kabyles passe-partout lui permettant de lier conversation avec tout le monde, il apostrophait de loin les braconniers notoires en leur criant : « Eh bien, tu ne reconnais plus les chacals? » C'était lui qui, en 1946, m'avait « entendu » presque clandestinement avant ma condamnation par défaut. Le couple Lecas : lui, démesurément grand (il faisait près de deux mètres), noir de poil et l'allure placide, elle, une rousse minuscule et la vivacité

faite femme, formait, dans la morosité d'une commune mixte, un contraste haut en couleurs, rayonnant de simplicité, qui incarnait une autre idée de la France.

Cette fois-ci, il dit à mon père : « Je suis navré de vous notifier ces poursuites. Je sais que la première condamnation de votre fils était montée de toutes pièces par l'administrateur. Je souhaite qu'une fois encore il s'agisse d'une erreur. Je ne vois pas votre garçon mêlé à cette histoire de hold-up. » M. Lecas n'en fera pas moins son devoir. Maintes fois il reviendra à la charge auprès de mon père pour que je me constitue prisonnier, avec la promesse que je ne serai pas torturé, qu'il me présentera directement devant le juge, sans passer par les fameux locaux de la PJ ou de la PRG. Il agira aussi par la bande, en envoyant à ma mère une Gitane qui lui fera le grand jeu, les lignes de la main et la voyance dans le marc de café, lui prédisant un avenir radieux si son fils aîné, qui semble avoir des problèmes, accepte de rentrer au bercail.

L'offensive policière me fait redoubler de vigilance, mais la crise m'impose une activité accrue. Je prends contact avec la plupart des membres du Bureau politique pour les prier, les supplier de cesser leurs attaques contre les responsables de la Kabylie. Mais, à part le Dr Lamine et Bouda, ils sont persuadés que l'opération parisienne d'Ali Yahia était préméditée et qu'elle entre dans le cadre d'un vaste complot. Ils n'en ont aucune preuve, si ce n'est que Bennaï a voulu aller en France, et qu'à présent, déchaîné dans sa cellule, il ne peut que soutenir l'action fractionnelle de son jeune ami qu'il a lui-même envoyé de l'autre côté de la Méditerranée. Je leur demande de garder la tête froide : l'avalanche d'arrestations qui n'ont frappé que les dirigeants de Kabylie, cela sent la provocation, la manipulation. Il ne faut pas se tromper d'adversaire. Bennaï et tous les emprisonnés sont des hommes sérieux et conséquents. Ali Yahia n'est qu'une péripétie. Il n'était pas au Comité central élargi de Zeddine. Il ignore tout de nos options fondamentales, de nos buts. Mais justement, comment les atteindre si on décime l'encadrement en Kabylie?

Et j'ai beau insister à plusieurs reprises, je ne parviens pas à voir Messali. Je n'obtiens d'autre réponse que : « Réglez ça avec le secrétaire général. » Motif de la dérobade : ma sécurité. Or jamais, ni collectivement ni individuellement, les membres de la direction ne s'étaient souciés de ma sécurité — je le dis avec d'autant moins d'amertume que ces choses sont maintenant lointaines [1]. Par contre,

1. Jamais on ne m'a proposé une cachette, même et surtout après ma mise à l'écart. Je dirai cependant à leur décharge qu'ils pouvaient penser que, par excès de

mes amis emprisonnés, eux, y songent. A l'insistance et à la férocité avec laquelle ils ont été torturés pour leur faire dire où je me cache, ils devinent ce qui m'attend. Par l'intermédiaire des avocats, notamment de Mabrouk Belhocine (aujourd'hui encore avocat francophone au barreau d'Alger), par celui des familles et des militants, ils m'adjurent de quitter Alger et de me réfugier en Kabylie.

Grâce à Me Belhocine, je leur fais parvenir une lettre d'une quarantaine de pages, un véritable document politique qui m'a coûté plusieurs nuits blanches et que j'aurais aimé récupérer. J'y expose mes convictions profondes, mes positions politiques, avec une foi que je ne saurais trouver aujourd'hui, pour les communiquer à des frères de combat à travers les murs et les miroirs déformants de l'incarcération. Je m'efforce de recentrer le débat sur la ligne de Zeddine, c'est-à-dire la mise en œuvre des décisions politiques et organisationnelles. Le conflit est entre les forces révolutionnaires et les légitimistes de droite, tenants de l'opportunisme électoraliste. La Kabylie est devenue, sinon dans les organigrammes du moins dans la réalité, le bastion fédérateur des forces révolutionnaires. Qui a intérêt, sinon le colonialisme, à faire dévier le débat vers l'antagonisme entre « arabistes » et « berbéristes »? Il ne faut pas tomber dans le panneau, quitte à dénoncer les agissements des irresponsables de Paris. Le foyer de notre identité n'est pas de l'autre côté de la Méditerranée mais ici. Il réside dans la capacité des masses populaires algériennes de se mobiliser pour reconquérir leur destin. Nous avons admis qu'une stratégie de libération nationale passait par le parti, comme instrument et non comme fin. Que ce soit sous la pression des manipulations colonialistes, des adversaires politiques ou des événements, il ne faut pas se laisser acculer à la scission. Et j'exhorte mes camarades à ne pas se fixer sur des personnes qui, de toute façon, seront dépassées lorsque la révolution sera mise en branle. Parallèlement, j'écris à Messali en lui demandant une audience [1] et en le priant d'intervenir pour faire prévaloir le dialogue. Je souligne qu'il n'aurait personnellement rien à gagner si le parti perdait ses dirigeants en Kabylie, parce qu'alors il perdrait en même temps, et pour longtemps, sa crédibilité dans l'opinion et sa cohésion parmi la jeunesse de cette région.

Me Belhocine me transmet la réponse des camarades détenus : la

---

prudence, je n'accepterais pas leur offre. Sans ménager les susceptibilités, je gardais pour moi les adresses de mes refuges. Lorsque des amis du Bureau politique avaient la gentillesse de me raccompagner en voiture, je les faisais stopper en chemin, pour gagner tout seul et à pied, mon gîte secret.

1. Messali ne m'accordera un entretien qu'à la fin décembre.

révolution, c'est fini. Nous y avons cru, nous avons été seuls à vouloir la faire, et on nous a trompés, trahis. Ne fais plus confiance à la direction. Quitte Alger, va en Kabylie. Nous qui sommes enfermés, et d'autres à l'extérieur, nous allons nous battre pour obtenir la convocation d'un congrès démocratique du parti. Hadjerès, Henine, Aït Medri, que je rencontrerai à plusieurs reprises, souvent avec Me Belhocine, s'entêtent, eux aussi, dans cette idée d'un congrès. Leurs arguments? Un congrès permettra de faire le bilan, de dénoncer l'autoritarisme de la direction et de redéfinir démocratiquement les fondements et les objectifs du nationalisme algérien. « Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire », dixit Lénine dans *Que faire?* Certes, mais peut-il y avoir mouvement révolutionnaire sans révolutionnaires? Or, qui sont les révolutionnaires? Les notables du MTLD, que l'opportunisme électoraliste a fait surgir comme des champignons, et qui auraient voix prépondérante dans une instance aussi élargie qu'un congrès? Est-ce que ce sont eux qui prendront les armes pour mener le combat de libération ou bien les masses populaires?

Pour toutes ces raisons, je combats l'idée de la convocation d'un congrès. Ce qui a été discuté et accepté à Zeddine, c'est la perspective de la lutte armée, non celle du jeu stérile des partis. Cette lutte sera celle du peuple, des masses paysannes. Lorsqu'elles s'ébranleront, les dirigeants, comme le dit un proverbe kabyle, « marcheront ou remettront leurs papiers d'identité ».

Je ne suis apparemment pas le seul à vouloir ramener le « complot berbériste » à des proportions humaines : en juillet 49, une djemâa *ad hoc* composée de vieux militants estimés de tous et connus pour leur piété religieuse, dont Messaoud Aït Amar[1] et Cheikh Amar[2], se présente au siège central du parti, catastrophée par l'ampleur de la crise et soucieuse de trouver une solution. Le secrétaire général Lahouel les reçoit debout, le temps de donner un grand coup de poing sur la table et de les éconduire en leur intimant l'ordre de passer par la voix hiérarchique. C'est que lui et Messali estiment tenir un bon

1. Armurier de profession, Messaoud Aït Amar se retrouvera au maquis comme tous les membres de la délégation. Il terminera la guerre de libération avec le grade d'adjudant et auréolé du sobriquet « Louange à Dieu », à force d'utiliser cette formule dans ses allocutions. Il sera même, après l'Indépendance, coordinateur régional du FLN pendant quelques mois. Il continuera à louer Dieu jusqu'au jour où un officier de l'ALN de la jeune génération, Hafid Yaha, lui arrachera le micro en disant : « Dieu n'a pas besoin de tes louanges, il est au-dessus des louanges; de sorte qu'elles retombent sur les dirigeants qui se réclament de Dieu pour justifier leur mauvaise gestion. »

2. Il sera le premier chef de l'ALN dans la région de Michelet. Mort au combat, il aura pour successeur Amirouche.

dossier sur le « complot berbériste ». Messali dira plus tard : « Grâce au clan Lamine-Bouda, les berbéristes, grands et petits, pénétraient dans le corps du parti, un peu partout, comme un microbe dans un corps déjà affaibli. Ils se déplacèrent facilement et allèrent ainsi semer le virus dans toute la France... A vrai dire, pendant quelque temps, ils étaient les maîtres du parti [1]. » Croyait-il vraiment au « complot berbériste », et dans ce cas, qu'entendait-il par « berbériste »? Ou était-ce un moyen d'ignorer les conséquences de ses propres décisions et de justifier les phénomènes d'autodestruction qui réduiront le parti en cendres – ces cendres d'où surgira l'Algérie révolutionnaire?

Pour ma part, j'insiste auprès de mon camarade Aït Medri, devenu responsable politique de fait de la Kabylie (puisque tous les autres étaient incarcérés), pour qu'il aille y consulter les cadres et les militants, car c'est sur le terrain que se jouera le mouvement de libération, et non au milieu des verbiages d'Alger. Je lui confie que le Dr Lamine est parti au Caire afin de contacter Abd el-Krim, d'examiner avec lui les possibilités d'une unité d'action maghrébine, et d'essayer de trouver des solutions aux problèmes concrets de soutien logistique et financier. Il faut également qu'Aït Medri trouve une filière sûre afin d'informer Si Ouali et nos autres camarades détenus de ce développement ainsi que de nos positions – qu'ils sachent que les perspectives patiemment élaborées à Zeddine ne sont pas enterrées. Nous convenons de nous retrouver à son retour, le mois suivant. En même temps, il renouera avec la direction le contact interrompu depuis trois mois, notamment en lui remettant le rapport financier et l'argent collecté.

Octobre 1949. Au rendez-vous convenu, Aït Medri et moi attendons de pied ferme le représentant qu'envoie la direction pour mettre à jour la situation en Kabylie. Quelle n'est pas ma surprise de voir arriver Ben Bella. « Je suis le responsable de l'Organisation politique, dit-il, je remplace Bouda. » Lui ou le Bureau politique aurait pu m'en informer. Lui, parce qu'il est sous mes ordres et ne doit pas accepter une autre affectation sans m'en référer. Le Bureau politique, parce que j'en suis membre et que j'aurais donc dû être associé à la décision aboutissant à la mise à l'écart de Bouda. Quoi qu'il en soit, Aït Medri remet le rapport financier du district de Kabylie et l'argent à Ben Bella et, avec sa franchise habituelle, lui lance tout à trac : « A partir d'aujourd'hui, je cesse d'être le

1. Mohammed Harbi, *le FLN, mirage et réalité*, Paris, Éditions J.A., 1980, p. 63.

responsable de la Kabylie. Si je me suis engagé à combattre le colonialisme, ce n'est pas pour accepter votre dictature. » Comme Ben Bella, étonné, lui demande des explications, Belaïd les lui donne : « Je sais que le parti a déjà pris contact avec Belkacem Krim. Vous estimez habile de diviser et de casser l'organisation de la Kabylie. Moi, je ne veux pas porter la responsabilité d'une lutte fratricide. »

Coutumier des formules cinglantes, Ben Bella rétorque : « Toi, de toute façon, tu as été éduqué par les Pères Blancs! » Cette fois, c'est moi qui prends à parti Ben Bella. Qu'est-ce que c'est que cette façon désinvolte de juger les gens sans les connaître? Si Aït Medri a fait ses études secondaires chez les Pères Blancs c'est parce que sa famille, très pauvre, ne pouvait en assumer les frais. Il s'est révélé le plus brillant mathématicien de sa promotion. Et ce milieu scolaire ne l'a pas empêché d'être un scrupuleux pratiquant de l'islam, ni de développer lucidement une conscience laïque des problèmes politiques [1].

Voilà le genre d'arguments auxquels recourt la direction politique pour orchestrer une campagne de propagande réclamant l'exclusion des dirigeants de Kabylie incarcérés. Les excès engendrant les excès, de nombreux militants de Kabylie tombent dans le piège inverse, non seulement du délire anti-arabe mais anti-islamique, faisant ainsi le jeu d'une confusion et d'une indigence idéologique ahurissantes [2]. En quelques semaines, l'influence du mouvement est ruinée en Kabylie, l'encadrement détruit, la jeunesse foudroyée par le désespoir. Le colonialisme n'aurait pas mieux fait. Belkacem Krim blesse grièvement, de plusieurs coups de colt, un vieux militant du parti, Ali Ferhat, qui refuse de se soumettre au diktat des chefs écartant l'ancienne équipe dirigeante en Kabylie. Cette agression inaugure la tradition des règlements de compte et de la coercition. Désormais, les mythes idéologiques, l'embrigadement des masses et le terrorisme politique tendront à constituer les trois mamelles du populisme algérien.

C'est dans le but d'éviter l'engrenage des liquidations et des

1. Belaïd Aït Medri paiera de sa vie cet amalgame « Kabyles = Pères Blancs », que les trafiquants d'idéologie ont réussi à implanter dans les cervelles de ces « plébéiens en folie », selon le mot de Thomas Mann. Fin 1964, blessé, il sera achevé d'une rafale de mitraillette, ponctuée des adjectifs classiques « berbériste... enfant des Pères Blancs! »

2. Les camarades universitaires publient cependant, sous le pseudonyme collectif d'Idir al-Watani, un document idéologique intéressant sur les éléments constitutifs de la nation algérienne, intitulé *l'Algérie libre vivra*. J'ai fait miens les principes fondamentaux de ce travail collectif. Mais ce texte n'a pas eu de retentissement, étant donné l'état d'aveuglement et le niveau du « débat politique ».

contre-liquidations que je me rends en Kabylie. Je parviens à convaincre Ouamrane et Cheikh Amar, qui avaient déjà des préventions contre Krim, de le laisser « prendre le pouvoir » et de rester dans l'organisation comme éléments modérateurs en attendant de voir plus clair [1]. Ils acceptent de descendre se mettre au vert à Alger en espérant que la situation politique se décantera.

Entre-temps, le Dr Lamine Debaghine est revenu du Caire sans rien de concret. Azzam Pacha, secrétaire général de la Ligue arabe, s'est contenté de promesses, tout en exprimant sa « confiance totale dans le Maghreb et les Maghrébins, qui non seulement réussiront à se libérer du colonialisme mais contribueront, par leur exemple, à libérer les peuples du Moyen-Orient ». Abd el-Krim, lui, affiche un grand mépris pour les leaders révolutionnaires du Maghreb [2] réfugiés au Caire, qu'il traite de « politiciens ». Il ne veut envisager d'apporter sa contribution qu'à la lutte armée.

Le Dr Lamine se montre à la fois impatient et pessimiste. Je me doute bien qu'avant de venir me voir il a fait le tour de ses partisans au Comité central. « Tout est foutu si tu ne fais pas un coup d'État », me dit-il [3]. Je voudrais croire à une plaisanterie, mais je sais qu'il ne plaisante jamais à propos d'affaires sérieuses. Ce qu'il propose, en somme, c'est que l'OS lance des commandos pour déloger la direction politique, occupe le siège central, les permanences, les journaux, etc. Comme je lui demande ce qui se passera après l'occupation des locaux, il hoche la tête – apparemment, son projet ne va pas plus loin. Si je ne connaissais sa lucidité politique, et ses compétences professionnelles de physiologiste, je le prendrais pour un dangereux rêveur. Faire un coup d'État! Mais, où est l'État? La place de Chartres [siège central du MTLD] n'est pas le Palais du Gouvernement, que je sache? En tout cas, je lui expose que je ne mettrai jamais en jeu l'existence de l'Organisation spéciale. Mon devoir est de la proté-

1. Sans le sang-froid et le patriotisme de ces cadres « populaires » au sens le plus noble du terme, la nouvelle équipe dirigeante imposée à la Kabylie n'aurait eu aucune chance de se faire accepter.

2. Bourguiba (Tunisie), un des leaders nationalistes politiquement les plus lucides et les plus courageux; Allal el-Fassi (Maroc), d'une grande ouverture d'esprit malgré sa formation théologique; Abd el-Khaleq Torrès, leader du parti réformiste de la zone espagnole du Maroc.

3. En décembre 1949, le Bureau politique prononcera l'exclusion du Dr Lamine. Chef d'accusation : « complot berbériste ». Cet épouvantail permettra en même temps de régler leur compte à de nombreux cadres de valeur, coupables de voir, comme lui, le virage à droite que s'apprête à prendre l'aile légitimiste et conservatrice du parti.

ger dans cette furieuse lutte intestine, comme je l'ai toujours préservée des luttes de clans.

Et nous voici au début décembre 49. Je me rends à la réunion mensuelle d'état-major de l'OS qui doit, cette fois-là, se tenir chez M'Hammed Yousfi. Je n'y trouve personne, pas même le maître des lieux. Pendant une quinzaine de jours, je me démène en vain pour rencontrer Reguimi ou Belhadj. D'abord profondément inquiet sur le sort des uns et des autres, je finis par comprendre que la direction a fait le vide autour de moi. N'ayant rien à me reprocher, ni rien d'autre à perdre que l'écrasante responsabilité de l'OS, je laisse venir. Le Bureau politique finit par me dépêcher deux émissaires : Cherchalli et le député Khider, pour s'informer de ma position relativement au « complot berbériste ». Je la leur résume : il n'y a pas eu de complot berbériste, mais une exploitation démesurée des agissements d'Ali Yahia à Paris. C'est parce que le parti a été incapable d'aborder lucidement et sereinement le problème de l'identité algérienne dans toutes ses composantes que celui-ci a dégénéré en crise. Puisque mes camarades et moi n'avons jamais avancé de revendications culturelles et linguistiques berbères, afin de ne pas compromettre le processus révolutionnaire, c'est que nous acceptons plutôt l'Algérie arabe que l'Algérie française. Par contre, j'ai le sentiment que certains préféreraient encore l'Algérie française à l'Algérie berbère.

Mes deux camarades du Bureau politique ne disent pas un mot de ma situation dans le parti. S'attendaient-ils à ce que j'offre ma démission ou à ce que je fasse un geste d'allégeance? Toujours est-il qu'ils en seront pour leurs frais. Je veux savoir jusqu'où Messali et ses amis iront.

Un jour de cette même semaine, Belouizdad me fait prévenir qu'il viendra me chercher le lendemain, à Belcourt : Sid el-Hadj [Messali] va me recevoir. Conduit par El Hachemi, le chauffeur de Messali, il arrive au rendez-vous avec une heure de retard. Tout ému, il m'explique ce qui l'a retenu : cernés dans leur refuge, chez Omar « Cinco », un militant de Belcourt, Ouamrane et Haddad viennent d'échanger des coups de feu avec la PJ. Ils ont réussi à s'échapper vers le ravin « de la Femme sauvage », Ouamrane serait blessé. Je lui demande : « Où me mènes-tu, maintenant? » – « Il y a une réunion du Bureau politique chez Messali, et ta présence est indispensable. » À la hauteur d'El-Aguiba, je fais arrêter la voiture et je dis à Belouizdad : « Excuse-moi, mais je m'en vais. Il y a en ce moment deux frères qui

risquent leur vie. Si le Bureau politique tient à me voir, je suis prêt à venir demain à la même heure. »

Je me mets à courir et à frapper aux portes de quelques responsables de Belcourt en leur demandant d'alerter de toute urgence l'organisation, d'envoyer des guetteurs et des patrouilles au quartier du Ruisseau (El-Anasser), en bordure du ravin « de la Femme sauvage », pour retrouver les deux fugitifs. C'est effectivement au Ruisseau qu'on récupérera Haddad et Ouamrane, ce dernier blessé d'une balle dans la cuisse. Pour une direction politique qui regarde ailleurs et autrement, cette péripétie est aussi anachronique que le fonds ethnique et linguistique de ces hommes.

Le lendemain, j'assiste donc à la « séance de travail » du Bureau politique [1], présidée par Messali qui m'a accueilli avec beaucoup de civilité et de gentillesse. Pas une seule fois il n'interviendra dans les débats ou pour me poser une question. Sont présents : le secrétaire général Lahouel, Cherchalli, Belouizdad [2], Mezerna, Ben Mehel, Lamrani, Sid Ali. Excepté Belouizdad, ce sont tous des adversaires du Dr Lamine. L'équipe est donc homogène et unitaire. Quel est l'ordre du jour de cette réunion qui va durer près de trois heures? Le « complot berbériste », et lui seul. Sans me quitter des yeux, le secrétaire général prononce contre les « berbéristes » un réquisitoire implacable, et conclut en me demandant de prendre clairement position contre eux.

Je commence par soulever une question préalable – ou plutôt « préjudicielle », terme très en vogue dans nos instances depuis que nous avons des députés au Palais-Bourbon. Cette réunion constitue-t-elle un conseil de discipline? Quelle est sa compétence, de qui la tient-elle? « Non, non, nous ne te jugeons pas », s'empresse de dire Lahouel, unanimement soutenu par des hochements de tête et des murmures. Comme je remarque qu'on ne m'a pas associé régulièrement à l'examen de cette question, et qu'on a systématiquement ignoré mes propositions de bons offices en vue de limiter les dégâts, on me répond : « C'est une crise grave... le parti a pris ses

1. Pourquoi m'y suis-je rendu, alors que mes compagnons de 1945, du fond de leur prison, accusaient le Bureau politique d'être à l'origine de leur incarcération, alors aussi que j'étais recherché par la police, laquelle surveillait activement tous ceux qui venaient chez Messali? La bravade était d'autant plus stupide que je savais que j'étais déjà jugé et condamné. Avec le recul du temps, et aussi gratuits que soient les regrets de ce genre, il est certain qu'il y a des choses que je souhaiterais n'avoir jamais faites, celle-là entre autres, comme d'avoir organisé l'affaire de la poste d'Oran, ou plus tard, après ma démission du GPRA en 1962, d'être retourné en Algérie pour jouer un jeu politique truqué à l'avance.

2. Il ne tardera pas à être évacué sur la France où il succombera à son mal en janvier 1952, dans un sanatorium de l'Oise.

responsabilités[1]. » Sur le fond du problème, je ne peux que répéter ce que j'ai déjà dit aux deux émissaires du Bureau politique, Cherchalli et Khider : le dossier n'est pas convaincant, il n'y a pas une seule preuve de complot, rien que des déductions qui arrangent à partir d'idées qui dérangent. On essaie alors de me convaincre gentiment; chacun y va de ses arguments. Je relève surtout qu'en dehors des camarades incarcérés, les hommes à abattre sont Bouda et le Dr Lamine. « Vous voulez me faire croire que Bouda et le Dr Lamine sont berbéristes? » – « Non, ils ne sont pas berbéristes, mais ils font partie du complot. »

Assailli de tous côtés, comme cela se passe dans une famille nombreuse où on mélange tout, les sentiments, la politique, l'origine ethnique, la religion, la culture, je me replie sur ma position de départ, et je n'en démords plus. Je me refuse à condamner mes amis pour quatre raisons :

1° Je ne crois pas au complot;

2° Je partage leurs idées sur la culture et la langue berbères.

3° La crise résulte d'un refus de discussion, dans les instances du parti, de ces problèmes fondamentaux.

4° Une fois la crise ouverte, il y avait tous les moyens de la résorber au bénéfice du pays et du parti. Vous avez choisi la répression, et elle coïncide avec celle du colonialisme.

La conclusion revint au secrétaire général Lahouel : « Nous voulions t'entendre, et nous t'avons entendu. »

De ce jour, et sans que j'aie reçu notification d'aucune décision disciplinaire, on ne me convoquera plus pour les réunions du Bureau politique, du Comité central[2], de l'état-major de l'OS. J'apprendrai, par un simple hasard, que le Bureau politique a désigné Ben Bella pour me remplacer à la tête de l'Organisation spéciale, comme il a déjà remplacé Bouda à la tête de l'Organisation politique.

Je suis désormais en dehors du *kadous nidham*[3], littéralement, du « canal de l'organisation ».

Pas plus que la machination berbériste, l'accusation de « complot

1. Il avait surtout pris la responsabilité de prononcer des exclusions alors que seul le Comité central, statutairement composé lors du Congrès de février 47, était habilité à le faire. Étant membre du Comité central, je savais bien qu'il n'était pour rien dans les purges.

2. Qui, d'ailleurs, ne tardera pas à être complètement remanié.

3. Traduction littérale berbéro-arabe attribuée à Yousfi. *Aqadous*, en kabyle, signifie « canalisation », et *nidham*, en arabe, à la fois « ordre » et « organisation ».

colonialiste » ne repose sur un fondement sérieux. Voyons les faits : toute l'affaire part d'une bavure, le 18 mars 1950, lorsque quatre responsables de l'Est-Constantinois enlèvent un militant de Tébessa, Abdelkader Khiari, qu'ils veulent châtier d'avoir émis des critiques contre le PPA et nourri l'intention de nuire à l'OS. Emmené dans une voiture, celui-ci se défend désespérément et réussit à provoquer un accident, à la suite duquel il gagne le commissariat de police de la ville et passe des aveux complets. L'alerte est donnée et le commando arrêté. Il s'agit d'Hocine Ben Zaïm, le responsable de la région de Bône et Souk-Ahras, que j'ai bien connu, d'Amar Benaouda [1], et de deux autres militants.

La révélation de l'existence de l'OS provoque la stupeur de la haute administration et déchaîne la fureur répressive pendant deux mois : la baignoire et l'électricité fonctionnent à plein rendement, les services de sécurité s'acharnent à arracher et exploiter les révélations pour détruire l'OS, passant progressivement du Constantinois à l'Algérois et, enfin, à l'Oranie. Plus de quatre cents militants de l'OS sont arrêtés. Dans le nouvel état-major, Boudiaf et Maroc en réchappent, mais Belhadj, Reguimi et Yousfi sont pris (Mahsas avait été arrêté antérieurement, pour insoumission); leur chef, Ben Bella, tombera un des derniers, à la mi-mai. Dans le Constantinois, Ben Boulaïd, Didouche et Ben M'Hidi réussissent à se soustraire à la répression.

Pour une fois que l'administration coloniale dispose d'un dossier solide, prouvant l'existence d'une conjuration paramilitaire, elle ne suit pas la grosse colonisation et ses campagnes de presse qui crient au complot nationaliste. Aucune mesure de répression ne frappe la direction nationale du PPA-MTLD; tous les cadres régionaux et locaux du mouvement, appréhendés lors des premières investigations, sont systématiquement remis en liberté. Certes, Ramdane Abbane [2], pourtant cadre politique, est emprisonné et condamné, mais c'est en tant que responsable de l'OS pour la région de la Soummam, où l'ont détaché Boudiaf et Didouche. L'objectif du colonialisme est clair : détruire l'Organisation spéciale qui est, sinon la colonne vertébrale, du moins le dispositif d'ancrage et de lancement des forces révolutionnaires.

1. Futur colonel de l'ALN, qui participera aux premiers contacts franco-algériens. Aujourd'hui conseiller à la Présidence.

2. Il ne sera libéré qu'en janvier 55. C'était Laïmèche et moi qui l'avions contacté et recruté à l'occasion d'un congé qu'il passait dans son village natal d'Azouza, près de Fort-national. Il était alors secrétaire de la commune mixte de Châteaudun-du-Rummel (Chelghoum el-Aïd), à une cinquantaine de kilomètres au sud-ouest de Constantine.

La meilleure manière de se défendre étant d'attaquer, tout au moins au plan de la bataille juridique et de la propagande, la direction du parti nie totalement l'existence de l'OS, « invention fantaisiste » des officines du Gouvernement général, et dénonce bien haut le « complot colonialiste ». Peu importe qu'on ait opéré des centaines d'arrestations, saisi des armes et des documents, reconstitué intégralement l'organigramme de l'Organisation spéciale. Les dirigeants ordonnent aux emprisonnés de tout nier devant les tribunaux. Et, pour faire bonne mesure, le parlementaire Khider, impliqué dans l'affaire de la poste d'Oran [1], est invité, en septembre, à ne pas se soustraire à la justice au cas où son immunité parlementaire serait levée. « En somme, leur dira-t-il avec son humour habituel, vous voulez que je sois arrêté pour pouvoir réclamer ma libération. Eh bien, pendant que vous y êtes, faites-vous donc tuer vous-mêmes, la cause a besoin de martyrs [2]. »

En réalité les dirigeants, toutes tendances confondues, sont pris de panique et ils n'hésitent pas à exploiter les révélations faites par plusieurs membres de l'état-major de l'OS pour justifier leur stratégie de « salut public ». On n'a jamais pu, ou voulu, faire objectivement le point sur ces révélations. Selon le député Khider et d'autres dirigeants, la procédure entamée pour lever son immunité parlementaire se fondait sur des aveux qu'on pourrait trouver au *Journal Officiel* de l'Assemblée nationale française.

A la prison de Blida, Ould Hamouda, arrêté quelques mois auparavant avec toute l'équipe de Kabylie, s'en prend à Ben Bella, à tel point qu'ils en viennent aux mains. Exclu du parti, mais désormais inclus dans le chef d'inculpation contre l'Organisation spéciale, le cousin d'Amirouche fait sonner bien haut que jamais ni Bennaï, ni Oussedik, ni Omar Boudaoud, bien que livrés aux pires sévices, n'ont lâché même une bribe de renseignement sur l'OS. Mais, s'il a été victime du « complot berbériste », il n'a pas l'intention de l'être du « complot colonialiste ». Il décide de revendiquer ses responsabilités et ses actions au sein de l'Organisation spéciale : c'est, avant la lettre, la « stratégie de la rupture » que pratiqueront, devant

1. On se souvient que sa voiture parlementaire avait servi à transporter le produit du hold-up.

2. On comptait tellement sur sa discipline bien connue qu'une campagne d'agitation, inscriptions murales, meetings, était déjà prévue. A plus de trente ans de distance, on peut encore voir, par exemple à Nancy, des inscriptions semi-effacées par le temps : « Libérez Khider. » Mais le paradoxe était trop fort pour l'intéressé. A l'été 51, il s'enfuira au Caire, non sans adresser au parti, de Genève, sa lettre de démission. Mais ensuite, la radicalisation de la situation en Afrique du Nord et en Algérie lui fera jouer un rôle prépondérant dans la délégation extérieure.

les tribunaux de France et d'Algérie, les militants du FLN et de l'ALN.

Ce sera aussi l'attitude qu'adopteront cinquante-six patriotes de Kabylie, pour la plupart emprisonnés à Blida depuis l'été 1945, et qui ne tarderont pas à être jugés dans cette même ville. Au grand étonnement des juges, ces hommes vont non seulement revendiquer la responsabilité de leurs actes, mais aussi celle d'attentats qu'ils n'ont pas commis, afin de décharger les camarades qui risquent la peine de mort [1].

Lorsque je tente de replacer le « complot colonialiste » dans son contexte, je me rappelle, bien sûr, la dissolution de l'OS, à l'été 1950, décidée à l'unanimité par les dirigeants du parti retranchés derrière les slogans sonores d'unité, d'arabisme, d'islam, de révolution. Au milieu de cette tourmente, les hasards de la clandestinité nous avaient fait passer, Ben Bella et moi, trois jours à Bouzaréah, au lendemain de la découverte tapageuse de l'OS. L'homme qui nous abrite, un traminot, est un responsable de l'OS à un très haut niveau. Toute sa nombreuse smala est dans le coup. Son père, patriarche à la barbe fleurie, est une figure notable de la confrérie religieuse Alaouia [2]; sa ferveur indépendantiste se nourrit de sa foi religieuse. Ce vieil homme avait ouvert une école coranique pour une quarantaine d'enfants du quartier non scolarisés, dans une petite cabane de tôle où il m'était souvent arrivé de passer la nuit. Cette fois, nous sommes bien obligés, Ben Bella et moi, d'y passer la journée. L'ancien et le nouveau chef d'état-major de l'OS, au milieu de cette ribambelle de gosses récitant à tue-tête les versets sacrés – la scène ne doit pas manquer de cocasserie. La nuit, nous dormons dans la forêt, par prudence. Un matin, à l'aube, un groupe de travailleurs, étonnés de nous voir émerger des arbres, couverture sur l'épaule, nous interpellent : « Vous dormez dehors, par ce froid? Venez chez nous si vous ne savez pas où coucher. » Nous les remercions, et Ben Bella leur dit que c'est sur ordre du médecin, parce que je suis atteint de tuberculose. « Mais vous savez, insiste l'un d'eux, il y a des serpents dangereux par ici. » Dès lors, bien entendu, finies les nuits à la belle

1. Étrangeté des annales sélectives, cet événement important est abusivement schématisé, dans l'historiographie admise, par la dénomination de « Procès des cinquante-six » – toujours ce pouvoir arbitraire de définir et de cataloguer qui continue, après tant d'années, de peser sur les consciences. Véritables pionniers de l'indépendance, les « cinquante-six », qui ne sont anonymes que pour l'histoire officielle (on ne peut les appeler terroristes, on ne veut pas les appeler résistants), ne reverront la liberté qu'après dix-sept ans de vie carcérale, avec l'accession de leur pays à l'indépendance.

2. Secte fondée par le cheikh Alaoui de Mostaganem, qui se réclame du senoussisme sans lui être apparentée. C'est une branche de la secte Derkaoua.

étoile – et, au surplus, bercées par les chants sionistes qui nous parvenaient d'une belle propriété avoisinante, convertie par l'Irgoun en camp de transit et d'entraînement.

Avant de nous séparer, lui pour aller à Hussein-Dey (faubourg est d'Alger), chez Doudja et son mari Si Brahim [1], et moi à la clinique Solal, nous nous aventurons jusqu'à Châteauneuf (Az-Zianya), d'où nous rapportons la presse quotidienne. À l'exception d'*Alger républicain*, qui dénonce la campagne de haine et de répression orchestrée par la grosse colonisation, le ton des journaux se durcit de plus en plus à l'encontre des « nationalistes ». Ce jour-là, Jacques Chevallier écrit un éditorial incendiaire dans *Le Journal d'Alger*; il en appelle au châtiment exemplaire contre la subversion, et à certains versets du Coran pour la justifier.

Et voici qu'apparaît, portant barbiche et vêtu d'une djellaba marocaine, un diseur de bonne aventure. Après les salutations d'usage, il propose de nous lire l'avenir. « Mais il faut d'abord me donner la clé », dit-il, ce qui signifie, plus prosaïquement, qu'il n'officie pas gratuitement. Il nous prédit tous les bonheurs et toutes les amours du monde, une vie baignée de tranquillité et de paix, « en dépit de très légers nuages ».

Fin avril 50, je rencontre encore une fois Ben Bella chez Si Brahim et les admirables sœurs Taglit qui, depuis 1945, ont accumulé, et accumuleront jusqu'à l'Indépendance, des prouesses dont peu d'hommes, tenus aujourd'hui pour des héros, auraient été capables. Coupé du Bureau politique, il ne cache pas son amertume et son indignation contre les dirigeants qui l'ont laissé tomber. C'est qu'à son tour il est devenu compromettant. Belhadj et Reguimi sont déjà sous les verrous; qu'ont-ils révélé à la police, jusqu'à quand pourront-ils tenir? Aux premières nouvelles des arrestations opérées à Tébessa, je leur avais rendu visite, ainsi qu'aux autres camarades de l'OS, pour leur tenir le langage suivant : « On ne sait qui d'entre nous risque d'être appréhendé le premier. Si c'est moi, je m'engage sur l'honneur à ne mettre en cause aucun de vous; mais si je vous dénonçais, je vous autorise à tout me mettre sur le dos. Par contre, si l'un d'entre vous dénonçait n'importe lequel de mes contacts, je n'hésiterais pas à le charger des affaires les plus graves. Au demeurant, vous n'avez qu'à dire à la police que j'ai été exclu en décembre et que, auparavant, c'était moi qui prenais l'initiative des contacts. » Cette mise en garde, qui frise le chantage, vise à protéger les familles qui m'ont hébergé, et particulièrement mon futur beau-frère, Mokrane Toudert, que les

1. Meghezzi Bekkouche, dit Si Brahim, originaire de Biskra; Doudja Taglit, sa femme, et les deux autres sœurs Taglit étaient des militant éprouvées.

uns et les autres ont fini par connaître, sinon comme mon hôte du moins comme mon contact le plus sûr.

Je signale à Ben Bella que cet appartement d'Hussein-Dey risque d'être « brûlé », s'il ne l'est pas déjà, et je lui conseille de s'adresser à Saïd Akli [1], qui tient un restaurant place Hoche (place Ahmed Zabana). C'est un « berbériste », il est charnellement solidaire de tous ceux qui ont été exclus – quand un homme refuse de se soumettre pour ne pas être en désaccord avec sa conscience, on peut se fier à lui [2].

Et ce jour-là, je n'échappe moi-même à l'arrestation que par miracle. Avant de rendre visite aux Toudert, qui se préparent à célébrer les noces de leur fille cadette, je vais me ravitailler dans une épicerie située à environ un kilomètre de là. Elle appartenait précédemment à Saïd Akli et à un compatriote de Fort-National. Saïd Akli s'était lancé dans la restauration après s'être brouillé avec son associé. Que de fois Bennaï, Oussedik, Ould Hamouda et moi avions veillé et passé la nuit dans l'appartement contigu à l'épicerie, et en toute sécurité, car, comme l'indiquait sur la porte une belle plaque de cuivre, il appartenait à un officier de la PJ qui le louait aux épiciers.

J'emplis mon grand cartable de sucre, de café, de thé, et je demande au commerçant de téléphoner à la station pour avoir un taxi. Il s'y prête de mauvaise grâce, fait traîner les choses, et, au moment où le taxi arrive, arrivent aussi deux inspecteurs en civil circulant à vélo. Ils me demandent mes papiers. Je produis une carte toute fraîche de l'Association des Étudiants musulmans algériens au nom de Zertal [3]. L'un des policiers me hurle : « Mais ce n'est pas une carte d'identité! » Je réplique : « C'est la seule exigée par la Faculté de Droit. » Je m'efforce de rester calme tout en calculant les issues possibles. En fait il n'y en a qu'une, la fuite, car nous sommes dans un quartier européen. Finalement, les policiers me font monter dans

1. Militant sans responsabilités dans le parti, Saïd Akli était particulièrement dévoué et débrouillard.

2. Grâce à Saïd Akli, Ben Bella trouvera un gîte sûr chez une bonne dame pied-noir. Il y sera appréhendé vers la mi-mai, après avoir été reconnu, filé et localisé par un indicateur qu'il connaissait bien. Je pense sincèrement aujourd'hui que si les dirigeants du PPA-MTLD, et notamment le « groupe du Deuxième », avaient eu à cœur de soustraire à la répression celui qu'ils avaient désigné, quatre mois plus tôt, pour me remplacer à la tête de l'OS, ils auraient pu facilement le faire, étant donné l'immense réseau de complicités dont ils disposaient dans la Casbah, ne serait-ce qu'à titre personnel ou clanique.

3. Je ferai la connaissance du vrai Zertal en avril 1965, à l'occasion de mon procès devant la Cour criminelle révolutionnaire. C'est lui qui viendra négocier, au nom de l'Ordre des Avocats, la durée qui me sera impartie pour ma défense.

le taxi et intiment l'ordre au chauffeur de me conduire au commissariat. Par bonheur, ils choisissent de nous suivre à vélo. À une centaine de mètres du commissariat, je commande à mon compagnon d'accélérer, en appuyant mon injonction de toutes sortes d'arguments patriotiques, y compris mon calibre 7,65. Hasard de l'histoire, c'est un sympathisant du mouvement à Belcourt, et il connaît bien son collègue Zekkal; qui mieux est, son fils est un militant de l'OS. Cet homme prendra le risque d'aller me déposer à l'autre bout de la ville, et, suprême délicatesse, il me restituera plus tard, par l'intermédiaire de son fils qui suivra la voie hiérarchique, le stylo que j'avais perdu dans son véhicule.

Lorsque je réfléchis à ce dramatique épisode du « complot colonialiste », qui a pris l'allure d'une véritable déroute, je ne puis m'empêcher de spéculer, gratuitement, j'en conviens, car on ne refait pas l'histoire : et si l'OS n'avait pas été découverte en mars 1950, avec les conséquences stratégiques, politiques et organiques que l'on sait? Est-ce que le mouvement national algérien aurait surmonté sa crise de direction et évité l'éclatement? En d'autres termes, la scission qui surviendra entre « messalistes » et « centralistes [1] » était-elle une fatalité historique? L'interrogation doit rester ouverte à nos jeunes chercheurs. J'estime que la scission n'était pas fatale à court terme : la forte pression du bastion révolutionnaire de Kabylie étant écartée, l'OS étant en « bonnes mains », la direction mettant en veilleuse ses luttes de clans afin de repousser le péril « berbériste », et, par là, se rééquilibrant. J'écarte évidemment, car il ne faut pas rêver, le scénario de la direction du PPA-MTLD déclenchant délibérément la guerre de libération. Mais le parti aurait atteint le cap des années 1951-1952 qui constituent un tournant dans la conjoncture maghrébine; la pression des initiatives révolutionnaires en Tunisie et au Maroc aurait ouvert d'autres perspectives aux potentialités patriotiques algériennes, à la recherche de convergences.

On voit donc la grave responsabilité assumée par le ou les dirigeants de l'OS qui ont ordonné l'expédition punitive de Tébessa, dont il ne faut pas oublier qu'elle est la cause immédiate de la découverte de l'OS. Je doute que Boudiaf, le responsable du Constantinois, avec ce sens aigu de la discipline que je lui connais, ait pris seul cette initiative sans en référer à l'état-major et à Ben Bella, son chef. En effet, ce type de châtiment était nouveau, et remettait totalement en cause la politique des sanctions pratiquée sous ma

1. Le MTLD finira par se scinder, en 1953-1954, entre partisans d'une direction unique, charismatique (« messalistes ») et tenants d'une direction collégiale (« centralistes »). Mais la crise était déjà ouverte en 1951.

responsabilité. Je fonde la thèse de ce changement concerté en état-major sur le fait que, peu avant, avait échoué une expédition du même genre, et qui aurait déclenché le séisme plus tôt, n'était la réaction patriotique de la victime. A Biskra, un chef de groupe de l'OS avait décidé de démissionner. Boudiaf dépêche de Constantine, en voiture, un commando composé de trois responsables : Abderrahmane Guerras, Abdesselam Habachi et Mohammed Mechati. Les ayant aperçus en compagnie de son supérieur hiérarchique local, et ayant probablement aussi entrevu le colt, l'unique mais suffisant instrument d'exécution, l'homme réussit à prendre la fuite. L'affaire n'aura heureusement pas de suites, car il n'est pas allé se plaindre à la police. Il faut donc croire que si cette mésaventure n'a pas dissuadé de l'équipée contre Khiari, c'est que s'instaurait une nouvelle conception violente en matière de sanctions.

Pendant les deux premières années de l'OS, nous avions eu à traiter de nombreux cas d'indiscipline et d'infractions au règlement intérieur, aussi bien au niveau de l'état-major qu'aux échelons zonaux, régionaux et locaux. Dans chaque cas nous nous étions imposés de trouver une solution spécifique ne comportant aucun risque pour l'existence de l'OS. Je ne citerai que deux exemples de situations délicates auxquelles Boudiaf et moi fûmes confrontés lors d'une tournée d'inspection à Bône. La première : deux militants prennent de la drogue douce. Quelles sanctions décidons-nous? L'exclusion des drogués, évidemment, mais en les avertissant qu'ils demeureront étroitement surveillés et qu'ils paieront très cher la moindre indiscrétion au sujet de l'OS. La deuxième : un responsable local de haut niveau décide de s'exclure lui-même après avoir convolé en justes noces. De la chambre à coucher à la mosquée et vice versa, il s'impose un itinéraire et des activités non susceptibles de nuire à l'organisation qu'il déserte. Inutile, donc, de sévir, puisqu'il s'enferme de lui-même dans ce double paradis céleste et terrestre, « au-delà du bien et du mal ». Entre l'impunité, qui risque de créer de fâcheux précédents, et la punition rigoureuse prévue par le règlement intérieur, nous avons su et pu faire jouer des ressorts psychologiques et des mécanismes de surveillance fortement dissuasifs.

Si l'OS n'a finalement été découverte que par accident, c'est que tous ses militants, hautement responsabilisés, ne succombaient pas à l'influence électrisante de l'activisme et de l'exacerbation des passions. J'ai assez tonné contre Reguimi, responsable de l'OS pour l'Algérois, quand il a proposé de faire intervenir nos éléments contre des agents provocateurs qui avaient pris à parti son beau-frère, Cherchalli, membre du Bureau politique. Mais je reconnais que la

tentation est parfois forte de recourir à la violence contre la violence, comme à la suite des coups de feu tirés par Omar Aïchoun, un ancien okbiste [1], contre Lakhdar Rebbah, dans le style de la provocation policière, sans autre raison qu'une discussion un peu vive [2]. Bien que ce brave Rebbah en soit sorti indemne, c'est tout Belcourt, pour ne pas dire tout Alger, qui criait vengeance. Là aussi j'ai refusé de faire intervenir les éléments de l'OS, en dépit des liens personnels d'amitié que j'entretenais avec la victime.

Après la dissolution de l'OS, la direction réintègre un certain nombre de ses éléments dans l'Organisation politique [3]. Cette mesure ne fait que retarder les échéances et déplacer les foyers de contamination dans le sens d'une généralisation de l'esprit de résistance. En effet, beaucoup d'autres militants, traqués par la police, abandonnés par la direction politique, qui avait, entre autre, interdit toute assistance aux évadés de Bône [4], vont refaire et prolonger l'expérience des maquisards de Kabylie. Ils vont apprendre à compter sur leur instinct de survie, leur intuition politique, et sur l'appui, librement consenti, des masses populaires.

On le verra avec l' « affaire Culet ». J'ai raconté un peu plus tôt comment Boudjemâa Souidani avait pu quitter le garage de la rue Rovigo avant l'arrivée de la police. Il s'était alors réfugié auprès de Mohammed Mechati, lui-même caché dans les collines près de l'Alma (Boudouaou), à une quarantaine de kilomètres à l'est d'Alger. Une nuit, alerté par les aboiements des chiens dans les fermes voisines, Souidani flaire et détecte un dispositif d'encerclement. En effet, d'importants contingents de police, sous les ordres du commissaire Culet, de Blida, cernent la masure. Souidani alerte son

1. Partisan du cheikh Tayeb el-Okbi, un des dirigeants des Oulémas avant la Seconde Guerre mondiale, manipulé par l'administration.

2. Rebbah et Aïchoun ne s'en retrouveront pas moins parmi les créateurs et les animateurs de l'UGCA (Union générale des commerçants algériens) en 1956, sous l'égide du FLN.

3. De nombreux cadres de la ville de Constantine qui avaient pu échapper à la répression seront versés à l'Organisation politique en Oranie, où ils joueront un rôle de premier plan dans la formation du FLN et de l'ALN.

4. Peu de temps après la dissolution de l'OS, quatre de ses dirigeants régionaux réussissent à s'évader de la prison centrale de Bône, en se payant le luxe de brûler ses archives. Ce sont notamment Youssef Zighout, futur chef de la wilaya 2, qui sera un des plus grands stratèges de la révolution, et du futur colonel Benaouda, qui ira rejoindre les maquisards en Kabylie. Pour ma famille et pour toutes celles qui l'hébergeront, le second sera considéré comme un hôte de marque parce que, venant d'une autre région de l'Algérie (il était originaire de Bône), il matérialise une certaine conception de l'unité nationale. Les deux autres évadés étaient Slimane, de Oued-Zenati (au sud-ouest de Guelma) et Abdelbaqi, de Bône.

camarade et fonce dans le noir, se frayant un passage en lâchant une rafale de mitraillette. Mechati, qui n'avait rien entendu parce qu'il dormait sur sa bonne oreille (il avait perdu l'autre à la guerre), profite de la consternation provoquée par la mort du commissaire Culet, touché de plein fouet, pour se fondre lui aussi dans la nature. Les deux hommes gagnent séparément Alger à travers champs – performance marathonienne qui s'accomplit sans le soutien des structures locales, régionales ou directionnelles du parti, mais avec la complicité, active ou passive, des populations.

En dépit des cloisonnements résultant des conditions rigoureuses de clandestinité, les militants de base et les cadres moyens de l'OS resteront liés par une communion affective, une fraternité d'armes consolidée par les épreuves et par les illusions brisées. Et, manifestement, la pédagogie de la vie quotidienne avec les masses leur a été salutaire, car on n'observera pas chez eux une mentalité militariste ni cette morgue de Superman en vase clos qui rêve de « libérer » les multitudes malgré elles.

9

Le Maghreb bouge

Je suis désormais un clandestin sans affectation, mais non sans responsabilités. En effet, et quelle que soit ma prudence, je fais courir des risques aux familles qui m'hébergent, et principalement aux Toudert, mes hôtes indéfectibles. Je ne puis donc envisager, si j'étais débusqué, d'opposer une résistance armée. Mais qu'arrivera-t-il si je suis arrêté? Puis-je entièrement répondre de moi-même lors des interrogatoires? J'ai pleinement conscience que la police ne lésinera pas sur les moyens pour m'arracher des aveux. Je suis la clé de trop de questions non éclaircies. Les autorités ne pourraient souhaiter meilleur témoin à charge contre le PPA-MTLD : outre que j'avais été pendant deux ans le chef de l'OS, j'étais de ceux qui connaissaient tous les dossiers des « basses besognes », capables, à elles seules, de pulvériser le scénario candide du « complot colonialiste ».

« Mon vieux, ils te feront asseoir sur une cruche, ils te couperont en morceaux. » Telles sont les premières paroles qu'Omar Oussedik me lance en guise de bonjour, à sa sortie de prison, à l'été 1951. L'évocation décontractée du supplice de la bouteille véhicule un message d'une clarté si monstrueuse que la joie des retrouvailles en serait gâtée n'était cet accent kabyle chantonnant, qui fleure l'huile d'olive pressée à froid – mais cette fois par les meules impitoyables de la vie carcérale. Je le revois encore, dans ce petit bistrot de Châteauneuf, sur les hauteurs d'Alger, devant son pot de bière, tandis que je bois le premier Coca-Cola de mon existence. Omar a bien changé. A la place de sa verve, de ses emportements, il n'y a plus qu'amertume et sarcasmes. Il reste persuadé que son arrestation n'est pas due au hasard, que la police était déjà postée avant qu'il entre au

jardin Marengo. La médiocrité, et parfois la férocité des rapports personnels en prison, semblent avoir grippé ses rouages. Lui qu'on appelait « Jo la terreur », parce qu'il aimait préconiser des mesures expéditives, voici qu'il m'apparaît sous les traits de ce antihéros shakespearien qui, à la veille d'une grande bataille, s'écrie : « Je donnerais tout mon renom pour un pot de bière et un lieu sûr [1]. » Circonstances atténuantes : il n'y a point de bataille en vue et il est exclu du parti pour cause de « berbérisme [2] ». Le moment n'est pas loin où il va s'exiler à Paris.

Omar ne m'a guère interrogé sur mes relations avec le parti ou sur les perspectives politiques. Il s'est surtout inquiété de ma sécurité, et m'a pressé de retourner en Kabylie. Mes relations avec la direction, laquelle, soit dit entre parenthèses, n'est pas le parti? Elles sont au point mort. Ma sécurité? Il est vrai qu'elle serait garantie en Kabylie, mais avec une liberté d'action pratiquement nulle. Il me sera difficile d'échapper aux pressions, aux sollicitations, au désespoir. Je ne pourrais fermer ma porte à ceux qui m'ont ouvert la leur. Quant à vouloir m'y terrer dans une super-clandestinité, ce serait compter sans l'efficacité du « téléphone kabyle ». D'autant que je dispose là-bas, sur l'encadrement et sur la population [3], d'une autorité morale et politique capitalisée par toute l'équipe écartée. Et l'impatience est grande de voir surgir une solution-miracle au problème immédiat et concret qui s'attache aux nouveaux dirigeants du district, jugés incompétents et surtout à la dévotion d'Alger qui les a intronisés. Sans le vouloir, je risquerais donc de déclencher et de polariser des luttes pour la reconquête des symboles du pouvoir, même si celui-ci est squelettique. Et comme nous sommes dans une période de reflux de la conscience politique, ce genre de conflit dégénérerait forcément en règlements de compte.

Il ne faut pas jouer avec les fantasmes et la fragilité d'une société que le découragement expose au vieux démon des jalousies claniques à tous les niveaux, familial, villageois et de douar [4]. La crise politique est foncièrement responsable de la désorientation des esprits. Il y a

---

1. *Henry V*, acte III, scène II.

2. Quand le combat politique aura de nouveau un sens, après le 1er novembre 1954, Omar rejoindra le maquis en wilaya 4, celle de l'Algérois, où il sera commandant, comme Azzedine, et prendra tous les risques de cette autre bataille d'Alger qui opposera le FLN à l'OAS, à la veille de l'Indépendance.

3. Sans parler des six cents militants de l'OS, soit le tiers de l'effectif national.

4. Ces motivations négatives propres au blocage deviendront, dans une phase de dépassement collectif, levier d'émulation et de solidarité nationale. C'est dire l'ambivalence de l'activisme : Janus est toujours là, les mêmes mains peuvent tout aussi bien construire que détruire.

des moments où rien ne sert de s'agiter, où il vaut mieux s'abstenir qu'agir, surtout pour un responsable dont les paroles et les actes peuvent avoir des conséquences. Il ne faut pas confondre les plaisirs du défoulement et l'efficacité politique. En Kabylie comme ailleurs, les cartes sont déjà assez brouillées. Pour l'instant, le vrai gagnant, c'est le colonialisme qui, lui, détient la réalité du pouvoir, et non ceux à qui un parti squelettique en a conféré les symboles hiérarchiques. Belkacem Krim et ses adjoints ne font pas grand-chose dans le district à part survivre, et c'est déjà assez. Des dissensions ont d'ailleurs surgi, notamment entre lui et Ouamrane, à qui l'instauration d'un autoritarisme expéditif a fait prendre conscience de son ancienneté dans le parti par rapport à Krim : quand on arguë de la légitimité historique, c'est qu'il n'y a pas de vie démocratique. Aux appels réitérés d'Ouamrane pour que je vienne « arranger les choses » en Kabylie, je réponds en conseillant la patience, la prudence, la concorde. A supposer que je puisse reprendre le contrôle du district de Kabylie, que ferais-je ensuite? La question de l'« après », qui suppose un raisonnement dialectique minimum, est incontournable à un certain niveau de responsabilités.

Pour toutes ces raisons, je décide de rester à Alger. L'attente me paraît, en définitive, la solution la plus constructive. Je vais vivre au ralenti, alors que j'étais habituée à un surplus d'activité. Cela ne me pèsera pas – question de tempérament, sans doute. D'instinct j'ai toujours rejeté ce qui pouvait me détruire intérieurement, les feux de la rancune, les jeux de l'intrigue, l'effervescence politique inutile [1].

C'est dans ces circonstances que je rencontre pour la dernière fois mon oncle Chérif Ben Keddache. Par des intermédiaires sûrs, il m'a fixé un rendez-vous sur les hauteurs d'Alger, en un point de la route qui mène de Châteauneuf à Bouzaréah. « J'ai eu du mal à te faire prévenir, me lance-t-il affectueusement en arrêtant sa voiture à ma hauteur. Viens, nous allons parquer dans l'obscurité. Comme c'est samedi, le jour des amoureux, par ici un véhicule arrêté n'est pas suspect. » Puis il va droit au but. Mes meilleurs camarades sont arrêtés, le PPA est truffé d'indicateurs. Un jour ou l'autre ce sera mon tour et, en raison des chefs d'inculpation, je serai condamné comme un vulgaire bandit. Le colonel Schoen, le chef du Renseignement au Gouvernement général, a convoqué M[e] Ould Aoudia [2], qu'il sait proche de la famille, et lui a fait la proposition suivante : « Dites

1. Avec sa causticité irlandaise, Bernard Shaw disait : « Ceux qui recommencent les mêmes bêtises croient sincèrement qu'ils le font par devoir. »
2. Avocat à Alger, sans étiquette politique; son jeune neveu, également avocat et défenseur du FLN, sera assassiné en France en 1959.

à Aït Ahmed de se rendre aux autorités, ça vaudra mieux pour lui, car, de toute façon, il sera arrêté. Il a eu tort de faire confiance aux Arabes. Je peux vous donner ma promesse écrite qu'il ne sera pas torturé. Il fera quelques mois de prison et puis il sera relaxé, parce qu'après tout cette attaque de la poste était une affaire politique. »

Je ne doute pas un seul instant de la sincère motivation de mon oncle. Il plaide surtout l'anxiété, voire l'angoisse perpétuelle de mes parents. Mais, face au pilier de l'UDMA qu'est Chérif Ben Keddache, je me retrouve entièrement solidaire du PPA. Le parti « truffé d'indicateurs », c'est la propagande habituelle de l'UDMA. Bien sûr, je rejette catégoriquement le marché proposé par le colonel Schoen. Son rôle est de « jouer les Berbères contre les Arabes », de manipuler les partis politiques en les dressant les uns contre les autres. Même en désaccord avec la direction, je revendique mon appartenance au parti, parce qu'il est pour l'instant l'unique voie, malgré ses faiblesses et ses carences. Les dirigeants passent, mais l'idéal reste, et moi je reste fidèle à cet idéal.

« Tu restes fidèle à toi-même, conclut Chérif. Ne crois surtout pas qu'il y ait eu le moindre jeu politique dans ma démarche, c'est le cœur qui a parlé. Et tu sais que tu peux compter entièrement sur moi si tu as besoin d'être hébergé, transporté, ou s'il te faut de l'argent. » Il était inutile que je lui explique pourquoi je l'avais combattu lors des compétitions électorales. Que j'aie fait passer la patrie avant la famille, il le savait aussi bien que moi. Mais j'avais à cœur de lui dire que, personnellement, j'étais opposé à la participation électorale du PPA. L'UDMA était mieux équipée que nous pour faire ce travail parlementaire à la Constituante. S'ils l'avaient combattue sur ce terrain, les indépendantistes lui auraient rendu service, en rendant d'autant plus pressant son projet d'autonomie. Évidemment, tous ensemble nous aurions pu faire avancer les choses. Il était trop fin pour ne pas comprendre, à travers mes justifications, que je tenais surtout à son estime. Les liens familiaux sont affaire de sentiments comme la religion est affaire de foi, ça ne se discute pas. Mais la politique est affaire d'opinion, donc ça se discute, si on n'est pas aveuglé par le fanatisme ou la rigidité d'esprit [1].

---

1. Dès 1955, Chérif Ben Keddache rejoindra le FLN. Étant alors représentant d'une marque de boisson non alcoolisée, il pourra circuler facilement dans le pays et à l'extérieur. Vers la fin de la guerre, il ira rendre visite à ma femme à l'occasion d'un de ses voyages à Tunis. Mes garçons s'étonnant de lui voir une longue cicatrice au cou, il en expliquera la raison : un groupe de l'OAS l'avait égorgé. Heureusement, en raison de son teint clair et de ses cheveux châtains, des Européens de passage en voiture le prirent pour l'un des leurs et le conduisirent de toute urgence à

Je vais donc passer à Alger deux années (1950-1951) d'hyperclandestinité, confinant même à l'autoséquestration. « Je deviens mon propre témoin », selon la formule de Saint-Exupéry. Je resterai la majeure partie du temps, surtout la dernière année, cloîtré à Bab-el-Oued, au pied de Notre-Dame d'Afrique, dans cette chambrette[1] indépendante que mes futurs beaux-parents mettent si généreusement à ma disposition. Outre le merveilleux panorama qu'elle commande, et que j'ai décrit dans un précédent chapitre, elle permet également d'observer les issues et non-issues environnantes, ce qui est capital quand on est recherché par la police.

Veut-on savoir ce qu'est l'hospitalité des Toudert? Je raconterai un épisode qui se situe plus d'un an auparavant, à la fin 48. Un matin, vers dix heures, j'arrive rue Camille-Douls pour mettre au net le rapport que je dois présenter devant le Comité central élargi de Zeddine. Moins d'une demi-heure plus tard, la maîtresse de maison dépose devant moi un grand plat de viande grillée. « Manger si tôt? Je n'ai pas mis mes mocassins pour aller labourer », dis-je en plaisantant à cette mère de famille habituée aux horaires des travailleurs de la terre. Car avant d'émigrer à Alger, dans son village de Taka[2], la terre était le royaume de Jedjiga Toudert. Dans le potager qu'elle entretenait de ses mains poussaient les plus belles tomates, les plus délicieuses courgettes, les plus grosses grappes de haricots verts de tout le village. « Mon fils, il faut en goûter un peu, répond-elle, et rendre hommage au Seigneur. Aujourd'hui, c'est l'Aïd el-Kébir[3]. » Lorsque, peu après, son mari Da Achour Toudert vient me donner l'accolade du pardon, il m'apprend en même temps que le

---

l'hôpital. Lors de la visite que j'évoque, il était venu en Tunisie pour informer Ferhat Abbas que le résident général Paul Delouvrier lui avait demandé de faire partie, et éventuellement prendre la tête, de la troisième force que le général De Gaulle souhaitait voir se créer en Algérie. Le GPRA lui avait donné le feu vert, évidemment. Il valait mieux récupérer toutes les initiatives adverses pour mieux les contrôler, voire les intégrer dans la stratégie générale du FLN. Lorsque Delouvrier abandonnera le palais du Gouvernement général pour se replier sur Rocher-Noir (Boumerdès, sur la côte, à une cinquantaine de kilomètres à l'est d'Alger), lors de la tentative de putsch (avril 61), il citera nommément Ben Keddache dans son pathétique appel radiodiffusé aux « dirigeants raisonnables » des communautés « européenne » et « musulmane ». Mon oncle sera criblé de balles par un commando de l'OAS, quelques jours seulement avant le cessez-le-feu. Ses deux plus jeunes frères l'avaient précédé au champ d'honneur, Abdallah dans le Constantinois, et Meziane, abattu par le MNA à Paris.

1. Le terme exact serait « demi-chambre », car elle avait été ménagée en coupant une pièce en deux, ce qui donnait une pièce en longueur, ne dépassant pas huit mètres carrés.

2. Il est à trois kilomètres de mon village natal.

3. L'Aïd el-Kébir, commémoration du sacrifice d'Abraham, se célèbre quarante jours après la fin du Ramadan.

matin, dès l'ouverture du café Nahdah, un gendarme lui a remis une convocation. Motif? On aurait signalé mon passage dans son établissement. Son expression, le timbre de sa voix témoignent qu'il appréhende de se rendre au quartier général de la gendarmerie, mais surtout qu'il redoute qu'on m'arrête sous son toit. Pourquoi ne m'a-t-il pas averti dès mon arrivée? Mais aussi bien, comment oserais-je le lui reprocher : il est resté à faire le guet pour que je mange tranquillement le mouton de l'Aïd el-Kébir.

Relevant de l'enquête routinière, l'affaire s'est révélée sans gravité. Da Achour a fait sa déposition dans un climat dénué de pressions. Bien entendu « il ne me connaît pas, il ne m'a jamais rencontré ». Il m'avouera plus tard que cette audition a été pour lui un peu comme le Jugement dernier. Pourtant, ce paysan fortement charpenté ne manque pas de courage physique. Quelques mois auparavant, ayant par hasard surpris en flagrant délit un malabar qui écumait le quartier depuis quelque temps, il a mis fin à son activité en deux temps, trois mouvements. Lui tordant le poignet pour lui faire lâcher son couteau, il a sacrifié son turban pour le ficeler à un poteau télégraphique. Un agent de police qui passait par là n'a eu qu'à en prendre livraison. Mais la peur de l'appareil répressif était d'un autre ordre, et elle avait des racines beaucoup plus profondes.

Un autre incident plus inquiétant survient en pleine « affaire de l'OS », au printemps 50, alors que presque tout l'état-major de l'Organisation spéciale est déjà sous les verrous. Cela se passe en fin d'après-midi. Un panier à salade bourré de policiers vient stopper rue Camille-Douls, juste devant la maison des Toudert. De mon poste d'observation, je l'avais vu remonter au ralenti la longue artère. Je m'empresse d'empaqueter effets et livres (ils ne sont pas nombreux), je m'assure qu'il n'y a pas encerclement, que les issues prévues sont toujours libres, et je reste en faction. En fuyant immédiatement, je risquerais d'alerter les voisins, notamment l'agent de police et sa femme qui n'habitent qu'à quelques mètres – donc d'attirer des ennuis à mes hôtes. Et si le pire arrive, il sera toujours temps de s'échapper en catastrophe. Je réussis à calmer la famille qui s'attend forcément à une descente. Les enfants, eux, font preuve d'un sang-froid admirable; ils surveillent discrètement les alentours tandis que je ne quitte pas de l'œil le car de police. Au bout de trois quarts d'heure, j'envoie une petite fille de douze ans rôder vers le car de police pour essayer d'entendre ce qui s'y passe, car aucun homme n'en est descendu. Et j'aperçois alors Mokrane qui remonte à pied vers la maison. Craignant sa réaction quand il verra un panier à salade en bas de chez lui, je demande à son jeune neveu de courir à sa rencontre et, en l'embrassant, de lui dire de ne pas paniquer, de

rentrer le plus naturellement du monde. De ce stationnement insolite, qui se poursuit jusqu'à la tombée de la nuit, nous ne saurons jamais l'explication. Évidemment, pendant quelque temps je porte mes pénates ailleurs.

Maison-Blanche, Boufarik, l'Arbaa, Saint-Eugène... En orbite dans le Grand Alger, je laisse tourner à vide cette toile d'araignée d'indicateurs tissée dans la capitale. Les refuges ne manquent pas. On m'accueille sans hésitation, je rencontre partout la même générosité. Mais j'évite de multiplier les cachettes, car l'excès de mouvement est repérable. Mohand Abba, ce vieux militant de l'Étoile Nord-Africaine, et Saïd Akli, le restaurateur de la place Hoche, font preuve de tant de dévouement et de vigilance qu'ils conseillent à ceux qui m'abritent de m'épargner les trop longues palabres, les veillées traditionnelles. Ils connaissent ma passion de la lecture, cette faim toujours inassouvie, car plus je lis et plus j'ai conscience de mes lacunes, de mes insuffisances. Chacun s'épuise à sa manière, pour se dépasser ou simplement meubler sa vie.

De temps en temps, j'arrive à l'improviste à Belcourt, ce quartier bouillonnant à couvercle fermé, afin de m'informer des développements politiques à l'intérieur et à l'extérieur du parti. Lakhdar Rebbah et Bouda m'accueillent toujours avec bonheur, sans se soucier le moins du monde des risques, témoignant ainsi d'une grande qualité humaine, qui n'était pas, alors, la chose du monde la mieux partagée. Bien que politiquement en disgrâce, Bouda reste très proche de Messali; sa franchise brutale le dessert et le sert en même temps. Il manque de tact, mais pas de fidélité.

C'est au cours d'une de ces brèves entrevues, toujours chez Rebbah, allée des Mûriers, que Bouda me dit tout à trac qu'il a vu Sid el-Hadj [Messali], et que celui-ci est d'accord pour que j'aille au Caire.

Aussitôt, je me cabre. Depuis quand décide-t-on pour moi? Qu'est-ce qui lui fait croire que j'accepterai? Je ne suis pas un permanent du parti, je suis libre.

Bouda me calme, m'assure que l'idée était de lui et de personne d'autre. Il n'a songé qu'à ma sécurité, parce que je ne pourrai pas me cacher indéfiniment. Une fois que je serai hors de portée, Dieu est grand. Je serai libre d'agir à ma guise. Mais au Bureau politique on m'estime beaucoup, on pense qu'en Orient je serai vraiment utile en renforçant la délégation extérieure.

Je lui fais remarquer que les gens du Bureau politique ont surtout peur que je me fasse arrêter et que je crache le morceau.

Bouda ne le nie pas, mais il répète que l'essentiel est d'échapper à la répression. Et puis, au Caire, j'aurai la possibilité de faire des

études, c'est encore de mon âge. Ce départ en Orient est donc une chance, même si je ne veux pas y assumer de mission politique.

« Alors, réfléchis, me dit Bouda pour terminer, et essaie de nous donner un rapport sur la façon dont, éventuellement, tu concevrais le travail extérieur. »

En réalité, je livrais un baroud d'honneur. C'était tout réfléchi. L'idée de m'expatrier me travaillait depuis quelques mois. A quoi servait de vivre en marge d'un mouvement déjà marginalisé par la répression et par ses propres abdications stratégiques? Sans compter qu'en courant des risques, j'en faisais courir à tous. Mais je n'avais pas voulu prendre l'initiative de suggérer mon départ à la direction, pour ne pas me présenter en demandeur et devoir en passer par ses volontés.

Il faut se rappeler que l'Orient, et l'Égypte en particulier, exerçaient une grande fascination sur la jeunesse algérienne. De plus, c'était au Caire que se trouvait le Comité de libération du Maghreb [1] et surtout Abd el-Krim, celui dont la légendaire épopée avait renoué avec la chaîne millénaire des résistances maghrébines, et qui représentait peut-être la clé de l'avenir immédiat.

En définitive, ce sera bel et bien en tant que délégué du parti que je serai envoyé au Caire. De nombreux contacts ménagés avec certains membres du Bureau politique ont arrondi les angles; le secrétaire général Lahouel s'est employé, avec l'éloquence et la chaleur qu'on lui connaît, à dissiper les malentendus. C'est certainement un homme de conviction et de grand courage. Il aime voir clair pour agir; sa rationalité est bureaucratique, mais elle répond à une exigence de rigueur et non à de petits calculs. Le combat élitiste qu'il mène depuis l'âge de dix-sept ans a forcément influencé sa relation aux masses populaires : ce n'est pas un démagogue, et il sait garder la tête froide. « Moi aussi je suis un *Kebayl h'der* [Kabyle citadin], comme tous les habitants du Nord-Constantinois », remarque-t-il lors d'une de nos entrevues. Je riposte : « C'est Bugeaud qui a baptisé " Kabylie " la province du Djurdjura » – une façon de rappeler que les Berbères sont encore victimes de ce pouvoir arbitraire de nommer, de définir, qui est issu de la conquête.

Me voici fourvoyé dans la diplomatie comme je l'étais dans les affaires militaires. J'élabore un rapport sur ce que doivent être les objectifs de notre action extérieure. La pièce maîtresse est, bien sûr, le Maghreb, et la nécessité d'unifier la lutte des trois peuples, des trois pays : Tunisie, Algérie, Maroc. Les autres volets de mon texte

1. Il deviendra ensuite une simple représentation sous le nom de Bureau du Maghreb.

concernent les actions de soutien et de solidarité que nous devons rechercher, solliciter ou encourager.

Je fais parvenir mon étude au Bureau politique, et c'est le Dr Mostefaï qui vient me le restituer. Il trouve particulièrement intéressante la suggestion concernant l'élargissement d'un front anticolonial autour de Nehru et de Jinnah[1]. A l'époque, on ne parlait pas encore de bloc arabo-asiatique ou afro-asiatique, mais il y en avait les prémices : la guerre d'Indochine, les initiatives diplomatiques décisives de Nehru en faveur de l'Indonésie[2], la ligne de solidarité islamique inaugurée par le Pakistan, le rayonnement charismatique d'Azzam Pacha, le secrétaire général de la Ligue arabe, le triomphe de Mao Tsé-toung. La Seconde Guerre mondiale avait déjà profondément bouleversé les vieux rapports de force; derrière le réveil et la lutte des peuples d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie, un monde nouveau était en gestation.

Cet entretien avec le Dr Mostefaï a lieu chez les Toudert. Justement, ma mère se trouve là, avec ma toute petite sœur Leïla, un bébé de quelques mois, que je ne connaissais pas encore. La différence d'âge est si grande entre Leïla et moi qu'elle le fait rire, mais à retardement, selon son habitude – sous-entendu « c'est toi qui devrais avoir des enfants ». Toujours directe, ma mère intervient : « Dieu est grand! J'ai perdu une fille, il m'a donné celle-ci. Et lui, dit-elle en me désignant du doigt, qui me cause tant de soucis, je l'ai eu à quinze ans. » Ce qu'elle ne mentionne pas, c'est qu'elle a été mariée à neuf ans, à l'insu de l'administration coloniale, évidemment. Et pourtant, les noces ont difficilement pu passer inaperçues : baroud, fantasia, tambourins et clarinettes, déploiement de « forces populaires » sur une dizaine de kilomètres, du village d'Aït-Mellal au domicile conjugal. Ouvrant le cortège sur un cheval, terrorisée par sa monture, le bruit et l'agitation, la pauvre fillette ne savait pas ce qui lui arrivait. Et mon père, qui avait à peine quinze ans, n'en menait pas large non plus, obsédé qu'il était de devoir tirer les deux coups de tromblon traditionnels à l'arrivée de son épousée.

Myassa, la petite mariée, avait perdu sa mère le jour même de sa naissance. Elle en trouva une nouvelle, particulièrement affectueuse et protectrice, dans la mère de son jeune mari, ma grand-mère El

1. Mohammed Ali Jinnah, pendant de longues années figure de proue de la Ligue musulmane indienne, fut l'artisan de l'indépendance du Pakistan (1947).

2. Proclamée en août 1945 par les chefs nationalistes, l'indépendance de l'Indonésie ne fut reconnue par les Pays-Bas qu'à la fin 1949, après une alternance de combats et de négociations. Au niveau international, Jawaharlal Nehru contribua puissamment à plaider la cause de l'indépendance indonésienne.

Djouher, une perle rare, au propre et au figuré. Elle ne comprendra que plus tard pourquoi, jusqu'à la puberté, cette maman-là lui interdisait de jouer avec l'aîné de ses enfants, Mohand Yahia – mon père.

Pour l'heure, on n'oublie pas de mettre à contribution le savoir professionnel du Dr Mostefaï; un médecin nationaliste a certainement quelque chose en plus : la baraka. Cet homme qui, à son arrivée, a échappé à la morsure du chien de garde, ne se doute pas que onze ans plus tard c'est lui qui négociera, au nom du GPRA, un accord avec Jean-Jacques Susini, devenu chef de l'OAS après l'arrestation des généraux, accord qui sauvera notamment de la destruction ce beau quartier de Bab-el-Oued où nous nous trouvons.

Retrouvailles avec le parti, retrouvailles avec ma famille. Cette journée d'émotions va-t-elle être ternie par la chaude alerte que donne mon père en fin de soirée? Je ne m'attendais pas à le voir, car il était prudent et craignait d'être filé. Il arrive tout essoufflé, en sueur et fébrile. « Vite, vite, dit-il, il faut t'en aller! » Et il explique qu'il était convoqué dans l'après-midi à la préfecture par le commissaire divisionnaire C***, de la Police des Renseignements généraux. Celui-ci a commencé par se moquer de mon père : « Je m'attendais à te voir arriver avec ton fils, et je ne vois que toi, avec ta panse et tes longues guibolles. » Et puis, il lui a jeté en pleine figure : « Nous savons qu'il est passé chez les Toudert. » En sortant, mon père était resté un moment à réfléchir : devait-il me faire prévenir ou y aller lui-même? Ayant finalement choisi la seconde solution, il avait pris un taxi, puis le tram jusqu'à Saint-Eugène. « Je suis redescendu en contournant le cimetière de nos compatriotes mozabites, précise-t-il. J'ai fait près de cinq kilomètres pour être sûr qu'on ne me suivait pas. »

Je l'interromps pour aller demander au jeune neveu de Mokrane d'aller voir s'il n'y a rien de suspect dans les parages. Puis j'interroge mon père. Lui a-t-on dit autre chose? Les moindres détails peuvent avoir une importance. Non, simplement le commissaire l'a humilié en ironisant : « Pour vous, les Kabyles, la famille est taboue. C'est une chose que je peux comprendre, parce que je suis Corse. Mais n'oublie pas que tu es fonctionnaire. Et d'ailleurs, nous ne lui voulons que du bien, à ton fils. » Alors mon père n'a pas pu se contenir : « Dites donc, c'est vous qui êtes chargé de faire la police, pas moi! »

Cette fois, je peux rassurer mon père. Si la police savait vraiment que j'étais chez les Toudert, ou susceptible d'y venir, elle ne lui en aurait rien dit, et elle aurait organisé une souricière. Pour qu'on lui

livre une telle information, c'est qu'on l'estimait fausse, ou périmée.

A présent, je lui apprends mon départ pour Le Caire, ce qui lui fait pousser un « ouf! » de soulagement. J'en profite pour lui confier mon désir d'épouser Tounsia, la benjamine de Da Achour et Jedjiga Toudert. « Elle est très intelligente, bien élevée », dis-je. Par pudeur, je n'ose pas ajouter « et surtout très belle ». Mon père soulève deux objections [1], l'une en termes clairs : « Quels moyens d'existence aurai-je au Caire? » Objection écartée. D'abord parce que je suis capable de me débrouiller, ensuite parce qu'il s'agit seulement de demander la main de la jeune fille. Pour le reste, on verra. Je ne suis pas encore parti, et encore moins arrivé à destination.

La seconde objection, toute en contours et détours, relève du sacré : les familles maraboutiques ne s'allient qu'entre elles, et Da Achour n'est pas homme à violer une tradition. En outre, les règles laissées par Cheikh Mohand sont des plus rigoureuses. « Au pays, nos femmes ne sortent jamais. Et nulle femme étrangère, même maraboutique, n'a le droit de pénétrer chez nous. »

Alors, en m'efforçant de ne pas heurter mon père, je lui rappelle que, dans sa « lettre », l'islam n'admet pas les inégalités sociales, les discriminations, et que telle est bien ma position. Chef spirituel local de la Rahmanya, Cheikh Mohand lui a imposé des règles très strictes parce que la fidélité des adeptes et le secret sont le moyen de maintenir la cohésion d'une confrérie. A sa manière, il assumait des responsabilités politiques en imposant le renfermement de nos femmes, étant donné que dans les luttes claniques qui dévorent la société kabyle, le rôle de « renseignement » leur est naturellement dévolu. Mais les choses changent. On dit que Cheikh Mohand n'a jamais serré la main d'un Roumi. On raconte qu'il a lavé publiquement le pan de son burnous parce qu'un administrateur en visite-surprise chez lui l'avait frôlé. « Or, aujourd'hui, toi tu es fonctionnaire, ce que je ne te reproche pas, alors que Cheikh Mohand pensait que l'occupation cesserait; et finalement, déçu, il a voulu émigrer vers la Tunisie. » – « C'est vrai, enchaîne mon père, et ce sont les fidèles et la population qui l'ont ramené de Sétif, refusant qu'il les abandonne. » Alors, je lui récite le poème que Cheikh Mohand improvisa en la circonstance :

1. Il avait déjà été précédemment question de me marier, et c'était alors moi qui avais soulevé des objections, car c'était à l'initiative de mon père. Cela se passait durant ce mai insurrectionnel de 1945. Comme le dit un proverbe kabyle : « Quand on veut assagir un fils prodigue, on lui fait fonder un foyer. »

N'sar	La victoire
Yezwar di Masar	Commencera de l'Égypte
Tunes	La Tunisie
Yis n etwennes	Est notre refuge et notre [réconfort
Afus deg Iwen ur t nekkes	Nous ne devons jamais lâcher la [main de Dieu
Aheq at slasel	Par la chaîne de tous les saints
Niqal nuyes	J'étais sur le point de [désespérer

Cette profession de foi est plus actuelle que jamais. Nous menons une autre forme de combat libérateur. Ce n'est pas pour emporter habilement l'adhésion de mon père que je me pose en continuateur d'une tradition, mais pour apaiser les inquiétudes et ranimer l'espoir d'un être tout d'abnégation à l'égard de ses proches et de ses amis.

Le lendemain, de très bonne heure, mon père dit à Tounsia : « Viens avec nous, je t'invite. Toi et Fatima [1] vous vous entendez bien, vous vous tiendrez compagnie. »

Tout à fait convaincu, à présent, que la police ne viendra pas me chercher chez les Toudert, je vais rester cloîtré chez eux pendant près de huit mois, jusqu'au jour de mon départ, fin octobre 51. Le pari n'est pas impossible, à condition de savoir « tenir son pou » *(« ched qmeltek »)*, selon la formule algéroise, autrement dit ne pas se gratter, maîtriser ses gestes, éviter de bouger. En fait, la partie est trop importante pour que la police renonce. Et elle viendra quand même chez les Toudert, mais en finesse (pour elle), non en force.

Seulement, il se trouve que nous avons un allié au quartier général de la PRG, l'inspecteur Ahmed Ouamri [2]. Il informe Saïd Akli de la nomination de deux nouveaux inspecteurs spécialement commis à ma recherche. L'un d'eux travaillait naguère dans l'unique pharmacie de toute la commune mixte de Michelet. Il accompagnait le Dr Gouri dans ses tournées, et gardait la traction pendant que le médecin de colonisation faisait à pied ses visites dans les villages. A

1. Ma sœur Fatima, qui avait alors dix-huit ans.

2. Un jour, dans un tramway, je m'étais trouvé face à face avec ce géant blond, chacun accroché à sa poignée de cuir. Il me regarda un instant, rougit et baissa la tête – réaction non de peur mais de pudeur, qualité foncière qu'on trouve peu dans la police actuelle, où la « bonne cause » justifie bien des reniements. Ouamri sera abattu par l'OAS; son nom figure dans la liste des victimes publiée par Lucien Bitterlin dans son livre *Nous sommes tous des terroristes*, Paris, Éditions « Témoignage chrétien », 1983.

cette occasion, alors que j'étais encore écolier il m'était arrivé maintes fois de lui apporter à déjeuner. Il avait donc rompu avec moi le pain et le sel, *« tagula d tasent »*. A l'étonnement du village, il était devenu assidu à la prière et avait quitté le pharmacien parce que c'était un « naturalisé ». Plus costaud que sa dévotion, son physique avait dû peser dans son recrutement par la PRG. Je ne connaissais pas l'autre, affublé du sobriquet « le canard », à cause de sa démarche – qui devait assez mal le prédisposer aux filatures.

Comme par hasard, ils viennent l'un après l'autre à la bijouterie de Mokrane, s'y incrustent même, tant son travail les intéresse. Curieusement, le mot kabyle *arqas* désigne à la fois un danseur, une aiguille de montre et un mouchard. Pour remettre les horloges à l'heure, mon futur beau-frère invitera l'un, puis, quelques semaines plus tard, l'autre, à manger un couscous à la maison. Il en profitera pour leur faire faire un méticuleux tour du propriétaire [1], y compris, puisque toute la maison appartient aux Toudert, chez leurs deux locataires, une famille de Biskra et une femme de Cherchell, veuve et chargée d'enfants qu'elle nourrit par son travail. Il ne leur épargnera même pas la visite des toilettes.

Début juin, toute la famille, renforcée de trois oncles paternels, arrive pour demander officiellement la main de Tounsia. Cette démarche a été précédée de beaucoup de lobbying et de nombreux conciliabules, comme pour toute affaire sérieuse, et, avant toute chose, du consentement de la jeune fille. Comme prévu, la résistance viendra de Da Achour, qui ne veut pas aller contre une tradition. Les palabres solennelles, auxquelles ne sont pas admis les intéressés ni les femmes, se poursuivent tard dans la nuit. En elles-mêmes, les formes sont simples. Mon père s'est présenté en disant : « Que le salut soit sur le Prophète, je désire m'allier à vous et demande la main de votre fille pour mon fils. » Da Achour répond en plaidant le respect des traditions. Pour laisser au chef de famille le temps de trouver ses arguments, l'assistance parle de choses et d'autres. Après plusieurs contre-offensives infructueuses, mon père sort de la pièce et vient me consulter. « Que faire? me dit-il. Da Achour ne veut pas. Ce n'est pas un refus simulé. Il craint, pour les siens, les conséquences d'une violation de la tradition. » Je l'engage à poursuivre. « C'est nous qui sommes demandeurs, qui ouvrons la porte, ce n'est pas lui qui la démolit. Après tout, nous sommes tous des musulmans. Cheikh Mohand n'était pas né saint, il l'est devenu. Auparavant, il était un Kabyle comme tous les autres. »

Le consentement du père de Tounsia est finalement arraché au

1. Il va sans dire que j'avais au préalable évacué « ma » chambre.

finish, mais je ne pense pas que les arguments y ont été pour quelque chose. Il faut connaître la psychologie dans laquelle baigne ce type de tractations sociales. Il y a un seuil d'honneur à ne pas dépasser, d'un côté comme de l'autre. Une acceptation rapide risque de faire bon marché d'un être cher, une obstination dans le refus, d'être ressentie comme un discrédit, une humiliation. En entendant la *Fatiha* [1] qui clôt la cérémonie coutumière, le reste de la famille [2] contient difficilement sa joie. Les youyous stridents sont vite étouffés par les interventions masculines. Comment annoncer avec fracas un événement qui doit rester caché? On fera tout de même une entorse à la clandestinité en sacrifiant traditionnellement un mouton. Mon père y procédera lui-même, pour bien montrer que sa fonction ne lui a pas fait perdre ses manières paysannes.

« Tu te rends compte, s'ils avaient remporté leur mouton! » dis-je en riant à Fatima au cours du repas. Avec ma sœur, je peux plaisanter de la sorte car, jusque dans la lutte clandestine, elle a un humour à toute épreuve. En quelques mois, elle et ma fiancée sont devenues inséparables. Les Toudert ont tenu à la garder près d'eux, et elle me facilite la vie ne me rendant maints services. Elle et Tounsia se sont liées d'amitié avec une voisine d'origine espagnole, qui leur apprend la couture et la broderie, sans compter les inévitables échanges de recettes de cuisine. La société civile de cette mosaïque bab-el-ouedienne se moque des grands jeux politiques, lesquels, hélas, décideront de sa destinée.

Cette heureuse réunion de deux familles se prête à donner un second prénom à ma fiancée; ce n'est pas à proprement parler une coutume mais un usage répandu dans nos villages et nos villes. Tout le monde tombe d'accord sur Djamila, « la Belle », qui complète et rehausse celui de Tounsia [3], et qui lui va à merveille. Jabran Khellil [4] ne disait-il pas, dans son adresse poétique à Dieu :

Inaka el-djamalou	Tu es la beauté même
Tuhibou el-djamala	Tu aimes la beauté
Wa kaïfa ibadouka la yâchiqou- *[na?*	Et pourquoi tes créatures n'en tomberaient-elles pas [amoureuses?

1. La première sourate du Coran.
2. C'est-à-dire la partie la plus nombreuse, et qui est, comme on dirait aujourd'hui, exclue du processus de décision.
3. Les prénoms tels que Tounsia, Tourqia (la Tunisienne, la Turque), plus familiers dans certaines provinces que dans d'autres, traduisent des rapports de force issus de la colonisation en ce qu'ils sont une fuite affective vers la grande communauté islamique.
4. Poète libanais (fin XIX^e-début XX^e siècle), émigré aux États-Unis.

Quand je me reporte à ce grand jour, à cette atmosphère quasi surréaliste de rêve éveillé rejetant le cauchemar dans la nuit, de réalisme volontariste se moquant des réalités terre à terre, de tradition vivante parce que toujours mouvante, je rends hommage à toutes celles et à tous ceux qui ont rendu possible notre union.

Les détails techniques de mon départ vont se régler chez Lakhdar Rebbah. Des contacts ont été pris à Paris avec les milieux progressistes français. Depuis la fin de la guerre, la dynamique anticolonialiste ne cessait de se consolider et de s'élargir. Des personnalités de la gauche française, tel Claude Bourdet [1], animent le Congrès anticolonial (dont le siège est à Londres) aux côtés de leaders syndicaux et de travaillistes britanniques, qui dénoncent notamment la répression au Kenya. Le MTLD est représenté dans cette institution. Finalement, c'est auprès de militants du Parti communiste français [2] que sera trouvée la bonne filière. Après l'accord négocié au niveau politique par Abdallah Filali, chef de la Fédération de France du PPA-MTLD, deux cadres populaires de Belcourt alors détachés en France, Zin El Abidine Moundji et Ahmed Kabba, vont se charger de l'application fin octobre. La veille du jour J, Kabba, qui vient d'arriver par avion, m'explique le topo chez Rebbah, en présence de Bouda. Je vais partir sur un grand paquebot. Je serai vêtu en officier de marine et, vers une heure du matin, un officier du paquebot m'attendra à l'entrée du port et me fera monter à bord. Pour franchir la douane et le service de police, il suffira de saluer au passage en prenant l'air décontracté des « navigants ».

La tenue et la casquette me vont parfaitement, car Kabba, qui a pratiquement la même taille que moi, les a essayées. Très ému, Rebbah souhaiterait que je prenne mon dernier repas chez lui. Mais il est trop fin pour ne pas comprendre que je veuille le passer en compagnie de mes beaux-parents et de Djamila. Bouda m'accompagne chez eux et reste avec moi jusqu'au moment de l'embarquement. L'opération se déroule au chronomètre. C'est Zekkal qui nous mène au port dans le « taxi de la patrie », Bouda, Kabba et moi, et qui me dépose à quelques pas de l'officier de marine. Tout en bavardant, nous franchissons sans encombre les deux Rubicons, douanier et policier, et il me fait les honneurs de sa cabine. « Faites comme chez vous, me dit-il; en attendant mon retour, voici de la lecture, si vous

1. Il dénoncera la puissance des lobbies colons en Algérie et dressera précocement un réquisitoire contre la torture [illegible] en Algérie [illegible] avec une Gestapo d'Algérie », *France-Observateur*, [illegible].
2. Qui agissent évidemment à titre individuel.

n'en avez pas [1]. » Son ton est chaleureux, avec ces sortes de vibrations d'un instant qui effacent les frontières, unissent les races et les civilisations comme les unit la Méditerranée. Je m'installe donc pour finir la nuit, non sans jeter encore un coup d'œil à ma nouvelle carte d'identité [1] toute fraîche, au nom de Saïd Farhi, né dans le douar des Ouled-Aouf, commune mixte d'Aïn-Touta, arrondissement de Batna [2].

Le lendemain matin, une conversation détendue avec mon hôte et un petit déjeuner copieux m'arrachent à mes états d'âme. Je ne dois plus penser qu'à m'en sortir, et c'est tout. Bien sûr, qu'est-ce que la liberté sans son pays, mais, inversement, qu'est-ce que son pays sans la liberté?

La Casbah vue de la baie d'Alger, quel spectacle! Sa blancheur étincelante ne dissimule pas entièrement la profondeur mystérieuse de ces mille maisons serrées les unes contre les autres, comme pour se protéger de l'irruption violente d'une modernité envahissante, symbolisée par les immenses immeubles administratifs. A dresser tant de pans de béton ou à évoluer parmi eux, il n'est pas étonnant qu'on finisse par en acquérir la rigidité. Mais sans doute chacun s'en évade-t-il à sa façon. Moi, le temps d'un au revoir sifflé par les trois coups de sirène de l'appareillage, j'ai cru voir flotter le drapeau algérien sur le Gouvernement général.

Je ne serais pas loin de me prendre pour un touriste américain ou un armateur grec, dans le confort de la cabine de l'officier, d'autant qu'il s'ingénie à adoucir ma traversée clandestine. Mais la tempête ne tarde pas à s'en mêler qui, ces jours-là, fait l'actualité par ses ravages spectaculaires sur les côtes méditerranéennes. Le bateau me semble voltiger lourdement comme ces gros oiseaux migrateurs qui, sans perdre le Sud, sont déboussolés par un ouragan inattendu. A croire qu'il a pris une cuite fantastique, et moi avec lui. J'ai beau me raidir, serrer les mâchoires, je n'arrête pas de vomir. Mon hôte a

1. Il me semble que c'était un livre consacré au *Cuirassé Polemkine*, ou en tout cas à une mutinerie navale.

2. Batna est située dans les Aurès. C'est Mostefa Ben Boulaïd, ex-responsable de l'OS dans cette région (et futur chef de la wilaya 1, celle des Aurès), qui à l'insu des dirigeants d'Alger, m'avait fait établir cette carte sur la base d'une identité réelle. Pour l'anecdote, lorsque, au printemps 1965, je serai détenu à la centrale de Tazoult (anciennement Lambèse), dans l'arrondissement de Batna, je demanderai au surveillant-chef Hamlaoui si, par hasard, il ne connaîtrait pas un certain Saïd Farhi. Quand je lui aurai révélé que je n'ai aucune attache avec Farhi, il m'apprendra que c'est justement son cousin, et qu'il possède un salon de coiffure à Batna. « A présent, lui dis-je, vous pourriez me faire coller encore un autre chef d'inculpation : usurpation d'identité. »

presque honte d'être dépassé par les éléments, et moi j'ai honte toutes les fois – nombreuses – où je l'entends frapper discrètement à la porte pour venir me ragaillardir [1].

Le débarquement à Marseille se fait selon le scénario inverse de l'embarquement à Alger, mais dans d'aussi bonnes conditions. Les passagers quittent le bord et, à la tombée de la nuit, l'officier me fait descendre en sa compagnie. À la sortie du port, Kabba est déjà là, portant dans sa petite valise les vêtements civils que j'enfilerai avant de prendre le train pour Paris. Le premier cap est franchi, mais je me sens frustré de n'avoir pas eu le temps d'exprimer ma reconnaissance à l'officier de marine autrement que par un bref salut [2]. Kabba, lui, est tout heureux. Sans que je le sache, il a fait la traversée sur le même bateau que moi, mais il n'a pas trop souffert du déchaînement des flots.

À Paris, je me sens déjà tout à fait libre. Je hume l'odeur de ses rues, étourdi par le vacarme et les lumières. Mon escale y durera près de cinq mois, d'abord en pension chez une vieille dame, puis dans un studio à Saint-Mandé, hébergé par Zidi [3], un animateur de l'AEMNA, l'Association des Étudiants musulmans nord-africains.

Je m'astreins d'abord à une période d'adaptation, comme les plongeurs qui remontent par paliers, pour ne pas être asphyxié par

---

1. Ce rude baptême permettra au montagnard que je suis de mieux supporter la mer au cours de deux épisodes non moins mémorables.

Le premier se situe en décembre 1958, lors de notre transfert de la Santé à l'île d'Aix, sur une corvette de guerre partant de Lorient. Comme une danse macabre, le défilé des gardes mobiles devant un énorme baquet va rythmer et accroître les nausées chez Ben Bella, Boudiaf, Khider et Lacheraf. Mais nous réussirons à tenir le coup. Il est vrai que la traversée sera de courte durée, mais il y aura en plus la dynamique de groupe, comme disent les sociologues, jouant sur le registre de l'amour-propre. Tout en gémissant en sourdine, l'actuel délégué de l'Algérie auprès de l'UNESCO à Paris, Lacheraf, combattra victorieusement les haut-le-cœur en se passant sous les narines un morceau d'eau de cologne cristallisée.

Le second épisode remonte au 1er mai 1966 lorsque, après mon évasion d'El-Harrach (Maison-Carrée), je referai la même traversée Alger-Marseille sur le pont d'un rafiot, mais sans souffrir du mal de mer. En cette saison-là, la Méditerranée était beaucoup plus clémente que Boumediène.

2. Les circonstances ne se prêtaient évidemment pas à poursuivre une longue conversation.

3. Le hasard nous a remis en présence, il y a deux ou trois ans. Il est toujours vif-argent, mais extrêmement serviable. Il n'a pas oublié le surnom de « Lewhidet » que je lui avais donné. Je dois d'abord expliquer qu'il était somnambule. Une nuit où je l'entendais poursuivre un étrange soliloque dans le noir après avoir ouvert la fenêtre et les volets, j'allume la lumière, craignant qu'il dégringole les cinq étages. Mais non, il est assis à son bureau. « Qu'est-ce que tu fais? » lui dis-je. Il me répond : « Je cherche *lewhidet* », ce qui signifie, dans le parler arabe de Tébessa, les choses, les machins.

l'oxygène de la liberté. Je vais progressivement de découverte en découverte, dont la moindre n'est pas qu'on peut marcher, flâner, vivre normalement. Je prends le métro dans toutes les directions, sécurisé par cet univers souterrain, par la foule où je suis aussi anonyme que mon béret basque. Je fais une cure de cinéma et de théâtre, je visite les musées. Filali, Moundji et Kabba m'invitent à voir au Châtelet *Pour Don Carlos,* interprété par Luis Mariano. Ils me traitent avec une fraternelle camaraderie, dénuée de tout calcul politique. Ni eux ni moi n'avons l'impression d'être en terre ennemie, bien que les centaines de travailleurs maghrébins que nous côtoyons journellement nous rappellent le système d'exploitation coloniale. Sans tomber dans la généralisation hâtive, il me semble que le peuple français pèche surtout par indifférence vis-à-vis des problèmes coloniaux. Il est vrai que les véritables tenants du pouvoir ne l'ont pas sensibilisé aux réalités d'après-guerre. Bien que baignant dans un flou artistique, le mythe fondateur de l'Algérie française est bien ancré à l'arrière-plan de sa conscience.

De mes compatriotes algériens, marocains et tunisiens, je garde une vision de fierté mais plus encore de dignité tranquille, qui se lit dans les attitudes, les soins vestimentaires. Ils veulent donner une image de marque de leur idéal, témoigner qu'ils sont les sujets de leur propre destin.

Le temps du défoulement passé, et comme mon passeport tarde à venir de l'ambassade d'Égypte à Berne, je hante les bibliothèques pour lire et me documenter sur le Moyen-Orient, la politique et les relations internationales. Afin d'économiser pour acheter des livres, je me mets au régime lacté.

Mais il faut dire aussi que si l'on ouvrait à l'improviste mon cartable, on y trouverait le plus souvent des haltères [1] et un maillot de bains parce que, pendant un temps, je hante presque quotidiennement la piscine Lutétia. C'est Abdallah Filali qui m'y a entraîné, entrecoupant ses plongeons artistiques d'éloges de la natation. Incontestablement, son séjour parisien l'a transformé. Dans ses moindres gestes il assume sa vie, il voit le monde autrement. Il met autant de soin à se réapproprier son corps par le sport et un régime végétarien qu'à passer courageusement ses idées au crible, pour tout repenser par lui-même et non par préjugés interposés. Il s'exprime plus souvent en français, tout en conservant un tic qu'il avait dans sa langue maternelle et qui a toujours défié la compréhension de son entourage : il soutient et ponctue ses phrases d'un mot devenu

1. Kabba avait fini par me surnommer *moul qzazil,* en arabe algérois : « l'homme aux boules ».

rengaine : *Ysamdina.* À nous deux, et en tirant l'étymologie par les cheveux, nous avons conclu qu'il s'agissait de l'abréviation, elle-même érodée par l'usage et les métaphonies, d'une longue expression populaire de sa région natale de Collo : *Ya sidna mourhim el-oualidin*, qui appelle la bénédiction du Prophète sur les géniteurs. Moins mystérieuse, par contre, est cette autre formule qui lui colle à la peau depuis les tragiques événements de 1945 : *N'dekhlou âla bahoum* : « Nous allons leur rentrer dedans. »

Pour la deuxième fois que l'ONU tient ses assises à Paris [1], le Maghreb est à l'honneur. La délégation égyptienne a obtenu qu'on inscrive à l'ordre du jour de l'Assemblée une question sur « La violation par la France au Maroc des principes de la Charte des Nations-Unies et de la Déclaration des droits de l'homme [2]. » Le délégué du Pakistan, Sir Zafrullah Khan, va la prendre en main, et à cœur, en séance plénière, mais elle sera ajournée (13 décembre). Le groupe afro-asiatique commence à prendre forme. Mohammed Salaheddine Pacha, le ministre égyptien des Affaires étrangères, représentant l'aile gauche du parti Wafd [3], lui apporte sa vision rationnelle et son punch. Il est secondé par des conseillers qui, comme lui, ont fait des études de droit à Paris, dont Tewfiq Chawi, très proche des nationalistes algériens durant ses années de faculté. C'est ce dernier qui, en 1945, avait poussé Azzam Pacha à intervenir auprès des Américains pour qu'ils exercent des pressions sur la France afin de faire cesser la répression à Sétif et Guelma. Le Bureau du Maghreb au Caire trouvera chez ces deux hommes un soutien efficace en dépit des vicissitudes politiques qu'ils connaîtront après le coup d'État de juillet 1952 qui amena au pouvoir le colonel Nasser [4].

Les dirigeants du Néo-Destour essaient de tirer profit de la session

---

1. La sixième session de l'Assemblée générale de l'ONU, 6 nov. 51-10 févr. 52. Elle se tint au pied du Palais de Chaillot, dans d'immenses bâtiments dressés pour la circonstance.

2. Au début de l'année le général Juin, résident général au Maroc depuis 1947, avait menacé le sultan Mohammed V de le déposer s'il n'entérinait pas les décrets qu'il refusait de signer depuis trois ans (« grève des dahirs ») et s'il ne désavouait pas le parti nationaliste, l'Istiqlal. L'enjeu était d'autant plus important pour la France qu'elle s'apprêtait à négocier avec les États-Unis l'installation de bases aériennes au Maroc et qu'elle devait donc apparaître en position de force dans son protectorat. L'accord avait été signé le 12 juillet 51. En août, le général Guillaume succédait au général Juin et poursuivait avec le sultan la partie de bras de fer pour lui faire désavouer l'Istiqlal. Finalement, la France déposera Mohammed V le 20 août 1953.

3. Le parti nationaliste égyptien, qui avait négocié avec le protectorat britannique l'indépendance de l'Égypte, en 1922.

4. Dans la nuit du 22 au 23 juillet, un groupe d'officiers (les « officiers libres ») animé par le colonel Nasser déclenche un putsch sans effusion de sang. Le 26, il oblige le roi Farouk à abdiquer en faveur de son fils Fouad, âgé de sept mois. Le général Mohammed Néguib, opposant de longue date à la monarchie égyptienne,

de l'ONU pour faire avancer les négociations que poursuit le Premier ministre tunisien Chenik avec la France en vue d'obtenir un statut d'autonomie interne. Au nom du gouvernement tunisien, Salah Ben Youssef et Mohammed Badra déposent devant le Conseil de sécurité de l'ONU, à Paris, une plainte contre la France. Le lendemain, le nouveau Résident général en Tunisie, le général Jean de Hauteclocque, somme le Bey à la fois de dissoudre le gouvernement Chenik et de faire retirer la plainte devant le Conseil de sécurité. Simultanément, il ordonne l'arrestation d'Habib Bourguiba, de Mongi Slim et Habib Chatty ainsi que de nombreux leaders et militants syndicaux [1]. Prévenus par des « amis français », Salah Ben Youssef et Mohammed Badra échappent au coup de filet en passant en Belgique, d'où ils gagneront Le Caire. En Tunisie la grève générale, déclenchée en signe de protestation par la jeunesse tunisienne et les travailleurs, donne lieu à une répression sanglante qui culminera avec le ratissage du Cap Bon (28 janvier 1952) opéré par l'armée française [2].

C'est dans ce climat tendu, où la France réaffermit sans cesse son emprise sur le Maghreb, dont les dirigeants dépassés par leurs courants populaires se livrent à la surenchère politique et diplomatique, que Messali demande à me voir.

Je déjeune à sa table dans un restaurant de Chantilly, face à l'hippodrome. C'est Filali qui m'y mène, avec les tours et détours dont il a le secret, et après l'indispensable transformation vestimentaire. Je trouve le chef du parti plus épanoui que jamais, rayonnant de la visite qu'il vient d'effectuer en Orient, revigoré par les derniers développements en Tunisie. Il relate avec enthousiasme l'accueil qui lui a été réservé en Arabie Saoudite et en Égypte. Mais il a été profondément impressionné par Abd el-Krim, qu'il a trouvé critique et désabusé à l'égard des leaders nationalistes marocains et tunisiens. Hormis ces rencontres en elles-mêmes, qui revêtent une importance historique, sa tournée en Orient ne semble pas avoir eu de résultats concrets. Aussi, en conclusion, me demande-t-il de lui faire un

---

devient chef du gouvernement. Mais la réalité du pouvoir est détenue par le colonel Gamal Abdel Nasser, qui deviendra chef de l'État et président du Conseil de la révolution en novembre 1954.

1. D'abord assignés à résidence à Tabarqa, tous les dirigeants politiques seront transférés au camp de Remada, dans l'extrême Sud-tunisien.

2. Habib Chatty, aujourd'hui secrétaire général de la Conférence islamique, a su désamorcer la généralisation de l'opération du Cap Bon à toute la Tunisie, en publiant dans *Es-Sabah*, qu'il dirigeait, les révélations de Davidson, correspondant de l'*Associated Press*, sur l'ampleur et la gravité de la répression. Les photos prises sur le vif par ce dernier disqualifiaient le démenti du Quai d'Orsay, et elles provoquèrent une vive émotion dans l'opinion française et internationale.

rapport sur une éventuelle remise sur pied de l'Organisation spéciale. La dissolution de celle-ci, ma mise à l'écart, le renversement de la ligne politique révolutionnaire, il les passe sous silence. Puisqu'il pense à faire revivre l'OS, c'est qu'il compte renverser ce renversement. De quelle façon? C'est ce qu'il ne dit pas. Sa sensibilité politique le hisse au niveau des impatiences populaires, mais il reste complètement dépendant de l'appareil bureaucratique et des structures dirigeantes pour la mise en œuvre d'un changement de cap. Il élude les questions précises que je lui pose, avec ce sourire charmeur et cette gentillesse naturelle qui ne sont qu'à lui.

Le rapport que je lui fais remettre par l'intermédiaire de Moundji, au début février, porte davantage sur des lignes de force générales, politiques, militaires et diplomatiques, que sur des schémas de restructuration de l'OS. Sur ce dernier point, je me limite à quelques recommandations relatives à un calendrier éventuel :

1° Une période de reprise de contacts informels avec la base des militants, par l'intermédiaire des cadres qui ont échappé à la répression.

2° Une étape de restructuration et de préparation effectives qui ne doit pas dépasser trois mois avant le déclenchement de la lutte. Un dispositif qui tourne trop longtemps à vide court deux risques évidents : démobilisation psychologique et répression.

J'insiste sur un point qui me paraît capital : préalablement à toute reprise de la lutte clandestine, Messali [1] doit trouver un scénario crédible pour se mettre à l'abri, en Europe d'abord, ensuite au Caire. En fait, ni lui ni les autres dirigeants du parti ne me paraissent en mesure de prendre le maquis, beaucoup plus pour des motifs de commodité qu'en raison des risques qu'ils courraient.

L'initiative d'un combat maghrébin de libération échappe à l'Algérie. Dès lors, et puisqu'elle devra suivre le mouvement, si mouvement il y a, comment pourra-t-elle s'y intégrer dans les moins mauvaises conditions possibles? Fondamentalement, la réponse est sur le terrain. Mais, partiellement, elle se trouve au Caire. J'ai hâte de connaître les projets des leaders nationalistes maghrébins qui sont là-bas, et en particulier ceux d'Abd el-Krim.

Fin avril 1952, je pars enfin pour Le Caire, en transitant par la Suisse. Pour cette dernière étape, Filali, Kabba et Moundji m'accompagnent. Notre itinéraire me fait découvrir la beauté et la variété des

1. Il était le seul homme capable, par son charisme et sa stature, de cristalliser l'unité nationale et de faire respecter l'Algérie à l'extérieur.

paysages français. Nous passons par Sochaux et Mulhouse pour gagner Bâle dans la cohorte des visiteurs du week-end qui affluent en bus puis en tramway vers la Foire internationale. Pour franchir la frontière, ma fausse carte d'identité réussit sa première épreuve d'authenticité. Les trois camarades, qui, jusque-là, m'avaient suivi à distance, me donnent l'accolade, qui signifie pour eux « mission accomplie », et pour moi un soulagement indescriptible. Les hôtels étant archicombles, l'Office de Tourisme nous dirige vers des chambres « chez l'habitant », dans les faubourgs de Bâle, où nous déposons nos sacs avant de nous conduire en parfaits touristes. Cette journée de printemps gorgée de fanfares, de verdure et de fleurs se déroule comme dans un rêve, à travers les stands de la Foire et sur les bords du Rhin. Pour moi, l'« or du Rhin » des Niebelungen, c'est ce climat de fête. La soirée s'achève sur une note pleine de sel : ne sachant quel tram prendre pour retrouver nos chambres, Filali montre à un passant alémanique le papier sur lequel il a relevé le nom de la station de départ proche de la famille qui nous loge. L'inscription longissime en Hochdeutsch signifie simplement « Arrêt facultatif ». Nous possédons heureusement le numéro de téléphone de nos hôtes, ce qui nous permettra de retrouver nos pyjamas et de passer une nuit paisible dans cet intérieur suisse où règnent la courtoisie, la simplicité et une méticuleuse propreté.

Le lendemain, à la première heure, l'ambassadeur d'Égypte à Berne, Mustapha Abd el-Mouneïm [1], nous reçoit et me remet un laissez-passer au nom de Saïd Farhi. L'après-midi même je monte à bord d'un appareil de la Swissair qui fait le trajet Zurich-Le Caire sans escale.

C'était mon premier voyage en avion, et j'en garde un souvenir fabuleux. Après la mosaïque des prairies helvétiques serties de lacs et de forêts, nous survolons les Alpes aux glaciers et névés étincelants, aux massifs grandioses ourlés de vallons verdoyants. Je ne peux m'empêcher de penser à l'incroyable expédition d'Hannibal qui, après son petit détour par l'Espagne, les Pyrénées et la Gaule, fit traverser cette interminable barrière de précipices enneigés à cinquante mille fantassins, neuf mille cavaliers numides montant des

1. Contrairement à la plupart de ses collègues, qui sont anglophones, il possède une solide culture française. Appelé, quelques mois plus tard, au poste de Secrétaire général adjoint de la Ligue arabe, il nouera des relations étroites avec les responsables du Bureau du Maghreb dans la capitale égyptienne. Après le coup d'État du 22 juillet 1952, il interviendra de son mieux pour pallier l'inexpérience politique habillée d'autoritarisme des officiers, très dévoués par ailleurs, chargés des « Affaires arabes » par le colonel Gamal Abdel Nasser.

chevaux spécialement sélectionnés dans les Atlas, et trente-sept éléphants – deux siècles avant le Christ. « Vous passerez là où Hannibal est passé, dira le premier consul Bonaparte à ses soldats pour leur faire franchir le Grand Saint-Bernard (mai 1800), en fait situé plus au nord que le col de la Traversette emprunté par son prédécesseur [1].

Alors que l'avion arrive au-dessus de la Méditerranée, comment ne pas continuer l'histoire comparative? Des guerres puniques jusqu'à la guerre froide, en passant par les conflits d'expansion coloniale, il semble qu'il n'y ait jamais pu avoir coexistence durable entre deux puissances, commerciales, militaires ou politiques. L'une finit par chasser l'autre, en attendant qu'un troisième larron accède à la suprématie en Méditerranée. Éternel jeu de massacre, à la vitesse des rames, de la voile, de la vapeur; et à la mesure des progrès techniques accroissant la puissance de destruction. L'impératif de la sécurité économique, politique ou militaire, ou les trois réunis, n'est pas une spécialité de nos superpuissances. C'est déjà la raison d'empire qui autorise l'occupation de la Sicile, la Sardaigne et la Corse par Carthage, comme leur « libération » par Rome. Les victimes de ces luttes de pouvoir n'ont d'autre choix que de brandir leur drapeau pour vivre libres, ou de le camoufler pour survivre. C'est l'alternative imposée depuis l'antiquité aux peuples du Maghreb, en raison de sa position géographique.

Consacrée à Yalta, la division du monde en deux blocs, soviétique et américain, explique l'intrusion des États-Unis en Méditerranée. Alors que l'intérêt de la France est de conserver, sinon de renforcer, sa souveraineté sur l'Afrique du Nord [2], atout stratégique dont elle peut jouer vis-à-vis des Américains, ceux-ci traitent pragmatiquement le problème. C'est ainsi que le « Rapport Fechteler [3] », sur la

1. A plus de deux millénaires de distance, on retrouve maintes similitudes entre les méthodes des deux généraux : préparation minutieuse, exécution audacieuse, effet de surprise. Autre chose les rapproche : leur appréciation du « poids » des populations. Ainsi l'empereur Napoléon Ier impose-t-il aux cantons suisses une solution fédéraliste par l'« Acte de médiation » (1803), démarche qui peut paraître surprenante, venant d'un centraliste farouche. Hannibal, lui, ramène la paix entre les tribus gauloises de la vallée du Rhône. Également, alors qu'à la veille de la bataille de la Trébie deux mille auxiliaires gaulois des légions romaines désertent pour rejoindre son camp, il préfère les renvoyer dans leurs douars d'origine pour y répandre la bonne parole. La « guerre psychologique » n'est pas une invention de notre temps.

2. Signé le 4 avril 1949 par douze pays dont la France, le « Pacte atlantique » englobait notamment les départements français d'Algérie. L'installation de bases aériennes américaines au Maroc sera négociée séparément par la France, et signée en juillet 51.

3. Du nom de l'amiral William Fechteler; « révélé » par la presse occidentale en mai 1952, mais son contenu était connu bien avant cette date.

défense occidentale face à l'URSS, et qui préconise une forte implantation américaine en Méditerranée, contient une mise en garde contre une stratégie qui ignorerait les aspirations des peuples colonisés à la liberté. Mais entre ne pas ignorer et favoriser, il y a une fameuse marge. Et en face, le discours soviétique, résolument anticolonialiste, n'a guère de traduction pratique.

L'appareil arrive au-dessus du delta du Nil. J'aperçois les pyramides, témoignages de la puissance pharaonique mais surtout d'une des plus vieilles et des plus riches civilisations connues. À la période thinite (fin IIe-début Ier millénaire av. J.-C.) régnèrent là des gens venus de Libye, les Théhénou, dont les ancêtres, selon Hérodote, étaient des nomades blonds aux yeux bleus, ce qui atteste de l'ancienneté des rapports historiques et économiques entre les divers peuples du nord de l'Afrique. Le Nil déploie dans chacun de ses méandres, piquetés de villes et de villages verdoyants, un damier de cultures collées à ses deux rives, qui sont autant de défis au sol ingrat assignant des frontières impitoyables aux fellahs. Venant au secours de la géographie, l'histoire leur impose une autre barrière : celle des sociétés cotonnières et des féodalités terriennes qui exploitent et accroissent leur misère. Qui détient la canalisation, le robinet, détient la souveraineté. Il existe un lien dialectique entre le pharaonisme politique et l'assujettissement économique des fellahs.

Que d'émotions et de sentiments se bousculent en moi quand nous arrivons juste au-dessus du Caire, avec ses coupoles, ses felouques aux voiles multicolores, la majesté du Nil qui le traverse. Cette métropole spirituelle devenue capitale politique va être pour moi, comme pour tant d'autres, une terre d'asile. Quel bonheur de me sentir hors d'atteinte et de pouvoir de nouveau être utile, participer! Il y a une telle communion affective que je n'ai nullement l'impression d'arriver en terre étrangère. Certes, l'imaginaire y est pour quelque chose, mais aussi une sensibilité à l'histoire, proche et lointaine. En effet, si Fustat, le premier noyau du Caire, fut une création du conquérant de l'Égypte, Amr Ibn al-As, vers 650, c'est à la dynastie nord-africaine des Fatimides que la prestigieuse Al-Qahirâh (la « Victorieuse ») doit sa naissance. Après avoir unifié le Maghreb, le calife fatimide El Moïez s'empare de l'Égypte et, à l'initiative du général Jawhar, d'origine sicilienne, fonde en 970 Le Caire en réunissant Fustat à l'agglomération de Misr [1]. C'est lui qui édifia la mosquée d'Al-Azhar, la plus prestigieuse université du monde islamique, alors consacrée à la diffusion de la doctrine

1. Deux villages des Aï-Fraoussène (commune mixte de Fort-National) portent depuis un temps immémorial les noms de L'Qahra (Le Caire) et Misr (Égypte).

théologique fatimide. Encore la fusion du politique et du sacré – la théologie devenant idéologie de pouvoir.

L'aéroport du Caire baigne dans les rougeoiements du soleil couchant. En descendant de l'appareil, j'ai l'impression d'entrer dans une fournaise. En même temps, la joie s'en mêlant, j'ai une impression d'irréalité, comme si, malgré le lourd manteau qui m'engonce, figé dans le temps, l'espace d'une seconde, je me sentais et je sentais le monde en apesanteur autour de moi. Je suis accueilli par trois camarades : Chadli Mekki, délégué du PPA au Caire depuis 1945 [1]; Mohammed Khider, l'ancien député d'Alger [2]; Kacem Zidoun, un étudiant originaire d'Oran, qui prépare une licence de lettres à la faculté, justement renommée, de Dar el-Ouloum [3]. De tous les personnages que les événements vont faire entrer en scène au Caire, Zidoun est celui qui disparaîtra le premier, dans des circonstances tragiques, au lendemain du 1er novembre 1954, jour du déclenchement de la guerre de libération.

Mais nous ne sommes encore que le 1er mai 1952. Le chemin de la révolution s'ouvre devant nous. Il sera semé d'embûches – rançon de notre condition humaine. Il sera aussi porté par les espoirs qui soulèvent un peuple luttant pour son indépendance.

Demain, je prendrai ma place au Bureau du Maghreb.

---

1. Responsable dans le Constantinois, il avait réussi à échapper à la répression en mai 45.

2. J'ai raconté au chapitre 8 pour quelles raisons il avait pris le chemin du Caire.

3. Possédant une double culture, française et arabe, et une excellente formation acquise en Algérie dans l'action militante au sein du PPA-MTLD, il nous fera bénéficier de sa bonne connaissance des milieux politiques égyptiens.

INDEX

A

Abba, Moh 146, 147
Abba, Mohand 130, 209
Abbane, Ramdane 107 n, 120 n, 193
Abbas, voir Ferhat Abbas
Abdelbaqi 200 n
Abd el-Kader 40, 46, 56, 59
Abd el-Khaleq Torrès 103 n, 189
Abd el-Krim 46, 103 n, 187, 189, 210, 222, 223
Abd el-Mouneïm, Mustapha 224
Abderrahmane « le tailleur » 104
Abdesselam 52, 53
Achour, Ami 125 n
Ageron, Charles-Robert 57, 58 n, 118
« Agribissi », voir Lounès, Touleb
Aïchoun, Omar 200
Aïssani, Dr 116, 150
Aïssat, Idir 113 n
Aït Ahmed, Amokrane 128
Aït Ahmed, El Djouher 212
Aït Ahmed, Fatima 214, 216
Aït Ahmed, Hocine 77, 89 n, 109 n, 206
Aït Ahmed, Larbi 129
Aït Ahmed, Leïla 211
Aït Ahmed, Myassa 211
Aït Ahmed, Mohand Yahia 212
Aït Ahmed, Ouzzine 19, 20
Aït Ali (bachaga) 52, 75 n, 129 n, 143
Aït Amar, Messaoud 186
Aït Amer 171
Aït Amrane, Idir 29, 61 n, 130
Aït Hamou, Amar 21, 22, 41, 46
Aït Medri, Belaïd 64, 85, 88 n, 89, 90, 127, 179, 181, 186, 187, 188
Aït Saïd 179
Akli, Saïd 141 n, 154 n, 197, 209, 214
Ali (gendre du Prophète) 88
Ali, Ami 89 n, 145
« Ali la Pointe » 107 n, 111 n, 147 n
Ali Yahia, Mohand Sid (dit Rachid) 178, 179, 180, 181, 184, 190
Allal el-Fassi, voir El Fassi
Al-Watani, Idir 188 n
Amar, Cheikh 100 n, 180 n, 186, 189
Amirouche 35 n, 186 n, 194
Amjahid 180
Amsah, Amar 69 n
Aouchiche, Mohand 44
Arab, Arezki 107 n
Arezki, Moh 182 n
Asselah, Hocine 21, 25 n, 26, 27, 31, 49, 50, 83, 86, 94, 97, 114
Azzam Pacha 83, 189, 211, 221
Azzedine 109 n, 204 n

B

Badra, Mohammed 222
Bakhti (capitaine, voir Nemiche, Djelloul)
Battestini (administrateur) 84 n
Baudelaire, Charles 173
Bekkouche, Meghezzi, voir Si Brahim
Belhadi, Lamine 115
Belhadj, Amar 41, 42

Belhadj, Areski 41
Belhadj, Djilali 123, 132, 133, 134, 150, 151 n, 152, 153, 156, 157, 160, 163 n, 190, 193, 196
Belhadj, Mohammed 25, 89 n
Belhaffaf, Ghazali 34
Belhocine, Mabrouk 113, 179, 185, 186
Belkacem (cheikh) 99 n
Bellounis, Mohammed 43, 52, 89 n, 106 n, 142
Belmihoub 112
Belouizdad, Mohammed 49, 74 n, 86 n, 95, 97, 98, 99, 102, 106, 108, 109 n, 119, 122, 123, 130, 132 n, 150 n, 190, 191
Ben Ali 182 n
Ben Alla, Hadj 182 n.
Ben Amar 93, 94
Banaouda, Amar 193, 200 n
Ben Arab 40 n
Ben Badis, Abd el-Hamid 59
Ben Barka, Mehdi 119
Ben Bella, Ahmed 32 n, 87, 116 n, 123, 132, 137 n, 146, 151 n, 152, 156, 157, 160, 161, 163, 165, 166, 167, 169, 170, 171, 173, 174, 175, 183 n, 187, 188, 192, 193, 195, 197, 198, 219 n
Ben Boulaïd, Mostefa 146, 165, 193, 218 n
Ben Dimred, Djamal 116, 150
Bendjelloul, Mohammed 25 n, 59
Ben Keddache, Abdallah 207 n
Ben Keddache, Chérif 53, 54, 63 n, 205, 206, 207 n
Ben Keddache, Meziane 207 n
Ben Khedda, Ben Youssef 19, 87, 113 n
Ben Mehel 86, 97, 115, 191
Ben M'Hidi, Larbi 34, 165, 193
Bennaï, Ouali 30, 31, 34, 35, 37, 40, 51, 52, 63, 64, 69 n, 73, 78, 79, 85, 88, 89 n, 90, 96, 109 n, 112 n, 113 n, 125, 129, 130, 140, 141 n, 142, 151 n, 160, 178, 181, 182, 184, 187, 194, 197
Ben Othmane, Fatima (Fatima Zekkal) 36 n
Ben Smaïn, Boumediène 171
Ben Tayeb 118
Bentoumi, Amar 29
Ben Youssef, Salah 163, 222
Ben Zaïm, Hocine 193
Bitterlin, Lucien 214 n
Bonaparte (général) 48, 224
Boubakeur, Hamza 111
Bouchaïb, Belhadj 154 n, 167, 170, 173, 174
Bouda, Abdelkader 138
Bouda, Ahmed 49, 52, 66, 67, 79, 80, 86, 94, 95 n, 97, 98, 99, 102, 104, 105, 106, 109, 119, 126, 138 n, 145, 157, 181 n, 184, 187, 192, 209, 210, 217
Boudaoud, Moh Arezki 135, 136
Boudaoud, Omar 89 n, 136, 181, 182, 194
Boudiaf, Mohammed 87, 116 n, 123, 132 n, 136 n, 151 n, 163, 164, 165, 166, 193, 198, 199, 219 n
Boukadoum, Messaoud 31, 84 n, 94, 97, 100, 102, 108 n, 119, 122, 150 n, 161, 163 n
Boukhort, Ben Ali 113 n
Boulahrouf, Tayeb 87, 94
Boumediène, Houari (Bou Kharrouba, Mohammed Brahim) 90 n, 146, 219 n
Boumendjel, Ahmed 32
Bouras 21, 22
Bourdet, Claude 217
Bourguiba, Habib 103 n, 116 n, 163, 189 n, 222
Bourmont, de (général) 29 n
Boutin (capitaine) 29 n
Boutlilis, Hammou 170
Bugeaud (maréchal) 15, 55, 210

C

Caballero 45 n
Camus, Albert 62 n, 131
Catroux (général) 45 n
« Châra » 64
Chataigneau, Yves 122, 147
Chatty, Habib 222
Chawi, Tewfiq 221
Chenik 222
Cherchalli, Hadj 49, 86, 97, 105, 107 n, 114, 123, 146, 156, 161, 163 n, 190, 191, 192, 199
Chergui 104
Chevallier, Jacques 112 n, 196
Chibane, Mohammed 99 n
Chibane, Saïd 30 n, 35, 110
Churchill, Winston 24 n, 30, 80
« Cinco », Omar 190
Crémieux, Adolphe 57
Culet (commissaire), 200, 201

D

Dahlab, Saad 87
Davidson 222 n

Debaghine, Mohammed Lamine, voir Lamine Debaghine
De Gaulle, Charles (général) 45 n, 207 n
Delouvrier, Paul 207 n
Derdour, Djamal 84 n, 157, 163 n
De Valera, Eamon 93
Didouche, Mourad 104, 106, 126 n, 143, 163, 193
Djemâa, Arezki 36, 88
Djermane, Rabah 112
Djillali, voir Mogari, Ali
Douar, Mohammed 101, 112 n
Duboucher, Pr 12
Dumont (administrateur) 53, 125, 178
Driss, Rachid

E

El Baydhoui, Belkacem 99 n
El-Fassi, Allal 103 n, 189 n
El Hachemi 190
El Haddad 71 n
El-Hafidhi, Mouloud 73
El-Hocine, Mohand 10, 42, 213, 215
El-Ibrahimi, Bachir 29, 31, 35, 45 n
El Moïez 226
El-Okbi, Tayeb 27, 109 n, 200 n
Engels, Friedrich 80

F

Fadila 111
Farhi, Saïd (Aït Ahmed, Hocine) 218 n
Farouk Ier 221 n
Fartas 171
Fechteler, William (amiral) 225
Feix, Léon 45 n
Fellouh 167, 172, 182
Feraoun, Mouloud 62 n, 80
Ferhat Abbas 19 n, 23, 25, 28, 31, 32 n, 35, 45 n, 54, 59, 60, 62, 63 n, 82, 99 n, 108, 109 n, 119, 121 n, 149 n, 207 n
Ferhat, Ali 188
Ferhat Hached 113 n
Fernane, Hanafi 38
Fernane, Nafaa 38
Filali, Andallah 49, 52, 67, 83, 86, 94, 97, 100, 107, 117, 160, 217, 220, 222, 223, 224
Fouad II 221 n
Francis, Ahmed 32
Franco (général) 135
Fredj 25
Froger, Amédée 147
Fustel de Coulanges 178

G

Gandhi (mahatma) 80
Giono, Jean 152
Gouri, Dr 214
Guerras, Abderrahmane 199
Guillaume (général) 221 n

H

« Habachi » 65
Habachi, Abdesselam 199
Haddad, Omar 52 n, 75, 129, 130, 172, 173, 174, 190, 191
Hadj, Ahmed Messali, voir Messali Hadj
Hadjerès, Sadek 30, 113, 179, 186
Hafiz, Abderrahmane 104 n
Hafiz, Mahieddine 104
Halit, Sid Ali 26, 27, 36, 44, 47, 50, 89
Hamadache 121
Hamlaoui 218 n
Hamouda, Amar Ould, voir Ould Hamouda
Hannibal 21, 225
Harbi, Mohammed 116, 187
Hauteclocque, Jean de 222
Henine, Yahia 113, 179, 186
Hérodote 14, 226
Hitler, Adolf 13, 18, 23, 24

I-J

Ibn al-As, Amr 226
Ibn Tachfin, Youcef 10
Ibn Tumert 11
Jawhar (général) 226
Jinnah, Mohammed Ali 211
Jugurtha 117
Juin, Alphonse (général) 221 n
Juvénal 29

K

Kaak 120
Kabba, Ahmed 75, 138, 140, 217, 219, 220, 223
Kebir, Mohammed 123
Kehal, Arezki 72 n
Khelifati, Mohand Amokrane 77, 180, 181

Khellil, Amar 49, 50, 67, 76, 77, 79, 82 n, 84 n, 86, 107, 128, 139
Khellil, Jabran 216
Khettab, Amar 143, 168
Khettab, Lounas 52, 143, 168
Khiari, Abdelkader 193, 199
Khider, Mohammed 84 n, 97, 116, 158, 160, 161, 163 n, 175, 180 n, 183, 190, 192, 194, 219 n, 227
Khider, Mohammed-Ali 168, 169, 170, 173, 174, 182
Kiouane, Abderrahmane 29, 112
Krim, Belkacem 45 n, 69 n, 73 n, 144, 146, 188, 205

L

Lacheraf, Mostefa 116, 117, 219
Ladjani 27 n
Ladjouzi, Tahar 125
Lagha, Omar 105
Lahouel, Hocine 79, 80, 83, 86, 87, 91, 94, 97, 112 n, 113 n, 145, 146, 156, 162, 164, 166, 168, 170, 186, 191, 192, 210
Laïmèche, Ali, 25, 26, 35 n, 37, 38, 39, 42, 48, 63, 64, 73, 78, 79, 80, 81, 82, 98, 102, 106 n
Lalla Fatma 14, 39 n
Lamine Debaghine, Mohammed 19, 22, 25 n, 31, 77 n, 84 n, 86, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 102, 108 n, 114, 116, 119, 122, 123, 150 n, 161, 162, 164, 184, 187, 189, 192
Lamrani, Saïd 86, 97, 104, 114, 161, 191
Lecas (adjudant) 183, 184
Leclerc (maréchal) 101 n
Leconte, Daniel 56
Lejeune, Thomas 63
Lénine 80, 93, 186
« Lion » 66, 67
Louanchi, Salah 26, 44
Louis XIV 18
Lounès, Touleb (« Agribissi ») 143, 144

M

« Madjid » (Hocine Aït Ahmed) 109 n, 182
Mahomet 88 n
Mahsas, Ahmed 132 n, 151 n, 152, 156, 157, 164, 193
Maïza, Brahim 85, 97
Mao Tsé-toung 18, 211
Markos 122
Maroc, Mohammed 123, 132 n, 133, 136 n, 146, 151 n, 152, 193
Marx, Karl 80
Mazouzi, Mohand Saïd 43, 52
Mechati, Mohammed 199, 201
Mehenna 89 n, 128 n
Mehri, Abdelhamid 99 n
Mekki, Chadli 103 n, 227
Melmoux 69 n
Messali Hadj, Ahmed 19, 21 n, 26 n, 28, 31, 35, 45 n, 59, 62, 71, 76, 82, 83, 84, 85, 87, 88, 91, 94, 95, 96, 97, 99, 100, 101, 104, 108, 109 n, 113, 114, 115, 117, 122, 142, 149, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 181, 184, 185, 186, 187, 188, 190, 191, 209, 222, 223
Messali, Ali 85
Messali, Janina 85
Mezerna, Ahmed 84 n, 97, 122, 133, 167, 183, 191
Missoum 109
Moawiya (premier calife omeyyade) 88
Mogari, Ali (dit Djillali) 146
Mohammed V 24, 116, 119 n, 221 n
Mokrani 42, 46
Mokri, Hocine 109 n
Mohand el-Hocine (cheikh), voir El-Hocine, Mohand
Mostefaï, Chawki 49, 87, 94, 97, 116, 158, 161, 181, 211, 212
Mostefaï, Elhadi 32
Moundji, Zin El Abidine 217, 220, 223
Moussa, Sidi 19
Moussaoui, Boualam 182
Moussaoui, Rabah 101
Mussolini, Benito 13, 23, 24
Mustapha « Troisième » 128

N

Naegelen, Edmond 14, 122 n, 139 n, 145, 146, 149
Napoléon I[er] 29 n, 225 n
Napoléon III 55, 57
Nasser, Gamal Abdel 26, 221, 222 n, 224 n
Neguib, Mohammed 221 n
Nehru, Jawaharlal 211
Nemiche, Djelloul (capitaine Bakhti) 165, 166, 171

O

Ouaguénoun, Ahmed 29, 30
Ouamrane, Omar 45, 89 n, 100 n, 144, 145, 189, 190, 191, 205
Ouamri, Ahmed 214
Ouazani 30
Oubouzar, Saïd 89 n, 179, 181
Ougana, Rabah 143
« Oukerdouche » 65
Ould Aoudia, Me 205
Ould Hamouda, Amar 35 n, 37, 41, 48, 54, 64, 77 n, 89 n, 96, 102, 123, 132, 151 n, 161, 163, 181, 194, 197
Oumeri 69
Oussalah, Ali 81, 82
Oussedik, Nour 81
Oussedik, Omar 28, 35 n, 37, 40, 43, 48, 51, 52, 54, 64, 81 n, 85, 88, 89, 96, 102, 125, 130, 138, 144, 181, 182 n, 194, 197, 203, 204
Oussedik, Tahar 128
Ouzegane, Amar 113 n

P

« Pacha », voir Tazirt, Mohammed
Périclès 18
Philippe II d'Espagne 18

R

« Rabah Deuxième », voir Zaafi, Rabah
Radjeff, Belkacem 158, 159, 160, 181
Ramadier, Paul 147
Randon (maréchal), 40
Rebbah, Lakhdar 120, 126, 130, 138, 139, 141 n, 200, 209, 217
Reguimi, Djilali 103, 106, 123, 132 n, 136, 143, 144, 151 n, 152, 164, 165, 168, 181 n, 182, 190, 193, 196, 199
Rihani, Sadek 107, 108, 109
Roosevelt, Franklin Delano 24, 30, 80, 119 n
Rouabhya, Hamed 99 n, 108 n
Rommel (maréchal) 21, 24

S

Saadane, Chérif 32
Saadi, Yacef 111 n, 134
Sahli, Mohammed Chérif (Hocine Aït Ahmed) 117
Saïdi, Sadok 115, 181
Saint-Exupéry 207
Salaheddine Pacha, Mohammed 221
Sator, Kadour 32
Schoen (colonel) 108, 109, 205, 206
Shaw, Bernard 205
Shakespeare, William 100
Si Ahcène 42
Si Brahim (Meghezzi Bekkouche) 196
Si Chérif 127
Sid Ahmed, Hocine 39, 88, 89 n
Sid Ali, Abdelhamid 86, 97, 103, 104, 107, 108, 109, 114, 161, 191
Si Djilani 158
Si Djouzi 112
Si Hamoud 89 n, 142, 143
Si Larbi 164
Si Mohand, Houcine 41, 42
Si Mohand 80
Si Rabah 142
Si Rezki 73
Si Sadek 127, 128
Si Seddik 127, 128
Slim, Mongi 222
Slim, Tayeb 103 n
Slimane 200 n
Smith (Major) 140
Stambouli, Noureddine 140 n
Susini, Jean-Jacques 158, 212
Souidani, Boudjemâa 166, 169, 170, 174, 182, 183, 200
Souiyah, Houari 87

T

Tacfarinas 46
Tacite 46
Taglit (les sœurs) 196
Taglit, Doudja 196
Tagore, Rabindranath 80
Taleb, Abderrahmane 104
Taleb, Mohammed 86 n, 104, 105, 197
Taleb, Omar 160
Tamzit, Tahar 30 n
Tazirt, Mohammed (dit « Pacha ») 104
Tébessi, Larbi 32
Temam, Abdelmalek 113 n
Thomé (Monsieur) 14, 18
Thorez, Maurice 122
Tiar 63 n
Tibère 46 n

Tillon, Charles 45 n
Tixier, Adrien 61, 77
Torrès, Abd el-Khaleq, voir Abd el-Khaleq Torrès
Toudert (famille) 131, 197, 203, 207, 211, 212
Toudert, Da Achour 207, 208, 213, 215
Toudert, Jedjiga 207, 213
Toudert, Mokrane 196, 208, 212, 215
Toudert, Tounsia Djamila 213, 214, 215, 216, 217
Toumi 126
Toynbee, Arnold 89 n
Truman, Harry 101, 102

V-W

Viollette, Maurice 58 n
« Wlid Elqaïd » 172

Y

Yaha, Hafid 186 n
Yazid, M'Hammed 116, 150
Yousfi, M'Hammed 137, 190, 192, 193

Z

Zaaf, Rabah (« Rabah Deuxième ») 110
Zafrullah Khan (Sir) 221
Zahiri, Saïd 108
Zaïd 89 n
Zekkal, Mohammed 35, 36 n, 79, 130, 138, 198, 217
Zekkal, Fatima (Fatima Ben Othmane) 36 n
Zemirli, Ahmed 81
Zerargui 23 n
Zeroual, Mohammed 27, 28, 36, 43, 52, 53
Zertal 197 n
Ziar, Mohammed 34
Zidi 219
Zidi, M[e] 120
Zidoun, Kacem 227
Zighout, Youssef 200 n
Zoubiri, Mohammed 139 n

TABLE

1. Enfance et prise de conscience/page 9
La famille, le village – L'école coranique, l'école française – La guerre, les mobilisés – Le lycée – Le débarquement allié (« Opération Torch ») – *Le Manifeste du Peuple algérien* – L'adhésion au PPA – Le Congrès des Amis du Manifeste et de la Liberté

2. Un mois tragique, une semaine historique/ page 33
Les événements du 1er et du 8 mai 1945 – La « Semaine Sainte » – Le baccalauréat – Le tournant - Boycottage des élections cantonales

3. Sursaut d'une nation, chronique d'un bastion/page 55
Sujets d'un pays conquis – Le voyage du ministre de l'Intérieur – Les jeunes clandestins du PPA en Kabylie, le travail d'implantation – « Vive l'Algérie indépendante! » – La période de tous les espoirs

4. Clans au pouvoir, un Congrès de l'espoir/page 71
Conflit avec la direction – La mort de mon ami Ali Laimèche – Le virage électoraliste – Le parti et ses clans – La Conférence des cadres (décembre 1946) – La position des militants de Kabylie – Le premier Congrès du PPA (février 1947) – Une dialectique de libération nationale

5. Peuple ardent, dirigeants prudents/page 97
Esquisse de l'OS – La tournée de Messali en Kabylie – Réorganisation politique du Grand Alger – Priorité au légalisme du MTLD – Le « Statut de l'Algérie » (septembre 1947) – Les élections municipales d'octobre 1947 : l'indépendance plébiscitée

6. L'Organisation spéciale/ page 125
Ses structures et ses buts – La mort de mon jeune frère Larbi – Le refuge d'un clandestin (Bab-el-Oued) – Responsable de l'OS (novembre 1947) – Recrutement et formation des éléments de l'OS – En quête de matériel – La liquidation des « milices noires » de Kabylie

7. Le piège électoral, la réunion du Comité central/page 149
Les élections à l'Assemblée algérienne : le trucage éhonté de Naegelen – La traversée du Dahra – Rapport devant le Comité central élargi de Zeddine – La restructuration de l'OS – Le problème de l'armement : « opération Libye », l'affaire de la poste d'Oran

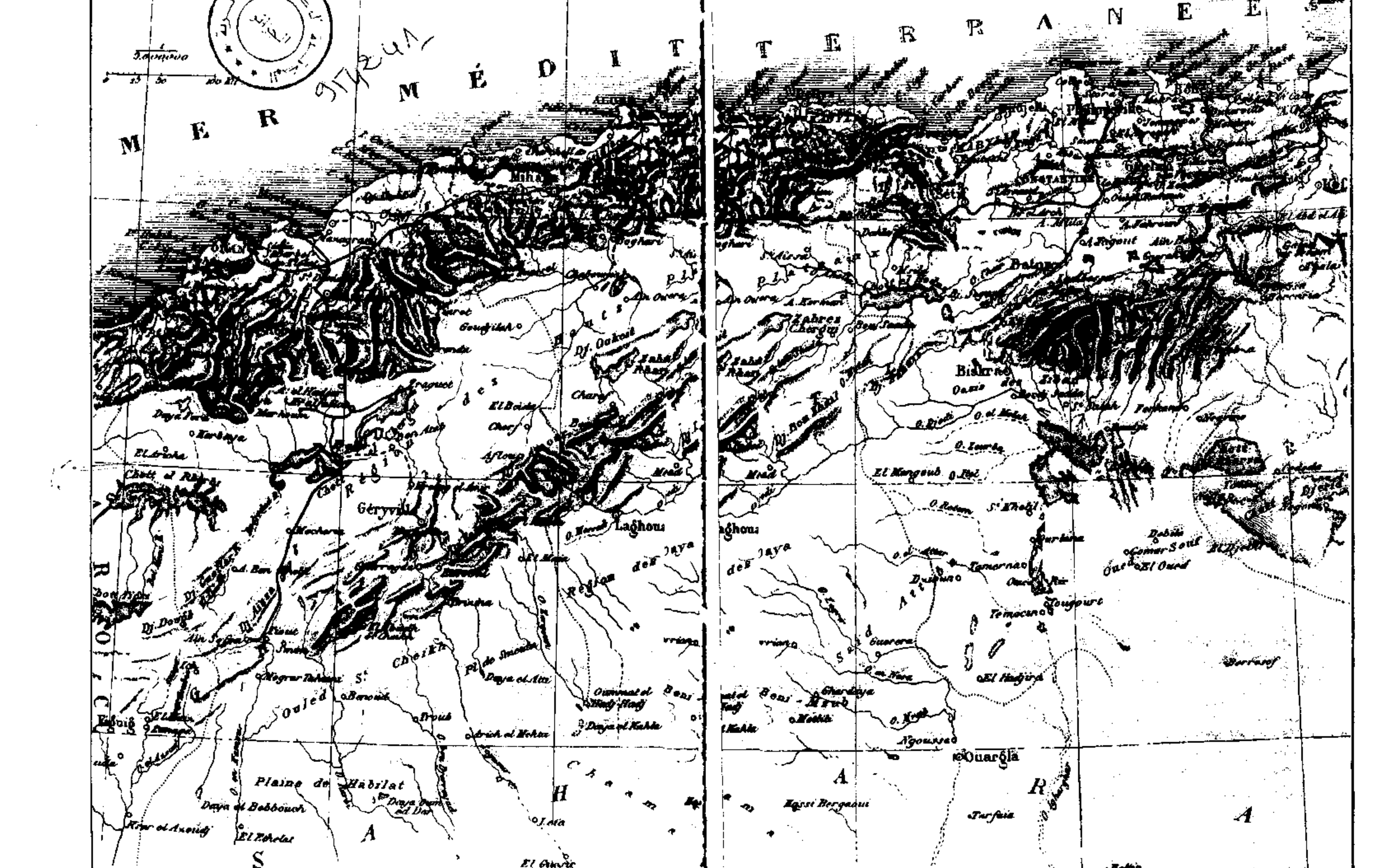
8. Complots et mirages, réalité d'un virage/page 177
Une situation révolutionnaire (1949) – Le prétendu « complot berbériste » – Arrestations en chaîne, exclusions – Marginalisation du bastion révolutionnaire kabyle – L'OS découverte – L'explication par le « complot colonialiste » – Ben Bella à la tête de l'OS (décembre 1950) – Dissolution de l'OS – Ses militants traqués

9. Le Maghreb bouge/page 203
Un clandestin sans affectation – Dernière entrevue avec mon oncle Chérif Ben Keddache – Fiançailles – Affecté à la délégation extérieure au Caire – L'exil via Paris : à l'Assemblée générale de l'ONU, le Maghreb à l'honneur – Passage-éclair en Suisse – L'arrivée au Caire (mai 1952)

Index/page 229

Carte d'Algérie/page 237

Carte d'Algérie



MER MÉDITERRANÉE
Géryville
Laghouat
Biskra
Ouargla
Touggourt
Constantine
Plaine de Habrilat
Daya el Babbouch
El Abiod
Chott el Rharbi
Dj. Bou Kahil
Dj. Ouakest
Zahrez Chergui
Ouled
El Mergoub
Goujilah
El Beida
Aflou
Chott El Hodna
El Oued
El Hadjira
Ghardaïa
Metlili
Ngoussa
Guerara
Tamerna
Temacin
Berresof
Tarfaia
Hassi Bergaoui
Beni Mzab
Région des Daya
Djelfa
Teniet
Tiaret
Batna
Dj. Aissa
Ain Sefra
Tiout
Dj. Doug
El Abiod
Brezina